# JOURNAUX

DE

# L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DU

# NOUVEAU-BRUNSWICK

le 7 octobre 2020,
du 17 au 24 novembre 2020,
du 8 au 18 décembre 2020,
le 12 février 2021,
du 16 au 26 mars 2021,
du 11 au 21 mai 2021,
du 1er au 11 juin 2021,
du 2 au 12 novembre 2021,
du 23 novembre au 17 décembre 2021,
du 22 mars au 1er avril 2022,
du 10 au 20 mai 2022,
du 31 mai au 10 juin 2022,
du 4 au 12 octobre 2022,
le 25 octobre 2022

**Première session de la 60e législature**

Fredericton (Nouveau-Brunswick)

**2020-2022**

## Représentation à l'Assemblée législative
**Première session de la 60e législature**
**Président : l'hon. Bill Oliver**

| Circonscription | Député/Députée | Résidence |
|---|---|---|
| Albert | L'hon. Mike Holland | Riverview |
| Baie-de-Miramichi—Neguac* | L'hon. Réjean Savoie | Neguac |
| Baie-de-Shediac—Dieppe | Robert Gauvin | Shippagan |
| Bathurst-Est—Nepisiguit—Saint-Isidore | Denis Landry | Trudel |
| Bathurst-Ouest—Beresford | René Legacy | Bathurst |
| Campbellton-Dalhousie | Guy Arseneault | Dalhousie |
| Caraquet | Isabelle Thériault | Caraquet |
| Carleton | L'hon. Bill Hogan | Woodstock |
| Carleton-Victoria | L'hon. Margaret Johnson | Florenceville-Bristol |
| Carleton-York | Richard Ames | Mactaquac |
| Dieppe | Roger Melanson | Dieppe |
| Edmundston—Madawaska-Centre | Jean-Claude (JC) D'Amours | Edmundston |
| Fredericton-Grand Lake | L'hon. Kris Austin | Minto |
| Fredericton-Nord | L'hon. Jill Green | Fredericton |
| Fredericton-Ouest—Hanwell | L'hon. Dominic Cardy | Fredericton |
| Fredericton-Sud | David Coon | Fredericton |
| Fredericton-York | Ryan P. Cullins | Fredericton |
| Fundy—Les-Îles—Saint John-Ouest | Andrea Anderson-Mason, c.r. | St. George |
| Gagetown-Petitcodiac | Ross Wetmore | Gagetown |
| Hampton | L'hon. Gary Crossman | Hampton |
| Kent-Nord | Kevin Arseneau | Nouvelle-Arcadie |
| Kent-Sud | Benoît Bourque | Bouctouche |
| Kings-Centre | L'hon. William (Bill) Oliver | Keirsteadville |
| Madawaska-Les-Lacs—Edmundston | Francine Landry | Edmundston |
| Memramcook-Tantramar | Megan Mitton | Sackville |
| Miramichi | Michelle Conroy | Napan |
| Miramichi-Sud-Ouest—Baie-du-Vin** | Mike Dawson | South Nelson |
| Moncton-Centre | Robert McKee | Moncton |
| Moncton-Est | L'hon. Daniel Allain | Moncton |
| Moncton-Nord-Ouest | L'hon. Ernie Steeves | Upper Coverdale |
| Moncton-Sud | Greg Turner | Moncton |
| Moncton-Sud-Ouest | Sherry Wilson | Wheaton Settlement |
| New Maryland-Sunbury | L'hon. Jeff Carr | Geary |
| Oromocto-Lincoln-Fredericton | L'hon. Mary E. Wilson | Oromocto |
| Portland-Simonds | L'hon. Trevor A. Holder | Saint John |
| Quispamsis | L'hon. Blaine Higgs | Quispamsis |
| Restigouche-Chaleur | Daniel Guitard | Pointe-Verte |
| Restigouche-Ouest | Gilles LePage | Charlo |
| Riverview | L'hon. Bruce Fitch | Riverview |
| Rothesay | L'hon. Hugh J.A. Flemming, c.r. | Rothesay |
| Saint John-Est | L'hon. Glen Savoie | Garnett Settlement |
| Saint John Harbour | L'hon. Arlene Dunn | Willow Grove |
| Saint John Lancaster | L'hon. K. Dorothy Shephard | Saint John |
| Sainte-Croix | Kathy Bockus | Leverville |
| Shediac—Beaubassin—Cap-Pelé | Jacques LeBlanc | Shediac |
| Shippagan-Lamèque-Miscou | Eric Mallet | Shippagan |
| Sussex-Fundy-St. Martins | L'hon. Tammy Scott-Wallace | Smiths Creek |
| Tracadie-Sheila | Keith Chiasson | Rivière-à-la-Truite |
| Victoria-La-Vallée | Chuck Chiasson | Grand-Sault |

### Fonctionnaires de l'Assemblée

**Shayne Davies, greffier** — **John-Patrick McCleave, greffier adjoint**
**Gilles Côté, sergent-d'armes** — **Patrick Dunn, juriste**

* Lisa Harris a démissionné le 16 août 2021.
** Jake Stewart a démissionné le 18 août 2021.

# JOURNAUX

**DE**

# L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

**DU**

# NOUVEAU-BRUNSWICK

## PREMIÈRE SESSION DE LA 60e LÉGISLATURE, 2020-2022

## L'HON. BRENDA MURPHY, LIEUTENANTE-GOUVERNEURE

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le mercredi 7 octobre 2020

***PROCLAMATION***

*ATTENDU QUE la troisième session de la cinquante-neuvième Assemblée législative de la province a été dissoute le 17 août 2020,*

*ET ATTENDU QUE j'ai cru bon de convoquer la première session de la soixantième Assemblée législative de la province, je prends par la présente une proclamation convoquant l'Assemblée législative le 7 octobre 2020 à 13 heures.*

*La présente proclamation est faite sous mon seing et sous le grand sceau de la province à Fredericton, le 1er octobre, en l'an de grâce deux mille vingt et en la soixante-neuvième année du règne de Sa Majesté.*

***PAR ORDRE DE LA LIEUTENANTE-GOUVERNEURE***

*Le procureur général,*
*Hugh J. Flemming, c.r.*

*La lieutenante-gouverneure,*
*Brenda L. Murphy*

La première session de la 60e législature de la province du Nouveau-Brunswick ayant été convoquée pour aujourd'hui en vue de l'expédition des affaires, conformément à la proclamation précitée, les parlementaires inscrits au rôle remis au greffier de la Chambre par la directrice générale des élections, ayant déjà été assermentés, prennent place à la Chambre.

---

Le sous-greffier de l'Assemblée législative s'adresse à la Chambre, en ces termes :

Mesdames et Messieurs les parlementaires, S.H. la lieutenante-gouverneure me charge de vous informer qu'elle ne juge pas à propos de faire connaître, avant qu'une personne soit dûment choisie pour assumer la présidence, les motifs qui l'ont portée à convoquer l'Assemblée législative.

En conséquence, c'est le désir de Son Honneur que vous, membres de l'Assemblée législative, procédiez sur-le-champ au choix d'une personne digne et convenable pour assumer la présidence et la proposiez cet après-midi à l'approbation de Son Honneur à la Chambre de l'Assemblée.

La liste des parlementaires éligibles au premier tour de scrutin est la suivante :

OLIVER, William (Bill)
WETMORE, Ross

M. Wetmore demande à se désister du premier tour de scrutin. Le sous-greffier déclare qu'il lui incombe de présider l'élection à la présidence de la Chambre conformément au Règlement, selon lequel les désistements ne peuvent se faire qu'après le premier tour de scrutin.

Le sous-greffier ajoute que, compte tenu des précédents liés à la demande, il respectera la volonté de l'Assemblée si celle-ci veut suspendre l'application de l'exigence en cause.

Ayant constaté le consentement unanime à suspendre l'application de l'exigence de l'alinéa 11(8)*l*) du Règlement, le sous-greffier invite les candidats qui veulent se désister à se lever à leur place et à signifier leur intention de le faire.

Sur ce, M. Wetmore se lève à sa place et annonce son intention de retirer sa candidature à la présidence de la Chambre.

La Chambre procède à l'élection à la présidence conformément à l'article 11 du Règlement.

Le sous-greffier annonce ce qui suit :

Mesdames et Messieurs les parlementaires, le Règlement dispose que, si un seul député est candidat à la présidence, le greffier de la Chambre annonce le nom du candidat et déclare d'office ce candidat élu président.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, il est en mon devoir de vous informer qu'un seul député est candidat à la présidence et que, en application de l'alinéa 11(8)*m*) du Règlement, il m'incombe d'annoncer que William (Bill) Oliver, député de la circonscription électorale de Kings-Centre, est déclaré élu président.

L'hon. M. Higgs, premier ministre, et M. Melanson, chef de l'opposition officielle, escortent M. Oliver à l'estrade, où, debout sur le dernier degré, il s'adresse à la Chambre, en ces termes :

Mesdames et Messieurs les parlementaires, j'ai le plaisir aujourd'hui de remercier sincèrement et humblement la Chambre du grand honneur qu'il lui a plu de me conférer en me choisissant pour assumer la présidence.

Ayant conscience de mon manque relatif d'expérience en procédure parlementaire, j'aurais hésité avant d'accepter une charge comportant une si lourde responsabilité, n'eût été l'assurance de pouvoir en tout temps compter sur la courtoisie, la patience et la bienveillance de chaque parlementaire.

Je vous remercie de nouveau et me soumets maintenant à la Chambre.

Je sais que, selon la tradition, je dois accepter d'assumer la présidence avec réticence, mais, en vérité, j'accepte cet honneur avec beaucoup d'humilité et de respect. Je vous remercie de m'accorder votre confiance pour vous assister dans la conduite des importants travaux de la 60e législature, et j'espère que, au cours des quatre prochaines années, nous accomplirons beaucoup pour les gens de notre magnifique province.

Je veux profiter de l'occasion pour honorer la mémoire d'une pionnière dans le domaine de la politique au Nouveau-Brunswick. J'ai consulté les archives et les documents d'histoire, et je souligne que, depuis 1786, seulement 47 femmes ont siégé à la Chambre, et la sénatrice Brenda Robertson a été la première. En 1967, elle a été la première femme élue à l'Assemblée législative et, lorsqu'elle a été nommée ministre de la Jeunesse en 1970, elle est devenue la première femme à occuper un poste de ministre.

En 2017, j'ai eu la chance et l'honneur de la rencontrer. Elle était charmante et elle a parlé de sa carrière politique en compagnie de son ami Paul D'Astous. Je l'ai écoutée attentivement et je me considère privilégié d'avoir pu passer du temps avec elle. Au nom de l'Assemblée législative, qu'elle tenait en haute estime, je tiens à offrir à sa famille nos condoléances.

Je veux aussi souligner l'excellent travail que le député de Restigouche-Chaleur a accompli depuis 2018, pendant son mandat comme président de l'Assemblée législative. Je vous remercie. Je ferai honneur au poste, comme vous l'avez fait pendant les deux dernières années.

Tous les députés vous respectent parce que vous avez accepté la tâche difficile de les guider pendant le mandat du premier gouvernement minoritaire en 100 ans.

Depuis 36 ans, je bénéficie de l'appui de ma femme, qui m'a toujours encouragé dans ce que j'ai choisi d'entreprendre. La décision de faire le saut en politique en est une que nous avons prise ensemble. Comme nous le savons tous, pour accepter les obligations qui en découlent, il faut que notre famille les accepte aussi. Chris comprend les hauts et les bas que nous vivons, et je lui suis reconnaissant de son amour et de son appui.

Je remercie également notre fils Danny, sa fiancée Jen et notre petit-fils Jadon. Je sais que vous m'apporterez votre soutien.

Depuis 2014, les gens de la circonscription de Kings-Centre ont choisi de m'accorder leur confiance pour les représenter à l'Assemblée législative, et je continue de leur faire honneur. J'aimerais citer la devise du club Rotary : Servir d'abord. Lorsque j'étais chef de cabinet du président Harrison en 1999, jamais ne me suis-je attendu à occuper un jour le poste de président. En effet, j'ai suivi tout un parcours, de chef de cabinet à député, puis à ministre et, maintenant, à président de l'Assemblée. Je ne peux qu'imaginer la fierté qu'éprouveraient mes parents s'ils étaient ici pour prendre part à la cérémonie d'aujourd'hui.

En terminant, je fais la promesse suivante à l'Assemblée : Je respecterai les règles de la Chambre et ferai de mon mieux pour assumer mes fonctions avec la dignité qu'exige le poste de président. Je m'attends à la tenue de débats sains et animés à la Chambre et je sais que nous ferons preuve de respect envers nos collègues qui parleront avec enthousiasme au cours des débats.

Je dirigerai de façon juste, impartiale et respectueuse pour tous et je demande la même chose en retour. La porte de mon bureau sera toujours ouverte pour les députés, et je vous invite à venir me voir au besoin.

Merci.

Sur ce, M. Oliver monte au fauteuil, et la masse est placée sur le bureau de la Chambre.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président de la Chambre s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Votre Honneur ayant fait connaître son désir à la Chambre, celle-ci est passée au choix d'une personne pour assumer la présidence. Elle a choisi de m'élire à cette charge importante et honorable et me propose maintenant à l'approbation de Votre Honneur.

Le sous-greffier de la Chambre dit ce qui suit :

Monsieur le président, S.H. la lieutenante-gouverneure me charge de vous dire qu'elle est pleinement consciente de votre ardeur pour le service public et de votre compétence à assumer les fonctions de la charge à laquelle l'Assemblée législative a choisi de vous élire et qu'elle approuve volontiers le choix de cette dernière et vous confirme à la présidence.

Le président de la Chambre s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Comme il a plu à Votre Honneur d'approuver l'Assemblée dans son choix de m'élire à la présidence, il est maintenant de mon devoir de réclamer en son nom la reconnaissance de tous ses droits et privilèges, anciens et traditionnels, notamment l'inviolabilité parlementaire, la liberté de parole dans les débats et l'accès auprès de la personne de Votre Honneur lorsque l'Assemblée le juge nécessaire pour le service public, et de vous demander d'interpréter de la manière la plus favorable ses délibérations. En mon propre nom, je dois demander que toute erreur de ma part ne soit pas imputée à l'Assemblée.

Le sous-greffier de la Chambre répond ainsi qu'il suit :

Monsieur le président, Son Honneur a pleine confiance dans la loyauté et l'attachement de l'Assemblée envers la personne et le gouvernement de Sa Majesté et ne doute nullement que ses délibérations seront marquées au coin de la sagesse, de la modération et de la prudence et lui accorde volontiers et de plein gré et saura lui reconnaître tous les privilèges qui lui sont accordés et reconnus d'ordinaire.

Pour ce qui est de vous-même, Monsieur le président, bien qu'elle soit consciente du fait que vous n'ayez pas besoin d'une telle assurance, Son Honneur interprétera toujours de la manière la plus favorable vos paroles et vos actes.

Il plaît à S.H. la lieutenante-gouverneure de faire la déclaration suivante :

Monsieur le président et Mesdames et Messieurs les parlementaires, au nom de Sa Majesté la Reine Elizabeth II, il me fait plaisir de vous souhaiter la bienvenue et bon succès en tant qu'honorables députés de cette Assemblée distinguée.

Nous traversons une période historique au Nouveau-Brunswick et à travers le monde, alors que nous affrontons la pandémie de COVID-19. J'espère que votre travail sera accompli de façon respectueuse et amicale et que vous considérerez toujours les meilleurs intérêts des Néo-Brunswickois dans vos décisions.

Je tiens à vous informer que mon gouvernement n'est pas prêt à ouvrir maintenant une session parlementaire. Toutefois, j'espère ardemment que la divine Providence vous guidera dans toutes vos délibérations.

Le sous-greffier de l'Assemblée législative communique à la Chambre le message suivant de S.H. la lieutenante-gouverneure :

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les parlementaires, S.H. la lieutenante-gouverneure me charge de vous informer qu'il lui plaît de requérir la présence des parlementaires auprès de Son Honneur à la Chambre de l'Assemblée le mardi 17 novembre 2020 à 13 h ; Son Honneur ouvrira alors officiellement la première session de la 60e législature du Nouveau-Brunswick.

Son Honneur se retire de la Chambre.

Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 13 h 25.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

**Rapports annuels**

| | |
|---|---|
| Réseau de santé Horizon, 2019-2020 | (17 août 2020) ; |
| Réseau de santé Vitalité, 2019-2020 | (25 août 2020) ; |
| Recycle NB, 2019 | (28 août 2020) ; |
| Bureau d'intervenant public, une unité du Cabinet du procureur général, 2019-2020 | (1er septembre 2020) ; |
| Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 | (10 septembre 2020) ; |
| Commission des services financiers et des services aux consommateurs, 2019-2020 | (28 septembre 2020) ; |
| Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick, 2020 | (28 septembre 2020) ; |

Jour de séance 2 le mardi 17 novembre 2020

*13 h*

La première session de la 60e législature de la province du Nouveau-Brunswick ayant été convoquée pour aujourd'hui en vue de l'expédition des affaires, conformément au message de S.H. la lieutenante-gouverneure communiqué à la Chambre le 7 octobre 2020 et en conséquence de la proclamation lancée le 1er octobre 2020, S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Il plaît à Son Honneur d'ouvrir la session par le discours du trône, dont voici le texte :

**Observations liminaires**

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les parlementaires, invités et gens du Nouveau-Brunswick en particulier, bienvenue à l'ouverture de la première session de la 60e législature du Nouveau-Brunswick.

Nous nous réunissons aujourd'hui sur le territoire ancestral des peuples autochtones.

La session commence au cours d'une époque sans précédent, alors que notre province, le monde entier en fait, continue de lutter contre une pandémie planétaire imprévisible qui perdure. En toutes circonstances, la population du Nouveau-Brunswick se montre résiliente et forte. Les gens de la province ont fait front commun et ont travaillé ensemble pour aplatir la courbe pandémique de COVID-19, se protéger les uns les autres et protéger notre province.

Les efforts efficaces déployés au Nouveau-Brunswick pour ralentir et empêcher la propagation de la COVID-19 ont permis à la province d'afficher l'un des taux d'infection les plus faibles du monde.

Votre gouvernement souligne le travail des personnes qui répondent à l'appel aux quatre coins de la province, et il les en remercie. Des milliers de personnes travaillent en première ligne pour aider les gens du Nouveau-Brunswick à s'adapter à la nouvelle réalité que nous connaissons en raison de la pandémie de COVID-19. Le corps médical et infirmier ainsi que d'autres professionnels de la santé tracent la voie afin de protéger les patients et d'assurer la continuité des services essentiels. Le personnel des foyers de soins manifeste un professionnalisme impeccable et une compassion inépuisable.

Les intervenants d'urgence, notamment les agents de police, les travailleurs paramédicaux et les pompiers, maintiennent l'ordre et offrent une présence rassurante. Le contrôle frontalier est assuré par des agents responsables de la sécurité routière, des agents de conservation, des agents des services correctionnels et des inspecteurs des services d'enquête du ministère de la Justice et de la Sécurité publique. Pendant les périodes de pointe, ils reçoivent l'appui d'inspecteurs de la santé publique, de shérifs, de gardes forestiers et d'agents des services administratifs. Non seulement ces

personnes s'adaptent à leur nouveau rôle afin de protéger nos frontières provinciales, mais elles travaillent aussi en première ligne à défendre au quotidien toute la bulle atlantique.

Grâce au personnel des épiceries et des magasins de fournitures de bureau, aux pharmaciens, aux techniciens en informatique et aux camionneurs, les gens et les entreprises peuvent s'approvisionner. Le personnel enseignant trouve des façons nouvelles et novatrices d'enseigner et de veiller à ce que nos jeunes esprits continuent d'apprendre et de s'épanouir.

Le courage et la détermination extraordinaires démontrés par les gens ont favorisé la gestion de la pandémie et la relance rapide de l'économie au Nouveau-Brunswick, lesquelles ont été bien perçues d'un bout à l'autre du Canada. Cette réussite témoigne de la grande ténacité de notre population et de sa persévérance dans l'adversité. Les gens du Nouveau-Brunswick doivent demeurer vigilants et travailler ensemble pour se protéger les uns les autres et poursuivre les progrès. La pandémie a entraîné tant de changements dans notre vie, mais elle a aussi illustré l'importance de travailler ensemble pour le bien commun.

Votre gouvernement a pris l'exceptionnelle décision de créer un comité multipartite du Cabinet sur la COVID-19 pour assurer une supervision et fournir une orientation stratégique à l'égard des travaux réalisés au sein de l'appareil gouvernemental afin de protéger la population du Nouveau-Brunswick. Le comité compte les chefs des partis politiques reconnus à l'Assemblée législative, et nous les remercions de la collaboration et de l'impartialité dont ils font preuve pendant que la province gère les effets de la pandémie de COVID-19.

C'est dans un tel esprit de collaboration que votre gouvernement mènera ses activités durant la session de l'Assemblée législative. Votre gouvernement se servira des leçons tirées de la pandémie pour assurer une prestation plus efficace des services, améliorer davantage le rendement et mettre à profit les technologies. Il continuera d'aller de l'avant en agissant avec empressement, en fixant des objectifs précis et en communiquant de manière transparente, puisque cela a eu des effets si favorables pour la province durant la première vague de la crise sanitaire.

Dans tout cela, les gens du Nouveau-Brunswick retrouvent un sentiment de fierté en tant que population d'une province qui suscite du respect à l'échelle nationale. Forts d'un élan renouvelé, les gens travaillent ensemble à bâtir un avenir plus solide et sûr pour tout un chacun. Votre gouvernement compte saisir l'occasion de faire avancer le Nouveau-Brunswick dans une nouvelle ère.

**Félicitations et hommages**

Depuis la dernière session de notre Assemblée législative, un certain nombre de personnes du Nouveau-Brunswick se sont distinguées par leurs réalisations et ont mérité de la reconnaissance.

La Légion royale canadienne a nommé une femme du Nouveau-Brunswick, soit Deborah Sullivan, de Summerville, mère nationale de la Croix d'argent 2020-2021. Son fils, le lieutenant Christopher Edward Saunders, était un officier décoré de la

Marine royale canadienne et a perdu la vie en 2004 dans un tragique incendie survenu à bord du NCSM Chicoutimi.

Claudette Bradshaw, de Moncton, a reçu le Prix des droits de la personne du Nouveau-Brunswick pour son travail et son leadership exemplaire en matière d'aide aux familles et aux enfants victimes de discrimination fondée sur le statut social ou la situation familiale.

Emma Coakley, de Saint John, a reçu le Prix des droits de la personne jeunesse pour le dévouement dont elle a fait preuve afin de sensibiliser sa collectivité aux questions liées à l'amputation et aux prothèses, aux Amputés de guerre et au programme Jouez prudemment.

Deux hommes du Nouveau-Brunswick ont été décorés de l'Ordre du Canada. Il s'agit d'Omer Chouinard, de Moncton, qui a oeuvré à la protection des écosystèmes dans les Maritimes en tant que professeur en études de l'environnement, et de Derek Lister, de Fredericton, qui a contribué à la recherche sur l'énergie nucléaire et à l'amélioration de la sécurité au travail.

Peter Sawyer et Élizabeth Levasseur, du Nouveau-Brunswick, figuraient parmi les lauréats des Prix d'alphabétisation du Conseil de la fédération pour 2020.

Milee Millea, de la Première Nation d'Elsipogtog, a remporté un prix de la Fondation Rick Hansen pour s'être distinguée par ses actions quant à la sensibilisation à l'égard des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées.

Michelle Lang Standring, de Rothesay, a remporté le Prix du Premier ministre pour l'excellence dans l'enseignement. Elle défend avec ardeur les personnes de la communauté LGBTQ+, milite pour leurs droits et s'efforce de créer des espaces plus diversifiés et inclusifs pour tous les élèves.

Le professeur de l'Université du Nouveau-Brunswick Gary Waite, de Fredericton, a été élu membre de la Société royale du Canada. Historien reconnu à l'échelle internationale, M. Waite est directeur par intérim des départements d'histoire et d'études classiques au campus de Fredericton.

Mario Thériault, de Moncton, a été élu président du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada.

À la fin de l'année dernière, Cameron MacMaster a reçu le prix Roly McLenahan des Jeux du Canada après avoir remporté la médaille d'argent dans la catégorie cheval-sautoir lors des Jeux d'hiver du Canada. Pour Équipe Nouveau-Brunswick, il s'agit de la première médaille en gymnastique artistique masculine en 24 ans.

Cette année, 13 éducateurs et groupes du Nouveau-Brunswick ont reçu le Prix national de l'intégration scolaire. Les prix sont remis par l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire en partenariat avec l'Association canadienne pour l'intégration communautaire. Les lauréats sont les suivants : le personnel du Chatham Day Care Center, de Miramichi ; Sheryl Titus, de Quispamsis ; Joanne McIsaac, de Woodstock ; les assistantes en éducation de la Keswick Valley

Memorial School, de Burtts Corner ; Wanda MacDonald, de Saint John ; Rhonda Magee et Ellen Higgins, de Saint John ; Robin Buchanan, d'Oromocto ; l'équipe des services intégrés de l'école Carrefour Étudiant, de Beresford ; les élèves de l'École Les Éclaireurs, de Fredericton ; Marie-Josée Couture, du district scolaire francophone nord-est ; Steven Austin, de Moncton ; le corps professoral du programme de soudage du NBCC Saint John ; le personnel de l'École Mgr-Lang, de Drummond.

Plus tôt cette année, le bureau de la gouverneure générale a rendu un hommage particulier à un certain nombre de personnes du Nouveau-Brunswick. Mackie Greene et feu Joseph Michael Howlett, de Wilsons Beach, ont reçu la Croix du service méritoire pour la création de la Campobello Whale Rescue Team. Gerard Barry Losier, de Miramichi, s'est vu décerner la Médaille du service méritoire pour son travail philanthropique et ses efforts à l'égard de l'amélioration des soins pour les personnes âgées et les personnes atteintes d'une maladie en phase terminale dans la région de Miramichi. Ralph Thomas, de Saint John, a été décoré de la Médaille du souverain pour les bénévoles en raison de son action en faveur de la diversité et du bien-être physique grâce à son travail à titre d'ambassadeur du Temple de la renommée sportive du Nouveau-Brunswick et de membre fondateur de la New Brunswick Black History Society.

Nous sommes reconnaissants à la D^re^ Jennifer Russell, qui fait preuve de leadership et qui offre des conseils et une orientation à la province pour l'aider à composer avec la situation sans précédent découlant de la pandémie qui sévit à l'échelle mondiale.

Votre gouvernement aimerait en outre souligner deux jalons très importants. Cette année, la Fondation Fergusson célèbre son 35^e^ anniversaire, et la Table de concertation pour contrer la violence conjugale et familiale dans la Péninsule acadienne, son 30^e^ anniversaire. Les deux organismes ont comme mission de mettre fin à la violence familiale au Nouveau-Brunswick et ont réalisé des progrès remarquables au fil des ans.

Cette année, votre gouvernement célèbre le 50^e^ anniversaire de la publication du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme. La commission fédérale avait pour mandat d'assurer l'égalité des chances pour les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la société canadienne.

**Condoléances**

Nous prenons aussi un moment pour honorer la mémoire des personnes qui sont décédées au cours de l'année.

Nous rendons hommage à Brenda Robertson, pionnière de l'égalité des sexes. En 1967, elle a été la première femme élue à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Première femme à occuper un poste de ministre dans la province, elle a été réélue quatre fois et a ensuite été sénatrice du Canada pendant 20 ans.

Nous nous souvenons de Albert Levi, de la Première Nation d'Elsipogtog. Albert a été pendant longtemps chef de la Première Nation d'Elsipogtog et a été largement

considéré comme l'un des dirigeants autochtones les plus influents du Nouveau-Brunswick.

Nous pensons à Bill Gale, de Saint John. Ancien cadre du secteur bancaire, Bill était un grand philanthrope et un champion de la lutte contre la pauvreté. Il a fondé la Business Community Anti-Poverty Initiative (BCAPI) et a été décoré de l'Ordre du Nouveau-Brunswick.

Nous célébrons la vie de James Albert Doyle, éducateur de longue date et instigateur de la création à Miramichi d'un campus de la St. Thomas University. Il a représenté la circonscription de Miramichi—Baie-du-Vin de 1997 à 1999.

Nous nous souvenons de Barbara Fisher-Townsend, de Nackawic. Chercheuse, enseignante et auteure, elle a consacré sa vie à sensibiliser les gens à la violence familiale contre les femmes.

Nous pensons à Guy Cormier, maire de Saint-Léolin, dirigeant dévoué et respecté qui a travaillé inlassablement pour changer les choses dans sa collectivité.

Nous rendons aussi hommage à Pat Darrah, de Saint John. Il a été pendant 60 ans une figure de proue au sein de sa collectivité. Il a participé à de nombreux grands projets de développement dans la ville, y compris Market Square, Harbour Station et Dalhousie Medicine New Brunswick. Pat était un activiste communautaire et philanthrope dévoué.

Nous célébrons la vie de Roland Haché, de Petit-Rocher. Il a été pendant longtemps député à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, où il a représenté Nigadoo-Chaleur (devenue Restigouche-Chaleur) de 1999 à 2014. Il a d'abord été maire de Petit-Rocher de 1995 à 1999 et a ensuite servi la province notamment en tant que ministre de l'Éducation et ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux.

Cette année, Hans W. Klohn, éminent dirigeant d'entreprise et philanthrope de Saint John, nous a quittés. En 1955, il a cofondé Ocean Steel avec K.C. Irving et, en 2011, a été intronisé au Temple de la renommée des affaires du Nouveau-Brunswick. Il a soutenu beaucoup d'organismes communautaires, notamment le Boys and Girls Club de Saint John et la Romero House.

Nous nous souvenons de Ed Winchester, de Saint John, légende de l'aviron et ancien journaliste. Ed a remporté une médaille d'or aux championnats mondiaux d'aviron de 2000, soit à l'épreuve masculine du deux sans barreur poids léger, et a été une source d'inspiration pour les passionnés de l'aviron au Nouveau-Brunswick.

Nous pensons à R.M. Vaughan, de Saint John. Il était un écrivain talentueux ainsi qu'un mentor pour nombre d'artistes en devenir. Il était récemment revenu au Nouveau-Brunswick pour être artiste en résidence à l'Université du Nouveau-Brunswick.

**Introduction**

Un moment décisif se profile au Nouveau-Brunswick, et votre gouvernement s'apprête à le saisir. Malgré la pandémie de COVID-19, votre gouvernement reste fidèle à sa vision pour un avenir économique meilleur.

De nombreuses mesures ont été prises avant la pandémie afin de rétablir une situation financière saine dans la province. La réalisation de gains considérables a permis d'attirer dans notre province davantage d'investissements de l'extérieur et de la mettre dans une position propice à la viabilité et à la croissance. Cette réussite a diminué les répercussions financières liées à la COVID-19, ce qui souligne l'importance de disposer d'une marge de manoeuvre financière et de maintenir une discipline durant les périodes de stabilité économique.

Votre gouvernement est résolu à continuer de gérer les finances de façon responsable, et, durant cette période sans précédent, il a respecté ses obligations en matière de dépenses comme il avait prévu avant la pandémie de COVID-19, tout en composant avec les répercussions de la crise.

Bien que l'incertitude demeure et que les dépenses liées à la COVID-19 soient importantes, la somme des dépenses excédentaires jusqu'à présent a été allégée grâce à la détermination des gens du Nouveau-Brunswick à limiter la propagation du virus en respectant les directives de santé publique.

Les prévisions pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2020-2021 font état d'un déficit de 183,3 millions de dollars, alors qu'un excédent de 92,4 millions avait été prévu au budget.

La dette nette devrait atteindre 14,1 milliards de dollars, ce qui correspond à une augmentation de 386,9 millions par rapport aux sommes budgétées.

Les recettes prévues sont de 40,3 millions de dollars inférieures aux prévisions budgétaires, principalement en raison des répercussions de la pandémie de COVID-19. La diminution est en grande partie attribuable aux prévisions à la baisse des recettes provenant des taxes et impôts provinciaux, des recettes des organismes et des ventes de biens et services, mais elles sont compensées par les fonds versés par le gouvernement fédéral, notamment au titre de l'Accord sur la relance sécuritaire, du Fonds pour une rentrée scolaire sécuritaire et du complément salarial pour les travailleurs essentiels.

Compte tenu de la baisse prévue des recettes, votre gouvernement repensera et modernisera la prestation des services publics afin d'optimiser les ressources pour la population du Nouveau-Brunswick tout en vivant selon nos moyens. Une telle discipline sera essentielle afin que le gouvernement dispose des ressources nécessaires pour s'occuper des personnes âgées et investir dans les soins de santé, ainsi que pour accorder davantage d'argent aux personnes vulnérables qui en ont besoin et à nos enfants, qui méritent un système d'éducation de qualité.

Il faudra de nouvelles approches pour apporter des changements positifs, et bon nombre d'améliorations sont déjà en cours. Tout le monde doit participer à l'effort

pour faire en sorte que le Nouveau-Brunswick demeure fort pendant et après la pandémie de COVID-19, car beaucoup de travail nous attend.

Des problèmes liés à la pauvreté se posent toujours au Nouveau-Brunswick, où environ 25 % des enfants vivent dans la pauvreté et où près de 34 % des ménages ont un revenu si faible qu'ils ne peuvent pas payer d'impôts. La population de notre province est l'une des moins alphabétisées du Canada. Le vieillissement de sa population y est aussi le plus rapide. Les enjeux complexes et multifactoriels nécessiteront des solutions novatrices.

Votre gouvernement sait comment naviguer entre les écueils et a montré qu'il est prêt à répondre sans détour aux défis qui se posent à nous. Sa détermination est renforcée par l'apport concerté des employés assidus des services publics, dont les talents ont été mis à profit dans notre lutte contre la COVID-19 et sur qui nous comptons chaque jour pour servir la population. Ils sont hautement qualifiés, dévoués et motivés à montrer aux gens du Nouveau-Brunswick que l'appareil gouvernemental peut constamment s'améliorer.

**Se montrer à la hauteur de la situation : Venir en aide aux gens du Nouveau-Brunswick pendant la pandémie**

La réaction de votre gouvernement à la pandémie de COVID-19 montre à quel point le Nouveau-Brunswick peut relever des défis.

Dès mars 2020, une série de mesures extraordinaires ont été mises sur pied au Nouveau-Brunswick afin d'empêcher la propagation de la COVID-19. Le 16 mars, les écoles et les services gouvernementaux non essentiels ont été fermés. Le 19 mars, en raison de la proclamation de l'état d'urgence, les ventes au détail non essentielles réalisées en personne ont pris fin, les entreprises du secteur des aliments et des boissons ont dû limiter les services qu'elles offraient, les responsables des lieux de travail ont reçu l'ordre de réduire leurs activités aux fonctions essentielles et la plupart des établissements publics et privés ont été fermés au public.

Avant la pandémie, votre gouvernement avait accompli des progrès constants afin de rendre notre province plus attrayante en améliorant sa cote de crédit et en s'occupant des cotisations de Travail sécuritaire NB, qui étaient en hausse, ainsi que des augmentations fiscales du gouvernement fédéral qui auraient nui aux entreprises. Grâce à un certain nombre de mesures que votre gouvernement a prises pour renforcer la situation financière de la province, le Nouveau-Brunswick se trouvait en meilleure posture pour affronter la pandémie, ce qui a permis d'instaurer des mesures d'aide financière cruciales pour les entreprises touchées.

Le jour même où l'état d'urgence a été proclamé, les navigateurs d'affaires ont commencé à répondre aux appels provenant du milieu des affaires ; depuis, ils en ont traité plus de 4 000. Des centaines de propriétaires d'entreprise ont bénéficié de ressources, de renseignements et d'explications alors qu'ils cherchaient à adapter leurs activités et à rouvrir en toute sécurité.

Votre gouvernement a annoncé un soutien de 50 millions de dollars sous forme de prêts pour le fonds de roulement afin d'offrir une aide immédiate aux employeurs

touchés par la pandémie de COVID-19, qu'il s'agisse de petites, de moyennes ou de grandes entreprises.

Votre gouvernement a établi la Prestation de revenu d'urgence pour les travailleurs du Nouveau-Brunswick afin d'accorder une prestation de revenu unique de 900 $ aux personnes ayant perdu leur emploi à la suite de la proclamation de l'état d'urgence au Nouveau-Brunswick et ayant présenté au gouvernement fédéral une demande de soutien du revenu au titre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19. Ce soutien au revenu a contribué à combler l'écart entre le moment où les gens avaient perdu leur emploi ou fermé leur entreprise et le versement de la prestation fédérale. La mesure correspond à des dépenses d'environ 40 millions de dollars à l'échelle provinciale.

Au titre des mesures d'aide en lien avec la COVID-19 du Fonds d'investissement communautaire, des subventions allant de 500 $ à 10 000 $ ont été mises à la disposition des organismes sans but lucratif de petite et de moyenne taille touchés par la pandémie.

Les compagnies ayant obtenu un prêt d'un ministère gouvernemental ont pu bénéficier d'un report de leurs paiements sur le principal et les intérêts. Le versement des cotisations à Travail sécuritaire NB a été reporté pendant trois mois, et aucuns frais d'intérêt n'ont été exigés.

Des pénalités de retard sur l'impôt foncier ont été levées au cas par cas, et les paiements de l'impôt sur le revenu des sociétés du Nouveau-Brunswick ont été reportés jusqu'au 31 août 2020.

Le paiement des factures d'électricité a été reporté et les débranchements pour non-paiement ont été suspendus par Énergie NB, Saint John Power et la ville d'Edmundston.

Des modifications, avec effet rétroactif au 12 mars, ont été apportées à la *Loi sur les normes d'emploi* afin de prévoir des mesures de protection de l'emploi pour les personnes incapables de travailler en raison du coronavirus.

Une plateforme de jumelage d'emploi a été lancée et des salons de l'emploi virtuels ont été organisés afin de mettre en relation des employeurs et des travailleurs.

Au titre de l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a établi un partenariat avec le gouvernement fédéral afin d'accorder un allègement du loyer aux petites entreprises de la province.

Des mesures rigoureuses ont été instaurées afin d'inciter les exploitants d'infrastructures essentielles à atténuer et à contrer les effets de la pandémie de COVID-19 sur la chaîne d'approvisionnement.

Les énormes efforts que votre gouvernement a déployés montrent qu'il a su extrêmement bien gérer l'incertitude en protégeant l'économie provinciale pendant cette période difficile. Au mois d'août, Statistique Canada a signalé que le Nouveau-

Brunswick avait enregistré la reprise de l'emploi la plus complète de toutes les provinces.

**Relance et résilience sur le plan économique et social**

Votre gouvernement suit le rendement du Nouveau-Brunswick quant à la reprise économique en examinant des indicateurs clés, et, jusqu'à maintenant, ceux-ci montrent que sa gestion de la pandémie est caractérisée par une profonde rigueur et que les gens du Nouveau-Brunswick sont déterminés à garder l'économie ouverte et performante.

L'emploi, tel que le définit l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, atteint actuellement 97,7 % du niveau d'emploi observé en février. Le Nouveau-Brunswick occupe le troisième rang des provinces affichant la reprise de l'emploi la plus complète, après Terre-Neuve-et-Labrador et le Manitoba.

D'après les données sur les permis de construction qui sont mesurées par Statistique Canada, le mois de septembre se classe deuxième parmi les meilleurs mois de l'année, après juillet ; c'est d'ailleurs la première fois cette année que la valeur des permis a augmenté sur 12 mois. À l'heure actuelle, la valeur des permis de construction dépasse de 29 % le niveau observé en février. L'impulsion donnée au cours des trois derniers mois a été forte et procure de l'optimisme quant à une augmentation des activités dans les mois à venir.

Les données sur les ventes au détail, telles quelles sont mesurées par Statistique Canada, ont affiché une reprise rapide depuis la réouverture de l'économie. Le Nouveau-Brunswick atteint presque 104 % du niveau enregistré en février et dépasse de 38 % le faible niveau observé en avril. Pour ce qui est du rendement observé en août, le Nouveau-Brunswick se classe quatrième, après Terre-Neuve-et-Labrador, le Manitoba et le Québec.

Le secteur de la restauration a été l'un des secteurs économiques le plus durement touchés. Les ventes ont augmenté lors de chacun des trois derniers mois ; toutefois, le secteur fonctionne à 87 % du niveau observé en août 2019. Le Nouveau-Brunswick se classe au troisième rang des provinces affichant la reprise la plus complète des activités, après la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador.

Dans le domaine de l'immobilier, les ventes atteignent des records, tant au chapitre du volume qu'au chapitre des prix.

Afin de favoriser la relance sécuritaire et efficace de l'économie, votre gouvernement collabore avec le gouvernement du Canada au titre de l'Accord sur la relance sécuritaire fédéral-provincial, qui vise à relancer l'économie et à limiter les effets des futures vagues potentielles de la COVID-19 et qui mettra l'accent sur les besoins les plus urgents au cours des six à huit prochains mois. Le Nouveau-Brunswick bénéficiera d'un soutien d'une valeur de 218 millions de dollars afin de répondre aux besoins essentiels dans les soins de santé, les services de garderie, les municipalités et les services aux personnes vulnérables de notre province. À cet égard, les municipalités partagent les frais à parts égales avec le gouvernement provincial.

Grâce au programme, le ministère du Développement social investit la somme de 15,2 millions pour venir en aide aux populations vulnérables éprouvées par la pandémie. Le ministère investira les fonds dans trois principaux domaines : les établissements de soins de longue durée, la protection des enfants et les refuges d'urgence.

Votre gouvernement continuera de travailler avec le gouvernement fédéral et des partenaires locaux pour soutenir les populations vulnérables de l'ensemble de la province afin de protéger la santé publique et pour veiller à ce que l'économie soit ouverte et sécuritaire.

**Imaginer le Nouveau-Brunswick autrement**

La réponse initiale et continue à la pandémie de COVID-19 amène les gens du Nouveau-Brunswick à voir notre province avec une énergie renouvelée et un sentiment de fierté que la province n'avait pas vu depuis des décennies. Ils sont fiers de constater que, ensemble, ils sont dotés d'une agilité d'esprit et d'une capacité à s'adapter rapidement à des circonstances très défavorables. Ce que les gens de la province réussissent à faire à force d'efforts et de détermination est très impressionnant.

Les gens du Nouveau-Brunswick ne sont pas les seuls à avoir redécouvert notre province en raison de sa réponse à la pandémie de COVID-19. En effet, des gens d'un peu partout au pays et dans le monde entier ont réagi avec intérêt et admiration. Un véritable élan a été donné, et votre gouvernement veut soutenir cet élan en mettant en pratique les leçons apprises dans le contexte de la pandémie sur la manière d'accroître la collaboration, l'efficacité et la compétitivité.

Votre gouvernement invite toute la population du Nouveau-Brunswick à se mobiliser et à se demander régulièrement : *Quels nouveaux sommets pouvons-nous atteindre?* Collectivement, nous devons nous mettre au défi de penser autrement quant aux façons de travailler, comme l'ont fait les gens en réponse à la pandémie de COVID-19. Par exemple, étant donné que le Nouveau-Brunswick suscite tant l'intérêt à l'extérieur de notre province et que nous avons travaillé avec dynamisme en vue d'attirer de nouveaux arrivants pour répondre aux besoins du marché du travail, votre gouvernement doit s'interroger sérieusement à propos de nos aéroports. Notre infrastructure actuelle répond-elle aux besoins des voyageurs dont le lieu de départ ou d'arrivée est le Nouveau-Brunswick, et répond-elle aux besoins du milieu des affaires et des étudiants universitaires qui veulent s'établir au Nouveau-Brunswick? Pourquoi le Nouveau-Brunswick a-t-il, par rapport à la Nouvelle-Écosse, un volume si différent de passagers aériens? Bien que la population de la Nouvelle-Écosse soit supérieure d'environ 25 % à celle du Nouveau-Brunswick, le volume de passagers desservi par l'aéroport de Halifax est trois fois supérieur à celui qui est desservi par les trois aéroports les plus achalandés du Nouveau-Brunswick. Quels sont les obstacles à cela? Quelles qualités notre province doit-elle réunir pour stimuler la croissance? Quelles sont les barrières à briser? Voilà le genre de questions cruciales que votre gouvernement compte se poser pour que toute décision à long terme qui influe sur la valorisation du potentiel de notre province soit fondée sur des données probantes.

Il est clair que le Nouveau-Brunswick peut se démarquer. Depuis le début de la pandémie, le Centre hospitalier universitaire Dr-Georges-L.-Dumont de Moncton joue un rôle exemplaire en ce qui a trait au dépistage de la COVID-19. Quelles sont les leçons qui ont été tirées de la collaboration au sein de notre système de santé?

Qu'arriverait-il si le Nouveau-Brunswick pouvait accroître la production alimentaire et assurer une plus grande présence sur les marchés mondiaux? La province est déjà un chef de file mondial en ce qui a trait aux poissons et fruits de mer, aux bleuets, aux pommes de terre, aux produits surgelés, et j'en passe.

Au chapitre de l'énergie, le Nouveau-Brunswick est véritablement en position de devenir un chef de file mondial dans la recherche, le développement et la fabrication entourant les petits réacteurs modulaires, ce qui pourrait changer le parcours de l'innovation énergétique à l'échelle mondiale.

C'est le moment de maintenir le cap. C'est le moment de poursuivre sur notre lancée pour rétablir la situation financière de notre province. C'est le moment de tirer parti de l'innovation dans la prestation des services au chapitre de la santé et de l'éducation. C'est le moment d'agir pour développer une économie prospère qu'une étroitesse d'esprit ne peut freiner. C'est le moment de bâtir une société qui ne laisse personne pour compte au Nouveau-Brunswick.

Les gens du Nouveau-Brunswick doivent être aussi déterminés à faire prospérer l'économie et croître la population active qu'à lutter ensemble, comme ils l'ont fait, contre la COVID-19. Votre gouvernement et la population de la province ne doivent se contenter de rien de moins que l'excellence afin que nos enfants reçoivent la meilleure éducation possible et que les gens aient accès à des soins de santé de qualité. C'est le moment d'imaginer le Nouveau-Brunswick autrement, et votre gouvernement croit plus que jamais que cela est réalisable.

**Priorités du gouvernement**

Afin que nous puissions poursuivre sur notre lancée, votre gouvernement s'est doté d'un plan visant à continuer de faire fond sur les progrès qui ont été réalisés.

Le gouvernement met l'accent sur six priorités :
- un secteur privé dynamisé ;
- des communautés dynamiques et viables ;
- des soins de santé publics fiables ;
- une éducation de première classe ;
- un gouvernement abordable, prêt à agir et hautement performant ;
- l'environnement.

Au cours de la session qui s'amorce à l'Assemblée législative, des progrès seront réalisés dans chacun des secteurs prioritaires. Chacune des priorités est assortie d'objectifs mesurables, et les résultats seront rendus publics dans un souci de transparence et de reddition de comptes.

**Secteur privé dynamisé**

En janvier 2020, votre gouvernement a dévoilé sa nouvelle vision pour une stratégie économique renouvelée qui s'intitule *Combler l'écart en une génération* et qui vise, sur une période de 10 à 20 ans, à combler l'écart de prospérité entre le Nouveau-Brunswick et le reste du Canada. La stratégie a été élaborée à l'issue d'une série de consultations menées auprès du secteur privé pour déterminer comment combler le fossé économique qui s'est creusé entre le Nouveau-Brunswick et le reste du pays. Des experts de la province, du pays et du monde entier ont participé au processus pour déterminer comment notre province pourrait être plus concurrentielle. Des conseillers du monde universitaire, du milieu des affaires et du secteur de la technologie ont été consultés, de même que des économistes, des dirigeants municipaux, des groupes de divers secteurs et des dirigeants d'entreprise.

Les consultations ont permis de cerner des défis précis qui se posent à l'économie du Nouveau-Brunswick, dont les suivants : le manque d'envergure et d'intégration économique nécessaires pour faire concurrence dans un contexte économique en évolution ; la façon de penser qui distingue à la fois le Nord du Sud et les régions rurales des centres urbains et qui nuit au potentiel de croissance ; l'adoption au ralenti de la technologie et la lenteur dans les investissements des entreprises ; l'évolution des conditions du marché mondial et les préoccupations environnementales dont nos industries traditionnelles fondées sur les ressources doivent tenir compte.

La pandémie de COVID-19 a provoqué beaucoup de changements, mais notre vision pour un meilleur avenir économique, elle, ne devrait pas changer. Pour relever les défis qui se posent, cinq objectifs stratégiques ont été définis.

D'abord, le Nouveau-Brunswick doit accroître les investissements du secteur privé. Au cours de la dernière décennie, le Nouveau-Brunswick s'est appuyé en grande partie sur le secteur public pour favoriser la croissance économique. La croissance de l'emploi, l'investissement et la croissance du PIB réel ont tous été largement soutenus par le secteur public. Une telle approche n'est ni viable ni porteuse de bons résultats économiques. Après une longue période de ralentissement, les investissements du secteur privé ont augmenté au cours des dernières années et, en 2018, ils ont atteint leur plus haut niveau en 10 ans. Parallèlement, nous avons rétabli les investissements du secteur public à un niveau soutenable. Les réalités de la COVID-19 ont eu une incidence sur les niveaux d'investissement et continueront de compromettre nos résultats à court terme, mais le gouvernement maintient son engagement à l'égard de ce premier objectif stratégique à long terme.

Le Nouveau-Brunswick doit aussi accroître sa productivité. Combler l'écart entre le Nouveau-Brunswick et le reste de la région de l'Atlantique voudrait dire injecter près de 3 milliards de dollars dans l'économie provinciale. Les fonds générés par une productivité accrue se traduiraient au Nouveau-Brunswick par une hausse de l'activité économique se chiffrant à 636 millions de dollars, sans qu'aucun emploi ne soit créé.

Le Nouveau-Brunswick doit en outre augmenter et diversifier ses exportations. À l'échelle nationale, 5 % des compagnies font de l'exportation alors que, au Nouveau-Brunswick, ce taux est de 3 %. À l'heure actuelle, les exportations de notre province

consistent principalement en produits de base, ce qui nous rend vulnérables aux changements économiques.

Votre gouvernement augmentera aussi les taux d'immigration et de rapatriement afin d'élargir le bassin de population. Quelque 120 000 emplois seront à pourvoir au cours de la prochaine décennie. Il sera essentiel de ramener des personnes du Nouveau-Brunswick ici dans la province et d'y attirer de nouveaux arrivants pour combler l'écart.

Conjugués à un investissement accru de la part du secteur privé, l'accroissement de la productivité, la hausse et la diversification des exportations et l'accroissement des taux d'immigration et de rapatriement permettront au Nouveau-Brunswick d'établir les bases de la reprise et de la croissance économiques, lesquelles aboutiront à une augmentation du PIB.

La stratégie prend racine. En exécution de son nouveau mandat, Opportunités Nouveau-Brunswick donne un appui aux entreprises de la province afin qu'elles adoptent de nouvelles technologies visant à accroître la productivité et qu'elles tirent profit des connexions numériques pour intégrer les marchés internationaux.

Les fabricants se font novateurs dans leur adoption de la technologie. Waska, le fabricant de bardeaux de cèdre situé à Clair, a investi dans la construction de la toute première usine de fabrication de bardeaux de cèdre au monde à être entièrement automatisée. La nouvelle usine a permis de réduire les coûts de production et la consommation d'énergie, d'améliorer l'efficacité et, plus important encore, d'améliorer considérablement la sécurité du personnel. L'automatisation, l'intelligence artificielle et la robotique constituent des voies fondamentales à suivre pour relever les défis qui se profilent à l'horizon en matière de démographie et de main-d'oeuvre.

Industries Baie de Bouctouche est un bel exemple de réussite en temps de pandémie de COVID-19. Cette compagnie du secteur aquacole a travaillé de concert avec la Dalhousie University pour passer à la production d'écrans faciaux conformes aux normes établies par Santé Canada pour les équipements de protection individuelle de classe I. En se basant sur un modèle conçu par cette université, la compagnie a pu se réoutiller rapidement et commencer la production grâce à l'établissement d'un partenariat avec le fabricant de Sure Grip Hand Controls, situé à Upper Kingsclear.

Afin de stimuler les investissements du secteur privé, d'attirer de nouveaux talents et de diversifier le commerce et les exportations, Opportunités Nouveau-Brunswick a conclu un partenariat avec la chambre de commerce indo-canadienne. Celle-ci travaille en vue de favoriser et de renforcer l'activité commerciale et d'élargir les perspectives économiques entre l'Inde et le Canada. S'appuyant sur son bilan, la province continue d'attirer des compagnies de l'Inde au Nouveau-Brunswick. Technologies HCL Inc., Tech Mahindra, le groupe Aditya Birla et Sedin Technologies sont des exemples de compagnies de classe mondiale qui exercent maintenant des activités dans la province. Un grand nombre de ces compagnies ont aussi fait venir des travailleurs qualifiés, appuyant ainsi les initiatives liées à la croissance démographique globale.

Le *Plan d'action sur la relance et la croissance économiques* de votre gouvernement prévoit notamment le déploiement, à l'échelle provinciale, d'une nouvelle initiative sur la connectivité à large bande pour accélérer l'accès universel et augmenter les vitesses de transmission. Voilà qui est devenu d'autant plus essentiel pour offrir des programmes d'éducation en ligne, assurer la prestation virtuelle des services de santé et attirer des télétravailleurs.

Les investissements réalisés au chapitre de la connectivité à large bande contribueront au travail qu'accomplit votre gouvernement pour développer des secteurs émergents porteurs de prospérité à long terme dans les domaines de la cybersécurité, de l'innovation énergétique et des services de santé numériques. En concentrant ses efforts sur des secteurs émergents, la province attirera de nouveaux investissements étrangers, mettra à profit l'expertise locale et fera croître les possibilités d'emploi.

L'innovation énergétique est l'un de ces secteurs. La production d'énergie, telle que nous la connaissons, évolue vers des sources renouvelables ou des technologies non polluantes. Votre gouvernement nourrit une vision selon laquelle le Nouveau-Brunswick peut développer des technologies qui feront de nouveau de notre province, et de tout notre pays, un chef de file mondial en matière de réduction des émissions.

Les petits réacteurs modulaires, ou PRM, présentent un énorme potentiel de production d'énergie sécuritaire, propre et à faible coût tant pour les collectivités reliées à un réseau que pour celles qui ne le sont pas. Si le Nouveau-Brunswick pouvait contribuer ici, dans la province, au développement de PRM avancés et arrivait à ne pénétrer que 1 % du marché canadien, cela produirait pour la province, selon les estimations, des retombées directes et indirectes d'une valeur de 190 millions de dollars par année. La province dispose d'une chaîne d'approvisionnement sous-utilisée qui pourrait, si elle était mise à contribution dans le cadre de la stratégie en question, jouer un rôle sur le marché mondial des PRM et en faire profiter financièrement le Nouveau-Brunswick.

Pour dynamiser le secteur privé, il faudra aussi accroître la participation des Autochtones à l'économie et au marché du travail en soutenant les entrepreneurs et entreprises autochtones, en encourageant la création de partenariats et en comprenant et en relevant les défis qui se posent au chapitre de l'emploi.

Votre gouvernement, tout en planifiant pour le long terme, doit aussi protéger et appuyer les piliers qui soutiennent déjà notre économie. L'industrie du tourisme emploie généralement entre 30 000 et 40 000 personnes du Nouveau-Brunswick et contribue chaque année pour plus de 520 millions de dollars au PIB de la province. L'industrie s'est montrée à la hauteur de la situation et a fait preuve de la grâce et de la résilience habituelles qui font la renommée des gens du Nouveau-Brunswick. Aux quatre coins de la province, des idées entrepreneuriales ont vu le jour. Votre gouvernement félicite et remercie les visionnaires et les propriétaires de petites entreprises qui ont démontré leur détermination et leur persévérance.

Le programme d'incitation au voyage Explore NB que le gouvernement a lancé cet été avec l'appui de conseillers de l'industrie a été applaudi par des associations touristiques à l'échelle du pays et a donné des résultats concrets ; en seulement deux mois et demi, le secteur touristique a enregistré des dépenses s'élevant à plus de 17 millions de dollars.

Voilà pourquoi votre gouvernement s'engage à le reconduire au cours des prochaines semaines. Votre gouvernement continuera de favoriser l'esprit d'entreprise et les idées novatrices pour renforcer notre secteur touristique, en dépit de la pandémie mondiale et de la réduction des déplacements, afin que, lorsque la vie aura repris son cours et que les gens se remettront à explorer, le Nouveau-Brunswick soit prêt à offrir des expériences de tout premier ordre, à accueillir les gens avec fierté et à revendiquer le titre de destination la plus prisée du Canada.

**Communautés dynamiques et viables**

Il faudra, pour créer des communautés dynamiques et viables, de la collaboration et des idées novatrices.

Le système de gouvernance locale au Nouveau-Brunswick est fragmenté et compte 104 gouvernements locaux, 236 districts de services locaux et 12 commissions de services régionaux.

Les responsables des gouvernements locaux ont cerné de nombreux défis, y compris ceux que posent le déséquilibre relatif à l'impôt foncier, la situation insoutenable que crée la hausse du coût des services, le manque d'approches régionales à de nombreux endroits dans la province et le manque de personnes élues pour représenter les gens vivant dans des districts de services locaux. Les gouvernements locaux comprennent à fond les problèmes qu'ils doivent surmonter au quotidien afin d'offrir aux gens du Nouveau-Brunswick les services qu'ils veulent recevoir et dont ils ont besoin pour maintenir leur qualité de vie.

Votre gouvernement veut entamer un nouveau dialogue avec les gens de la province sur les façons d'améliorer le système, lequel remonte aux années 60. Des dizaines d'études ont souligné la nécessité d'instaurer des réformes, et il est temps de les mettre en chantier et en oeuvre.

Votre gouvernement fera preuve de transparence dans ses conversations avec les parties prenantes et cherchera ultimement à renforcer le champ d'action des régions et des collectivités du Nouveau-Brunswick. Les gens seront d'abord et avant tout au coeur des priorités.

Votre gouvernement a travaillé de concert avec la ville de Saint John pour mettre en place un plan d'action très ambitieux, et des progrès importants ont été réalisés à bien des égards. Il convient tout particulièrement de souligner le travail accompli par un groupe communautaire dirigé par Paulette Hicks, Cathy Simpson et David Campbell, qui ont uni leurs efforts il y a un an pour trouver de nouvelles façons de stimuler la croissance et dégager des idées de croissance qui sont novatrices. Ces membres mobilisés de leur collectivité ont convenu que le moment était venu d'adopter une solution régionale relative au développement économique et à la surveillance. Leur travail a mené au plein consentement des municipalités locales et de la ville de Saint John pour la création d'un nouvel organisme régional qui jouera un rôle de premier plan en ce qui a trait aux investissements stratégiques visant le développement économique, la croissance démographique, la création d'infrastructures ainsi que la promotion et au développement du tourisme.

Voilà le genre de leadership et de coopération régionale que votre gouvernement favorisera à l'échelle de la province pour mettre à profit les leçons apprises dans la grande région de Saint John.

Votre gouvernement proposera aussi des modifications visant l'ajout d'une liste de critères dont les arbitres devront tenir compte durant l'arbitrage concernant les agents de police et les pompiers et il apportera des modifications à l'égard du processus. Les municipalités du Nouveau-Brunswick demandent de telles modifications afin que l'arbitrage soit équitable et qu'il tienne compte des contraintes financières avec lesquelles les gouvernements locaux doivent composer.

Votre gouvernement présentera en outre une mesure législative afin d'éliminer l'exonération relative à l'écart d'évaluation pour que l'évaluation des biens visés reflète de nouveau leur valeur marchande réelle. Services Nouveau-Brunswick appliquera, aux biens visés par l'écart d'évaluation, l'actuel mécanisme de protection contre les hausses marquées d'évaluation, qui limite toute hausse à 10 %, et ce, jusqu'à ce que cet écart soit résorbé. Les gouvernements locaux et les districts de services locaux bénéficieront de près de 90 % des recettes additionnelles qui seront ainsi générées.

La création de collectivités dynamiques et viables requiert une impulsion locale en ce qui a trait aux initiatives de croissance communautaire. Votre gouvernement s'efforce surtout de favoriser la croissance démographique de notre province. L'année dernière, les taux de croissance relatifs à la population active et à l'emploi ont atteint un sommet inégalé depuis une décennie. La population de la province a augmenté de plus de 4 000 personnes, qui sont, pour la plupart, néo-canadiennes.

Dans le discours sur l'état de la province prononcé en janvier dernier, votre gouvernement a annoncé qu'il avait comme objectif d'attirer dans la province 10 000 personnes par année d'ici à 2027. Pour atteindre cet objectif ambitieux, les collectivités devront multiplier les efforts pour améliorer la rétention, cultiver leur créativité relativement au recrutement de travailleurs et créer les conditions propices à la croissance dans notre province.

Un tel dialogue est entamé dans nos collectivités, sous l'impulsion des dirigeants communautaires et des employeurs. Il en est ainsi dans les collectivités de Saint-Quentin, de Chipman et de St. George. Il s'agit là de merveilleux exemples de collectivités qui prennent en main leur destinée au moyen de plans de croissance adaptés à leurs besoins. Ils attirent des gens et les incitent à rester.

Le gouvernement poursuivra aussi les efforts déployés en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le Plan d'action de 2014-2017 pour favoriser l'immigration francophone au Nouveau-Brunswick en visant à accroître annuellement de 2 % le nombre de nouveaux arrivants francophones. L'objectif consiste à atteindre un taux de 33 % d'ici à 2024.

Il y aura révision l'an prochain de la *Loi sur les langues officielles.* Votre gouvernement entreprendra un examen exhaustif de la loi pour qu'elle assure l'égalité de nos communautés linguistiques.

Votre gouvernement comprend que le Nouveau-Brunswick a d'importants défis à relever en matière de croissance démographique et qu'il ne peut répondre à la demande actuelle, surtout dans des domaines comme la santé. Aussi les collectivités à l'échelle provinciale ne peuvent-elles pas se permettre de perdre des personnes talentueuses qui sont, dans bien des cas, hautement spécialisées.

Le gouvernement entretiendra un dialogue constructif et ouvert pour que les obstacles existants et les solutions envisageables à l'égard des compétences linguistiques et des attestations d'équivalence sur le plan professionnel soient bien compris. Le gouvernement veut que tous les enfants aient plus d'occasions d'apprendre les deux langues, tout comme il veut trouver des façons d'accueillir de nouveaux arrivants hautement qualifiés et des gens du Nouveau-Brunswick qui veulent y revenir pour contribuer à notre réussite collective.

Les collectivités ne peuvent prospérer que si elles sont totalement inclusives. Par le canal de la Stratégie nationale sur le logement, votre gouvernement s'emploie à trouver des moyens de réparer le parc immobilier actuel, de construire de nouveaux logements abordables et de favoriser l'inclusion sociale par la création de communautés à revenu mixte.

Au cours de la session qui s'amorce, votre gouvernement modifiera la *Loi sur le droit de la famille* pour moderniser les services portant sur le recalcul du soutien alimentaire pour enfant. Votre gouvernement tiendra aussi des audiences parlementaires sur l'accessibilité au Nouveau-Brunswick pour les personnes handicapées.

Pour donner suite aux appels à l'action lancés par la Commission de vérité et réconciliation, votre gouvernement a annoncé l'année dernière la création d'un groupe de travail sur la vérité et la réconciliation, groupe multipartite réunissant des membres des Premières Nations et des parties prenantes. Le gouvernement poursuivra ce travail important.

Le gouvernement réagira aussi au travail réalisé par la commission chargée de l'Enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

**Soins de santé publics fiables**

Il faut que les gens du Nouveau-Brunswick aient accès à des soins de santé publics fiables. À l'heure actuelle, notre province est aux prises avec un certain nombre de défis liés aux soins de santé, notamment ceux que posent la pénurie de personnel et la sous-utilisation des ressources.

Votre gouvernement a un plan et prend des mesures pour s'attaquer à ces défis et à d'autres qui se posent dans le système de santé.

L'amélioration de l'accès aux soins primaires demeure une priorité. L'atteinte de cet objectif ne sera possible que si les gens envisagent autrement la prestation des services et si chacun s'engage à faire davantage preuve de collaboration et d'innovation. Votre gouvernement trouvera de nouvelles façons de mobiliser toutes les ressources du système de santé provincial, des médecins aux pharmaciens, en passant par les professionnels en soins infirmiers. Au cours de l'année qui vient, 16 000 personnes

additionnelles bénéficieront d'un accès à des soins primaires grâce à l'ouverture de cliniques dotées d'un personnel infirmier praticien à Moncton, à Saint John et à Fredericton, et c'est là un bon exemple de la façon dont la province peut devenir plus efficace.

Depuis le début de la pandémie, la technologie est mise à contribution pour les rendez-vous virtuels, et, au plus fort de la crise, plus de 85 % des consultations médicales ont été effectuées par téléphone ou vidéo, ce qui prouve que nous pouvons mener nos activités différemment et avec une efficacité accrue.

Nous avons toujours comme engagement de favoriser l'accès à des renseignements médicaux. Plus tôt ce mois-ci, votre gouvernement a annoncé une nouvelle initiative qui vise à fournir les résultats de densité mammaire dans les rapports de mammographie et les lettres envoyées aux femmes de la province après un dépistage systématique.

Le gouvernement continuera d'optimiser l'utilisation des ressources dans l'ensemble du système de santé. Un plan d'action provincial permettra de démontrer l'efficacité des nouvelles améliorations de processus entourant l'accès aux chirurgiens spécialisés, la capacité opératoire, la planification ainsi que le recours à la technologie pour les soins préopératoires et postopératoires. Le travail accompli respecte l'objectif de réduire de 50 % les temps d'attente excessifs de plus d'une année liés aux arthroplasties de la hanche et du genou, et ce, d'ici à mai 2021. Les temps d'attente liés à ces interventions sont encore trop longs au Nouveau-Brunswick. Même si la pandémie de COVID-19 a entraîné une régression des temps d'attente pour les arthroplasties de la hanche et du genou, des mesures sont prises pour les réduire, avec l'objectif ultime d'augmenter le nombre d'interventions pratiquées conformément aux points de référence nationaux fixés pour les temps d'attente, qui sont de six mois ou moins.

Votre gouvernement élabore un plan d'action global de cinq ans sur la santé mentale et les dépendances pour augmenter les services sans rendez-vous dans les établissements existants, améliorer le réseau provincial de spécialistes en santé mentale et en dépendances tout en faisant usage de la technologie et porter une attention particulière à la prévention de la toxicomanie et à la lutte antidrogue.

Les risques que présente le vapotage pour la santé, surtout chez les jeunes, soulèvent de plus en plus de préoccupations. Le gouvernement travaillera avec des spécialistes et des défenseurs de la santé pour élaborer une stratégie de lutte contre le vapotage chez les jeunes au Nouveau-Brunswick.

Fait important, votre gouvernement veut que les personnes âgées puissent demeurer chez elles le plus longtemps possible, et, à cette fin, il travaille avec le personnel infirmier de l'extra-mural et des groupes locaux afin d'optimiser la prestation des soins de santé et les mesures de soutien destinées aux personnes âgées, surtout dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick où l'accès aux services peut être difficile.

**Une éducation de première classe**

Les travaux entrepris pour repenser le système scolaire du Nouveau-Brunswick vont bon train. Au cours de la dernière année, votre gouvernement a mené de vastes consultations auprès du personnel enseignant, des parents et des élèves pour cerner des possibilités d'amélioration. Le gouvernement s'applique à créer un système qui favorisera l'autonomie du personnel enseignant et la résilience des élèves et qui assurera à tous les jeunes du Nouveau-Brunswick une éducation de haute qualité.

Votre gouvernement continuera d'aller de l'avant en ce qui concerne les possibilités définies dans le document *Succès chez nous : Un livre vert sur l'éducation au Nouveau-Brunswick.* L'éducation des enfants et des jeunes est le plus grand défi que doit relever une société.

Votre gouvernement est résolu à s'assurer que les ressources et les programmes sont en place pour que les enfants puissent réaliser leur plein potentiel. Cela comprend l'acquisition de compétences linguistiques. Afin de favoriser la réussite de tous les enfants et de leur offrir des perspectives égales, le système d'éducation de notre province bilingue doit faire mieux pour qu'ils aient la possibilité d'apprendre les deux langues officielles. Votre gouvernement veut que chaque enfant s'épanouisse pour qu'il puisse un jour travailler et participer pleinement à la vie dans un Nouveau-Brunswick bilingue. Votre gouvernement est déterminé à mieux comprendre les obstacles rencontrés au sein de notre système et à travailler avec tous les gens du Nouveau-Brunswick pour tracer la voie vers un avenir fructueux.

La modernisation du système scolaire demeurera un élément central et touchera tant les programmes que leur prestation. Depuis le début de la pandémie, le système d'éducation a été mis à rude épreuve. Parmi les leçons les plus évidentes tirées de la pandémie de COVID-19, mentionnons la nécessité pour les écoles d'être mieux préparées à adopter un mode d'apprentissage mixte. Pour y arriver, il faut absolument qu'elles disposent des ressources et des outils appropriés. Votre gouvernement travaillera sans relâche afin que les écoles obtiennent le soutien dont elles ont besoin pour assurer un enseignement de qualité supérieure.

Le gouvernement a investi pendant la pandémie plus de 800 000 $ pour fournir aux élèves des ordinateurs portables et un accès à Internet. Le gouvernement a aussi accordé à des familles une subvention pour les aider à acheter du matériel informatique. De nos jours, l'apprentissage nécessite plus que l'accès à un ordinateur. C'est pourquoi il faut créer un système d'éducation qui donne aux élèves l'accès à divers outils en ligne pour mieux adapter l'enseignement à leurs intérêts particuliers.

Le défi consiste en outre à créer un système d'éducation où les élèves peuvent développer leur esprit critique en participant à des occasions d'apprentissage par l'expérience. À cette fin, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance a récemment conclu avec la Atlantic Canada Aerospace & Defence Association une entente de collaboration pour l'année scolaire 2020-2021. Le partenariat permettra aux élèves de découvrir des carrières auxquelles ils n'auraient peut-être pas pensé, tout en les incitant à participer davantage aux activités de leur collectivité et en renforçant leur sentiment d'appartenance à celle-ci.

Si des bases solides ne sont pas établies au chapitre de la littératie, tous les autres efforts déployés pourraient s'avérer inefficaces. L'amélioration des taux de littératie dans la province demeurera une priorité.

La pandémie a mis en lumière l'importance vitale du secteur de la petite enfance. Votre gouvernement remercie de leur immense soutien les professionnels qui oeuvrent au sein de ce secteur. Le Nouveau-Brunswick a été l'un des premiers endroits aux pays où les garderies ont rouvert, et cette réouverture a été essentielle à la relance économique, puisque les parents ont pu retourner au travail. Elle était par ailleurs cruciale pour le développement socioaffectif de nos enfants.

Le personnel éducateur de la petite enfance joue un rôle déterminant, et votre gouvernement continuera de trouver de nouvelles façons de l'appuyer et de renforcer ce secteur de notre système d'éducation et de notre économie. À cette fin, plus tôt ce mois-ci, les gouvernements fédéral et provincial ont conclu un accord d'un an concernant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants pour établir des services de garderie abordables et de grande qualité et les soutenir. L'accord prévoit pour 2020-2021 des investissements de près de 10 millions de dollars dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants au Nouveau-Brunswick.

Plus précisément, le gouvernement provincial continuera de collaborer avec le secteur des garderies et maintiendra la désignation de Centre de la petite enfance du Nouveau-Brunswick. Ainsi, il se rapprochera de l'objectif qui consiste à fournir à toutes les familles un accès à des services de garderie abordables, de grande qualité et dans les deux langues officielles d'ici à 2030.

Votre gouvernement travaillera en outre à l'amélioration des dispositions de la *Loi sur les services à la petite enfance* liées à la délivrance et à la révocation de permis pour l'exploitation d'une garderie. Les pratiques exemplaires et l'expérience en matière de fonctionnement acquise depuis la proclamation de la loi en 2018 orienteront les travaux.

Votre gouvernement reconnaît l'importance d'apprendre à la prochaine génération à célébrer la diversité et l'inclusion. Pour souligner la dimension historique et l'importance actuelle des langues mi'kmaq, peskotomuhkati et wolastoq au Nouveau-Brunswick, le gouvernement est résolu à favoriser la création de partenariats fructueux avec les Premières Nations pour que l'enseignement de ces langues soit plus accessible et de meilleure qualité dans les écoles de la province.

**Gouvernement abordable, prêt à agir et hautement performant**

L'objectif de votre gouvernement est d'assurer une gestion efficace et responsable en s'attaquant de front aux difficultés financières et en améliorant sans cesse la prestation des services. Même si les réalités de la pandémie ont considérablement redéfini la situation financière de la province, le gouvernement continuera d'apporter des améliorations afin de réaliser des gains d'efficience et d'optimiser les ressources.

Les employés des services publics se sont montrés adroits et conciliants en s'adaptant, au besoin, à divers rôles pour assurer la sécurité dans notre province. Ils ont aussi modifié la prestation des services afin de tirer parti de la technologie.

Un certain nombre de services sont maintenant accessibles en ligne, ce qui réduit les coûts tout en offrant une plus grande marge de manoeuvre. Il en sera de même pour le service des examens de conduite en ligne, qui sera bientôt lancé par Services Nouveau-Brunswick.

Votre gouvernement se montre aussi très attentif aux besoins des gens et des entreprises. Il y a eu lancement officiel, au début du mois, de la Stratégie d'approvisionnement Le Nouveau-Brunswick d'abord et du plan d'action connexe. La stratégie tient compte du fait que les marchés publics peuvent jouer un rôle important dans le développement économique en créant davantage de possibilités de croissance et en augmentant le pourcentage des bons de commande attribués aux fournisseurs du Nouveau-Brunswick.

La stratégie vise à aider les entreprises du Nouveau-Brunswick à faire davantage affaire avec le gouvernement provincial. Voici les quatre principaux objectifs énoncés dans la stratégie : maximiser l'attribution de contrats publics aux entreprises du Nouveau-Brunswick ; instaurer des pratiques d'approvisionnement préconisant l'offre la plus avantageuse et l'innovation ; soutenir le développement stratégique des fournisseurs ; rationaliser les politiques et la législation en matière d'approvisionnement.

Les services publics du Nouveau-Brunswick ont un rôle important à jouer dans l'élaboration et la réalisation de la vision du gouvernement pour l'avenir de notre province, tout en continuant de canaliser les efforts sur la capacité financière et la promptitude à agir. Par leur réponse à la pandémie, les services publics ont montré qu'ils sont à la hauteur.

De plus en plus, le gouvernement mène ses activités de façon interfonctionnelle avec des équipes multidisciplinaires pour trouver des solutions polyvalentes et en accélérer la mise en oeuvre. Le recours à la technologie est à la hausse puisque les équipes cherchent à s'imposer comme des chefs de file du milieu de travail numérique. Le rendement fait l'objet d'un suivi, et il en est fait rapport de façon transparente en fonction de paramètres de reddition de comptes et de concertation continue. Un changement de culture s'opère, lequel s'est accéléré en raison de la pandémie et se poursuivra à mesure que les services publics déploieront des efforts pour réaliser l'énorme potentiel qui est le nôtre au Nouveau-Brunswick.

**Environnement**

Votre gouvernement a fait de l'environnement une priorité par l'adoption de mesures concrètes et a accompli de réels progrès. Au titre du budget présenté au printemps, votre gouvernement a consacré 36 millions de dollars à des initiatives de lutte contre les changements climatiques. Ces fonds sont investis dans des programmes d'efficacité énergétique qui touchent notamment la modernisation de bâtiments et d'infrastructures au moyen de technologies propres ainsi que des initiatives visant à ce que les collectivités disposent des outils nécessaires pour se préparer aux inondations et s'y adapter.

Votre gouvernement a également investi la somme record de 9,1 millions de dollars au titre du Fonds en fiducie pour l'environnement.

Le gouvernement a créé un comité permanent et multipartite nommé Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement.

En outre, le Nouveau-Brunswick a réussi à réduire ses émissions de dioxyde de carbone de 28 % depuis 2005, et il est en bonne voie d'atteindre sa part de la cible nationale d'une réduction de 30 %, d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2005.

Votre gouvernement a publié son plan pour réduire les émissions industrielles de gaz à effet de serre, lequel s'intitule *Tenir les grands émetteurs responsables : Système de tarification fondé sur le rendement du Nouveau-Brunswick*. Ce système de tarification s'appliquera à environ la moitié des émissions de gaz à effet de serre dans la province et obligera les grands émetteurs à réduire leur intensité d'émission de 10 % d'ici à 2030.

Au cours de la session, votre gouvernement déposera un projet de loi modifiant la *Loi sur les changements climatiques* afin de réglementer les émissions de gaz à effet de serre que produisent les grands émetteurs du Nouveau-Brunswick.

Votre gouvernement s'efforce également de mettre en valeur les ressources naturelles de façon responsable. Le Nouveau-Brunswick est largement reconnu pour son excellent système de gestion des forêts, le secteur forestier faisant partie intégrante de l'économie de notre province. Les consultations fructueuses menées auprès des Premières Nations et d'autres groupes dans la province permettent de réaliser des progrès au chapitre de la conservation. Les efforts déployés favoriseront l'établissement d'un plan de gestion des forêts pour les terres de la Couronne qui recevra un vaste soutien.

Le gouvernement s'affaire à doubler la superficie des zones qui sont conservées et protégées dans la province pour la faire passer de 4,6 % à 10 %, soit le plus fort gain au chapitre de la conservation de l'histoire du Nouveau-Brunswick. Les nouvelles zones vouées à la conservation couvrent une superficie égale à 19 fois celle du parc national Fundy. La province peut ainsi maintenir une forêt riche en biodiversité et durable sur le plan écologique et cibler l'amélioration des habitats fauniques, la protection des cours d'eau et l'amélioration du suivi et de la mesure des hausses de populations halieutiques et fauniques.

En juillet de cette année, le Nouveau-Brunswick a remporté un prix de la Fédération canadienne de la faune pour les initiatives que nous avons prises en matière de conservation.

Votre gouvernement continuera d'encourager la prochaine génération d'amateurs de plein air et de gardiens de l'environnement. Il améliorera le programme en ligne de formation et de sécurité à la chasse et continuera d'améliorer l'accès à des renseignements en temps réel sur les terres de la Couronne, la pêche et la chasse pour la prochaine génération mobile et connectée.

Votre gouvernement sait que des mesures doivent être prises pour assainir l'environnement.

Le gouvernement continuera de se soucier du recyclage en augmentant le recyclage du verre afin d'en réduire la quantité dans les déchets acheminés vers les sites d'enfouissement, ce qui permettra au bout du compte d'économiser l'argent des contribuables, en plus de protéger et d'assainir nos milieux naturels.

Votre gouvernement accueille favorablement l'idée d'une interdiction sur les sacs en plastique à usage unique. L'interdiction sera imposée progressivement au cours des prochaines années à mesure que notre économie s'améliorera. Le gouvernement travaillera étroitement avec l'industrie et d'autres parties prenantes afin de déterminer la meilleure façon de procéder.

De plus, le gouvernement est résolu à imposer le recyclage des emballages et des produits de papier aux grands producteurs. La création d'un programme de responsabilité élargie des producteurs a été annoncée en 2019, et un projet de règlement sera présenté très bientôt afin que, à l'issue d'une période de rétroaction sur la réglementation, l'industrie élabore et mette en oeuvre des moyens d'assumer cette responsabilité. Une fois le programme instauré, les gens du Nouveau-Brunswick seront en mesure de faire recycler davantage de produits qu'ils utilisent à la maison, à l'école et dans d'autres bâtiments.

Il importe de protéger l'environnement pour veiller à ce que les générations futures profitent des vastes milieux naturels riches du Nouveau-Brunswick.

**Conclusion**

Fort de l'essor qui s'accélère dans la province, le Nouveau-Brunswick avance en toute confiance.

Nous avançons avec empressement et rigueur afin de répondre ensemble aux défis qui se posent à nous, car nous savons que nous pouvons faire mieux.

Nous savons que la pandémie prendra fin un jour et nous devons nous préparer pour en sortir forts.

Nous avons redécouvert toutes les possibilités qui s'ouvrent à nous lorsque nous travaillons ensemble et sommes déterminés à réussir.

Nous entrevoyons un avenir où nous tracerons la voie de façon novatrice à l'échelle nationale et où nos initiatives audacieuses attireront l'attention des dirigeants d'un bout à l'autre du pays, tout comme celle des investisseurs du secteur privé et celle des plus grands talents.

Nous imaginons pour les gens de chez nous une province qui nourrit leur dynamisme et leur pensée novatrice et où ils peuvent donner le meilleur d'eux-mêmes.

Nous voyons une province accueillant des nouveaux arrivants attirés par la qualité de vie qu'elle procure et par les possibilités qu'elle leur offre de choisir une carrière, de participer à des recherches de calibre mondial et de prospérer dans notre économie florissante.

Nous envisageons un avenir où les gens qui ont quitté le Nouveau-Brunswick reviendront pour y jeter l'ancre et élever leur famille. Cet avenir se dessine déjà, car les gens savent que la transformation a commencé.

Il est temps de bâtir l'avenir ensemble, ici au Nouveau-Brunswick.

Son honneur se retire de la Chambre.

Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

Il est ordonné que l'hon. Blaine Higgs, premier ministre, soit autorisé à déposer un projet de loi intitulé *Loi perpétuant un droit traditionnel spécifique.* (Projet de loi 1.)

En conséquence, le premier ministre présente le projet de loi à la Chambre, lequel est reçu et lu une première fois.

---

Le président, conformément à la *Loi électorale,* dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du scrutin des élections générales tenues le 14 septembre 2020 pour les diverses circonscriptions électorales de la province.

---

Sur la motion du premier ministre, appuyé par l'hon. M. Savoie, il est résolu que le rapport soit consigné au Journal de la Chambre.

Voici le rapport :

*SOMMAIRE DES RAPPORTS DE L'ÉLECTION GÉNÉRALE DES DÉPUTÉ(E)S DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE TENUE LE 14 SEPTEMBRE 2020*

*Paragraphe 96(5) de la* Loi électorale

*RESTIGOUCHE-OUEST # 1*

| | | |
|---|---|---|
| *Louis Bérubé* | *PC* | *1247* |
| *Gilles LePage* | *L* | *5022E* |
| *Travis Pollock* | *KISSNBPP* | *56* |
| *Charles Thériault* | *PVNBGP* | *1755* |

*Benoît Cyr*
*Directeur du scrutin*

*CAMPBELLTON-DALHOUSIE # 2*

| | | |
|---|---|---|
| *Charles D. Stewart* | *PC* | *1369* |
| *Guy H. Arseneault* | *L* | *4540E* |
| *Marie-Christine Allard* | *PVNBGP* | *1054* |

*Mel Parker*
*Directeur du scrutin*

*RESTIGOUCHE-CHALEUR # 3*

| | | |
|---|---|---|
| *Louis Robichaud* | *PC* | *1149* |
| *Daniel Guitard* | *L* | *3823E* |
| *Marie Larivière* | *PVNBGP* | *1896* |

*Gérald Mallais*
*Directeur du scrutin*

*BATHURST-OUEST-BERESFORD # 4*

| | | |
|---|---|---|
| *Anne Bard-Lavigne* | *PC* | *1985* |
| *René Legacy* | *L* | *3730E* |
| *Pierre Duguay-Boudreau* | *PVNBGP* | *965* |

*Mark Guindon*
*Directeur du scrutin*

*BATHURST-EST-NEPISIGUIT-SAINT-ISIDORE # 5*

| | | |
|---|---|---|
| *Amanda Keast* | *PC* | *1568* |
| *Denis Landry* | *L* | *4163E* |
| *Robert Kryszko* | *PVNBGP* | *798* |

*Micheline Hachey*
*Directrice du scrutin*

*CARAQUET # 6*

| | | |
|---|---|---|
| *Kevin J. Haché* | *PC* | *985* |
| *Isabelle Thériault* | *L* | *5928E* |
| *Marie-Christine Haché* | *PVNBGP* | *1290* |

*Augustina Lanteigne*
*Directrice du scrutin*

*SHIPPAGAN-LAMÈQUE-MISCOU # 7*

| | | |
|---|---|---|
| *Jean-Gérard Chiasson* | *PC* | *714* |
| *Éric Mallet* | *L* | *6834E* |
| *Marie Leclerc* | *PVNBGP* | *609* |

*Delcia Cool*
*Directrice du scrutin*

*TRACADIE-SHEILA # 8*

| | | |
|---|---|---|
| *Diane Carey* | *PC* | *2059* |
| *Keith Chiasson* | *L* | *6175E* |
| *Chris LeBlanc* | *PVNBGP* | *645* |

*Donald Wade*
*Directeur du scrutin*

*BAIE-DE-MIRAMICHI-NEGUAC # 9*

| | | |
|---|---|---|
| *Robert Trevors* | *PC* | *2751* |
| *Lisa Harris* | *L* | *3561E* |
| *Douglas Mullin* | *NPDNB* | *139* |
| *Curtis Bartibogue* | *PVNBGP* | *825* |
| *Thomas L'Huillier* | *AGNB* | *898* |

*Cyril Donahue*
*Directeur du scrutin*

*MIRAMICHI # 10*

| | | |
|---|---|---|
| *Charles Barry* | *PC* | *1508* |
| *Kevin Vickers* | *L* | *2239* |
| *Eileen Clancy Teslenko* | *NPDNB* | *92* |
| *Joshua Shaddick* | *PVNBGP* | *398* |
| *Michelle Conroy* | *AGNB* | *3527E* |
| *Tristan Sutherland* | *IND* | *54* |

*William Treadwell*
*Directeur du scrutin*

*MIRAMICHI-SUD-OUEST-BAIE-DU-VIN # 11*

| | | |
|---|---|---|
| *Jake Stewart* | *PC* | *3887E* |
| *Josh McCormack* | *L* | *1760* |
| *Glenna Hanley* | *NPDNB* | *188* |
| *Art O'Donnell* | *AGNB* | *2268* |

*Krista Price Lambert*
*Directrice du scrutin*

*KENT-NORD # 12*

| | | |
|---|---|---|
| *Stephen Robertson* | *PC* | *1363* |
| *Bertrand LeBlanc* | *L* | *2933* |
| *Kevin Arseneau* | *PVNBGP* | *4021E* |
| *Roger Richard* | IND | *154* |

*Michel Vautour*
*Directeur du scrutin*

*KENT-SUD # 13*

| | | |
|---|---|---|
| *Raymond (Bou) Duplessis* | *PC* | *2817* |
| *Benoît Bourque* | *L* | *5148E* |
| *Sue Shedd* | *NPDNB* | *118* |
| *Eva P. Rehak* | *PVNBGP* | *996* |
| *Lisa Godin* | *AGNB* | *243* |

*Andrea Leger*
*Directrice du scrutin*

*BAIE-DE-SHEDIAC-DIEPPE # 14*

| | | |
|---|---|---|
| *Mathieu Gérald Caissie* | *PC* | *2971* |
| *Robert Gauvin* | *L* | *5839E* |
| *Delphine Daigle* | *NPDNB* | *528* |
| *Phillip Coombes* | *AGNB* | *371* |

*Bernice Williams*
*Directrice du scrutin*

*SHEDIAC-BEAUBASSIN-CAP-PELÉ # 15*

| | | |
|---|---|---|
| *Marie-Paule Martin* | *PC* | *1820* |
| *Jacques LeBlanc* | *L* | *4949E* |
| *Gilles Cormier* | *PVNBGP* | *2453* |

*Leo Doiron*
*Directeur du scrutin*

*MEMRAMCOOK-TANTRAMAR # 16*

| | | |
|---|---|---|
| *Carole Duguay* | *PC* | *1678* |
| *Maxime Bourgeois* | *L* | *2902* |
| *Megan Mitton* | *PVNBGP* | *3425E* |
| *Heather Collins* | *AGNB* | *192* |
| *Jefferson George Wright* | IND | *34* |

*William Hicks*
*Directeur du scrutin*

*DIEPPE # 17*

| | | |
|---|---|---|
| *Patricia Arsenault* | *PC* | *1680* |
| *Roger Melanson* | *L* | *4564E* |
| *Pamela Boudreau* | *NPDNB* | *200* |
| *Mélyssa Boudreau* | *PVNBGP* | *1142* |

*O'Neil Arseneau*
*Directeur du scrutin*

*MONCTON-EST # 18*

| | | |
|---|---|---|
| *Daniel Allain* | *PC* | *3525E* |
| *Monique LeBlanc* | *L* | *2759* |
| *Christopher Wanamaker* | *NPDNB* | *153* |
| *Phylomène Zangio* | *PVNBGP* | *989* |
| *Michel Norman Guitare* | *AGNB* | *378* |

*George Duff*
*Directeur du scrutin*

*MONCTON-CENTRE # 19*

| | | |
|---|---|---|
| *Jean Poirier* | *PC* | *1642* |
| *Rob McKee* | *L* | *2448E* |
| *James Caldwell* | *NPDNB* | *168* |
| *Carole Chan* | *PVNBGP* | *1725* |
| *Aaron Richter* | *AGNB* | *308* |

*Leo Belliveau*
*Directeur du scrutin*

*MONCTON-SUD # 20*

| | | |
|---|---|---|
| *Greg Turner* | *PC* | *2734E* |
| *Tyson Milner* | *L* | *1966* |
| *Rebecca Rogers* | *NPDNB* | *220* |
| *Josephine Watson* | *PVNBGP* | *1245* |
| *Marilyn Crossman-Riel* | *AGNB* | *331* |

*Jennifer Ayles*
*Directrice du scrutin*

*MONCTON-NORD-OUEST # 21*

| | | |
|---|---|---|
| *Ernie Steeves* | *PC* | *4111E* |
| *Mark Black* | *L* | *2448* |
| *Cyprien Okana* | *NPDNB* | *229* |
| *Laura Sanderson* | *PVNBGP* | *702* |
| *Shawn Soucoup* | *AGNB* | *493* |

*Harvey Aucoin*
*Directeur du scrutin*

*MONCTON-SUD-OUEST # 22*

| | | |
|---|---|---|
| *Sherry Wilson* | *PC* | *3679E* |
| *René Ephestion* | *L* | *1561* |
| *Juliana McIntosh* | *NPDNB* | *224* |
| *Claire Kelly* | *PVNBGP* | *927* |
| *Susan Matthews* | *AGNB* | *667* |

*Rick Nicholson*
*Directeur du scrutin*

*RIVERVIEW # 23*

| | | |
|---|---|---|
| *R. Bruce Fitch* | *PC* | *4695E* |
| *Heath Johnson* | *L* | *1281* |
| *John Nuttall* | *NPDNB* | *261* |
| *Rachel Pletz* | *PVNBGP* | *800* |
| *Troy Berteit* | *AGNB* | *778* |

*Dean Johnston*
*Directeur du scrutin*

*ALBERT # 24*

| | | |
|---|---|---|
| *Mike Holland* | *PC* | *5040E* |
| *Kelley Nagle* | *L* | *921* |
| *Jenny O'Neill* | *PVNBGP* | *1056* |
| *Sharon Buchanan* | *AGNB* | *977* |
| *James Wilson* | *IND* | *90* |

*Cheri Smith*
*Directrice du scrutin*

*GAGETOWN-PETITCODIAC # 25*

| | | |
|---|---|---|
| *Ross Wetmore* | *PC* | *4773E* |
| *John (Jake) Urquhart* | *L* | *867* |
| *Ryan Jewkes* | *NPDNB* | *131* |
| *Marilyn Merritt-Gray* | *PVNBGP* | *1003* |
| *Craig Dykeman* | *AGNB* | *1303* |

*Gary Barbour*
*Directeur du scrutin*

*SUSSEX-FUNDY-ST. MARTINS # 26*

| | | |
|---|---|---|
| *Tammy Scott-Wallace* | *PC* | *4366E* |
| *Cully Robinson* | *L* | *971* |
| *Jonas Lanz* | *NPDNB* | *129* |
| *Tim Thompson* | *PVNBGP* | *969* |
| *Jim Bedford* | *AGNB* | *1321* |

*Brenda Graham*
*Directrice du scrutin*

*HAMPTON # 27*

| | | |
|---|---|---|
| *Gary E. Crossman* | *PC* | *4351E* |
| *Carley Parish* | *L* | *1084* |
| *Alex White* | *NPDNB* | *251* |
| *John Carl Sabine* | *PVNBGP* | *816* |
| *Sharon Bradley-Munn* | *AGNB* | *687* |

*Sandra Thorne*
*Directrice du scrutin*

*QUISPAMSIS # 28*

| | | |
|---|---|---|
| *Blaine M. Higgs* | *PC* | *5697E* |
| *Robert Hunt* | *L* | *1225* |
| *Caitlin Grogan* | *NPDNB* | *501* |
| *Addison Fach* | *PVNBGP* | *528* |
| *Sara Hall* | *AGNB* | *414* |

*Joanne Nice*
*Directrice du scrutin*

*ROTHESAY # 29*

| | | |
|---|---|---|
| *Hugh J. (Ted) Flemming* | *PC* | *4265E* |
| *Jason Hickey* | *L* | *1463* |
| *Ann McAllister* | *PVNBGP* | *719* |
| *Mike Griffin* | *AGNB* | *413* |
| *Neville (NB) Barnett* | *IND* | *44* |
| *Liz Kramer* | *IND* | *56* |

*Victorine Robichaud*
*Directrice du scrutin*

*SAINT JOHN-EST # 30*

| | | |
|---|---|---|
| *Glen Savoie* | *PC* | *3507E* |
| *Phil Comeau* | *L* | *1639* |
| *Josh Floyd* | *NPDNB* | *248* |
| *Gerald Irish* | *PVNBGP* | *394* |
| *Patrick Kemp* | *AGNB* | *434* |

*Kathryn Dalling*
*Directrice du scrutin*

*PORTLAND-SIMONDS # 31*

| | | |
|---|---|---|
| *Trevor A. Holder* | *PC* | *3170E* |
| *Tim Jones* | *L* | *1654* |
| *Erik Heinze-Milne* | *NPDNB* | *164* |
| *Stefan Warner* | *PVNBGP* | *483* |
| *Darella (Lindsay) Jackson* | *AGNB* | *282* |

*William Hawco*
*Directeur du scrutin*

*SAINT JOHN HARBOUR # 32*

| | | |
|---|---|---|
| *Arlene Dunn* | *PC* | *2181E* |
| *Alice (Ms McKim) McKim* | *L* | *1207* |
| *Courtney Pyrke* | *NPDNB* | *309* |
| *Brent Harris* | *PVNBGP* | *1224* |
| *Tony Gunn* | *AGNB* | *186* |
| *Mike (Dok) Cyr* | *IND* | *47* |
| *Arty Watson* | *IND* | *114* |

*Carl Killen*
*Directeur du scrutin*

*SAINT JOHN LANCASTER # 33*

| | | |
|---|---|---|
| *K. Dorothy Shephard* | *PC* | *3560E* |
| *Sharon Teare* | *L* | *1471* |
| *Don Durant* | *NPDNB* | *201* |
| *Joanna Killen* | *PVNBGP* | *938* |
| *Paul Seelye* | *AGNB* | *394* |

*Arthur Sisk*
*Directeur du scrutin*

*KINGS-CENTRE # 34*

| | | |
|---|---|---|
| *Bill Oliver* | *PC* | *4583E* |
| *Paul Adams* | *L* | *911* |
| *Margaret Anderson Kilfoil* | *NPDNB* | *254* |
| *Bruce Dryer* | *PVNBGP* | *1006* |
| *William Edgett* | *AGNB* | *693* |

*Melodie Bourque-Melanson*
*Directrice du scrutin*

*FUNDY-LES-ÎLES-SAINT JOHN-OUEST # 35*

| | | |
|---|---|---|
| *Andrea Anderson-Mason* | *PC* | *4740E* |
| *Tony Mann* | *L* | *726* |
| *Sharon R. Greenlaw* | *NPDNB* | *291* |
| *Lois P. Mitchell* | *PVNBGP* | *686* |
| *Vincent P. Edgett* | *AGNB* | *688* |

*Nancy Coulton*
*Directrice du scrutin*

*SAINTE-CROIX # 36*

| | | |
|---|---|---|
| *Kathy Bockus* | *PC* | *3570E* |
| *John Wayne Gardner* | *L* | *401* |
| *Brad McKinney* | *NPDNB* | *147* |
| *Kim Reeder* | *PVNBGP* | *1238* |
| *Rod Cumberland* | *AGNB* | *2546* |

*Sylvie Guenette*
*Directrice du scrutin*

*OROMOCTO-LINCOLN-FREDERICTON # 37*

| | | |
|---|---|---|
| *Mary E. Wilson* | *PC* | *3374E* |
| *Steven Burns* | *L* | *2072* |
| *Natasha M. Akhtar* | *NPDNB* | *127* |
| *Gail Costello* | *PVNBGP* | *1306* |
| *Craig Rector* | *AGNB* | *745* |

*Patrick Lynch*
*Directeur du scrutin*

*FREDERICTON-GRAND LAKE # 38*

| | | |
|---|---|---|
| *Roy Wiggins* | *PC* | *2479* |
| *Eldon Hunter* | *L* | *749* |
| *Grenville Woollacott* | *KISSNBPP* | *18* |
| *Greg Cook* | *NPDNB* | *87* |
| *Ken Washburn* | *PVNBGP* | *1005* |
| *Kris Austin* | *AGNB* | *3759E* |

*Alison Gallagher*
*Directrice du scrutin*

*NEW MARYLAND-SUNBURY # 39*

| | | |
|---|---|---|
| *Jeff Carr* | *PC* | *5342E* |
| *Chris Pelkey* | *L* | *1048* |
| *Chris Thompson* | *NPDNB* | *141* |
| *Jen Smith* | *PVNBGP* | *1463* |
| *Morris Shannon* | *AGNB* | *1254* |

*Eveline Harrison*
*Directrice du scrutin*

*FREDERICTON-SUD # 40*

| | | |
|---|---|---|
| *Brian MacKinnon* | *PC* | *2342* |
| *Nicole Picot* | *L* | *895* |
| *Geoffrey Noseworthy* | *NPDNB* | *117* |
| *David Coon* | *PVNBGP* | *4213E* |
| *Wendell Betts* | *AGNB* | *234* |

*Kathleen Simonds*
*Directrice du scrutin*

*FREDERICTON-NORD # 41*

| | | |
|---|---|---|
| *Jill Green* | *PC* | *3227E* |
| *Stephen Horsman* | *L* | *1464* |
| *Mackenzie Thomason* | *NPDNB* | *100* |
| *Luke Randall* | *PVNBGP* | *2464* |
| *Allen Price* | *AGNB* | *591* |

*Kathleen MacDonald*
*Directrice du scrutin*

*FREDERICTON-YORK # 42*

| | | |
|---|---|---|
| *Ryan P. Cullins* | *PC* | *3730E* |
| *Randy McKeen* | *L* | *872* |
| *Gerald Bourque* | *KISSNBPP* | *24* |
| *Steven J. LaForest* | *NPDNB* | *68* |
| *Melissa Fraser* | *PVNBGP* | *2110* |
| *Rick DeSaulniers* | *AGNB* | *1991* |

*Deanna Hawkins-Scott*
*Directrice du scrutin*

*FREDERICTON-OUEST-HANWELL # 43*

| | | |
|---|---|---|
| *Dominic Cardy* | *PC* | *4726E* |
| *Chris Duffie* | *L* | *1510* |
| *Armand Cormier* | *NPDNB* | *131* |
| *Susan Jonah* | *PVNBGP* | *1745* |
| *Mel Keeling* | *AGNB* | *825* |

*Blake Kennedy*
*Directeur du scrutin*

*CARLETON-YORK # 44*

| | | |
|---|---|---|
| *Richard Ames* | *PC* | *4750E* |
| *Robert Kitchen* | *L* | *940* |
| *Jarrett Oldenburg* | *NPDNB* | *110* |
| *Louise Comeau* | *PVNBGP* | *890* |
| *Gary Lemmon* | *AGNB* | *1524* |

*Nancy Sutherland*
*Directrice du scrutin*

*CARLETON # 45*

| | | |
|---|---|---|
| *Bill Hogan* | *PC* | *3536E* |
| *Theresa Blackburn* | *L* | *1239* |
| *Andy Walton* | *KISSNBPP* | *41* |
| *Shawn Oldenburg* | *NPDNB* | *80* |
| *Greg Crouse* | *PVNBGP* | *581* |
| *Graham Gill* | *AGNB* | *1909* |

*Eleanor Leonard*
*Directrice du scrutin*

*CARLETON-VICTORIA # 46*

| | | |
|---|---|---|
| *Margaret Johnson* | *PC* | *3330E* |
| *Andrew Harvey* | *L* | *2939* |
| *Meriet Gray Miller* | *NPDNB* | *113* |
| *Rowan Patrick Miller* | *PVNBGP* | *372* |
| *Terry Leigh Sisson* | *AGNB* | *610* |

*Vernon Thomas*
*Directeur du scrutin*

*VICTORIA-LA-VALLÉE # 47*

| | | |
|---|---|---|
| *Roland Michaud* | *PC* | *2071* |
| *Chuck Chiasson* | *L* | *4365E* |
| *Nathanaël Denis Lavoie* | *PVNBGP* | *426* |
| *André Jobin* | *AGNB* | *292* |
| *Danny Zolondek* | *IND* | *92* |

*Brigitte Cyr Page*
*Directrice du scrutin*

*EDMUNDSTON-MADAWASKA-CENTRE # 48*

| | | |
|---|---|---|
| *Joanne Bérubé Gagné* | *PC* | *1380* |
| *Jean-Claude (JC) D'Amours* | *L* | *5236E* |
| *Marco Morency* | *PVNBGP* | *415* |

*Joanne Plourde*
*Directrice du scrutin*

*MADAWASKA-LES-LACS-EDMUNDSTON # 49*

| | | |
|---|---|---|
| *Marie-Eve Castonguay* | *PC* | *1763* |
| *Francine Landry* | *L* | *4583E* |
| *Marie-Soleil Lussier* | *PVNBGP* | *542* |

*Jean Marquis*
*Directeur du scrutin*

---

Le président informe la Chambre que, afin d'éviter des erreurs, il a obtenu le texte du discours de Son Honneur, dont il s'offre à faire la lecture. (Il en est dispensé.)

---

Sur la motion de M[me] Bockus, appuyé par M. Cullins, il est résolu que le discours de S.H. la lieutenante-gouverneure soit mis en délibération sur-le-champ.

M[me] Bockus, députée de la circonscription électorale de Sainte-Croix, appuyée par M. Cullins, député de la circonscription électorale de Fredericton-York, propose une adresse en réponse au discours de S.H. la lieutenante-gouverneure, adresse dont elle donne lecture de sa place et qu'elle fait remettre au président, qui en donne lecture à son tour. Voici le texte de l'adresse :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Il s'élève un débat. Après un certain laps de temps, il est ajourné sur la motion de M. Melanson, chef de l'opposition et député de la circonscription électorale de Dieppe.

---

Sur la motion du premier ministre, appuyé par l'hon. M. Savoie, il est résolu que Sherry Wilson, députée de la circonscription électorale de Moncton-Sud-Ouest, et Andrea Anderson-Mason, députée de la circonscription électorale de Fundy—Les-Îles—Saint John-Ouest, soient nommées à la vice-présidence de l'Assemblée.

---

La séance est levée à 15 h 2.

Jour de séance 3 le mercredi 18 novembre 2020

*10 h*

Prière.

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu, aux fins d'éloignement physique, de limiter à un maximum de 26 le nombre de sièges sur le parquet de la Chambre et de les répartir comme suit : 14 pour le caucus ministériel ; 9 pour le caucus de l'opposition officielle ; 2 pour le caucus du Parti vert ; 1 pour le caucus de l'Alliance des gens.

---

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu de permettre aux 26 parlementaires qui siègent sur le parquet de la Chambre de prendre la parole d'un siège autre que le leur.

---

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu, aux fins d'éloignement physique, de permettre aux 22 autres parlementaires de siéger à partir de places désignées dans les tribunes de la Chambre, d'où ils peuvent participer aux débats au moyen des microphones fournis, participer aux votes par oui ou non ainsi qu'aux votes par appel nominal et se prévaloir de tous les droits et privilèges conférés aux parlementaires tout en respectant les règles du débat, le décorum et les conventions de la Chambre.

---

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu de permettre l'utilisation d'appareils électroniques sur le parquet et dans les tribunes de la Chambre, à condition que les appareils soient silencieux, ne causent pas de désordre à la Chambre et ne nuisent ni au maintien du décorum ni au respect des conventions de la Chambre.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, par dérogation à l'article 30 du Règlement, les déclarations de condoléances et de félicitations soient comprises dans les affaires courantes de la Chambre et soient appelées par le président de l'Assemblée après la présentation d'invités ;

que les déclarations de condoléances aient préséance sur les déclarations de félicitations et que la parole soit donnée aux députés dans l'ordre suivant : parti ministériel, opposition officielle, autres partis reconnus, selon leur représentation à la Chambre ;

que cet ordre spécial entre en vigueur dès son adoption et le demeure pour le reste de la 60e législature. (Motion 1.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'application de la définition « parti reconnu » dans le Règlement soit suspendue pour la durée de la 60e législature afin de consentir aux députés du Parti vert et aux députés de l'Alliance des gens du Nouveau-Brunswick les mêmes droits et privilèges que les paragraphes 28(10) et (11) de la *Loi sur l'Assemblée législative* ainsi que les articles 40 et 40.1 du Règlement confèrent aux députés des partis reconnus à la Chambre pour ce qui est des déclarations de ministres et des déclarations de députés. (Motion 2.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Le président de la Chambre présente les pages pour la session.

Les nouveaux pages sont les suivants : Nora Ahmed, du Caire, en Égypte ; Kurvin Silvio, de Grand Gaube, à Maurice ; Anna Sirois, d'Edgecomb, au Maine, aux États-Unis ; Emma Wagner, de Bridgewater, en Nouvelle-Écosse ; Graci Young, de Pictou, en Nouvelle-Écosse.

Les pages suivants reprennent du service : Sarah Albert, d'Edmundston ; la page en chef Andie Amaya, de Calgary, en Alberta ; Khanh Do, de Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam ; Curtis Kelly, de Quispamsis.

---

Il est unanimement convenu de prolonger la période des déclarations de députés.

---

Il est unanimement convenu de prolonger de 15 minutes la période des questions orales.

---

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Melanson a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a employé l'expression « plan secret ». Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé.

---

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Crossman :
2, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques* ;

par l'hon. M. Cardy :
3, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance* ;

par l'hon. M. Steeves :
4, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation* ;

par l'hon. M^me^ M. Wilson :
5, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
6, *Loi sur le droit de la famille* ;
7, *Loi concernant la Loi sur le droit de la famille* ;

par l'hon. M. Savoie :
8, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
9, *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche* ;
10, *Loi modifiant la Loi sur les coroners* ;
11, *Loi modifiant la Loi sur les conseillers de la Reine et leur préséance* ;
12, *Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur* ;
14, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments* ;
15, *Loi modifiant la Loi sur les notaires* ;

par M. K. Chiasson :
16, *Loi modifiant la Loi électorale* ;

par M. D'Amours :
17, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques.*

---

M^me^ Harris donne avis de motion 3 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyée par M. Arseneault, elle proposera ce qui suit :

attendu que les chefs des Premières Nations wolastoqey et mi'kmaq ont écrit au premier ministre pour demander la tenue d'une enquête sur le racisme systémique au sein du système de justice pénale et des services de police au Nouveau-Brunswick ;

attendu que les renseignements et les recommandations découlant d'une enquête devraient fournir de précieuses indications quant aux mesures à

adopter pour traiter au mieux le sérieux problème que constitue le racisme au sein de notre système de justice pénale et de nos services de police ;

attendu que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a récemment présenté des excuses pour le racisme systémique au sein du système de justice de cette province, que d'importantes réformes ont été instaurées dans cette province et qu'un engagement d'amorcer des réformes additionnelles y a été pris ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à nommer, en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les enquêtes,* une commission d'enquête sur le racisme systémique au sein du système de justice pénale et des services de police au Nouveau-Brunswick,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à nommer des commissaires autochtones et à se servir du mandat élaboré par des dirigeants autochtones pour la réalisation de l'enquête

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à mettre en oeuvre toutes les recommandations découlant de l'enquête.

---

M[me] Thériault donne avis de motion 4 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyée par M. Guitard, elle proposera ce qui suit :

attendu que la Clinique 554 fournit de précieux soins de santé à un grand groupe de patients, notamment des soins aux personnes marginalisées aux prises avec des dépendances, à la communauté LGBTQ2SI+, aux personnes atteintes du VIH et à celles qui éprouvent des besoins en santé mentale ainsi que des services d'avortement ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a l'obligation d'assurer un accès suffisant aux soins fournis par la Clinique 554, y compris aux soins de santé génésique comme l'avortement ;

attendu que l'accès aux services d'avortement qui ne sont actuellement fournis que dans des hôpitaux publics à Moncton et à Bathurst ne suffit pas à répondre à la demande actuelle ;

attendu qu'un accès insuffisant aux services d'avortement constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui en ont besoin ;

attendu que les patientes qui doivent avoir accès à l'avortement ne devraient pas avoir à payer les services de leur poche lorsqu'elles ont légalement droit à la couverture des coûts connexes par l'Assurance-maladie ;

attendu que le conseil d'administration du Réseau de santé Horizon a adopté une motion indiquant que le conseil d'Horizon plaidera « auprès du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour que les médecins puissent fournir des services d'avortement rémunérés dans un environnement de qualité et sûr en dehors de l'hôpital » ;

attendu que le gouvernement fédéral a indiqué que le refus de payer les services d'avortement fournis par la Clinique 554 constitue une violation de la *Loi canadienne sur la santé* ;

attendu que le gouvernement Higgs a refusé de payer les services fournis par la Clinique 554 ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à payer les services fournis par la Clinique 554

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à abroger la disposition a.1 de l'annexe 2 du règlement 84-20 de la *Loi sur le paiement des services médicaux* qui empêche le paiement des avortements pratiqués en dehors d'un établissement hospitalier.

---

M^me^ Thériault donne avis de motion 5 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyée par M. D'Amours, elle proposera ce qui suit :

attendu que les diverses collectivités qui forment le Nouveau-Brunswick ont comme engagement la préservation et l'épanouissement de leur identité culturelle respective ;

attendu que l'économie des pays est de plus en plus intégrée et que, de ce fait, la préservation par les communautés culturelles de leur identité et d'un fort sentiment d'appartenance revêt encore plus d'importance ;

attendu que les entrepreneurs dans la chaîne d'approvisionnement de livres, comme les libraires et les éditeurs au Nouveau-Brunswick, jouent un rôle fondamental dans le développement de l'industrie du livre et du rehaussement de la littératie au Nouveau-Brunswick ;

attendu que l'article 809 de l'Accord de libre-échange canadien signé en 2017 prévoit une exemption culturelle qui permet l'adoption et l'application continue de programmes et de politiques qui favorisent la distribution et le développement de l'expression et du contenu artistique ;

attendu que tous les accords de commerce international signés par le Canada prévoient des exemptions à l'égard des industries culturelles ;

attendu que les entrepreneurs dans la chaîne d'approvisionnement de livres subissent les conséquences financières engendrées par la pandémie de COVID-19 et que le gouvernement provincial ne leur fournit actuellement aucune aide additionnelle ;

attendu que les parties prenantes de l'industrie culturelle demandent, depuis l'adoption en 2009 de la politique du livre du Nouveau-Brunswick, l'instauration d'une politique sur l'acquisition de livres ;

attendu qu'une politique sur l'acquisition de livres rendrait possible la consolidation de la chaîne d'approvisionnement locale de livres et encouragerait la lecture d'ouvrages produits au Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à élaborer et à instaurer une politique d'acquisition de livres qui exige des acheteurs institutionnels, dont les ministères et les organismes, les districts scolaires, les écoles et groupes de qui ils relèvent et les bibliothèques publiques, de faire l'acquisition de livres auprès des librairies indépendantes et des maisons d'édition néo-brunswickoises.

---

M[me] Thériault donne avis de motion 6 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyée par M. Gauvin, elle proposera ce qui suit :

attendu que l'apport direct des industries culturelles au PIB du Nouveau-Brunswick s'est élevé à 550 379 000 $ en 2017 ;

attendu que le nombre d'emplois liés à la culture au Nouveau-Brunswick a été de 7 750 en 2017 ;

attendu que le revenu moyen d'un artiste s'est chiffré à 24 200 $ en 2016, somme qui est de 38 % inférieure au revenu moyen de la population active au Nouveau-Brunswick, qui se chiffre à 38 800 $ ;

attendu qu'il n'existe aucune mesure législative régissant le statut d'artiste professionnel au Nouveau-Brunswick et aucun organisme chargé d'évaluer et de définir la situation juridique des artistes, ce qui donne lieu à une absence de reconnaissance de leur statut et à des inégalités socioéconomiques flagrantes pour les membres de la profession ;

attendu que, pour la plupart des artistes, les conditions d'accès à l'assurance-emploi, à l'assurance maladie, aux mesures visant à pallier les risques d'entreprise et les revenus fluctuants, à l'assurance contre les accidents du travail et aux prestations de retraite ne sont pas comparables à celles dont bénéficient d'autres professionnels ;

attendu que les programmes actuels relatifs aux avantages, à l'assurance-emploi et aux régimes de retraite sont conçus pour les employés et ne tiennent pas compte des réalités des professions artistiques, comme le travail invisible, qui comprend la recherche et la création ;

attendu que l'amélioration des conditions socioéconomiques des artistes nécessite un lien entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et celui du Canada, surtout à l'égard de ce qui suit : les avantages sociaux comme le régime de retraite ; les mesures fiscales qui tiennent compte des fluctuations annuelles du revenu, comme l'étalement du revenu, l'exonération de redevances et les subventions pour la création ; les mesures relatives à la rémunération et au sous-emploi, comme un revenu annuel garanti ou un régime d'assurance-emploi mieux adapté aux travailleurs autonomes et tenant compte du travail invisible et de la périodicité des revenus ; les mesures prévoyant des congés de maladie, des congés parentaux et des congés pour raisons familiales ;

attendu que le Groupe de travail du premier ministre sur le statut de l'artiste a été constitué en juillet 2014 et devrait bientôt présenter son rapport ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'engager à adopter une loi sur le statut de l'artiste qui ne vise pas simplement à énoncer des principes, mais qui prévoit des mesures concrètes pour améliorer considérablement le statut socioéconomique des artistes professionnels,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à constituer, après le dépôt du rapport du Groupe de travail du premier ministre sur le statut de l'artiste, un comité permanent sur le statut de l'artiste, lequel relèvera du Cabinet du premier ministre et sera chargé de la mise en oeuvre de toutes les recommandations du rapport, y compris celles préconisant un lien entre les gouvernements provincial et fédéral

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à établir, après le dépôt du rapport du Groupe de travail du premier ministre sur le statut de l'artiste, un calendrier de mise en oeuvre des mesures recommandées au gouvernement pour pallier tous les risques économiques et sociaux liés aux professions artistiques, y compris celles qui préconisent un lien entre les gouvernements provincial et fédéral.

---

M. McKee donne avis de motion 7 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M. Landry, il proposera ce qui suit :

attendu que le Tribunal de la santé mentale offre une solution de rechange aux contrevenants ayant des troubles de santé mentale ;

attendu que le programme est largement salué par les intervenants en santé mentale pour son accent mis sur le traitement communautaire plutôt que sur l'incarcération ou d'autres sanctions ;

attendu que le programme du Tribunal de la santé mentale a été élaboré en fonction des meilleures pratiques ailleurs et de la recherche ;

attendu que le gouvernement Gallant a rétabli le Tribunal de la santé mentale au sein du système de la Cour provinciale à Saint John, notamment en vue d'étendre à toute la province les services qui y sont offerts ;

attendu qu'il est nécessaire que le programme du Tribunal de la santé mentale soit étendu aux autres régions de la province afin qu'un plus grand nombre de contrevenants puissent se prévaloir du précieux service pour répondre à leurs besoins en santé mentale ;

attendu que d'autres provinces, dont notre province voisine, la Nouvelle-Écosse, ont reconnu les avantages que procure un tribunal de la santé mentale et ont pris l'engagement d'y élargir l'accès ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à étendre le programme du Tribunal de la santé mentale à toute la province et à annoncer un échéancier précis à cet effet.

M. Gauvin donne avis de motion 8 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M$^{me}$ Thériault, il proposera ce qui suit :

attendu qu'il y a un manque alarmant de logements abordables dans de nombreuses régions de la province et que la situation se détériore ;

attendu que la demande accrue en logements à loyer a entraîné une hausse importante du loyer mensuel pour beaucoup de gens qui n'en ont pas les moyens ;

attendu qu'il n'y a pas assez de logements subventionnés pour répondre à la demande ;

attendu que l'itinérance chronique constitue un grave problème social auquel il faut remédier ;

attendu que le gouvernement libéral précédent a signé en 2018 avec le gouvernement fédéral une entente à frais partagés de 300 millions de dollars sur 10 ans afin de s'attaquer à la question du logement abordable ;

attendu que l'entente offrait le moyen de protéger, de renouveler et d'accroître le logement social et communautaire ;

attendu que des municipalités comme la ville de Moncton ont indiqué qu'elles étaient prêtes à établir des partenariats avec des groupes et la province afin de réaliser d'importants investissements dans les logements sociaux et d'appuyer des initiatives communautaires en matière de logement comme le projet de Marée Montante ;

attendu que le gouvernement Higgs n'a rien fait pendant deux ans pour régler le problème en question, lequel est sérieux et constitue une menace pour la sûreté et la sécurité de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick ayant désespérément besoin d'un logement abordable ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à fournir sa part de financement dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale sur le logement et à faire une priorité du logement abordable

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à établir des partenariats avec des municipalités et des organismes communautaires de logement afin de fournir un soutien financier aux initiatives de logement communautaire.

---

M[me] Landry donne avis de motion 9 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyée par M. Legacy, elle proposera ce qui suit :

attendu que, au titre du Fonds pour les changements climatiques, la province reçoit d'importantes recettes fiscales se chiffrant à plus de 128 millions de dollars pour l'exercice financier 2020-2021, y compris 83 millions versées dans les recettes générales ;

attendu que, contrairement au gouvernement fédéral, la province du Nouveau-Brunswick a décidé de ne pas remettre aux consommateurs les fonds reçus au titre du plan fédéral de tarification du carbone ;

attendu que, même si certaines recettes fiscales sont utilisées pour compenser les augmentations apportées aux taxes d'accise sur l'essence et le gaz naturel, d'autres recettes fiscales pourraient servir à financer des mesures de lutte contre les changements climatiques telles que des initiatives d'efficacité énergétique ;

attendu que les programmes d'efficacité énergétique aident les entreprises et les consommateurs à réduire les coûts de leur consommation d'énergie,

apportent un soutien aux fournisseurs commerciaux locaux et permettent de créer des emplois ;

attendu que les programmes d'efficacité énergétique contribuent à la lutte contre les répercussions des changements climatiques ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à ordonner que toutes les recettes tirées de la tarification du carbone en sus de celles qui servent à compenser la hausse des prix des combustibles soient consacrées à la création d'un programme global d'efficacité et d'amélioration énergétiques pour les propriétaires d'entreprises et de biens résidentiels et que tout excédent soit consacré à d'autres initiatives de lutte contre les changements climatiques.

---

M. LePage donne avis de motion 10 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M. McKee, il proposera ce qui suit :

attendu que nous sommes chanceux que de nombreuses entreprises du Nouveau-Brunswick puissent rester ouvertes malgré la pandémie de COVID-19, nombre d'entre elles ayant vu leurs revenus diminuer considérablement et ayant de la difficulté à survivre ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a fourni très peu de soutien pour les entreprises comparativement aux autres provinces ;

attendu que les généreux programmes d'aide aux entreprises fournis par le gouvernement fédéral, comme le programme de subvention salariale, ont favorisé la survie de nombreuses entreprises qui, autrement, auraient peut-être dû fermer ou réduire grandement leur effectif ;

attendu qu'un grand nombre d'entreprises du Nouveau-Brunswick s'inquiètent de savoir comment elles survivront quand les subventions fédérales ne seront plus offertes ;

attendu que, contrairement aux programmes d'aide aux entreprises du gouvernement fédéral et à ceux des autres provinces, les maigres programmes d'aide aux entreprises offerts par le gouvernement du Nouveau-Brunswick prennent la forme de prêts remboursables qui ne font qu'augmenter l'endettement d'une entreprise et l'exposer à des risques accrus ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a même pas fourni de soutien financier pour aider les entreprises à couvrir le coût de l'équipement de protection individuelle pour leur personnel ou à compenser les frais qu'elles ont engagés en vue de modifier leurs locaux

pour répondre aux exigences sanitaires et sécuritaires imposées en vertu de l'arrêté d'urgence ;

attendu que les petites et moyennes entreprises, ainsi que les emplois qu'elles fournissent, jouent un rôle crucial pour notre économie et méritent d'obtenir le soutien dont elles ont besoin ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à présenter un programme plus complet d'aide financière pour aider les entreprises du Nouveau-Brunswick à survivre à la pandémie.

---

M. LePage donne avis de motion 11 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M. Mallet, il proposera ce qui suit :

attendu qu'il y a au Nouveau-Brunswick de nombreux endroits qui n'ont pas un accès adéquat à Internet haut débit ;

attendu que l'accès à Internet haut débit est essentiel pour de nombreuses entreprises et que le manque d'Internet haut débit présente un désavantage économique pour celles-ci dans les collectivités où le service n'est pas offert ;

attendu que l'accès à Internet haut débit est aussi essentiel pour les particuliers et les collectivités ;

attendu que le gouvernement libéral précédent a investi 10 millions de dollars pour ce qui est d'Internet haut débit et qu'il était résolu à faire en sorte que toutes les régions de la province aient accès à Internet haut débit ;

attendu que, en raison de la COVID-19, bon nombre d'élèves inscrits à nos programmes scolaires ordinaires ont dû suivre des programmes d'études à distance et qu'il se peut que, en cas d'autres éclosions nécessitant la fermeture d'écoles, ces élèves, comme probablement d'autres élèves, risquent de devoir le faire de nouveau ;

attendu que des parents d'élèves qui habitent les régions sans accès à Internet haut débit ont exprimé des préoccupations quant au désavantage que subissent leurs enfants sur le plan scolaire ;

attendu que de nombreux établissements postsecondaires ont adopté une plateforme en ligne pour offrir leurs programmes d'études et de formation et que les étudiants postsecondaires ont besoin d'un accès à Internet haut débit ;

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick sont maintenant priées de travailler de la maison et doivent donc avoir accès à Internet haut débit ;

attendu que la prestation de nombreux services de santé, y compris les consultations médicales, est de plus en plus souvent assurée virtuellement en raison des restrictions sanitaires et sécuritaires liées à la pandémie ;

attendu que les personnes, les entreprises et les collectivités dans les régions de la province qui sont surtout rurales méritent d'avoir accès à Internet haut débit ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire de l'accès à Internet haut débit pour l'ensemble de la province une grande priorité

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à investir dans l'infrastructure nécessaire pour assurer l'accès à Internet haut débit.

---

M. LePage donne avis de motion 12 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M. K. Chiasson, il proposera ce qui suit :

attendu que la pandémie a entraîné la perte d'un nombre important d'emplois, y compris des mises à pied chez WestJet, à Mount Allison University, chez Air Canada, à la Société des loteries de l'Atlantique et à la mine Caribou ;

attendu que de nombreuses petites entreprises dans la province ont aussi souffert en raison de la pandémie, qui leur a fait subir des pertes de revenu ;

attendu que d'autres provinces annoncent la création de programmes visant à stimuler la reprise économique au moyen d'investissements en matière d'infrastructure stratégique ;

attendu que le gouvernement Higgs a fait très peu d'investissements au chapitre de l'infrastructure au titre de l'entente Canada — Nouveau-Brunswick sur l'infrastructure, qui avait été signée par le gouvernement libéral précédent ;

attendu que, contrairement à d'autres premiers ministres, le premier ministre Higgs a indiqué que le nouveau programme fédéral-provincial sur l'infrastructure, qui prévoit une structure de partage des coûts encore plus généreuse pour les provinces, ne l'intéressait pas ;

attendu qu'il y a de nombreux projets d'infrastructure utiles et bénéfiques qui permettraient de créer des emplois et de dynamiser la croissance économique à un moment où nous devrions centrer nos efforts sur la reprise économique ;

attendu que le programme fédéral-provincial proposé à l'égard de l'infrastructure permettrait de répondre à de nombreux besoins cruciaux sur le plan des infrastructures municipales ;

attendu que les investissements dans l'infrastructure stratégique auront non seulement pour effet de créer des emplois et de stimuler la croissance économique, mais ils contribueront aussi à remédier à de graves problèmes, comme les défis que posent les changements climatiques, et à éviter les coûts qui seraient engendrés dans le futur ;

attendu que, si le Nouveau-Brunswick ne fait pas d'investissements en matière d'infrastructure stratégique, les économistes prédisent que la reprise économique y sera lente par rapport à d'autres provinces, où elle sera beaucoup plus rapide ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à reconnaître l'importance de la reprise économique et à profiter du programme fédéral-provincial sur l'infrastructure pour réaliser à l'échelle de la province des investissements dans l'infrastructure stratégique et à en faire une priorité absolue.

---

M. Bourque donne avis de motion 13 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M. LePage, il proposera ce qui suit :

attendu que la pandémie a posé des défis importants au secteur des garderies ;

attendu que, en raison de la pandémie, les garderies agréées doivent mettre en oeuvre des mesures d'hygiène et de sécurité qui entraînent des dépenses additionnelles, dont celles qu'entraîne la dotation supplémentaire en personnel ;

attendu que, en raison du fardeau financier additionnel, de nombreux exploitants de garderie ont de la difficulté à poursuivre leurs activités ;

attendu que l'accès aux services de garderie est essentiel pour de nombreux parents, y compris les travailleurs de la santé ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a pas fourni d'aide aux garderies agréées ;

attendu que, sans un soutien additionnel, il se peut qu'un grand nombre de garderies agréées soient obligées de fermer leurs portes ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à mettre en place un programme de soutien aux garderies agréées qui prévoit une aide financière pour les exploitants de garderie du Nouveau-Brunswick.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par l'hon. M^me^ Shephard, propose ce qui suit :

que, par dérogation au paragraphe 29(1) du Règlement, l'horaire de séance de l'Assemblée le vendredi soit le suivant :

le vendredi, de 9 h à 14 h ;

que cet ordre spécial entre en vigueur dès son adoption et le demeure pour le reste de la 60^e^ législature. (Motion 14.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le vendredi 20 novembre 2020, la deuxième lecture des projets de loi 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sera appelée.

---

La séance est levée à 14 h 7.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

**Rapports annuels**

comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, volume 1 (états financiers consolidés) (14 octobre 2020) ;
Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes, 2019-2020 (16 octobre 2020) ;
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées, 2017-2018 (19 octobre 2020) ;
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées, 2018-2019 (19 octobre 2020) ;
vérificatrice générale, volume I, 2020 (audit de performance) (20 octobre 2020) ;
Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (28 octobre 2020) ;

Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (29 octobre 2020) ;
New Brunswick Community College, 2019-2020 (29 octobre 2020) ;
Société de l'inclusion économique et sociale, 2019-2020 (29 octobre 2020) ;
bureau du coroner en chef, 2017 (5 novembre 2020) ;
Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (6 novembre 2020) ;
Bureau du vérificateur général, rapport sur le rendement 2019-2020 (10 novembre 2020) ;
Cannabis NB, 2019-2020 (10 novembre 2020) ;
Services Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (10 novembre 2020) ;
Société des alcools du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (10 novembre 2020) ;
Assemblée législative, *Activités parlementaires,* 2019 (13 novembre 2020).

Jour de séance 4 le jeudi 19 novembre 2020

*10 h*

Prière.

L'Assemblée reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M^me^ Bockus, appuyée par M. Cullins, dont voici le texte :

que l'adresse dont le texte suit soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure pour la remercier humblement du gracieux discours qu'il lui a plu de faire à l'Assemblée législative :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Le débat se poursuit. Il est ajourné sur la motion de M. Coon.

La séance est levée à 11 h 13.

Jour de séance 5 le vendredi 20 novembre 2020

*9 h*

Prière.

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, par dérogation aux articles 30 et 40.1 du Règlement, la période des déclarations de condoléances et de félicitations et la période des déclarations de députés durent au plus 11 minutes pour chaque affaire, et que la durée des déclarations au titre de chaque affaire soit répartie comme suit : 3 minutes pour les parlementaires du côté du gouvernement, 3 pour les parlementaires du côté de l'opposition officielle, 3 pour les parlementaires du Parti vert et 2 pour les parlementaires de l'Alliance des gens ;

que cet ordre spécial entre en vigueur dès son adoption et le demeure pour le reste de la 60e législature. (Motion 15.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Le président de l'Assemblée informe la Chambre que les leaders parlementaires ont convenu de suivre la recommandation du ministère de la Santé voulant que tous les parlementaires et membres du personnel portent un masque en tout temps durant les séances.

---

La séance, suspendue à 9 h 21, reprend à 9 h 26.

---

Il est unanimement convenu de suspendre la séance de 12 h à 13 h et de lever la séance à 15 h.

---

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient, d'une part, que M. Coon a désigné nommément un député et, d'autre part, que M. Arseneau a attribué certains propos au premier ministre. Le président statue que le premier rappel au Règlement est bien fondé et sursoit à statuer sur le deuxième.

---

Le président dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'audit indépendant des états financiers du Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à réparer la route 505. (Pétition 1.)

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à remplacer le pont A255, qui est détruit, sur le chemin Gray. (Pétition 2.)

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. Coon :
18, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation.*

---

M. Bourque donne avis de motion 16 portant que, le jeudi 26 novembre 2020, appuyé par M. Landry, il proposera ce qui suit :

attendu que le Nouveau-Brunswick a adopté la *Loi sur les langues officielles* en 1969, avant même que le Canada adopte aussi une loi sur les langues officielles ;

attendu que le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au Canada ;

attendu que la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont tous les deux des comités permanents sur les langues officielles ;

attendu que la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick doit être révisée tous les dix ans selon ladite loi ;

attendu que la *Loi sur les langues officielles* comporte un statut particulier qui lui confère un pouvoir sur l'ensemble des lois et des règlements du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à créer un comité permanent sur les langues officielles,

que ce comité permette à ses membres, entre autres, d'avoir un rôle actif dans l'examen de la mise en oeuvre de la *Loi sur les langues officielles* et de la *Loi reconnaissant l'égalité des deux communautés linguistiques officielles au Nouveau-Brunswick,* la révision décennale de la *Loi sur les langues officielles,* ainsi que l'examen des rapports de la commissaire aux langues officielles

et qu'aucun parti politique n'ait une majorité de députés au sein de ce comité afin d'assurer qu'aucun gouvernement, maintenant ou à l'avenir, ne puisse prendre des décisions unilatérales relatives aux langues officielles.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 8, 3, 9, 10, 11, 12, 13, 15, 2, 6, 7 et 14 soit appelée et que leur étude se prolonge jusqu'à 13 h 30, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 8, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 8 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 8, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 3, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 3 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 3, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 9, *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 9 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 9, *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 10, *Loi modifiant la Loi sur les coroners,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 10 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 10, *Loi modifiant la Loi sur les coroners,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 11, *Loi modifiant la Loi sur les conseillers de la Reine et leur préséance,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 11 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 11, *Loi modifiant la Loi sur les conseillers de la Reine et leur préséance,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 12, *Loi sur les recours dans le secteur de la construction,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 12 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 12, *Loi sur les recours dans le secteur de la construction,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, conformément à l'article 89 du Règlement, le Comité permanent de la politique économique soit constitué pour la durée de la 60e législature et ainsi composé :

M. Turner, M. Carr, M. Cullins, M. Ames, M. Wetmore, Mme S. Wilson, M. LePage, M. K. Chiasson, M. Gauvin, M. Arseneau et M. Austin. (Motion 17.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie avise la Chambre de son intention de désigner le Comité permanent de la politique économique à titre de comité chargé d'étudier les projets de loi ayant franchi l'étape de la deuxième lecture au cours du présent jour de séance. Il est ordonné que les projets de loi 3, 8, 9, 10, 11 et 12 soient en conséquence renvoyés au comité.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 13 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au

Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 15, *Loi modifiant la Loi sur les notaires,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 15 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 15, *Loi modifiant la Loi sur les notaires,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 2, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 2 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 2, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 6, *Loi sur le droit de la famille,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

La séance, suspendue à 13 h 2, reprend à 14 h 9.

Il est unanimement convenu d'ajourner le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi 6.

---

L'Assemblée reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M^me^ Bockus, appuyée par M. Cullins, dont voici le texte :

que l'adresse dont le texte suit soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure pour la remercier humblement du gracieux discours qu'il lui a plu de faire à l'Assemblée législative :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 14 h 49.

Jour de séance 6 le mardi 24 novembre 2020

*13 h*

Prière.

Le sous-greffier s'adresse à la Chambre, en ces termes :

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je vous informe que, par suite des restrictions recommandées par Santé publique concernant les déplacements dans les zones 1 et 2 de la province, le président et les deux vice-présidentes de la Chambre ont pris la décision appropriée et prudente de ne pas se rendre à l'Assemblée législative aujourd'hui. De ce fait, en raison de l'absence inévitable du président de la Chambre, nous devons nous reporter à l'article 18 du Règlement et à l'article 16 de la *Loi sur l'Assemblée législative.*

Par conséquent, lorsque le greffier l'informe de l'absence inévitable de son président et de ses deux vice-présidents, l'Assemblée législative, sur motion mise aux voix par le greffier, nomme un député pour prendre le siège présidentiel et assumer la présidence pendant la durée de cette absence ou jusqu'à ce qu'elle en décide autrement.

Le sous-greffier donne la parole à l'hon. M^me^ Green, leader parlementaire adjointe du gouvernement.

L'hon. M^me^ Green, appuyée par l'hon. M^me^ Shephard, propose ce qui suit :

que Jeff Carr, député de la circonscription électorale de New Maryland-Sunbury, soit nommé président suppléant pour le reste du présent jour de séance, soit le 24 novembre 2020.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

M. Carr prend le fauteuil à titre de président suppléant de la Chambre.

---

Conformément à l'article 45 du Règlement, M. Arseneau demande la tenue d'un débat d'urgence sur la tenue de séances virtuelles ou hybrides à l'Assemblée législative.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que la demande de débat d'urgence est irrecevable. M. Arseneau intervient au sujet du rappel au Règlement.

Le président suppléant de la Chambre déclare qu'il sursoit à statuer.

---

L'hon. M^me^ Green demande le consentement unanime de la Chambre pour passer aux déclarations de ministres. Le consentement est refusé.

---

L'hon. M^me^ Green, appuyée par l'hon. M^me^ Shephard, propose ce qui suit :

que la Chambre passe sur-le-champ aux déclarations de ministres.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Le président suppléant, sur la demande de l'hon. M^me^ Green, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M^me^ Green, appuyée par l'hon. M^me^ Shephard, propose ce qui suit :

attendu que le rapport annuel de 2020, *Loi sur l'abrogation des lois,* déposé à l'Assemblée législative le 12 mars 2020, énumère les lois suivantes d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions qui doivent entrer en vigueur par proclamation et qui ont été sanctionnées au moins neuf ans avant le 31 décembre 2019 et n'étaient pas entrées en vigueur à cette date :

1. *Loi sur les prestations de pension,* L.N.-B. 1987, ch. P-5.1 :
   - article 2
2. *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire,* L.N.-B. 2001, ch. 29 :
   - articles 1 et 5 et alinéa 2*b*)
3. *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement,* L.N.-B. 2009, ch. 40
4. *Loi sur les ressources pétrolières,* L.N.-B. 2007, ch. P-8.03
5. *Loi modifiant la Loi sur les assurances,* L.N.-B. 2010, ch. 24
6. *Loi sur les services à la petite enfance* (anciennement la *Loi sur les garderies éducatives*), L.N.-B. 2010, ch. E-0.5, art. 18, 54, partie 3

attendu que, puisque les lois d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions figurent dans le rapport annuel, elles seront abrogées le 31 décembre 2020, conformément à l'article 2 de la *Loi sur l'abrogation des lois,* sauf si l'Assemblée législative adopte une résolution faisant opposition à leur abrogation ;

qu'il soit à ces causes résolu que les lois d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions énumérées dans la présente résolution ne soient pas abrogées. (Motion 18.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M^me^ Green, appuyée par l'hon. M^me^ Shephard, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au mardi 8 décembre 2020, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle ou que l'ajournement doit se poursuivre au-delà du mardi 8 décembre 2020, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date, ou en indiquant dans cet avis que l'ajournement doit se poursuivre jusqu'à nouvel ordre, lequel sera donné par le président ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 11

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ Landry |
| l'hon. M^me^ Shephard | M. Wetmore | M. K. Chiasson |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Stewart | M. LePage |
| l'hon. M^me^ Green | M. Arseneault | |

CONTRE : 4

| | | |
|---|---|---|
| M. Coon | M^me^ Conroy | M. Arseneau |
| M. Austin | | |

---

Le président suppléant rend la décision suivante relativement à la demande visant la tenue d'un débat d'urgence :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT SUPPLÉANT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je souhaite maintenant donner suite à la demande de débat d'urgence faite par le député de Kent-Nord concernant la tenue de séances virtuelles ou hybrides à l'Assemblée législative. Il s'agit évidemment d'une question très importante, qui doit

être résolue, et, en cette période de pandémie mondiale, nous voyons d'autres chambres et assemblées législatives mener leurs travaux de façon virtuelle.

Je crois comprendre que la question a fait l'objet de discussions au sein du Comité d'administration de l'Assemblée législative, aussi appelé CAAL, il y a quelques semaines et qu'elle fera probablement l'objet d'autres discussions à la prochaine réunion du comité. De plus, étant donné que la majorité des parlementaires, y compris le président et les vice-présidentes de la Chambre, ne peuvent pas assister à la séance d'aujourd'hui je ne crois pas qu'il convienne que nous tenions un débat aussi important dans les circonstances actuelles. Ainsi, la demande du député visant la tenue d'un débat d'urgence est rejetée.

---

La séance est levée à 13 h 49.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel d'Opportunités NB
pour 2019-2020 (20 novembre 2020).

Jour de séance 7 le mardi 8 décembre 2020

*13 h*

Prière.

Il est unanimement convenu d'observer un moment de silence pour souligner la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, en souvenir de la tuerie de l'École Polytechnique.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 8 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son premier rapport.

Conformément à l'article 99 du Règlement, le greffier adjoint convoque une réunion du Comité permanent de la politique économique pour le 20 novembre 2020 à la Chambre de l'Assemblée législative et dirige l'élection à la présidence et à la vice-présidence du comité. Sur la motion de M. Cullins, M. Turner est élu président du comité. Sur la motion de M. Ames, M. Carr est élu vice-président.

Le comité se réunit le 4 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

9, *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche* ;
10, *Loi modifiant la Loi sur les coroners* ;
11, *Loi modifiant la Loi sur les conseillers de la Reine et leur préséance.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Holder :
19, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail* ;
20, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail* ;
21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
22, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools* ;

par l'hon. M. Allain :
23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales* ;

par l'hon. M. Holland :
24, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.*

M. Coon donne avis de motion 19 portant que, le jeudi 17 décembre 2020, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu que la pandémie de COVID-19 crée beaucoup d'incertitude pour quiconque est forcé de sortir de son appartement, surtout dans les zones en phase orange ;

attendu que la Nouvelle-Écosse a instauré un plafond de 2 % sur les augmentations de loyer pour les locataires actuels, avec effet rétroactif au 1^er^ septembre 2020, lequel plafond demeurera en vigueur jusqu'en février 2021 ou jusqu'à la levée de l'état d'urgence, selon la première éventualité ;

attendu que la Nouvelle-Écosse a interdit les réno-évictions jusqu'en février 2021 ou jusqu'à la levée de l'état d'urgence, selon la première éventualité ;

attendu que les locataires au Nouveau-Brunswick éprouvent des problèmes semblables à ceux éprouvés par les locataires de la Nouvelle-Écosse à cause du faible taux d'inoccupation ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fixer un plafond sur les augmentations de loyer

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à interdire les résiliations de bail en raison de rénovations, aussi appelées réno-évictions,

jusqu'en février 2021 ou jusqu'à la levée de l'état d'urgence au Nouveau-Brunswick, selon la première éventualité.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 9 décembre 2020, la deuxième lecture des projets de loi 19, 20, 21, 22, 23 et 24 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 4, 5, 6, 7 et 14 soit appelée et que leur étude se prolonge jusqu'à 16 h 30, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, conformément à l'article 89 du Règlement, les comités permanents suivants soient constitués pour la 60e législature et ainsi composés :

Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement : M. Hogan, l'hon. M. Holland, l'hon. Mme Johnson, l'hon. M. Crossman, Mme Bockus, M. Stewart, Mme Landry, M. Mallet, M. LeBlanc, Mme Mitton et Mme Conroy ;

Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires : l'hon. M. Savoie, M. Turner, M. Carr, Mme Bockus, M. Stewart, M. Ames, M. Legacy, M. Bourque, M. LeBlanc, M. Arseneau et M. Austin ;

Comité permanent de modification des lois : l'hon. M. Flemming, Mme Anderson-Mason, M. Hogan, Mme Bockus, Mme S. Wilson, M. Cullins, M. D'Amours, M. Legacy, M. McKee, M. Coon et Mme Conroy ;

Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé : M. Cullins, M. Ames, Mme S. Wilson, M. Hogan, Mme Bockus, Mme Anderson-Mason, M. C. Chiasson, M. Guitard, M. Mallet, Mme Mitton et M. Austin ;

Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée : M. Carr, M. Turner, M. Stewart, M. Wetmore, M. Ames, Mme S. Wilson, M. D'Amours, M. Arseneault, Mme Thériault, M. Coon et Mme Conroy ;

Comité permanent des comptes publics : Mme Anderson-Mason, M. Cullins, M. Stewart, M. Turner, M. Wetmore, M. Carr, M. C. Chiasson, Mme Harris, M. McKee, Mme Mitton et Mme Conroy ;

Comité permanent de la politique sociale : M. Hogan, M. Wetmore, M. Carr, M. Stewart, M. Ames, M^me^ Bockus, M. Guitard, M. K. Chiasson, M. Gauvin, M^me^ Mitton et M^me^ Conroy. (Motion 20.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par le premier ministre, la motion suivante :

que, conformément à l'article 89 du Règlement, et par dérogation à l'article 104 du Règlement, le Comité d'administration de l'Assemblée législative soit constitué pour la durée de la 60^e^ législature et ainsi composé :

l'hon. M. Oliver, M^me^ S. Wilson, M^me^ Anderson-Mason, l'hon. M. Savoie, l'hon. M^me^ Green, M. Hogan, M. Turner, M. Melanson, M. Arseneault, M. Coon, M. Arseneau, M. Austin et M^me^ Conroy ;

que, en application de l'article 37 de la *Loi sur l'Assemblée législative,* l'Assemblée législative délègue au Comité d'administration de l'Assemblée législative les pouvoirs que lui confère la loi en ce qui concerne les montants, indemnités, allocations et traitements, ainsi que les modifications de l'annexe A. (Motion 21.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 21 sera proposée le vendredi 11 décembre 2020.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 4, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 4 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 4, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 5, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 5 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 5, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 6, *Loi sur le droit de la famille.*

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 6 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 6, *Loi sur le droit de la famille,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 7, *Loi concernant la Loi sur le droit de la famille,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 7 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 7, *Loi concernant la Loi sur le droit de la famille,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 14, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 14 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 14, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

L'Assemblée reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M^me^ Bockus, appuyée par M. Cullins, dont voici le texte :

que l'adresse dont le texte suit soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure pour la remercier humblement du gracieux discours qu'il lui a plu de faire à l'Assemblée législative :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

| | |
|---|---|
| rapport annuel du ministère de la Justice et du Cabinet du procureur général pour 2018-2019 | (24 novembre 2020) ; |
| rapport annuel du ministère du Développement social pour 2019-2020 | (26 novembre 2020) ; |
| rapport annuel de la Commission du travail et de l'emploi pour 2019-2020 | (27 novembre 2020) ; |
| rapport annuel du ministère de la Sécurité publique pour 2019-2020 | (27 novembre 2020) ; |
| rapport annuel du ministère des Affaires autochtones pour 2019-2020 | (2 décembre 2020). |

Jour de séance 8 le mercredi 9 décembre 2020

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que le premier ministre a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a demandé à M. Melanson « d'arrêter ses enfantillages ». Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, mais demande aux parlementaires de rehausser le niveau des débats.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que des appareils électroniques ont été utilisés pendant la période des questions. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé puisque le consentement unanime a été accordé pour permettre l'utilisation d'appareils électroniques à la Chambre, à condition que les appareils ne causent pas de désordre ni ne nuisent au respect des conventions de la Chambre. Le président met néanmoins les parlementaires en garde contre la façon dont de tels appareils ont été utilisés pendant la période des questions.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que le premier ministre a rompu la solidarité et la confidentialité du Cabinet lorsqu'il a parlé de la participation de M. Melanson à certaines réunions du comité du Cabinet sur la COVID-19. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé puisque la solidarité et la confidentialité du Cabinet ne relèvent pas de la compétence du président.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M^me^ Bockus :

25, *Loi éteignant certains covenants restrictifs du titre de certains biens-fonds dans la cité appelée The City of Saint John dévolus à Plazacorp Property Holdings Inc.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

L'hon. M. Steeves donne avis de motion 22 portant que, le mardi 15 décembre 2020, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital.

---

M. Melanson donne avis de motion 23 portant que, le jeudi 17 décembre 2020, appuyé par M. Arseneault, il proposera ce qui suit :

attendu que le Comité d'administration de l'Assemblée législative (CAAL) est chargé de l'administration, du fonctionnement, de la gestion, de l'entretien et du contrôle de l'édifice de l'Assemblée législative, de la bibliothèque de l'Assemblée législative et d'autres terrains, bâtiments et installations se rattachant à l'Assemblée législative ;

attendu que le comité, qui est présidé par le président de la Chambre, est aussi chargé, en général, de toute question ayant trait à l'Assemblée législative et aux parlementaires ;

attendu que les réunions du Comité d'administration de l'Assemblée législative sont tenues à huis clos, sans que les médias ni le public y soient admis ;

attendu que les activités de l'Assemblée législative et les délibérations des parlementaires élus nécessitent une ouverture et une transparence accrues ;

attendu que, bien que la discussion de certaines questions dont est saisi le CAAL, y compris des questions liées aux ressources humaines, doit être faite de façon confidentielle, une grande partie des travaux du CAAL pourrait faire l'objet de discussions dans un cadre ouvert ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le président de la Chambre à travailler avec le greffier de l'Assemblée législative afin de présenter un plan visant une ouverture et une transparence accrues pour le Comité d'administration de l'Assemblée législative.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 10 décembre 2020, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 3 et 4.

---

L'hon. M. Savoie demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par le premier ministre, la motion suivante :

que, par dérogation à l'horaire de séance actuel, prescrit au paragraphe 29(1) du Règlement et par ordre spécial de la Chambre adopté le 18 novembre 2020, la Chambre, le mardi, le mercredi et le jeudi, puisse aussi siéger de 19 h à 22 h ;

que cet ordre spécial entre en vigueur le mardi 15 décembre 2020 et le demeure jusqu'au jeudi 31 décembre 2020. (Motion 24.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 24 sera proposée le mardi 15 décembre 2020.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la deuxième lecture des projets de loi 19, 20, 21, 22, 23 et 24 soit appelée, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône pendant 1,5 heure, puis la séance sera levée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

9, *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche* ;
10, *Loi modifiant la Loi sur les coroners* ;
11, *Loi modifiant la Loi sur les conseillers de la Reine et leur préséance.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 19, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 19 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 19, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 20, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 20 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 20, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Coon, appuyé par M^me^ Mitton, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Après un certain laps de temps, l'hon. M. Savoie propose l'ajournement du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 22, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 22 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 22, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Arseneau, appuyé par M. Coon, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 23 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 24, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 24 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 24, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

L'Assemblée reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M^me^ Bockus, appuyée par M. Cullins, dont voici le texte :

que l'adresse dont le texte suit soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure pour la remercier humblement du gracieux discours qu'il lui a plu de faire à l'Assemblée législative :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant

séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 16 h.

Jour de séance 9 le jeudi 10 décembre 2020

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Melanson a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a dit que l'hon. M. Fitch n'avait pas répondu « de façon sincère » aux questions posées. M. Melanson se rétracte.

---

L'hon. M. Flemming dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants : d'une part, le rapport annuel du bureau du coroner en chef pour 2018 et, d'autre part, le rapport annuel du bureau du coroner en chef pour 2019.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. Gauvin :
26, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation.*

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture du projet de loi 21 soit appelée et que son étude se prolonge jusqu'à la pause du midi, après quoi les travaux de la Chambre reprendront à 14 h 30, heure à laquelle seront étudiées les affaires émanant de l'opposition.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles,* dont voici le texte :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 21

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M^me^ Conroy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Guitard |
| M. McKee | M. Bourque | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Mallet |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Landry |
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Arseneau |

CONTRE : 26

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | |

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 21 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 14 h 47.

---

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, notre Chambre et d'autres assemblées législatives du Canada et du Commonwealth respectent une convention de longue date selon laquelle l'utilisation d'accessoires est interdite.

À la page 617 de la troisième édition de *La procédure et les usages de la Chambre des communes* il est écrit :

*Les Présidents ont systématiquement déclaré que les étalages et les manifestations de toutes sortes employés par des députés pour illustrer leurs interventions ou pour souligner leurs positions étaient irrecevables. De même, les accessoires de quelque sorte que ce soit ont toujours été jugés inacceptables à la Chambre.*

Aujourd'hui, on m'a signalé qu'un certain nombre de parlementaires à la Chambre portent un masque dont le message cause du désordre auprès d'autres parlementaires. Par conséquent, même si la nature du message revêt certainement une grande importance et que je respecte les parlementaires pour leur compassion, je demande à ceux-ci de bien vouloir retirer et remplacer les masques en question.

---

M. Coon demande des précisions au sujet de l'acceptabilité de certains masques. Le président fait savoir que le port de masques pouvant causer du désordre auprès d'autres parlementaires ou leur poser un problème ne sera pas permis.

---

Conformément à l'avis de motion 3, M^me^ Harris, appuyée par M. Arseneault, propose ce qui suit :

attendu que les chefs des Premières Nations wolastoqey et mi'kmaq ont écrit au premier ministre pour demander la tenue d'une enquête sur le racisme systémique au sein du système de justice pénale et des services de police au Nouveau-Brunswick ;

attendu que les renseignements et les recommandations découlant d'une enquête devraient fournir de précieuses indications quant aux mesures à adopter pour traiter au mieux le sérieux problème que constitue le racisme au sein de notre système de justice pénale et de nos services de police ;

attendu que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a récemment présenté des excuses pour le racisme systémique au sein du système de justice de cette province, que d'importantes réformes ont été instaurées dans cette province et qu'un engagement d'amorcer des réformes additionnelles y a été pris ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à nommer, en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les enquêtes,* une commission d'enquête sur le racisme systémique au sein du système de justice pénale et des services de police au Nouveau-Brunswick,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à nommer des commissaires autochtones et à se servir du mandat élaboré par des dirigeants autochtones pour la réalisation de l'enquête

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à mettre en oeuvre toutes les recommandations découlant de l'enquête.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. M^me^ Dunn, appuyée par le premier ministre, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 3 soit amendée par la substitution, aux trois paragraphes de la résolution, de ce qui suit :

« qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative reconnaisse l'existence du racisme systémique et la nécessité d'entreprendre des démarches essentielles pour l'éliminer sous toutes ses formes,

« que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à poursuivre les consultations avec les collectivités des Premières Nations afin de dresser un plan pour lutter contre le racisme systémique,

« que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à prendre immédiatement des mesures concrètes afin de promouvoir et de célébrer l'égalité fondamentale entre tous

« et que l'Assemblée législative soutienne les efforts du groupe de travail sur la vérité et la réconciliation, qui réunit des représentants des Premières Nations et des partis et qui est composé de membres des Premières Nations mi'kmaq, wolastoqiyik et peskotomuhkati et des quatre partis politiques représentés à l'Assemblée législative. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 15 h 23, reprend à 15 h 30.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que l'amendement est irrecevable puisqu'il va à l'encontre de l'objet de la motion. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que, compte tenu de la décision rendue à cet égard, le président semble avoir reçu une copie de l'amendement avant l'opposition. Le président indique que les amendements, avant d'être présentés à la Chambre, sont souvent soumis au bureau du greffier aux fins d'examen.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, M. McKee, appuyé par M. Arseneault, propose le sous-amendement suivant :

SOUS-AMENDEMENT

que l'amendement de la motion 3 soit amendé par l'ajout, après le dernier paragraphe de la résolution, de ce qui suit :

« et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à nommer, en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les enquêtes,* une commission d'enquête sur le racisme systémique au sein du système de justice pénale et des services de police au Nouveau-Brunswick, qui se verra confier le mandat élaboré par des dirigeants autochtones et à laquelle seront nommés des commissaires autochtones. ».

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que le sous-amendement est irrecevable puisqu'il rétablit le libellé que l'amendement propose de supprimer.

La séance, suspendue à 15 h 53, reprend à 16 h 2.

La vice-présidente de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé et informe la Chambre que le sous-amendement est irrecevable puisqu'il s'agit manifestement d'une tentative d'annulation de l'amendement à l'étude.

Après un certain laps de temps, M. Coon, appuyé par M^me^ Mitton, propose le sous-amendement suivant :

SOUS-AMENDEMENT

que l'amendement de la motion 3 soit amendé par l'ajout, dans le premier paragraphe de la résolution, après le mot « formes », de ce qui suit : « , notamment la tenue d'enquêtes menées sous une forme qui aura obtenu le consentement des chefs wolastoqiyik, mi'kmaq et peskotomuhkati ».

La question proposée au sujet du sous-amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 16 h 29, reprend à 16 h 35.

Le débat se termine. Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 23

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Stewart |
| M. Austin | M^me^ Conroy | |

CONTRE : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Crossman | M. Wetmore |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

La question est proposée au sujet de la motion 3 amendée, dont voici le texte :

attendu que les chefs des Premières Nations wolastoqey et mi'kmaq ont écrit au premier ministre pour demander la tenue d'une enquête sur le racisme systémique au sein du système de justice pénale et des services de police au Nouveau-Brunswick ;

attendu que les renseignements et les recommandations découlant d'une enquête devraient fournir de précieuses indications quant aux mesures à adopter pour traiter au mieux le sérieux problème que constitue le racisme au sein de notre système de justice pénale et de nos services de police ;

attendu que le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a récemment présenté des excuses pour le racisme systémique au sein du système de justice de cette province, que d'importantes réformes ont été instaurées dans cette province et qu'un engagement d'amorcer des réformes additionnelles y a été pris ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative reconnaisse l'existence du racisme systémique et la nécessité d'entreprendre des démarches essentielles pour l'éliminer sous toutes ses formes,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à poursuivre les consultations avec les collectivités des Premières Nations afin de dresser un plan pour lutter contre le racisme systémique,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à prendre immédiatement des mesures concrètes afin de promouvoir et de célébrer l'égalité fondamentale entre tous

et que l'Assemblée législative soutienne les efforts du groupe de travail sur la vérité et la réconciliation, qui réunit des représentants des Premières Nations et des partis et qui est composé de membres des Premières Nations mi'kmaq, wolastoqiyik et peskotomuhkati et des quatre partis politiques représentés à l'Assemblée législative.

La motion 3 amendée, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Crossman | M. Wetmore |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |

CONTRE : 23

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Stewart |
| M. Austin | M^me^ Conroy | |

La séance est levée à 17 h 56.

Jour de séance 10 le vendredi 11 décembre 2020

*9 h*

Prière.

M. Bourque (Kent-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à renforcer les patrouilles policières afin de réprimer les infractions au code de la route dans certaines collectivités. (Pétition 3.)

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M^me^ Anderson-Mason, c.r. :
27, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports de Saint-Jean.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

M. Arseneault donne avis de motion 25 portant que, le jeudi 17 décembre 2020, appuyé par M. LePage, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les renseignements, les notes, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, concernant les discussions et les ententes avec le Groupe Lokia, ses établissements de soins de longue durée et ses établissements de soins spéciaux au Nouveau-Brunswick, y compris le Manoir de la Vallée, le Manoir Brise de l'Oasis, le Manoir Oasis de la Baie, le Manoir Sugarloaf et le Manoir Sunrise, ainsi que ses représentants et mandataires, en ce qui concerne notamment le projet pilote, les ratios en personnel et les niveaux de soins.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre reprenne le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône pendant une heure, après quoi la séance sera levée.

---

L'Assemblée reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M^me^ Bockus, appuyée par M. Cullins, dont voici le texte :

que l'adresse dont le texte suit soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure pour la remercier humblement du gracieux discours qu'il lui a plu de faire à l'Assemblée législative :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Le débat se poursuit. Après un certain laps de temps, il est ajourné sur la motion de l'hon. M. Savoie, au nom du premier ministre.

---

La séance est levée à 11 h 17.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du ministère de
l'Agriculture, de l'Aquaculture
et des Pêches pour 2019-2020 (10 décembre 2020).

Jour de séance 11 le mardi 15 décembre 2020

*13 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 15 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son deuxième rapport.

Le comité se réunit les 9 et 11 décembre et étudie le projet de loi 5, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation,* qu'il approuve sans amendement.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 15 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son premier rapport de la session.

Conformément à l'article 99 du Règlement, le greffier aux comités convoque une réunion du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé pour le 10 décembre 2020 à la Chambre de l'Assemblée législative et dirige l'élection à la présidence et à la vice-présidence du comité. Sur la motion de l'hon. M. Savoie,

M. Cullins est élu président du comité. Sur la motion de l'hon. M. Savoie, M. Ames est élu vice-président.

Le comité se réunit le 15 décembre 2020 à la Chambre du Conseil législatif et étudie le projet de loi 25, *Loi éteignant certains covenants restrictifs du titre de certains biens-fonds dans la cité appelée The City of Saint John dévolus à Plazacorp Property Holdings Inc.,* dont il recommande à la Chambre l'adoption sans amendement.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
(signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. K. Chiasson :
28, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales.*

M. Melanson donne avis de motion 26 portant que, le jeudi 24 décembre 2020, appuyé par M. Arseneault, il proposera ce qui suit :

attendu que 49 parlementaires provenant des quatre coins de la province servent à l'Assemblée législative les intérêts des gens de leur circonscription ;

attendu que chaque parlementaire devrait avoir l'occasion de participer pleinement aux travaux de l'Assemblée législative ;

attendu que, en raison de la pandémie de COVID-19 et sur le conseil de la Santé publique et de la Sécurité publique, le gouvernement provincial a pris un arrêté d'urgence qui impose, relativement aux rassemblements, certaines restrictions pouvant varier d'une région à l'autre de la province en fonction des éclosions d'infections par le virus ;

attendu que des parlements et des assemblées législatives ont dû s'adapter à la nouvelle réalité liée à la COVID-19 et modifier la réglementation concernant la participation de leurs parlementaires élus aux travaux ;

attendu que des moyens technologiques peuvent permettre à tous les parlementaires élus de participer à distance, de façon virtuelle, aux travaux de l'Assemblée législative ;

attendu que le Parlement du Canada et d'autres assemblées législatives ont adopté des moyens technologiques qui permettent une participation virtuelle ;

attendu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick n'a pas adopté de moyens technologiques permettant une participation virtuelle aux affaires courantes ;

attendu que, à cause de la menace persistante que constitue la COVID-19, des parlementaires pourraient être réticents à se rendre à l'Assemblée législative en raison de préoccupations personnelles ou de préoccupations à l'égard d'autres personnes ;

attendu qu'un parlementaire qui n'est peut-être pas en faveur des moyens technologiques permettant une participation virtuelle ne devrait pas pouvoir s'opposer à la volonté du Comité d'administration de l'Assemblée législative, dont les membres sont favorables à l'adoption de moyens technologiques pour la tenue de séances virtuelles de l'Assemblée législative ;

attendu que le Comité permanent de la politique économique s'est réuni et a convenu d'avoir recours à des moyens technologiques qui permettraient la participation virtuelle à distance des parlementaires élus ;

attendu que les moyens technologiques sont disponibles, qu'ils ont été mis à l'essai et qu'ils peuvent être mis en oeuvre sur-le-champ ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le président de la Chambre à faire en sorte que soient immédiatement adoptés à l'Assemblée législative les moyens technologiques permettant une participation virtuelle aux travaux de celle-ci.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 16 décembre 2020, la deuxième lecture du projet de loi 25 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la Chambre reprenne le débat ajourné sur la motion d'adresse en réponse au discours du trône, après quoi la Chambre étudiera la motion 22.

---

L'Assemblée reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M^me^ Bockus, appuyée par M. Cullins, dont voici le texte :

que l'adresse dont le texte suit soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure pour la remercier humblement du gracieux discours qu'il lui a plu de faire à l'Assemblée législative :

Fredericton (N.-B.)
le 17 novembre 2020

À Son Honneur,
l'honorable Brenda Murphy,
lieutenante-gouverneure de la province du Nouveau-Brunswick

Qu'il plaise à Votre Honneur,

Nous, sujets très dévoués et loyaux de Sa Majesté, membres de l'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick, qui tient maintenant séance, prions respectueusement Votre Honneur d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours que vous nous avez fait et nous assurons à Votre Honneur que toutes les questions dont nous serons saisis durant la session feront l'objet de notre attention et de notre étude les plus diligentes.

Le débat se poursuit et se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée sans amendement.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient qu'il s'est levé pour demander la tenue d'un vote par appel nominal. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé.

---

Sur la motion du premier ministre, appuyé par l'hon. M. Steeves, il est résolu que l'adresse en réponse au discours du trône soit grossoyée, que le président de la Chambre y appose sa signature et qu'un comité de la Chambre remette l'adresse à Son Honneur.

Il est ordonné que le premier ministre, M^me^ Bockus et M. Cullins forment le comité chargé de se rendre auprès de Son Honneur et de lui remettre l'adresse.

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 15 décembre 2020

S.H. la lieutenante-gouverneure transmet le budget de capital pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, le volume I du budget supplémentaire pour 2020-2021 ainsi que le volume I du budget supplémentaire pour 2018-2019, lesquels comportent les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867,* elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda Murphy

---

Conformément à l'avis de motion 22, l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital.

La question proposée, l'hon. M. Steeves prononce le discours du budget de capital pour 2021-2022.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme sur-le-champ en Comité des subsides à accorder à Sa Majesté.

---

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M^me^ S. Wilson.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ S. Wilson, présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a abordé les travaux dont il a été saisi et a adopté la motion suivante :

que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La présidente du comité rapporte aussi qu'il lui est enjoint de demander à siéger de nouveau.

---

M^me^ S. Wilson, appuyée par le premier ministre, propose que le rapport du Comité des subsides soit adopté par la Chambre et que celle-ci adhère à la résolution portant que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie demande au président de la Chambre de revenir aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre et propose, appuyé par le premier ministre, que l'étude des prévisions budgétaires en Comité des subsides soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

La séance est levée à 15 h 12.

Jour de séance 12 le mercredi 16 décembre 2020

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, M^me^ Harris invoque le Règlement ; elle soutient que certains députés ne portent pas toujours leur masque. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé et rappelle aux parlementaires de porter leur masque.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient qu'un ministre a fait une comparaison défavorable entre M. K. Chiasson et Donald Trump. Le président demande aux parlementaires de rehausser le niveau des débats et de se garder de faire certaines comparaisons qui pourraient semer le désordre.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le troisième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 16 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son troisième rapport.

Le comité se réunit le 15 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

2, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques* ;
4, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation* ;
21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. Arseneau :
29, *Loi sur la sécurité alimentaire locale.*

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 17 décembre 2020, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motion 4, projet de loi 28 et motion 16.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, après la troisième lecture, la deuxième lecture du projet de loi 25 soit appelée, après quoi la Chambre se formera en Comité des subsides pour étudier le volume I du budget supplémentaire pour 2018-2019, le volume I du budget supplémentaire pour 2020-2021 et le budget de capital du ministère des Transports et de l'Infrastructure, du ministère de la Santé et du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, puis la Chambre étudiera la motion 21.

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

5, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

Est lu une deuxième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

25, *Loi éteignant certains covenants restrictifs du titre de certains biens-fonds dans la cité appelée The City of Saint John dévolus à Plazacorp Property Holdings Inc.*

Conformément à l'article 121 du Règlement, il est ordonné que le projet de loi d'intérêt privé 25 soit lu une troisième fois sur-le-champ.

Est lu une troisième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

25, *Loi éteignant certains covenants restrictifs du titre de certains biens-fonds dans la cité appelée The City of Saint John dévolus à Plazacorp Property Holdings Inc.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M^me^ S. Wilson.

La séance du comité, suspendue à 12 h, reprend à 13 h 4.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ S. Wilson, présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi, a adopté plusieurs crédits et demande à siéger de nouveau.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Voici les crédits dont il est fait rapport :

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2018-2019, VOLUME 1

| COMPTE ORDINAIRE | Votés ($) |
|---|---|
| GOUVERNEMENT GÉNÉRAL | |
| Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel | 98 988,47 |
| Provision pour pertes | 3 752 170,07 |
| AUTRES ORGANISMES | |
| Commission de police du Nouveau-Brunswick | 50 037,71 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes | 1 841 021,06 |
| MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| Division des initiatives en matière de sécurité et d'urgence | 73 629 699,01 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services de bien-être à l'enfance et de soutien aux personnes ayant un handicap | 20 833 693,91 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Entretien pendant l'hiver | 11 009 331,07 |
| COMPTE DE CAPITAL | |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Districts de services locaux | 180 616,52 |

PRÊTS ET AVANCES

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Avances de prêts aux étudiants | 1 865 242,56 |

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2020-2021, VOLUME 1

| COMPTE ORDINAIRE | Votés ($) |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE | |
| Services généraux et autres services d'enseignement | 8 500 000 |
| Développement de la petite enfance | 10 500 000 |
| Districts scolaires | 27 000 000 |
| Votés | 46 000 000 |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Services généraux et financement communautaire | 40 000 000 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Services ministériels et autres services de santé | 6 000 000 |
| Services de santé de la partie III | 104 000 000 |
| Votés | 110 000 000 |
| MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| Procureur général | 200 000 |
| Division de la sécurité communautaire | 6 800 000 |
| Services à la justice | 500 000 |
| Division des inspections et de l'application de la loi | 9 500 000 |
| Division des initiatives en matière de sécurité et d'urgence | 25 000 000 |
| Votés | 42 000 000 |
| ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE | |
| Élections Nouveau-Brunswick | 9 000 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Développement de l'emploi | 34 750 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse | 1 900 000 |
| Aînés et soins de longue durée | 14 400 000 |
| Votés | 16 300 000 |

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE | |
| Tourisme | 3 500 000 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Groupe des bâtiments | 2 500 000 |
| Entretien | 900 000 |
| Société de voirie du Nouveau-Brunswick | 7 350 000 |
| Entretien pendant l'hiver | 2 000 000 |
| Votés | 12 750 000 |

COMPTE DE CAPITAL

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Hôpitaux publics - Biens d'équipement | 6 000 000 |

PRÊTS ET AVANCES

| | |
|---|---|
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Programmes de prêts de fonds de roulement pour les petites entreprises du Nouveau-Brunswick | 14 000 000 |

La Chambre adopte ces crédits.

---

Il est unanimement convenu de revenir au dépôt de projets de loi.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
30, *Loi supplémentaire de 2018-2019 (1) portant affectation de crédits* ;
31, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (1) portant affectation de crédits.*

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 30 et 31 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

---

Sont lus une deuxième fois les projets de loi suivants :

30, *Loi supplémentaire de 2018-2019 (1) portant affectation de crédits* ;
31, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (1) portant affectation de crédits.*

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

30, *Loi supplémentaire de 2018-2019 (1) portant affectation de crédits* ;
31, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (1) portant affectation de crédits.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Conformément à l'avis de motion 21, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, conformément à l'article 89 du Règlement et par dérogation à l'article 104 du Règlement, le Comité d'administration de l'Assemblée législative soit constitué pour la durée de la 60e législature et ainsi composé :

l'hon. M. Oliver, Mme S. Wilson, Mme Anderson-Mason, l'hon. M. Savoie, l'hon. Mme Green, M. Hogan, M. Turner, M. Melanson, M. Arseneault, M. Coon, M. Arseneau, M. Austin et Mme Conroy ;

que, en application de l'article 37 de la *Loi sur l'Assemblée législative,* l'Assemblée législative délègue au Comité d'administration de l'Assemblée législative les pouvoirs que lui confère la loi en ce qui concerne les montants, indemnités, allocations et traitements, ainsi que les modifications de l'annexe A.

La question proposée, il s'élève un débat.

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que les observations de M. Arseneau dépassent la portée de la motion. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé.

Après un certain laps de temps, M. Arseneau, appuyé par M. Coon, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 21 soit amendée par l'ajout, après le premier paragraphe de la résolution, de ce qui suit :

« que les réunions du Comité d'administration de l'Assemblée législative soient publiques, sauf si elles portent sur une question d'ordre personnel ayant trait à des employés ou à des bureaux de l'Assemblée législative, sur une question d'ordre juridique concernant des procédures judiciaires en cours ou prévues, ou sur une question liée à l'élaboration des prévisions budgétaires annuelles des dépenses de l'Assemblée législative ; ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que l'amendement est irrecevable puisqu'il présente des éléments qui dépassent la portée de la motion. M^me^ Mitton et M. Arseneault interviennent au sujet du rappel au Règlement.

La séance, suspendue à 14 h 45, reprend à 15 h 6.

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, j'ai examiné l'amendement proposé par le député de Kent-Nord ainsi que les arguments pour et contre qui ont été avancés à cet égard.

Le député attache beaucoup d'importance aux délibérations du comité, et je le comprends très bien. Toutefois, la motion 21 a pour objet de constituer le Comité d'administration de l'Assemblée législative, d'en préciser la liste des membres et de lui déléguer certains pouvoirs.

La façon dont le comité fonctionne ou tient ses délibérations dépasse la portée de la présente motion et ne se rapporte pas à son objet. Une motion est actuellement inscrite au Feuilleton qui offrirait peut-être une meilleure occasion de débattre la question.

En outre, le libellé du deuxième paragraphe de la motion à l'étude reflète celui de l'article 37 de la *Loi sur l'Assemblée législative.* L'article 37 ne restreint pas la façon dont le comité utilise ses pouvoirs ni la façon dont il tient ses délibérations. C'est pourquoi je ne me sens pas à l'aise d'imposer des restrictions quant à la délégation de pouvoirs autres que ceux prévus dans ladite loi, comme l'amendement proposé semble faire. Par conséquent, je statue que l'amendement est irrecevable.

J'invite le député à soulever la question en comité, à participer au débat sur la motion à laquelle j'ai fait référence ou peut-être à présenter lui-même une motion concernant les délibérations du Comité d'administration de l'Assemblée législative.

Le débat reprend et se termine. La motion 21, mise aux voix, est adoptée.

La séance est levée à 15 h 10.

Jour de séance 13 le jeudi 17 décembre 2020

*10 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le quatrième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 17 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son quatrième rapport.

Le comité se réunit le 16 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

6, *Loi sur le droit de la famille* ;
7, *Loi concernant la Loi sur le droit de la famille* ;
8, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;
12, *Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales* ;
24, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la séance soit suspendue jusqu'à 14 h 30, après quoi les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

2, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques* ;
4, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation* ;
21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

La séance, suspendue à 11 h 27, reprend à 14 h 30.

Conformément à l'avis de motion 4, M^me^ Thériault, appuyée par M. Guitard, propose ce qui suit :

attendu que la Clinique 554 fournit de précieux soins de santé à un grand groupe de patients, notamment des soins aux personnes marginalisées aux prises avec des dépendances, à la communauté LGBTQ2SI+, aux personnes atteintes du VIH et à celles qui éprouvent des besoins en santé mentale ainsi que des services d'avortement ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a l'obligation d'assurer un accès suffisant aux soins fournis par la Clinique 554, y compris aux soins de santé génésique comme l'avortement ;

attendu que l'accès aux services d'avortement qui ne sont actuellement fournis que dans des hôpitaux publics à Moncton et à Bathurst ne suffit pas à répondre à la demande actuelle ;

attendu qu'un accès insuffisant aux services d'avortement constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui en ont besoin ;

attendu que les patientes qui doivent avoir accès à l'avortement ne devraient pas avoir à payer les services de leur poche lorsqu'elles ont légalement droit à la couverture des coûts connexes par l'Assurance-maladie ;

attendu que le conseil d'administration du Réseau de santé Horizon a adopté une motion indiquant que le conseil d'Horizon plaidera « auprès du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour que les médecins puissent fournir des services d'avortement rémunérés dans un environnement de qualité et sûr en dehors de l'hôpital » ;

attendu que le gouvernement fédéral a indiqué que le refus de payer les services d'avortement fournis par la Clinique 554 constitue une violation de la *Loi canadienne sur la santé* ;

attendu que le gouvernement Higgs a refusé de payer les services fournis par la Clinique 554 ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à payer les services fournis par la Clinique 554

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à abroger l'alinéa a.1) de l'annexe 2 du règlement 84-20 de la *Loi sur le paiement des services médicaux* qui empêche le paiement des avortements pratiqués en dehors d'un établissement hospitalier.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. M^me^ Shephard, appuyée par l'hon. M^me^ Green, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 4 soit amendée par la substitution, aux deux paragraphes de la résolution, de ce qui suit :

« qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à charger les régies régionales de la santé de déterminer si les services d'avortement au Nouveau-Brunswick respectent la *Loi canadienne sur la santé*

« et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à charger les régies régionales de la santé de prioriser l'accès aux soins de santé primaires pour toutes les personnes du Nouveau-Brunswick, notamment l'accès à des services adéquats pour la communauté LGBTQ2SI+. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 15 h 6, reprend à 15 h 14.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que l'amendement est irrecevable étant donné que les régies de la santé n'ont pas compétence en la matière et que le gouvernement fédéral a déjà déterminé que le Nouveau-Brunswick contrevenait à la *Loi canadienne sur la santé.*

La séance, suspendue à 15 h 17, reprend à 15 h 22.

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, j'ai examiné la motion originale ainsi que l'amendement proposé par la ministre de la Santé, et je statue que l'amendement est recevable pour les raisons suivantes.

L'objet de l'amendement proposé n'est pas étranger à la motion originale. L'amendement et la motion originale ont tous deux trait à la prestation de services d'avortement. La motion originale exhorte le gouvernement à financer ces services en dehors du milieu hospitalier, tandis que l'amendement exhorte le gouvernement à déterminer si les services d'avortement sont conformes à la législation applicable à cet égard.

Il ne revient pas au président de la Chambre de décider si le gouvernement fédéral a déjà tranché la question ni si les régies de la santé ont compétence en la matière. L'amendement vise simplement à rendre la motion plus acceptable à la Chambre. Je juge en outre que l'amendement ne va pas à l'encontre de l'objet de la motion originale. Il ne fait que saisir la Chambre d'une proposition modifiée.

Le débat reprend.

Après un certain laps de temps, M$^{me}$ Landry, appuyée par M. K. Chiasson, propose le sous-amendement suivant :

SOUS-AMENDEMENT

que l'amendement de la motion 4 soit modifié par l'ajout, après le deuxième paragraphe de la résolution, du paragraphe suivant :

« qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à financer l'accès élargi aux services d'avortement fournis dans un environnement clinique hors-hôpital, y compris ceux fournis dans les cliniques privées. ».

La question proposée au sujet du sous-amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 15 h 39, reprend à 16 h 5.

Le débat se termine. Le sous-amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Mitton | |

CONTRE : 27

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | M. Austin |

L'amendement, mis aux voix, est adopté.

La question est proposée au sujet de la motion 4 amendée, dont voici le texte :

attendu que la Clinique 554 fournit de précieux soins de santé à un grand groupe de patients, notamment des soins aux personnes marginalisées aux prises avec des dépendances, à la communauté LGBTQ2SI+, aux personnes atteintes du VIH et à celles qui éprouvent des besoins en santé mentale ainsi que des services d'avortement ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a l'obligation d'assurer un accès suffisant aux soins fournis par la Clinique 554, y compris aux soins de santé génésique comme l'avortement ;

attendu que l'accès aux services d'avortement qui ne sont actuellement fournis que dans des hôpitaux publics à Moncton et à Bathurst ne suffit pas à répondre à la demande actuelle ;

attendu qu'un accès insuffisant aux services d'avortement constitue un danger pour la santé et la sécurité des personnes qui en ont besoin ;

attendu que les patientes qui doivent avoir accès à l'avortement ne devraient pas avoir à payer les services de leur poche lorsqu'elles ont légalement droit à la couverture des coûts connexes par l'Assurance-maladie ;

attendu que le conseil d'administration du Réseau de santé Horizon a adopté une motion indiquant que le conseil d'Horizon plaidera « auprès du gouvernement du Nouveau-Brunswick pour que les médecins puissent fournir des services d'avortement rémunérés dans un environnement de qualité et sûr en dehors de l'hôpital » ;

attendu que le gouvernement fédéral a indiqué que le refus de payer les services d'avortement fournis par la Clinique 554 constitue une violation de la *Loi canadienne sur la santé* ;

attendu que le gouvernement Higgs a refusé de payer les services fournis par la Clinique 554 ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à charger les régies régionales de la santé de déterminer si les services d'avortement au Nouveau-Brunswick respectent la *Loi canadienne sur la santé*

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à charger les régies régionales de la santé de prioriser l'accès aux soins de santé primaires pour toutes les personnes du Nouveau-Brunswick, notamment l'accès à des services adéquats pour la communauté LGBTQ2SI+.

La motion 4 amendée, mise aux voix, est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick pour 2019-2020 (16 décembre 2020).

Jour de séance 14 le vendredi 18 décembre 2020

*9 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le cinquième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 18 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son cinquième rapport.

Le comité se réunit le 17 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur ;*
14, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments* ;
22, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M[me] Anderson-Mason, du Comité d'administration de l'Assemblée législative, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 18 décembre 2020

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative demande à présenter son premier rapport.

Le 26 octobre 2020, M. Donald J. Forestell informe le président de l'Assemblée législative de sa décision de prendre sa retraite à titre de greffier de l'Assemblée législative, départ dont l'entrée en vigueur est le 13 novembre 2020.

M. Forestell a entamé sa carrière à l'Assemblée législative en 1993 à titre de greffier adjoint. Il est nommé greffier de l'Assemblée législative le 7 juin 2012 sur résolution de la Chambre.

Le comité tient à exprimer au greffier de l'Assemblée législative, M. Forestell, sa sincère reconnaissance pour son professionnalisme, son dévouement et l'exercice exemplaire de ses fonctions au service de l'Assemblée législative et de la province.

Le greffier de l'Assemblée législative est le fonctionnaire permanent de premier rang de l'Assemblée et est l'autorité principale en matière de droit, d'usages et de privilèges du Parlement. Il a notamment pour fonction de conseiller le président de l'Assemblée et les parlementaires sur des questions de droit parlementaire, de procédure et d'interprétation des règles et usages de la Chambre. Le greffier est en outre chargé de l'administration générale de l'Assemblée législative et fait fonction de secrétaire du Comité d'administration de l'Assemblée législative. Le greffier sert tous les parlementaires équitablement, sans égard à leur affiliation politique, et doit agir de façon impartiale et avec discrétion.

Le comité se réunit le 17 décembre 2020 et convient que Shayne Davies, greffier intérimaire de l'Assemblée législative, possède, outre ses 20 années d'expérience au Bureau, les compétences requises pour être le prochain greffier de la Chambre.

En conséquence, le comité recommande à la Chambre que Shayne Davies soit nommé greffier de l'Assemblée législative et assume ses fonctions le 18 décembre 2020.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

(signature)
Andrea Anderson-Mason, c.r., députée, vice-présidente de la Chambre et membre du Comité d'administration de l'Assemblée législative

Il est ordonné que le rapport soit reçu et que le comité soit autorisé à présenter un autre rapport.

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. Melanson, propose ce qui suit :

attendu que Donald J. Forestell a été nommé greffier de l'Assemblée législative sur une résolution adoptée par la Chambre le 7 juin 2012 ;

attendu que M. Forestell a pris sa retraite à titre de greffier de l'Assemblée législative le 13 novembre 2020 ;

attendu que le greffier de l'Assemblée législative est nommé par l'Assemblée législative sur la recommandation du Comité d'administration de l'Assemblée législative, conformément au paragraphe 41(2) de la *Loi sur l'Assemblée législative* ;

attendu que le Comité d'administration de l'Assemblée législative recommande la nomination de Shayne Davies à titre de greffier de l'Assemblée législative ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée nomme Shayne Davies greffier de l'Assemblée législative à compter d'aujourd'hui, le vendredi 18 décembre 2020. (Motion 27.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Il est unanimement convenu que les projets de loi 13, 14 et 22 soient lus une troisième fois.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre, après la troisième lecture, étudie une motion d'ajournement, après quoi la sanction royale aura lieu.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

6, *Loi sur le droit de la famille* ;
7, *Loi concernant la Loi sur le droit de la famille* ;
8, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;
12, *Loi sur les recours dans le secteur de la construction.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Arseneau, appuyé par M^me^ Mitton, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant troisième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais que l'ordre portant troisième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. »

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 19

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Mallet |
| M. McKee | M. Bourque | M. Landry |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Arseneau |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | |
| M. Coon | M^me^ Mitton | |

CONTRE : 27

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | M^me^ Conroy |

La motion portant que le projet de loi 13 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

14, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments* ;
22, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools* ;
23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales* ;
24, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Sur la motion de l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, il est résolu ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au vendredi 12 février 2021, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle ou que l'ajournement doit se poursuivre au-delà du vendredi 12 février 2021, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date, ou en indiquant dans cet avis que l'ajournement doit se poursuivre jusqu'à nouvel ordre, lequel sera donné par le président ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée plusieurs projets de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier donne lecture du titre des projets de loi, que voici :

2, *Loi modifiant la Loi sur les changements climatiques* ;

4, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation* ;
5, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation* ;
6, *Loi sur le droit de la famille* ;
7, *Loi concernant la Loi sur le droit de la famille* ;
8, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;
9, *Loi sur la déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche* ;
10, *Loi modifiant la Loi sur les coroners* ;
11, *Loi modifiant la Loi sur les conseillers de la Reine et leur préséance* ;
12, *Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
13, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur* ;
14, *Loi concernant la Loi sur les procurations durables et la Loi sur les testaments* ;
21, *Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles* ;
22, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools* ;
23, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales* ;
24, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité* ;
25, *Loi éteignant certains covenants restrictifs du titre de certains biens-fonds dans la cité appelée The City of Saint John dévolus à Plazacorp Property Holdings Inc.* ;
30, *Loi supplémentaire de 2018-2019 (1) portant affectation de crédits* ;
31, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (1) portant affectation de crédits.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier de l'Assemblée législative proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ces projets de loi, les édicte et en ordonne l'impression.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 11 h 42.

Jour de séance 15 le vendredi 12 février 2021

*9 h*

Prière.

Après les déclarations de députés, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que la déclaration de M^me^ Harris constitue une atteinte à la réputation de l'hon. M. Holder. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

L'hon. M. Fitch dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Ensemble pour vaincre la pauvreté : Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019, Rapport final, automne 2020.*

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à abroger la politique 6.1 du ministère du Développement social, soit la Politique sur le revenu du ménage, afin qu'elle ne s'applique plus aux personnes ayant un handicap. (Pétition 4.)

---

M. Carr, du Comité permanent de la politique économique, présente le sixième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 12 février 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son sixième rapport.

Le comité se réunit les 2 et 3 février et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

19, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail* ;
20, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail.*

Le comité étudie aussi les projets de loi suivants, qu'il approuve avec certains amendements :

3, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance* ;
15, *Loi modifiant la Loi sur les notaires*.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 12 février 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son deuxième rapport de la session.

Le comité se réunit le 5 février 2021 à la Chambre de l'Assemblée législative et étudie le projet de loi 27, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports de Saint-Jean,* dont il recommande à la Chambre l'adoption avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
(signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Steeves donne avis de motion 28 portant que, le mardi 16 mars 2021, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

---

M. Melanson donne avis de motion 29 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. LePage, il proposera ce qui suit :

attendu que la pandémie de COVID-19 a eu un effet néfaste considérable sur les entreprises du Nouveau-Brunswick et sur l'économie ;

attendu qu'un nouveau rapport de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante indique que, au Nouveau-Brunswick, une petite ou moyenne entreprise sur quatre risque de fermer ;

attendu que le rapport indique en outre que les données recueillies au Nouveau-Brunswick comptent parmi les pires du pays ;

attendu que, compte tenu des préoccupations sur la situation des entreprises, Krista Ross, directrice générale de la Fredericton Chamber of Commerce, exprime la nécessité de soutenir les entreprises et des préoccupations relatives à l'austérité dans un article d'opinion du 28 janvier 2021 et y écrit que la priorité doit être le soutien des entreprises qui exercent actuellement des activités mais qui ne tiennent qu'à un fil, lequel est devenu de plus en plus mince au cours de la dernière année ;

attendu que l'économiste Richard Saillant écrit dans un article du 15 janvier 2021 intitulé « Higgs's deficit obsession threatens New Brunswick's recovery » que le Nouveau-Brunswick, entre-temps, prend des mesures comparativement limitées pour appuyer sa population, les entreprises et les collectivités et que peu laisse également à penser que M. Higgs dispose d'un plan fiable pour assurer une reprise réussie ;

attendu que l'économiste Herb Emery fait une mise en garde dans un article publié dans *Huddle* le 10 mai 2020 en indiquant que, au Nouveau-Brunswick, province qui connaissait des difficultés avant la pandémie, les problèmes économiques sont exacerbés par celle-ci ;

attendu qu'un récent article d'opinion publié dans l'*Acadie Nouvelle* le 3 juin 2020 souligne que le Nouveau-Brunswick devra compter davantage sur ses ressources au cours des années à venir et que l'accent doit être mis sur la croissance économique ;

attendu que des économistes, notamment Donald Savoie, ont indiqué publiquement que nous devions investir dans des secteurs de croissance comme l'industrie alimentaire afin de transformer notre économie ;

attendu que, dans un article de l'*Acadie Nouvelle* daté du 15 janvier 2021, l'économiste Pierre-Marcel Desjardins, en comparant les investissements considérables réalisés par d'autres provinces, fait écho aux préoccupations

de Laurence Boone, économiste à l'OCDE, sur les risques d'appliquer une rigueur budgétaire en ce moment et sur la nécessité d'investir dans la relance ;

attendu qu'un nombre croissant de chefs d'entreprise et d'économistes partagent les préoccupations soulevées au sujet du manque de soutien pour les entreprises et d'investissements au Nouveau-Brunswick, de l'absence de plan de croissance économique et du fait que le premier ministre envisage des compressions et un resserrement budgétaires ;

attendu que le premier ministre a saigné à blanc ONB, qui jouait un rôle important dans la création d'emplois ;

attendu que le gouvernement Higgs se classe au tout dernier rang pour ce qui est du soutien provincial fourni au secteur privé ;

attendu que, contrairement à d'autres provinces, le Nouveau-Brunswick ne profite pas d'importants accords visant les infrastructures et les programmes qui prévoient un financement provenant en partie du gouvernement fédéral ;

attendu que le gouvernement provincial n'a pas présenté de plan de reprise économique mettant l'accent sur le soutien aux entreprises et la croissance économique ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter, le plus tôt possible, un plan de reprise économique qui s'appuie sur les pratiques commerciales ainsi que les produits et services novateurs qui ont été créés par nécessité par des gens ingénieux du Nouveau-Brunswick pour renforcer notre potentiel de croissance économique,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à centrer le plan sur des idées audacieuses, appuyées par des investissements stratégiques réalisés aux termes de partenariats entre le gouvernement et le secteur privé et qui privilégient les exportations et les possibilités intérieures, l'industrie touristique et de l'accueil, la gestion de notre pénurie de main-d'oeuvre par la formation et la croissance démographique, le logement, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, la sécurité alimentaire, l'économie verte, la fabrication de pointe, le transport, les infrastructures, les technologies de l'information, la cybersécurité ainsi que la recherche et développement

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire en sorte que le plan de reprise économique du Nouveau-Brunswick soit inclusif à

l'égard des femmes, des nouveaux arrivants et des communautés autochtones.

---

M. Arseneault donne avis de motion 30 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

attendu que le pouvoir législatif du gouvernement est indépendant du pouvoir exécutif du gouvernement ;

attendu que, malgré l'indépendance affirmée, le Conseil exécutif nomme en fin de compte les hauts fonctionnaires de l'Assemblée lorsqu'un poste devient vacant ou qu'un bureau est créé ;

attendu que, pour éviter les conflits d'intérêts, de plus en plus de gens proposent que le processus de nomination des hauts fonctionnaires de l'Assemblée soit indépendant du Conseil exécutif ;

attendu que Brent White, professeur agrégé à la Mount Allison University et ancien vérificateur auprès du vérificateur général de la province, a récemment publié une thèse demandant des changements du processus de sélection du prochain vérificateur général afin de favoriser la confiance du public à l'égard du processus de nomination ;

attendu que, en 2010, le professeur de commerce à la Queen's University, Steven Salterio, a exprimé des préoccupations semblables ;

attendu que le premier ministre a cherché à concentrer le pouvoir au sein du Bureau du Conseil exécutif, ce qui a soulevé des préoccupations encore plus grandes quant à la nécessité d'indépendance dans le processus de sélection ;

attendu qu'il est nécessaire de maintenir la confiance du public à l'égard du processus de sélection des hauts fonctionnaires de l'Assemblée ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à revoir le processus de sélection des hauts fonctionnaires de l'Assemblée et à présenter un processus de sélection révisé qui est indépendant du Conseil exécutif.

---

M. Arseneault donne avis de motion 31 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents

concernant les dépenses de tous les membres du personnel du Cabinet du premier ministre depuis juin 2020.

---

M. Arseneault donne avis de motion 32 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les renseignements, les notes, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, concernant les discussions entre le personnel du Cabinet du premier ministre et Jeannot Volpé pour la période du 1er novembre 2020 au 8 janvier 2021.

---

M. Arseneault donne avis de motion 33 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents concernant les réunions entre des membres du Conseil exécutif et des membres d'un groupe d'intérêts, d'un groupe communautaire ou d'une communauté.

---

M. Guitard donne avis de motion 34 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Legacy, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents concernant le nombre de personnes engagées depuis novembre 2018 par le gouvernement, réparti par ministère, y compris le personnel à temps plein, occasionnel ou nommé pour une période déterminée, les contrats de services personnels ainsi que le nom des personnes engagées.

---

M. Guitard donne avis de motion 35 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Legacy, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre le nom de tous les employés à temps plein mis à pied par le gouvernement depuis le 1er décembre 2018.

---

Mme Harris donne avis de motion 36 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyée par M. Bourque, elle proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents concernant les

renseignements fournis au public et aux parties prenantes au sujet du processus de réforme de la santé, y compris le processus de consultation et les renseignements relatifs à la publicité et à l'information du public.

---

M. K. Chiasson donne avis de motion 37 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Mallet, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents relatifs à toutes les personnes engagées par le gouvernement, réparties par ministère, à titre de membre du personnel politique aux termes de l'exemption de recrutement concernant la tenue d'un concours prévue à l'article 18 de la *Loi sur la Fonction publique,* depuis le 15 novembre 2018.

---

M. K. Chiasson donne avis de motion 38 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Mallet, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les calendriers et les horaires de réunions du premier ministre et des membres du Conseil exécutif depuis novembre 2018.

---

M. Gauvin donne avis de motion 39 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. LeBlanc, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents relatifs à toute somme versée à titre d'indemnité de vie chère ou de logement aux membres du personnel du premier ministre du Nouveau-Brunswick, au personnel du Conseil exécutif, aux sous-ministres et aux cadres supérieurs de la partie I des services publics, ainsi qu'à toutes les personnes engagées au titre d'un contrat de services personnels, depuis novembre 2018.

---

M. Mallet donne avis de motion 40 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. K. Chiasson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents concernant les réunions virtuelles et les réunions Zoom entre le premier ministre et des tiers.

---

M. Mallet donne avis de motion 41 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. K. Chiasson, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents relatifs aux administrateurs généraux, aux membres du Conseil exécutif, à leur personnel ainsi qu'au personnel du Cabinet du premier ministre qui ont présenté une demande et reçu un remboursement au titre du programme d'incitation au voyage Explore NB.

---

M[me] Thériault donne avis de motion 42 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyée par M. K. Chiasson, elle proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les renseignements, les notes, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, échangés entre le ou la ministre de la Santé et les régies de la santé relativement au processus de réforme de la santé proposée.

---

M. McKee donne avis de motion 43 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Bourque, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents, les renseignements, les notes, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, concernant toutes les réunions et les interventions auxquelles ont participé les personnes inscrites conformément à la *Loi sur l'inscription des lobbyistes* et tous les membres du Conseil exécutif.

---

M. Legacy donne avis de motion 44 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Guitard, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les renseignements, les notes, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, concernant la décision voulant que le ministre des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie écrive à la Commission de l'énergie et des services publics au sujet de la demande d'augmentation des marges pouvant être exigées pour les combustibles et les carburants présentée par Irving Oil, y compris toutes les discussions entre le Cabinet du premier ministre et des tiers.

---

M. Bourque donne avis de motion 45 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Legacy, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les renseignements, les notes, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, concernant la révision de la *Loi sur les langues officielles,* notamment le processus de consultation.

---

M. LePage donne avis de motion 46 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M. Guitard, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les documents relatifs aux contrats conclus et aux achats faits depuis le 15 mars 2020 pour lesquels des dispenses ont été accordées en vertu de la *Loi sur la passation des marchés publics.*

---

M. Austin donne avis de motion 47 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyé par M[me] Conroy, il proposera ce qui suit :

attendu que le Nouveau-Brunswick compte environ 26 000 petites entreprises ;

attendu que le taux d'impôt sur le revenu applicable à la petite entreprise au Nouveau-Brunswick s'élève à 2,5 % et que le taux général s'élève à 14 % ;

attendu que le Nouveau-Brunswick est l'une des provinces canadiennes qui affiche la reprise la plus complète de ses activités commerciales, puisque la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a indiqué que 67 % des petites entreprises y sont complètement rouvertes et que 24 % réalisent des ventes habituelles ;

attendu que des douzaines de chambres de commerce s'entendent pour dire qu'une réduction du taux d'imposition profiterait grandement aux petites entreprises et les aiderait à surmonter les difficultés qu'elles éprouvent et leur permettrait de poursuivre leurs activités ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à supprimer pendant l'état d'urgence l'impôt sur le revenu des sociétés applicable à la petite entreprise.

---

M^me^ Conroy donne avis de motion 48 portant que, le jeudi 18 février 2021, appuyée par M. Austin, elle proposera ce qui suit :

attendu qu'il est urgent au Nouveau-Brunswick de réduire les temps d'attente liés aux soins de santé ;

attendu que des optométristes ont exprimé la volonté d'assumer un rôle élargi afin de diminuer les listes d'attente et d'améliorer les temps d'attente ;

attendu que les organismes concernés ont déclaré que les services continueraient d'être facturés à des compagnies d'assurance tierces ou directement au patient ;

attendu que la mesure n'alourdira pas le fardeau financier du régime provincial d'assurance-maladie ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le ministre de la Santé et le gouvernement du Nouveau-Brunswick à agir immédiatement afin d'élargir le champ de pratique des optométristes pour y inclure le traitement du glaucome et la prescription de médicaments oraux pour les affections de l'oeil.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au mardi 16 mars 2021, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle ou que l'ajournement doit se poursuivre au-delà du mardi 16 mars 2021, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date, ou en indiquant dans cet avis que l'ajournement doit se poursuivre jusqu'à nouvel ordre, lequel sera donné par le président ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, sur autorisation, la troisième lecture des projets de loi 3, 15, 19 et 20 soit appelée, après quoi, sur autorisation, la deuxième et troisième lecture du projet de loi d'intérêt privé 27 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie demande le consentement unanime de la Chambre pour passer à la troisième lecture des projets de loi 3, 15, 19 et 20. Le consentement est refusé.

---

L'hon. M. Savoie demande le consentement unanime de la Chambre pour passer à la deuxième et troisième lecture du projet de loi d'intérêt privé 27. Le consentement est refusé.

---

La séance est levée à 12 h 50.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

**Rapports annuels**

ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 2019-2020 (18 décembre 2020) ;
ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, résultats de la surveillance de la qualité de l'air, 2018 (18 décembre 2020) ;
comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, volume 2 (information supplémentaire) (22 décembre 2020) ;
ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 2019-2020 (23 décembre 2020) ;
ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie, 2019-2020 (23 décembre 2020) ;
ministère des Transports et de l'Infrastructure, 2019-2020 (23 décembre 2020) ;
Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (18 janvier 2021) ;
EM/ANB, 2019-2020 (29 janvier 2021) ;
Société de développement régional, 2018-2019 (29 janvier 2021) ;
ministère des Finances et du Conseil du Trésor, rapport sur les droits, 2021 (1er février 2021) ;
ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, 2019-2020 (11 février 2021) ;

**Autres rapports**

états financiers audités du Fonds pour l'achèvement de la formation professionnelle pour l'exercice financier 2019-2020 (*Loi sur la formation professionnelle dans le secteur privé)* (21 décembre 2020) ;

*Listes d'employés supplémentaires non vérifiées,* 2019-2020 (22 décembre 2020) ;

*Listes de fournisseurs supplémentaires non vérifiées,* 2019-2020 (22 décembre 2020) ;

*Liste non vérifiée des paiements aux médecins,* 2019-2020 (22 décembre 2020) ;

renseignements concernant la modification des droits de forfaits de permis prévus au *Règlement sur la chasse* pris en vertu de la *Loi sur le poisson et la faune* (*Loi sur les droits à percevoir*) (22 janvier 2021) ;

Élections Nouveau-Brunswick, *Recommandations postélectorales pour un changement législatif : Le 14 septembre 2020* (27 janvier 2021) ;

rapport sur le Fonds pour les changements climatiques pour les exercices financiers 2018-2019 et 2019-2020 (*Loi sur les changements climatiques*) (3 février 2021) ;

**Pétitions**

réponse à la pétition 3 (22 décembre 2020) ;

réponse à la pétition 2 (9 février 2021) ;

réponse à la pétition 1 (10 février 2021).

Jour de séance 16 le mardi 16 mars 2021

*13 h*

Prière.

M. Arseneau soulève la question de privilège. Le président avise la Chambre qu'il n'entendra pas de question de privilège le jour de la présentation du budget et invite le député à prendre la parole à cet égard au prochain jour de séance.

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 16 mars 2021

S.H. la lieutenante-gouverneure transmet le budget principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2022, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2022, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867,* elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

---

L'hon. M. Steeves dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants : d'une part, *Perspectives économiques, 2021-2022* et, d'autre part, *Budget 2021-2022 : Ensemble, réimaginons le Nouveau-Brunswick.*

---

Sur la motion de l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, il est résolu que la tranche du discours de S.H. la lieutenante-gouverneure qui a trait aux comptes publics, aux prévisions budgétaires et aux dépenses soit renvoyée au Comité des subsides.

---

Conformément à l'avis de motion 28, l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

La question proposée, l'hon. M. Steeves prononce le discours du budget.

Le débat sur le discours du budget est ajourné sur la motion de M. McKee.

---

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

---

Sur la motion de l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, il est résolu que l'étude de la motion relative à la politique budgétaire du gouvernement se poursuive jeudi prochain et qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

---

La séance est levée à 13 h 53.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du ministère de la Santé pour 2019-2020 (16 février 2021) ;
rapport annuel de la Commission des produits forestiers du Nouveau-Brunswick pour 2019-2020 (17 février 2021) ;
*Promouvoir l'efficacité du Comité des comptes publics : Seize suggestions de la vérificatrice générale au Comité des comptes publics pour accroître son efficacité : Février 2021* (23 février 2021) ;
rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick, volume II, 2020 (audit de performance) (23 février 2021) ;
rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick, volume III, 2020 (audit financier) (23 février 2021) ;
*Quarantième élection générale provinciale : Le 14 septembre 2020 : Rapport de la directrice générale des élections* (24 février 2021) ;
rapport annuel du bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances pour 2020 (26 février 2021) ;
réponse à la pétition 4 (1er mars 2021) ;
*Rapport au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée concernant les séances virtuelles de la Chambre* (10 mars 2021).

Jour de séance 17 le mercredi 17 mars 2021

*10 h*

Prière.

M. Arseneau soulève la question de privilège ; il soutient que, lors d'une réunion à huis clos du Comité d'administration de l'Assemblée législative, un rapport a été distribué dans une seule langue officielle, ce que le député considère comme une obstruction à l'exercice de ses fonctions de membre du comité. Conformément au paragraphe 9(2) du Règlement, M. Arseneau donne avis de son intention de proposer, appuyé par M. Coon, la motion suivante :

qu'il soit résolu que le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée soit saisi du sujet de la violation de privilège qui a été commise le 18 février 2021 durant la réunion du Comité d'administration de l'Assemblée législative et des événements entourant cette réunion, concernant la distribution et l'accès aux documents de travail dans la langue de son choix.

Le président de la Chambre déclare que, conformément au paragraphe 9(2) du Règlement, il donnera suite à la question dans deux heures.

---

M. Coon (Fredericton-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à lancer une enquête sur le décès de Lexi Alayna Daken. (Pétition 5.)

---

M. Carr, du Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 17 mars 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Je présente ci-joint le premier rapport du Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée pour la première session de la 60e législature.

Conformément à l'article 91 du Règlement, des représentants du commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick et d'Élections Nouveau-Brunswick comparaissent devant le comité les 16 et 19 février, respectivement.

Conformément à l'article 92 du Règlement, le comité discute le 19 février et le 10 mars de la tenue de séances virtuelles à l'Assemblée législative et convient que le *Rapport au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée concernant les séances virtuelles de la Chambre,* qui a été préparé par le greffier de l'Assemblée législative sur demande du comité, soit joint au présent rapport aux fins d'examen.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Jeff Carr, député

Voici le texte intégral du rapport du comité :

Le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée demande à présenter son premier rapport de la session.

Le **10 décembre 2020,** le greffier adjoint convoque, conformément à l'article 99 du Règlement, une réunion du comité à la Chambre de l'Assemblée législative et dirige l'élection à la présidence et à la vice-présidence. Sur la motion de l'hon. M. Savoie, M. Carr est élu président du comité. Sur la motion de l'hon. M. Savoie, M. Turner est élu vice-président.

Le **16 février 2021,** Shirley C. MacLean, c.r., commissaire aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, se présente devant le comité relativement au *Rapport annuel 2019-2020* de son bureau.

Par suite de la comparution de la commissaire, le comité adopte la résolution suivante :

*attendu que la pandémie de COVID-19 a perturbé le calendrier des séances de l'Assemblée législative à maintes reprises au cours de la dernière année ;*

*attendu que la Chambre des communes a adopté des moyens technologiques qui permettent aux parlementaires fédéraux de participer de façon virtuelle notamment aux affaires courantes ainsi qu'aux débats et aux votes relatifs aux projets de loi ;*

*attendu que l'Assemblée législative s'est procuré, de façon provisoire, les moyens technologiques qui permettent la participation virtuelle des parlementaires ;*

*attendu que de multiples comités permanents de l'Assemblée législative, notamment le Comité permanent de la politique économique, le Comité*

*permanent des projets de loi d'intérêt privé et le Comité permanent des comptes publics, ont tenu des réunions hybrides, auxquelles certains parlementaires ont assisté à la Chambre de l'Assemblée législative, alors que d'autres y ont assisté de façon virtuelle ;*

*attendu que, selon un article de* Global News *daté du 12 février et portant sur les séances hybrides, le premier ministre a dit que l'impossibilité de mener les travaux du gouvernement provincial n'était pas envisageable et que des discussions auraient lieu au cours des prochaines semaines sur la façon de procéder et ses applications possibles, car il est tout à fait exact qu'il ne suffit pas d'espérer qu'il n'y ait pas d'éclosion ;*

*attendu que, selon le même article de* Global News, *le leader parlementaire du gouvernement a dit qu'une motion devrait être proposée au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée aux fins de la tenue de discussions approfondies et de la définition des cas dans lesquels un système hybride pourrait être employé ;*

*qu'il soit à ces causes résolu que le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée se réunisse le vendredi 19 février 2021 pour discuter de la tenue de séances virtuelles à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick*

*et que le comité présente à l'Assemblée législative un rapport assorti de recommandations d'ici au 17 mars 2021.*

Le **19 février 2021,** Kimberly A. Poffenroth, directrice générale des élections et contrôleuse du financement politique, se présente devant le comité pour discuter du document intitulé *Recommandations postélectorales pour un changement législatif, le 14 septembre 2020, Élections Nouveau-Brunswick.*

Par suite de la comparution de la directrice générale des élections, le comité discute de la tenue de séances virtuelles à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Shayne Davies, greffier de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, se présente devant le comité.

Le comité demande que le greffier fournisse au plus tard le 10 mars un rapport résumant les questions dont il faudra peut-être tenir compte en ce qui concerne la tenue de séances virtuelles à l'Assemblée législative.

Le **10 mars 2021,** le comité se réunit pour discuter de la tenue de séances virtuelles à la Chambre et adopter la résolution suivante :

*attendu que l'évolution des restrictions liées à la pandémie rend difficile la participation en présentiel de tous les parlementaires aux délibérations de l'Assemblée législative et de ses comités ;*

*qu'il soit à ces causes résolu que le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée exhorte la Chambre à examiner le rapport du greffier de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick*

*et que le rapport du greffier de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick soit joint au rapport du comité.*

Le rapport du greffier est en conséquence joint au présent rapport aux fins d'examen par la Chambre.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Il est ordonné que le rapport soit reçu et que le comité soit autorisé à présenter un autre rapport.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
33, *Loi modifiant la Loi sur les assurances* ;
34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;

par l'hon. M. Cardy :
35 *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire* ;

par l'hon. M^me^ Green :
36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;

par l'hon. M. Holland :
37, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune* ;

par l'hon. M^me^ M. Wilson :
38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick* ;

par M. McKee :
39, *Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général.*

---

M. McKee donne avis de motion 49 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

attendu que la mort tragique de Lexi Daken, âgée de 16 ans, a mis en lumière les lacunes dans nos services de santé mentale qu'il faut absolument corriger ;

attendu que l'histoire de Lexi a poussé beaucoup d'autres familles à exposer d'autres histoires tragiques sur la façon dont notre système de santé mentale a laissé tomber leurs proches qui n'ont pas pu recevoir l'aide dont ils avaient besoin lorsqu'ils en avaient besoin ;

attendu que, même si les examens entrepris par le défenseur des enfants et de la jeunesse et le Réseau de santé Horizon à l'égard des circonstances ayant mené à la mort de Lexi Daken sont appropriés, il est reconnu que les services de santé mentale sont chroniquement sous-financés depuis de nombreuses années, ce à quoi il faut remédier ;

attendu que les experts et les défenseurs en matière de santé mentale croient que la crise en santé mentale s'aggrave et qu'il est urgent de veiller à ce que notre système de soins de santé puisse agir auprès des personnes ayant des troubles de santé mentale qui ont besoin d'une aide immédiate ;

attendu que l'opposition officielle a présenté en 2019 une motion à l'Assemblée législative demandant la création d'un poste de défenseur en matière de santé mentale ;

attendu que la motion a reçu l'appui unanime de tous les parlementaires ;

attendu que l'opposition officielle a aussi demandé l'expansion du Tribunal de la santé mentale afin que les personnes ayant des troubles de santé mentale qui comparaissent devant les tribunaux aient accès aux traitements et services dont ils ont besoin ;

attendu que la ministre de la Santé vient d'annoncer, pour la période 2021-2025, un plan d'action visant les dépendances et la santé mentale pour les secteurs prioritaires ;

attendu que des améliorations s'imposent de toute urgence au sein de notre système de santé mentale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à devancer l'échéancier de mise en oeuvre de toutes les mesures contenues dans le plan d'action pour le faire passer de 5 ans à 3 ans,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter immédiatement le financement pour les services de santé mentale afin d'atteindre l'objectif

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à créer sans délai le poste de défenseur en matière de santé mentale.

M. Gauvin donne avis de motion 50 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

attendu que, en janvier 2017, une stratégie décennale intitulée *Se tenir ensemble : Une stratégie sur le vieillissement pour le Nouveau-Brunswick* a été publiée ;

attendu que la stratégie a été créée en vertu de la *Loi sur le vieillissement en santé et les soins de longue durée,* qui prévoit la création d'un secrétariat sur le vieillissement ayant certaines responsabilités, dont des mesures de suivi prévues dans la stratégie ;

attendu que la vérificatrice générale a mené un examen de la stratégie sur le vieillissement et des progrès réalisés dans la mise en oeuvre des mesures énoncées dans la stratégie ;

attendu que la vérificatrice générale a constaté que le ministère du Développement social n'avait pas fixé d'objectifs pour l'initiative « Accès aux soins et aux services », qui visait à améliorer l'accès à des soins adéquats pour les personnes âgées ;

attendu que la vérificatrice générale a en outre constaté que le ministère n'avait pas élaboré un plan de mise en oeuvre de la stratégie sur le vieillissement ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fixer des objectifs précis pour son initiative « Accès aux soins et aux services »

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à élaborer un plan de mise en oeuvre de la stratégie sur le vieillissement prévoyant des objectifs clairs, des indicateurs de réussite, les intrants et les extrants de programme qui sont requis pour réaliser les mesures énoncées, un plan de surveillance des progrès et un échéancier indiquant quand et comment les résultats seront présentés.

---

M^me^ Landry donne avis de motion 51 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyée par M. LePage, elle proposera ce qui suit :

attendu que, en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions imposées pendant les différentes phases, de nombreux services fournis en personne par le gouvernement aux membres du public étaient limités ;

attendu que, compte tenu de la nécessité pour le public de continuer d'avoir accès à un grand nombre de programmes et services

gouvernementaux pendant la pandémie, bien d'autres services ont été fournis en ligne ;

attendu que, bien qu'il soit louable que le gouvernement rende plus de programmes et de services disponibles en ligne, le fait que beaucoup de personnes du Nouveau-Brunswick n'ont pas accès aux services en ligne est source de préoccupation ;

attendu que, parmi les raisons pour lesquelles il est impossible d'avoir accès aux services en ligne, il y a le manque d'accès à Internet haute vitesse, le manque de connaissances technologiques et le manque d'accès à un ordinateur, à une tablette électronique ou à un autre appareil ;

attendu que le manque d'accès futur à de nombreux services fournis en personne pour les gens qui veulent recourir à des programmes et services gouvernementaux désavantagera beaucoup de personnes du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à veiller à ce que l'accès en personne aux programmes et services gouvernementaux, par suite de l'accroissement de l'accès aux services en ligne, ne soit pas considérablement réduit lorsque l'assouplissement des restrictions sanitaires permettra la reprise de ces services.

---

M^me^ Thériault donne avis de motion 52 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyée par M. Melanson, elle proposera ce qui suit :

attendu qu'il est dans l'intérêt supérieur de la population du Nouveau-Brunswick que plus de femmes se fassent élire députées à l'Assemblée législative ;

attendu que les femmes sont souvent les personnes qui s'occupent principalement des enfants et qu'un obstacle majeur à la participation de plus de femmes à la sphère politique provinciale qui est souvent évoqué est le fait que les règles régissant les institutions parlementaires ne tiennent pas compte des besoins des familles ou ne permettent pas aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que de nombreuses administrations à l'échelle nationale et internationale adoptent des réformes pour que leur parlement ou institution gouvernante permette aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que le groupe du Nouveau-Brunswick appelé Femmes pour 50 %, voué à la parité des genres à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, soutient des réformes qui sont plus favorables aux parents ;

attendu que les parlementaires britanniques ont voté pour instaurer des réformes favorables à la vie de famille, comme un régime de congé pour bébé qui assurerait des votes par procuration aux nouveaux parents à la Chambre des communes, votes qui pourraient être utilisés par leurs collègues et permettraient aux parents de prendre soin de leur famille tout en assumant leurs fonctions ;

attendu que certaines provinces autorisent les frais de garderie comme dépenses de campagne admissibles ;

attendu que des corps législatifs ont adopté des mesures pour permettre la participation aux délibérations en mode virtuel ;

attendu que d'autres administrations ont adopté des réformes concernant les responsabilités parlementaires partagées, la disponibilité de services de garde sur place, des modifications de l'horaire de séance et d'autres initiatives réduisant les obstacles à la participation à la sphère politique ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative enjoigne au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'entreprendre un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature afin de représenter les gens du Nouveau-Brunswick à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et de présenter à l'Assemblée législative d'ici à trois mois un rapport assorti de recommandations précises.

---

Il est unanimement convenu de continuer de siéger une fois venue l'heure de la pause du midi.

---

M. Arseneau donne avis de motion 53 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M. Coon, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents, les renseignements, les notes de service, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles, les NIP et les textos, concernant les discussions, les ententes et les contrats de service concernant l'organisation des évènements de Destination Acadie entre 2014 et 2020.

---

M. Arseneau donne avis de motion 54 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M. Coon, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents concernant les dépenses du gouvernement du Nouveau-Brunswick relativement à

l'organisation et la réalisation des évènements de Destination Acadie entre 2014 et 2020.

---

M. Austin donne avis de motion 55 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M^me^ Conroy, il proposera ce qui suit :

attendu que la mort tragique de Lexi Daken n'est pas un cas isolé, puisqu'un grand nombre de zones de santé font état de nombreux cas ;

attendu qu'il y a eu, au cours des cinq dernières années, une très forte hausse dans la demande au Nouveau-Brunswick de services de santé mentale et que, d'avril à décembre 2020, 117 000 personnes ont reçu de l'aide par le truchement des services en ligne des CSMC de la province ;

attendu qu'une tranche se situant entre 4 % et 7 % du budget des soins de santé publics du Nouveau-Brunswick est affectée à la santé mentale ;

attendu que les CSMC plaident en faveur de la parité entre les ressources affectées à la santé mentale et celles qui sont affectées aux soins de santé physique et qu'aucun gouvernement n'a encore augmenté le budget relatif aux soins de santé mentale ;

attendu que les problèmes de santé mentale se manifestent physiquement et que, trop souvent, les médecins et le personnel infirmier des salles d'urgence ne disposent pas d'une formation en santé mentale suffisante pour en déceler les signes et fournir les soins dont les personnes qui en souffrent ont besoin ;

attendu que les cas d'intensité légère à modérée exercent d'énormes pressions sur le système de santé et que le service des urgences ne constitue pas, pour une personne ayant des problèmes de santé mentale, l'endroit idéal où se rendre ;

attendu que, avant la pandémie de COVID-19, 2 % des gens du Nouveau-Brunswick avaient des pensées suicidaires, pourcentage qui s'élevait à 6 % en avril 2020 pour ensuite atteindre 10 % à l'automne 2020 ;

attendu que, en 2018, le suicide était la cause première de décès au Canada chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans, et la deuxième cause de décès chez les adolescentes ;

attendu que le Nouveau-Brunswick enregistre annuellement plus de 100 suicides et que son taux de suicide par personne, en particulier chez les hommes, surpasse celui des autres provinces ;

attendu que 70 000 personnes au Nouveau-Brunswick n'ont pas de médecin de famille, d'où les visites aux urgences, et que les temps d'attente pour consultation de spécialistes dans la province, tels que les psychiatres, sont actuellement de 12 mois ;

attendu qu'environ 40 % des personnes qui consultent un médecin par la voie de services de santé virtuels ou consultent en ligne le personnel infirmier praticien — ce qui permet une évaluation rapide de leur état de santé — n'ont pas de médecin de famille ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à donner aux réseaux de santé Horizon et Vitalité la directive de ne laisser partir aucun mineur qui se présente à un établissement du ministère de la Santé sans avoir évalué adéquatement son état de santé mentale et la source de ses préoccupations.

---

M. Austin donne avis de motion 56 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M^me^ Conroy, il proposera ce qui suit :

attendu que des hôpitaux ruraux sont parfois aux prises avec la fermeture d'unités ou des interruptions de service en raison de la pénurie de personnel ;

attendu que les régies de la santé du Nouveau-Brunswick ne réussissent pas à recruter suffisamment de médecins afin de répondre aux besoins des innombrables personnes à la recherche d'un médecin de famille ;

attendu que le personnel infirmier qui prend des appels au 811 ne peut pas poser de diagnostic ni traiter les personnes qui appellent le service provincial Télé-Soins ;

attendu que les services de santé virtuels permettent aux patients de consulter en ligne un médecin ou le personnel infirmier praticien, ce qui leur assure un accès, un diagnostic et un traitement rapide sans quitter leur domicile ;

attendu que la crise en santé mentale, l'engorgement des salles d'urgence et la pénurie de médecins figurent parmi les nombreuses questions que le système de santé défaillant du Nouveau-Brunswick pourrait régler par le recours à un modèle de prestation virtuelle des soins ;

attendu que d'autres régions en Amérique du Nord ont connu du succès avec divers modèles de soins virtuels, notamment 20 hôpitaux au Canada qui ont recours à une forme de soins virtuels dans leurs urgences ;

attendu que, depuis 2020, la plateforme de soins virtuels eVisitNB compte plus de 13 000 visites de personnes qui consultent en temps opportun un médecin ou un membre du personnel infirmier praticien qui exerce actuellement dans la province ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à élargir le recours aux soins virtuels dans les salles d'urgence, les cliniques rurales et tout autre établissement de santé relevant du ministère de la Santé, ainsi qu'à favoriser la prestation virtuelle de soins aux patients et l'accès à ceux-ci ailleurs que dans ces établissements

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à offrir, dans le cadre du modèle de prestation virtuelle de soins, une rémunération égale à celle du modèle de consultations en personne, en ce qui concerne la facturation des médecins et du personnel infirmier praticien.

---

M[me] Conroy donne avis de motion 57 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyée par M. Austin, elle proposera ce qui suit :

attendu que le rapport de la vérificatrice générale indique que le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus au Nouveau-Brunswick doublera d'ici à 2036 ;

attendu que les listes d'attente continuent de s'allonger et qu'il y a encore de longs temps d'attente pour obtenir une place en foyer de soins, ce qui accroît la pression exercée sur les hôpitaux ainsi que les coûts assumés par ceux-ci, car environ la moitié des personnes âgées attendent dans les hôpitaux ;

attendu que, comme l'indique le Plan de rénovation et de remplacement des foyers de soins de 2011-2016 (en date de novembre 2020), sur les 704 nouveaux lits de soins spécialisés prévus pour personnes atteintes de troubles de la mémoire, seulement 428 ont été créés et 276 ne l'ont pas été ;

attendu que le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick demande au gouvernement d'ordonner la tenue d'une enquête indépendante sur le secteur des soins de longue durée, invoquant l'aggravation de plusieurs problèmes, notamment les faibles niveaux de dotation en personnel, le manque de soins personnels de base auprès des pensionnaires et une augmentation de la violence ;

attendu que le ministère du Développement social a élaboré un plan de rénovation et de remplacement des foyers de soins pour la période 2011-2016, un plan pour les foyers de soins visant la période 2018-2023 et une

stratégie décennale sur le vieillissement en collaboration avec d'autres parties prenantes, et compte tenu de l'analyse financière du modèle de prestation de services dans les foyers de soins qu'a réalisée le ministère des Finances et du Conseil du Trésor, le ministère du Développement social n'a pas réussi à répondre à la demande concernant la capacité des foyers de soins ;

attendu que la vérificatrice générale a recommandé dans son rapport de 2016 que le ministère du Développement social évalue s'il y a un avantage économique de fournir des lits en foyers de soins selon le modèle à but lucratif par rapport au modèle traditionnel, mais que la recommandation n'a pas été mise en oeuvre ;

attendu que le ministère du Développement social doit comparer les coûts réels et la qualité globale des services afin de déterminer si le modèle à but lucratif est plus avantageux sur le plan économique que le modèle traditionnel ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le ministère du Développement social à produire et à publier un rapport portant sur la comparaison des coûts réels de la prestation de services dans les foyers de soins selon le modèle à but lucratif par rapport au modèle public traditionnel, et, en outre, à faire une comparaison détaillée de la qualité des services des deux modèles.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le vendredi 19 mars 2021, la deuxième lecture des projets de loi 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, après la troisième lecture, la deuxième et troisième lecture du projet de loi d'intérêt privé 27 soit appelée.

---

Il est unanimement convenu que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au jeudi 18 mars 2021 à 13 h.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

3, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance* ;
15, *Loi modifiant la Loi sur les notaires* ;
19, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail* ;
20, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi d'intérêt privé 27, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports de Saint-Jean,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 27 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 27, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports de Saint-Jean,* est en conséquence lu une deuxième fois.

Conformément à l'article 121 du Règlement, il est ordonné que le projet de loi d'intérêt privé 27 soit lu une troisième fois sur-le-champ.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

27, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports de Saint-Jean.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

Le président informe la Chambre que le préavis de deux heures qu'exige le paragraphe 9(2) du Règlement est écoulé. Il invite M. Arseneau à exposer sa question de privilège soulevée plus tôt au cours de la séance. Après avoir entendu les arguments, le président sursoit à statuer.

---

La séance est levée à 12 h 50.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de l'Agence de gestion des véhicules pour 2019-2020 (15 mars 2021) ;
rapport annuel du Cabinet du procureur général et de Justice et Sécurité publique pour 2021, *Loi sur l'abrogation des lois* (16 mars 2021) ;
rapport du Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse sur l'état de l'enfance 2020 (16 mars 2021).

Jour de séance 18 le jeudi 18 mars 2021

*13 h*

Prière.

Le débat ajourné reprend sur la motion 28, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat reprend.

Après un certain laps de temps, le débat est ajourné sur la motion de M. Coon.

---

La séance est levée à 13 h 55.

Jour de séance 19 le vendredi 19 mars 2021

*9 h*

Prière.

Le premier ministre remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 11 mars 2021

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Je vous remercie de votre adresse. Je suis persuadée, soyez-en assurés, que vos délibérations seront animées du désir sincère de promouvoir le bonheur et la prospérité de la population de la province.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda Murphy

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M^me^ Dunn :
40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick* ;

par l'hon. M^me^ Scott-Wallace :
41, *Loi modifiant la Loi sur les sports de combat* ;

par l'hon. M. Savoie :
42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives* ;
43, *Loi concernant la Loi sur le Conseil exécutif et la Loi sur l'Assemblée législative* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
44, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public* ;

par l'hon. M. Allain :
45, *Loi concernant les élections générales municipales de 2021* ;

par M. Gauvin :
46, *Loi sur les partenaires de vie et les soins de longue durée.*

---

L'hon. M. Cardy donne avis de motion 58 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M. Bourque, il proposera ce qui suit :

que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick adopte la définition opérationnelle et non contraignante de l'antisémitisme que voici :

Selon l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, « l'antisémitisme est une certaine perception des Juifs qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs biens, des institutions communautaires et des lieux de culte. »

---

M. Coon donne avis de motion 59 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre copie du rapport sur l'analyse des besoins et l'examen des pratiques exemplaires en ce qui concerne la lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants, qui a été préparé par la direction du ministère de la Justice et de la Sécurité publique chargée de la Stratégie de prévention et de réduction de la criminalité.

---

L'hon. M. Savoie donne avis de motion 60 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que, nonobstant tout article du Règlement, ordre spécial ou usage habituel de la Chambre, l'Assemblée législative adopte l'ordre spécial suivant afin de faciliter la participation des parlementaires aux délibérations de la Chambre et des comités durant l'actuel état d'urgence dans la province du Nouveau-Brunswick :

1. Dans des circonstances urgentes ou exceptionnelles, les parlementaires peuvent participer aux délibérations de la Chambre soit en présentiel ou de façon virtuelle au moyen de la plateforme Zoom, selon l'appréciation du président après consultation de la médecin-hygiéniste en chef et moyennant le consentement de tous les leaders parlementaires.
2. Pour que la Chambre puisse valablement tenir séance, le quorum est de 14 députés participant en mode présentiel, y compris le président.
3. Les réunions de comités parlementaires peuvent se dérouler de façon virtuelle, tel qu'il aura été déterminé par la présidence du comité en consultation avec le bureau du greffier.
4. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle à une séance de comité sont inclus dans le calcul du quorum.

5. Trois jours avant la tenue de chaque jour de séance ou réunion de comité, les leaders parlementaires doivent aviser le bureau du greffier de la participation virtuelle prévue des membres de leur caucus.
6. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle aux délibérations de la Chambre ou d'un comité peuvent, par voie électronique, déposer des documents, des pétitions et des rapports de comité, présenter des projets de loi, donner des avis de motion et proposer des motions et des amendements à des projets de loi et à des motions, pourvu que les documents soient envoyés au greffier et que celui-ci les reçoit avant leur présentation à la Chambre ou en comité.
7. Les règles et usages ayant trait au respect du décorum à la Chambre s'appliquent aux parlementaires qui veulent participer de façon virtuelle à des délibérations.
8. Les parlementaires qui veulent participer de façon virtuelle doivent avoir recours au matériel informatique et aux logiciels que le bureau du greffier aura désignés comme appropriés.
9. Les votes par appel nominal seront tenus conformément au Règlement pour les parlementaires participant en mode présentiel, viendra ensuite, dans l'ordre et la manière établis par le président de la Chambre, l'appel nominatif des parlementaires qui participent de façon virtuelle.
10. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle doivent, pour participer au vote par appel nominal, être visibles à l'écran lorsque le président ordonne le verrouillage des portes pour la durée du vote.
11. Les fonctions vidéo et audio doivent être activées lorsqu'il est demandé aux parlementaires qui participent de façon virtuelle de voter.
12. Dans le cadre d'un vote par appel nominal, chaque parlementaire qui participe de façon virtuelle doit répondre par « oui » ou « non » à la question mise aux voix.
13. Dans le cas de difficultés techniques, le président est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité du vote.
14. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle jouissent des mêmes droits, privilèges et libertés que ceux qui participent en mode présentiel, sauf dans la mesure prévue au présent ordre spécial.
15. La présidence de la Chambre ou d'un comité est habilitée à exercer un pouvoir discrétionnaire quant à l'interprétation ou l'application de toute disposition du Règlement ou du présent ordre spécial pouvant inciter à l'indulgence ou nécessiter des modifications afin que tous les parlementaires puissent exercer pleinement leurs fonctions et leurs droits pendant les délibérations de la Chambre ou d'un comité menées de façon virtuelle.
16. Le présent ordre spécial demeure en vigueur pour la durée de l'état d'urgence qui a été déclaré le 19 mars 2020 dans la province du Nouveau-Brunswick et cessera de l'être lorsque ledit état d'urgence sera levé.

L'hon. M. Savoie donne avis de motion 61 portant que, le jeudi 25 mars 2021, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que, conformément au paragraphe 39(1) de la *Loi sur l'Assemblée législative,* l'Assemblée législative enjoigne au Comité d'administration de l'Assemblée législative de constituer un comité chargé d'examiner les traitements et les avantages des députés que prévoit la *Loi sur l'Assemblée législative* ainsi que les traitements et les avantages des députés qui se sont vu confier des responsabilités sous le régime de la *Loi sur le Conseil exécutif.*

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mardi 23 mars 2021, la deuxième lecture des projets de loi 40, 41, 42, 43, 44 et 45 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38 soit appelée et que leur étude se prolonge jusqu'à midi, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur le budget.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que la période qui a été réservée à la deuxième lecture des projets de loi est écoulée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 28, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat reprend.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 14 h.

Jour de séance 20 le mardi 23 mars 2021

*13 h*

Prière.

Le président de la Chambre rend la décision suivante relativement à la question de privilège soulevée mercredi dernier :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je suis maintenant prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée par le député de Kent-Nord.

Dans l'exposé de sa question de privilège, le député fait allusion à un rapport qui a été distribué aux membres du Comité d'administration de l'Assemblée législative dans une seule langue, lors d'une réunion à huis clos, ce qui est, selon le député, une obstruction à l'exercice de ses fonctions de membre du comité.

Le député a également soutenu que ladite obstruction constituait une violation de ses privilèges de député et a fait part de son intention de proposer une motion demandant à la Chambre de renvoyer la question au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée.

Mesdames et Messieurs, l'article 9(3) du Règlement est très précis en ce qui concerne les questions de privilège. Voici le texte du Règlement en question : « Le président n'accepte la motion que s'il est fondé à penser que, de prime abord, une violation de privilège a été commise et que la question a été soulevée à la première occasion ».

Si le président est convaincu que ces deux conditions sont remplies, le député qui a soulevé la question sera autorisé à proposer immédiatement sa motion, qui aura préséance sur toutes les autres affaires dont la Chambre est saisie. La décision du président ne s'étend pas à la question de savoir si une violation de privilège a effectivement été commise. Il s'agit d'une question qui ne peut être tranchée que par la Chambre elle-même.

Étant donné que la réunion du comité en question a eu lieu le 18 février 2021 et que le député a soulevé la question le 17 mars 2021, soit le premier jour de séance après le dépôt du budget, je suis convaincu que la question a été soulevée à la première occasion.

Comme il a été affirmé, ce jour-là, le bureau du greffier a fourni aux membres du comité un rapport préliminaire de 38 pages, de nature technique, préparé par une entité du secteur privé. Le rapport préliminaire a été livré par l'entité du secteur privé dans une seule langue. Toutefois, le rapport était accompagné d'un résumé de son contenu, dans les deux langues officielles, préparé et traduit par des professionnels du bureau du greffier. Le bureau avait également prévu une séance d'information sur le rapport pour les membres du comité dans les deux langues officielles.

Lorsque le rapport a été mis à l'étude, le député de Kent-Nord a soulevé une objection à ce que le rapport ne soit disponible que dans une seule langue. En tant que président du comité, j'ai immédiatement mis de côté ce point à l'ordre du jour jusqu'à ce que tous les parlementaires reçoivent le rapport préliminaire dans les deux langues officielles. Aucune autre discussion n'a eu lieu au sujet du rapport.

Après la réunion, le greffier a présenté des excuses au député de Kent-Nord pour l'omission, lui a assuré que cela ne se reproduirait pas et a discuté avec lui de la façon dont nous pouvons aller de l'avant avec les ressources dont nous disposons. Le député a clairement exprimé sa position justifiée selon laquelle tous les documents doivent être traduits et d'ailleurs, à cet effet, j'ai le plaisir d'annoncer que nous avons récemment recruté deux nouveaux traducteurs débutants. Il faut toutefois en faire davantage, et je vous promets que ce sera le cas.

Le rapport préliminaire en question a été traduit et remis à tous les membres du comité le 9 mars 2021.

Je comprends certainement que le député est frustré de ne pas avoir reçu au début le rapport préliminaire dans la langue de son choix, et je reprends les propos du greffier en présentant des excuses et en prenant un engagement afin que, dans l'avenir, les membres du Comité d'administration de l'Assemblée législative reçoivent tous les documents dans la langue officielle de leur choix, avant qu'ils ne soient étudiés par le comité.

En 2000, la Chambre des communes, qui jouissait de beaucoup de ressources, avait l'habitude de permettre aux comités de décider s'il fallait accepter et distribuer les documents provenant du public dans une seule langue, en attendant la traduction, ou attendre que la traduction soit terminée avant de distribuer les documents. Comme l'a fait valoir le député de Kent-Nord, à l'heure actuelle, en 2021, la Chambre des communes ne distribue jamais un document provenant du public dans une seule langue.

Il s'agit de la norme que nous devons respecter, en tant qu'Assemblée législative de la seule province bilingue du Canada. Je comprends que la patience à cet égard n'est pas une option. Les parlementaires ont des droits qui doivent être respectés, et je vous assure aujourd'hui qu'ils le seront.

L'énoncé indique clairement que les parlementaires ont le droit de recevoir des documents dans la langue officielle de leur choix. En même temps, les membres du public ont le droit de communiquer avec un comité législatif dans la langue de leur choix. Équilibrer ces droits peut être difficile et nécessitera des ressources supplémentaires, mais c'est essentiel afin que nous respections nos obligations linguistiques et, plus important encore, que nous nous respections les uns les autres et que nous respections tous les gens du Nouveau-Brunswick.

Or, en ce qui concerne la question de privilège et la question de savoir s'il y a eu de prime abord une violation de privilège, j'ai examiné les ouvrages pertinents et une décision antérieure d'une présidente de la Chambre très respectée. Au cours de la première session de la 52e législature, la présidente Dysart a conclu qu'il s'agissait de prime abord d'une violation de privilège lorsqu'une députée s'est vu refuser la traduction de mémoires présentés à un comité spécial. L'argument de la députée à l'époque était semblable à celui qui a été avancé dans le cas dont nous sommes saisis. L'absence de traduction a nui à sa capacité de jouer son rôle au sein du comité spécial.

Cependant, il y a une distinction importante à souligner, à mon avis. Dans le cas dont nous sommes saisis aujourd'hui, le député de Kent-Nord n'a pas été privé de la traduction du rapport préliminaire. L'étude du rapport a été immédiatement mise de côté jusqu'à ce que le rapport puisse être traduit, ce qui a été fait, et le rapport traduit a été distribué à tous les membres du comité.

Pour cette raison, j'estime que le député n'a pas établi que la question à l'étude pourrait être jugée comme étant une obstruction à l'exercice de ses fonctions parlementaires et, par conséquent, j'estime qu'il n'a pas établi que, de prime abord, une violation de privilège a été commise.

Ma décision d'aujourd'hui ne doit pas être interprétée, de quelque façon que ce soit, comme une tentative de diminuer l'importance du droit des parlementaires d'utiliser la langue officielle de leur choix. Comme je l'ai déjà déclaré, après qu'une question de privilège est soulevée, le rôle du président se borne à décider si l'étude de l'incident qui a été soulevé par le député mérite d'avoir préséance sur toutes les autres affaires dont la Chambre est saisie.

Je tiens à remercier le député de Kent-Nord d'avoir soulevé cette importante question. Il est un ardent défenseur des droits linguistiques et un membre apprécié de cette Assemblée. Je tiens à répéter que, dans l'avenir, je veillerai à ce que les membres du Comité d'administration de l'Assemblée législative reçoivent tous les documents dans la langue de leur choix et je conseille aux autres parlementaires et aux autres comités de la Chambre d'en faire de même. Merci.

---

M. Ames (Carleton-York) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à réaliser des travaux d'amélioration des chemins Campbell Settlement et Stairs Hill. (Pétition 6.)

---

M. McKee donne avis de motion 62 portant que, le jeudi 1er avril 2021, appuyé par M. LePage, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les renseignements, y compris les documents, les notes, les notes de service, les comptes rendus, les dossiers et la correspondance, quel que soit le support, notamment les courriels, les communications entre appareils mobiles et les textos échangés entre les membres du Conseil exécutif, le Cabinet du premier ministre, le ministère des Finances et du Conseil du Trésor, le ministère de la Santé, le ministère de la Justice et de la Sécurité publique, Cannabis N.-B., la Société de gestion du cannabis, Alcool NB Liquor, leur personnel, leurs employés, leurs représentants, les entrepreneurs et tous les tiers, relativement aux discussions et aux réunions concernant le lancement d'une demande de propositions en vue de la sélection d'une seule entité privée pour assurer les activités d'exploitation, de distribution et de vente liées au cannabis à des fins récréatives au Nouveau-Brunswick et relativement à l'évaluation subséquente des propositions faites par les huit soumissionnaires et aux négociations avec ceux-ci, y compris les conditions liées aux dernières négociations avec le seul soumissionnaire subsistant.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 32, 45, 38, 40, 33, 34, 36, 37, 41, 42, 43, 44 et 35 soit appelée et que leur étude se prolonge jusqu'à 16 h, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur le budget.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants.*

Après un certain laps de temps, l'hon. M. Savoie propose l'ajournement du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 45, *Loi concernant les élections générales municipales de 2021,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 45 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 45, *Loi concernant les élections générales municipales de 2021,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 28, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du ministère des Finances et du Conseil du Trésor pour 2019-2020 (18 mars 2021).

Jour de séance 21 le mercredi 24 mars 2021

*10 h*

Prière.

L'hon. M. Crossman (Hampton) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant l'Assemblée législative à attirer de nouveaux médecins et membres du personnel infirmier praticien dans sa circonscription. (Pétition 7.)

---

M. C. Chiasson (Victoria-La-Vallée) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le premier ministre à démettre de ses fonctions de membre du Conseil exécutif le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance. (Pétition 8.)

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 25 mars 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 52 et 49.

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 24 mars 2021

S.H. la lieutenante-gouverneure transmet le volume 1 du budget supplémentaire pour 2019-2020, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2020, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867,* elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda Murphy

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 38, 40, 41, 42, 43 et 33 soit appelée et que leur étude se prolonge jusqu'à 15 h au plus tard, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur le budget jusqu'à 17 h.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 38 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 40 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 41, *Loi modifiant la Loi sur les sports de combat,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 41 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 41, *Loi modifiant la Loi sur les sports de combat,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Arseneau, appuyé par M. Coon, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais que l'ordre portant deuxième

lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. »

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il demande des précisions pour savoir quels comités peuvent convoquer des témoins du public pour comparaître devant eux au sujet de projets de loi.

La séance, suspendue à 11 h 58, reprend à 13 h. Le président de la Chambre est au fauteuil.

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, le leader parlementaire de l'opposition a soulevé une question concernant la convocation de témoins en comité. Je vais réitérer une décision rendue le 17 décembre 2020 par le président du Comité permanent de la politique économique.

Pour déterminer le mandat du Comité permanent de la politique économique, nous nous appuyons sur le Règlement et les modifications contenues dans le premier rapport du Comité permanent de la procédure daté du 10 décembre 2014.

Le paragraphe 42.1(4) du Règlement prévoit que, après sa deuxième lecture, un projet de loi est d'office renvoyé soit au Comité plénier soit à un autre comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement. Il a été déterminé que l'objet de ce paragraphe vise à permettre à un comité permanent de remplacer le Comité plénier dans ses activités.

L'article 89.2 prévoit que, à l'étude d'un projet de loi en Comité permanent de la politique économique, le président du comité demande s'il y a des commentaires, des questions ou des amendements et, si oui, relativement à quels articles. Cela correspond précisément au libellé de l'article 87, qui régit les activités du Comité plénier.

Il est ainsi encore une fois démontré que le Comité permanent de la politique économique est censé fonctionner de la même manière que le Comité plénier, au sein duquel les ministres, accompagnés de membres du personnel, défendent leurs projets de loi en répondant aux questions des parlementaires. La Chambre a donné au comité en question le mandat de décider de recommander ou non un projet de loi à la Chambre, avec ou sans amendements.

La Chambre n'a jamais permis à des témoins du public de comparaître devant le Comité plénier, ce qui, selon le Règlement, s'applique également au Comité permanent de la politique économique. Si la tenue de consultations publiques s'impose, la Chambre renvoie toujours le projet de loi en question à notre Comité permanent de modification des lois ou à tout autre comité chargé de solliciter l'apport de la population.

En dernier lieu, l'interprétation donnée s'appuie sur le premier rapport du Comité permanent de la procédure daté du 10 décembre 2014, lequel indique que les comités permanents créés pour étudier les projets de loi d'initiative ministérielle « fonctionneraient de la même façon que le Comité plénier, et toutes les réunions seraient publiques et télévisées. Comme c'est la pratique actuelle, si, avant la deuxième lecture, la Chambre jugeait nécessaire de consulter le public sur un projet de loi proposé, l'objet du projet de loi serait renvoyé à l'actuel Comité permanent de modification des lois. »

Le débat reprend et se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 42 soit maintenant lu une deuxième, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 43, *Loi concernant la Loi sur le Conseil exécutif et la Loi et sur l'Assemblée législative,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason reprend la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 43 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 43, *Loi concernant la Loi sur le Conseil exécutif et la Loi sur l'Assemblée législative,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 33, *Loi modifiant la Loi sur les assurances,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 33 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 33, *Loi modifiant la Loi sur les assurances,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 28, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 17 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du Centre communautaire
Sainte-Anne pour 2019-2020 (23 mars 2021).

Jour de séance 22 le jeudi 25 mars 2021

*10 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le septième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 25 mars 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son septième rapport.

Le comité se réunit le 24 mars et étudie le projet de loi suivant, qu'il approuve sans amendement :

45, *Loi concernant les élections générales municipales de 2021.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M^me^ Mitton donne avis de motion 63 portant que, le jeudi 1^er^ avril 2021, appuyée par M. Coon, elle proposera ce qui suit :

attendu que, en 2018, 579 agressions sexuelles ont été signalées aux services de police du Nouveau-Brunswick ;

attendu que, selon Statistique Canada, les agressions sexuelles signalées aux services de police du Nouveau-Brunswick ont augmenté de 27 % depuis 2012 ;

attendu que, depuis 2012, il y a eu une réduction dans la proportion de personnes accusées d'agression sexuelle au Nouveau-Brunswick, qui est passée de 53,2 % à 36,3 % ;

attendu que 87 % des victimes d'agression sexuelle au Nouveau-Brunswick sont des femmes et que près de la moitié d'entre elles ont moins de 18 ans ;

attendu que, en février 2017, un article publié dans le *Globe and Mail* intitulé *Will the Police Believe You?* indiquait que, par rapport à la moyenne nationale, le taux de plaintes classées non fondées au Nouveau-Brunswick était, à 32 %, le plus élevé du Canada ;

attendu que, au Canada, les femmes autochtones courent trois fois plus le risque d'être victimes d'une agression sexuelle ;

attendu qu'il est deux fois plus probable que les personnes s'identifiant comme lesbiennes, gaies ou bisexuelles déclarent avoir fait l'objet de victimisation avec violence que celles qui s'identifient comme hétérosexuelles ;

attendu que 61 % des jeunes trans âgés de 14 à 18 ans qui ont été sondés au Canada atlantique disent avoir subi du harcèlement sexuel au cours de la dernière année ;

attendu que la violence sexuelle peut avoir des répercussions à long terme sur les personnes y ayant survécu et entraîner des problèmes de santé mentale, dont la dépression et le TSPT, et peut les amener à éprouver de la honte, à se blâmer, à ressentir de la peur et à être envahies de souvenirs pénibles ;

attendu que le Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick demande que le gouvernement augmente le financement visant à prévenir et contrer la violence sexuelle et à améliorer la réponse des services de police aux signalements de violence sexuelle ;

attendu que, en 2019, 71 % des étudiants fréquentant un établissement d'enseignement postsecondaire canadien ont été témoins ou ont été victimes de comportements sexualisés non désirés dans un contexte d'études postsecondaires ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à pleinement mettre en oeuvre et financer les recommandations et les actions énoncées dans le document intitulé *Prévenir et intervenir pour contrer la violence sexuelle au Nouveau-Brunswick : Un cadre stratégique d'action,*

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à examiner les lacunes relatives à la prestation, par l'intermédiaire du ministère de la Justice et de

la Sécurité publique, des services aux victimes afin de cerner ces lacunes et de les combler, surtout en ce qui concerne l'endroit où le crime s'est produit,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à accroître le financement visant les services de première ligne, y compris les maisons de transition, et à augmenter le financement visant les services de soutien tenant compte des traumatismes, notamment l'accès à ces services sur tous les campus des universités publiques,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à adopter une mesure législative exigeant de toutes les universités à dotation publique qu'elles soient dotées d'une politique distincte à l'égard de la violence sur les campus et que la mesure législative comprenne des dispositions prévoyant la participation des étudiants au processus d'ébauche et de modification de ces politiques et des éléments de mesure qui garantissent une structure de signalement claire pour chaque établissement.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la Chambre étudie les motions 60, 58 et 61, après quoi la Chambre reprendra le débat ajourné sur le budget. Les affaires émanant de l'opposition seront ensuite étudiées.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance le vendredi 26 mars 2021, s'ajourne au mardi 11 mai 2021, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation des leaders parlementaires du gouvernement et de l'opposition, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt ou l'ajournement doit se poursuivre après le mardi 11 mai 2021, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date, ou en indiquant dans cet avis que l'ajournement doit se poursuivre jusqu'à nouvel ordre, lequel sera donné par le président ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M[me] Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M[me] Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M[me] Anderson-Mason |
| l'hon. M[me] Shephard | l'hon. M[me] Scott-Wallace | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Stewart |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M[me] Johnson | M. Ames |
| l'hon. M[me] M. Wilson | M. Wetmore | M. Carr |
| l'hon. M. Crossman | M[me] S. Wilson | M. Turner |

CONTRE : 22

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M[me] Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M[me] Landry | M. LePage | M. Landry |
| M[me] Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M[me] Mitton | |
| M. Austin | M[me] Conroy | |

La séance, suspendue à 12 h 12, reprend à 13 h.

Il est unanimement convenu que la troisième lecture du projet de loi 45 soit appelée sur-le-champ.

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

45, *Loi concernant les élections générales municipales de 2021.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

Conformément à l'avis de motion 60, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, nonobstant tout article du Règlement, ordre spécial ou usage habituel de la Chambre, l'Assemblée législative adopte l'ordre spécial suivant afin de faciliter la participation des parlementaires aux délibérations de la Chambre et des comités durant l'actuel état d'urgence dans la province du Nouveau-Brunswick :

1. Dans des circonstances urgentes ou exceptionnelles, les parlementaires peuvent participer aux délibérations de la Chambre soit en présentiel ou de façon virtuelle au moyen de la plateforme Zoom, selon l'appréciation

du président après consultation de la médecin-hygiéniste en chef et moyennant le consentement de tous les leaders parlementaires.

2. Pour que la Chambre puisse valablement tenir séance, le quorum est de 14 députés participant en mode présentiel, y compris le président.
3. Les réunions de comités parlementaires peuvent se dérouler de façon virtuelle, tel qu'il aura été déterminé par la présidence du comité en consultation avec le bureau du greffier.
4. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle à une séance de comité sont inclus dans le calcul du quorum.
5. Trois jours avant la tenue de chaque jour de séance ou réunion de comité, les leaders parlementaires doivent aviser le bureau du greffier de la participation virtuelle prévue des membres de leur caucus.
6. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle aux délibérations de la Chambre ou d'un comité peuvent, par voie électronique, déposer des documents, des pétitions et des rapports de comité, présenter des projets de loi, donner des avis de motion et proposer des motions et des amendements à des projets de loi et à des motions, pourvu que les documents soient envoyés au greffier et que celui-ci les reçoit avant leur présentation à la Chambre ou en comité.
7. Les règles et usages ayant trait au respect du décorum à la Chambre s'appliquent aux parlementaires qui veulent participer de façon virtuelle à des délibérations.
8. Les parlementaires qui veulent participer de façon virtuelle doivent avoir recours au matériel informatique et aux logiciels que le bureau du greffier aura désignés comme appropriés.
9. Les votes par appel nominal seront tenus conformément au Règlement pour les parlementaires participant en mode présentiel, viendra ensuite, dans l'ordre et la manière établis par le président de la Chambre, l'appel nominatif des parlementaires qui participent de façon virtuelle.
10. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle doivent, pour participer au vote par appel nominal, être visibles à l'écran lorsque le président ordonne le verrouillage des portes pour la durée du vote.
11. Les fonctions vidéo et audio doivent être activées lorsqu'il est demandé aux parlementaires qui participent de façon virtuelle de voter.
12. Dans le cadre d'un vote par appel nominal, chaque parlementaire qui participe de façon virtuelle doit répondre par « oui » ou « non » à la question mise aux voix.
13. Dans le cas de difficultés techniques, le président est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité du vote.
14. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle jouissent des mêmes droits, privilèges et libertés que ceux qui participent en mode présentiel, sauf dans la mesure prévue au présent ordre spécial.
15. La présidence de la Chambre ou d'un comité est habilitée à exercer un pouvoir discrétionnaire quant à l'interprétation ou l'application de toute disposition du Règlement ou du présent ordre spécial pouvant inciter à

l'indulgence ou nécessiter des modifications afin que tous les parlementaires puissent exercer pleinement leurs fonctions et leurs droits pendant les délibérations de la Chambre ou d'un comité menées de façon virtuelle.

16. Le présent ordre spécial demeure en vigueur pour la durée de l'état d'urgence qui a été déclaré le 19 mars 2020 dans la province du Nouveau-Brunswick et cessera de l'être lorsque ledit état d'urgence sera levé.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Mitton, appuyée par M. Coon, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 60 soit amendée comme suit :

dans le paragraphe précédant l'article 1, par la suppression des mots « durant l'actuel état d'urgence dans la province du Nouveau-Brunswick » ;

par la substitution, à l'article 1, de ce qui suit :

« Dans des circonstances urgentes ou exceptionnelles, y compris dans les circonstances énoncées à l'alinéa 34(5)d) de la *Loi sur l'Assemblée législative,* les parlementaires peuvent participer aux délibérations de la Chambre soit en présentiel ou de façon virtuelle au moyen de la plateforme Zoom, selon l'appréciation du président après consultation de la médecin-hygiéniste en chef au besoin. » ;

par la substitution, à l'article 16, de ce qui suit :

« Le présent ordre spécial demeure en vigueur pour le reste de la 60^e^ législature. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. M. Savoie propose l'ajournement du débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Conformément à l'avis de motion 58, l'hon. M. Cardy, appuyé par M. Bourque, propose ce qui suit :

que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick adopte la définition opérationnelle et non contraignante de l'antisémitisme que voici :

Selon l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, « l'antisémitisme est une certaine perception des Juifs qui peut se manifester par une haine à leur égard. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme visent des individus juifs ou non et/ou leurs biens, des institutions communautaires et des lieux de culte. »

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 58, mise aux voix, est adoptée.

---

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre reprenne l'étude de la motion 60.

---

Le débat reprend sur l'amendement de la motion 60, proposé par l'hon. M^me^ Mitton, appuyée par M. Coon.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que le temps alloué est écoulé.

M. Melanson demande le consentement unanime de la Chambre pour clore le débat sur la motion 60 et de proposer la question. Le consentement refusé.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 28, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat se poursuit. Après un certain laps de temps, il est ajourné sur la motion de l'hon. M. Savoie, au nom du premier ministre.

---

Conformément à l'avis de motion 52, M^me^ Thériault, appuyée par M. Melanson, propose ce qui suit :

attendu qu'il est dans l'intérêt supérieur de la population du Nouveau-Brunswick que plus de femmes se fassent élire députées à l'Assemblée législative ;

attendu que les femmes sont souvent les personnes qui s'occupent principalement des enfants et qu'un obstacle majeur à la participation de plus de femmes à la sphère politique provinciale qui est souvent évoqué est le fait que les règles régissant les institutions parlementaires ne tiennent pas compte des besoins des familles ou ne permettent pas aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que de nombreuses administrations à l'échelle nationale et internationale adoptent des réformes pour que leur parlement ou institution gouvernante permette aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que le groupe du Nouveau-Brunswick appelé Femmes pour 50 %, voué à la parité des genres à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, soutient des réformes qui sont plus favorables aux parents ;

attendu que les parlementaires britanniques ont voté pour instaurer des réformes favorables à la vie de famille, comme un régime de congé pour bébé qui assurerait des votes par procuration aux nouveaux parents à la Chambre des communes, votes qui pourraient être utilisés par leurs collègues et permettraient aux parents de prendre soin de leur famille tout en assumant leurs fonctions ;

attendu que certaines provinces autorisent les frais de garderie comme dépenses de campagne admissibles ;

attendu que des corps législatifs ont adopté des mesures pour permettre la participation aux délibérations en mode virtuel ;

attendu que d'autres administrations ont adopté des réformes concernant les responsabilités parlementaires partagées, la disponibilité de services de garde sur place, des modifications de l'horaire de séance et d'autres initiatives réduisant les obstacles à la participation à la sphère politique ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative enjoigne au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'entreprendre un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature afin de représenter les gens du Nouveau-Brunswick à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et de

présenter à l'Assemblée législative d'ici à trois mois un rapport assorti de recommandations précises.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.
Après un autre laps de temps, M. Arseneau, appuyé par M^me^ Mitton, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la résolution de la motion 52 soit amendée par la substitution, au mot « trois », de « deux ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 16 h 30, reprend à 16 h 39.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est adopté.

La question est proposée au sujet de la motion 52 amendée, dont voici le texte :

attendu qu'il est dans l'intérêt supérieur de la population du Nouveau-Brunswick que plus de femmes se fassent élire députées à l'Assemblée législative ;

attendu que les femmes sont souvent les personnes qui s'occupent principalement des enfants et qu'un obstacle majeur à la participation de plus de femmes à la sphère politique provinciale qui est souvent évoqué est le fait que les règles régissant les institutions parlementaires ne tiennent pas compte des besoins des familles ou ne permettent pas aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que de nombreuses administrations à l'échelle nationale et internationale adoptent des réformes pour que leur parlement ou institution gouvernante permette aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que le groupe du Nouveau-Brunswick appelé Femmes pour 50 %, voué à la parité des genres à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, soutient des réformes qui sont plus favorables aux parents ;

attendu que les parlementaires britanniques ont voté pour instaurer des réformes favorables à la vie de famille, comme un régime de congé pour

bébé qui assurerait des votes par procuration aux nouveaux parents à la Chambre des communes, votes qui pourraient être utilisés par leurs collègues et permettraient aux parents de prendre soin de leur famille tout en assumant leurs fonctions ;

attendu que certaines provinces autorisent les frais de garderie comme dépenses de campagne admissibles ;
attendu que des corps législatifs ont adopté des mesures pour permettre la participation aux délibérations en mode virtuel ;

attendu que d'autres administrations ont adopté des réformes concernant les responsabilités parlementaires partagées, la disponibilité de services de garde sur place, des modifications de l'horaire de séance et d'autres initiatives réduisant les obstacles à la participation à la sphère politique ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative enjoigne au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'entreprendre un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature afin de représenter les gens du Nouveau-Brunswick à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et de présenter à l'Assemblée législative d'ici à deux mois un rapport assorti de recommandations précises.

La motion 52 amendée, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 43

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | M[me] Bockus | M. LeBlanc |
| l'hon. M. Savoie | M. Cullins | M. K. Chiasson |
| l'hon. M[me] Shephard | M. Hogan | M. C. Chiasson |
| l'hon. M. Flemming | M. Stewart | M. Bourque |
| l'hon. M. Fitch | M. Ames | M. D'Amours |
| l'hon. M[me] M. Wilson | M. Carr | M[me] Mitton |
| l'hon. M. Crossman | M. Turner | M[me] Conroy |
| l'hon. M. Holland | M. Arseneault | M. Legacy |
| l'hon. M[me] Dunn | M[me] Thériault | M. Guitard |
| l'hon. M. Cardy | M. Melanson | M. Gauvin |
| l'hon. M[me] Scott-Wallace | M. McKee | M. Mallet |
| l'hon. M. Allain | M[me] Landry | M. Landry |
| l'hon. M[me] Johnson | M[me] Harris | M. Arseneau |
| M. Wetmore | M. Coon | |
| M[me] S. Wilson | M. Austin | |

Conformément à l'avis de motion 49, M. McKee, appuyé par M. D'Amours, propose ce qui suit :

attendu que la mort tragique de Lexi Daken, âgée de 16 ans, a mis en lumière les lacunes dans nos services de santé mentale qu'il faut absolument corriger ;

attendu que l'histoire de Lexi a poussé beaucoup d'autres familles à exposer d'autres histoires tragiques sur la façon dont notre système de santé mentale a laissé tomber leurs proches qui n'ont pas pu recevoir l'aide dont ils avaient besoin lorsqu'ils en avaient besoin ;

attendu que, même si les examens entrepris par le défenseur des enfants et de la jeunesse et le Réseau de santé Horizon à l'égard des circonstances ayant mené à la mort de Lexi Daken sont appropriés, il est reconnu que les services de santé mentale sont chroniquement sous-financés depuis de nombreuses années, ce à quoi il faut remédier ;

attendu que les experts et les défenseurs en matière de santé mentale croient que la crise en santé mentale s'aggrave et qu'il est urgent de veiller à ce que notre système de soins de santé puisse agir auprès des personnes ayant des troubles de santé mentale qui ont besoin d'une aide immédiate ;

attendu que l'opposition officielle a présenté en 2019 une motion à l'Assemblée législative demandant la création d'un poste de défenseur en matière de santé mentale ;

attendu que la motion a reçu l'appui unanime de tous les parlementaires ;

attendu que l'opposition officielle a aussi demandé l'expansion du Tribunal de la santé mentale afin que les personnes ayant des troubles de santé mentale qui comparaissent devant les tribunaux aient accès aux traitements et services dont ils ont besoin ;

attendu que la ministre de la Santé vient d'annoncer, pour la période 2021-2025, un plan d'action visant les dépendances et la santé mentale pour les secteurs prioritaires ;

attendu que des améliorations s'imposent de toute urgence au sein de notre système de santé mentale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à devancer l'échéancier de mise en oeuvre de toutes les mesures contenues dans le plan d'action pour le faire passer de 5 ans à 3 ans,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter immédiatement le financement pour les services de santé mentale afin d'atteindre l'objectif

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à créer sans délai le poste de défenseur en matière de santé mentale.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de la Commission des assurances du Nouveau-Brunswick pour 2020 (24 mars 2021).

Jour de séance 23 le vendredi 26 mars 2021

*9 h*

Prière.

Le débat ajourné reprend sur la motion 28, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat se termine. La motion 28, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Austin | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M. Guitard |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. D'Amours | M. Landry |
| M^me^ Harris | M^me^ Mitton | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Conroy | |

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme sur-le-champ en Comité des subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M^me^ S. Wilson.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ S. Wilson, présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a abordé les travaux dont il a été saisi et a adopté la motion suivante :

que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La présidente du comité rapporte aussi qu'il lui est enjoint de demander à siéger de nouveau.

---

M^me^ S. Wilson, appuyée par le premier ministre, propose ce qui suit :

que le rapport du Comité des subsides soit adopté par la Chambre et que celle-ci adhère à la résolution portant que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie demande au président de la Chambre de revenir aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre et propose, appuyé par le premier ministre, que l'étude des prévisions budgétaires en Comité des subsides soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose que, conformément à l'article 109 du Règlement, le budget principal, 2021-2022, le budget de capital, 2021-2022, et le volume 1 du budget supplémentaire, 2021–2022, soient renvoyés au Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée plusieurs projets de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier donne lecture du titre des projets de loi, que voici :

3, *Loi modifiant la Loi sur les services à la petite enfance* ;
15, *Loi modifiant la Loi sur les notaires* ;
19, *Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail* ;
20, *Loi modifiant la Loi sur la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail* ;
27, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des transports de Saint-Jean* ;
45, *Loi concernant les élections générales municipales de 2021.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier de l'Assemblée législative proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ces projets de loi, les édicte et en ordonne l'impression.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 10 h 10.

Jour de séance 24 le mardi 11 mai 2021

*13 h*

Prière.

L'hon. M^me^ Dunn dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Rapport sur la mise en oeuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.*

---

L'hon. M. Savoie, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 11 mai 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son premier rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 6, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 27, 28 et 29 avril 2021 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre adoptée le 26 mars 2021.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Glen Savoie, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

BUDGET PRINCIPAL, 2021-2022

| COMPTE ORDINAIRE | Votés ($) |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES | |
| Agriculture, Aquaculture et Pêches | 45 455 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 45 408 000 |

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE | |
| Services généraux et autres services d'enseignement | 72 635 000 |
| Districts scolaires | 1 192 270 000 |
| Développement de la petite enfance | 115 937 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 30 100 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 1 410 895 000 |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Services généraux et financement communautaire | 2 176 000 |
| Politiques et participation des Premières Nations et du public | 1 216 000 |
| Gouvernements locaux | 137 042 000 |
| Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme | 316 000 |
| Autorisations et conformité | 6 857 000 |
| Science et protection de l'environnement | 4 590 000 |
| Secrétariat des changements climatiques | 1 579 000 |
| Moins : crédits législatifs | 94 000 |
| Votés | 153 682 000 |
| BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF | |
| Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique et secrétariat du Conseil exécutif | 3 363 000 |
| Communications gouvernementales | 6 181 000 |
| Cabinet du lieutenant-gouverneur | 453 000 |
| Direction de l'égalité des femmes | 3 219 000 |
| Votés | 13 216 000 |
| MINISTÈRE DES FINANCES ET DU CONSEIL DU TRÉSOR | |
| Budget et gestion financière | 846 000 |
| Services généraux | 5 488 000 |
| Gestion de la trésorerie et politique fiscale | 2 677 000 |
| Bureau du dirigeant principal des ressources humaines | 4 840 000 |
| Bureau du chef du service de l'information | 7 233 000 |
| Bureau du contrôleur | 3 055 000 |
| Administration du revenu | 5 431 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 29 523 000 |
| GOUVERNEMENT GÉNÉRAL | |
| Affaires autochtones | 5 440 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 5 393 000 |
| Initiatives en matière de climat et de développement économique avec les Premières Nations | 9 000 000 |
| Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel | 455 000 |

| | |
|---|---|
| Planification des ressources organisationnelles (PRO) | 21 699 000 |
| Programme d'égalité d'accès à l'emploi | 688 000 |
| Affaires intergouvernementales | 8 513 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 8 466 000 |
| Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires | 124 227 000 |
| Moins : crédits législatifs | 177 000 |
| Votés | 124 050 000 |
| Programme de distribution de gaz naturel | 12 000 000 |
| Régimes de retraite et d'avantages sociaux | 339 268 000 |
| Moins : crédits législatifs | 2 000 |
| Votés | 339 266 000 |
| Provision pour pertes | 14 200 000 |
| Accords de partage des recettes avec les Premières Nations | 50 500 000 |
| Services Nouveau-Brunswick | 181 575 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 181 528 000 |
| Provision pour fonds supplémentaires | 162 624 000 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Services ministériels et autres services de santé | 190 633 000 |
| Assurance-maladie | 714 053 000 |
| Régimes d'assurance-médicaments | 233 403 000 |
| Services de santé de la partie III | 1 868 068 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 64 781 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 3 070 891 000 |
| MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| Division de la sécurité technique et des services ministériels | 15 274 000 |
| Division de la sécurité communautaire | 173 668 000 |
| Cabinet du procureur général | 21 154 000 |
| Division des services à la justice | 25 754 000 |
| Aide juridique | 10 354 000 |
| Division de la sécurité et des urgences | 41 799 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 22 091 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 310 047 000 |

| | |
|---|---|
| ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE | |
| Indemnités des députés, comités et activités | 9 137 000 |
| Moins : crédits législatifs | 4 272 000 |
| Votés | 4 865 000 |
| | |
| Bureau de l'Assemblée législative | 3 799 000 |
| Bureau du vérificateur général | 3 377 000 |
| | |
| Bureaux des chefs et des membres des partis politiques enregistrés | 2 234 000 |
| Moins : crédits législatifs | 95 000 |
| Votés | 2 139 000 |
| | |
| Élections Nouveau-Brunswick | 9 330 000 |
| Bureau de l'ombud | 1 712 000 |
| Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés | 1 307 000 |
| Bureau du commissaire aux langues officielles | 729 000 |
| Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances | 500 000 |
| Bureau du commissaire à l'intégrité | 369 000 |
| | |
| MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE | |
| Administration | 8 161 000 |
| Ressources naturelles | 84 424 000 |
| Énergie et mines | 5 636 000 |
| Aménagement des terres | 3 038 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 101 237 000 |
| | |
| CABINET DU PREMIER MINISTRE | |
| Administration | 1 507 000 |
| Moins : crédits législatifs | 67 000 |
| Votés | 1 440 000 |
| | |
| OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK | |
| Administration et Services de développement des entreprises | 14 384 000 |
| Aide financière | 25 000 000 |
| Croissance démographique | 8 628 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 5 000 000 |
| Votés | 53 012 000 |
| | |
| AUTRES ORGANISMES | |
| Entités consolidées | 364 530 000 |
| Moins : crédits législatifs | 364 530 000 |
| Votés | 0 |
| | |
| Conseil des premiers ministres de l'Atlantique | 642 000 |
| Société de l'inclusion économique et sociale | 2 825 000 |

| | |
|---|---|
| Commission du travail et de l'emploi | 653 000 |
| Commission de police du Nouveau-Brunswick | 672 000 |
| Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick | 467 000 |
| Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées | 302 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Travail et services stratégiques | 11 626 000 |
| Affaires postsecondaires | 464 094 000 |
| TravailNB | 171 253 000 |
| Services des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick | 15 560 000 |
| Apprentissage et Certification professionnelle | 6 067 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 668 553 000 |
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Projets et activités de développement | 65 153 000 |
| SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE | |
| Service de la dette publique | 655 000 000 |
| Moins : crédits législatifs | 649 100 000 |
| Votés | 5 900 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services généraux et autres | 10 259 000 |
| Aînés et soins de longue durée | 794 022 000 |
| Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse | 143 432 000 |
| Sécurité du revenu | 239 054 000 |
| Services d'habitation | 114 059 000 |
| Autres prestations | 53 183 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 12 600 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 1 366 562 000 |
| MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE | |
| Administration | 2 934 000 |
| Parcs et attractions | 13 052 000 |
| Culture, patrimoine et sport | 27 053 000 |
| Tourisme | 11 531 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 7 265 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 61 788 000 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Administration | 14 937 000 |
| Politiques et affaires législatives | 1 214 000 |
| Entretien | 77 346 000 |

| | |
|---|---|
| Entretien pendant l'hiver | 69 483 000 |
| Construction des ponts et des routes | 3 128 000 |
| Groupe des bâtiments | 137 072 000 |
| Société de voirie du Nouveau-Brunswick | 24 220 000 |
| Pandémie de COVID-19 | 2 800 000 |
| Moins : crédits législatifs | 23 728 000 |
| Votés | 306 472 000 |

COMPTE DE CAPITAL

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES | |
| Biens d'équipement | 140 000 |
| Infrastructure stratégique | 200 000 |
| Votés | 340 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE | |
| Écoles publiques – Biens d'équipement | 500 000 |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Districts de services locaux | 1 000 000 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Hôpitaux publics – Biens d'équipement | 25 850 000 |
| MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE | |
| Remise en état de mines | 250 000 |
| Bassin hydrographique Musquash – Améliorations des biens immobiliers | 3 100 000 |
| Infrastructure du Sentier NB Trail | 750 000 |
| Votés | 4 100 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Programme d'entretien reporté | 2 286 000 |
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Canada – Nouveau-Brunswick Entente bilatérale intégrée | 15 000 000 |
| Initiative en matière d'infrastructure stratégique | 26 250 000 |
| Votés | 41 250 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services des foyers de soins – Amélioration des biens immobiliers | 9 000 000 |
| Services des foyers de soins – Entretien | 3 000 000 |
| Votés | 12 000 000 |

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE | |
| Amélioration des installations | 6 425 000 |
| Infrastructure stratégique | 4 275 000 |
| Votés | 10 700 000 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Ponts | 46 820 000 |
| Routes | 180 240 000 |
| Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités | 10 000 000 |
| Programme fédéral-provincial à frais partagés | 70 670 000 |
| Agence de gestion des véhicules | 18 000 000 |
| Travaux publics et infrastructure | 249 658 000 |
| Moins : crédits législatifs | 63 387 000 |
| Votés | 512 001 000 |

PRÊTS ET AVANCES

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES | |
| Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick | 1 600 000 |
| Programmes de prêts | 9 500 000 |
| Votés | 11 100 000 |
| OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK | |
| Aide financière à l'industrie | 50 000 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Avances de prêts aux étudiants | 69 900 000 |
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de développement | 5 000 000 |
| Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de roulement d'urgence pour les petites entreprises | 8 000 000 |
| Votés | 13 000 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Habitation | 3 224 000 |

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2019-2020, VOLUME 1

| COMPTE ORDINAIRE | Votés ($) |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE | |
| Districts scolaires | 1 807 089,72 |

| | |
|---|---|
| BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF | |
| Affaires intergouvernementales | 58 199,01 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Régimes d'assurance-médicaments | 14 726 829,86 |
| Assurance-maladie | 10 552 984,68 |
| Services de santé de la partie III | 17 823 754,98 |
| Votés | 43 103 569,52 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Développement de l'emploi | 42 308 038,35 |
| Bibliothèques publiques du N.-B. | 447 917,14 |
| Affaires postsecondaires | 14 197 675,45 |
| Votés | 56 953 630,94 |
| MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| Division de la sécurité communautaire | 501 658,72 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services de bien-être à l'enfance et de soutien aux personnes ayant un handicap | 23 144 307,52 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Entretien pendant l'hiver | 7 610 949,97 |
| COMPTE DE CAPITAL | |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Districts de services locaux | 300 106,63 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Hôpitaux publics – Biens d'équipement | 117 352,76 |
| PRÊTS ET AVANCES | |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Avances de prêts aux étudiants | 29 616,12 |

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le huitième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 11 mai 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son huitième rapport.

Le comité se réunit le 5 mai et étudie le projet de loi 38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick,* qu'il approuve sans amendement.

Le comité étudie aussi le projet de loi 40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
47, *Loi sur les emprunts de 2021* ;
48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
49 *Loi modifiant la Loi sur la prescription* ;
50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux* ;
51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images* ;
52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* ;
53, *Loi concernant la Loi sur la police* ;
54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence* ;

par l'hon. M$^{me}$ Shephard :
55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques* ;
56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux* ;

par l'hon. M^me^ Dunn :
57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation* ;

par l'hon. M^me^ Johnson :
58, *Loi sur les abeilles* ;

par l'hon. M. Steeves :
59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits* ;
60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits.*

---

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 59 et 60 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits,* la motion portant deuxième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 22

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Mitton | |
| M. Austin | M^me^ Conroy | |

Le projet de loi 59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

Est lu une deuxième fois le projet de loi suivant :

60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits.*

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits* ;
60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. D'Amours :
61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains.*

---

M. Coon donne avis de motion 64 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu qu'aucun travailleur ne devrait craindre de perdre son emploi s'il tombe malade ou doit s'occuper d'un membre de sa famille ;

attendu que la pandémie a montré clairement que les travailleurs touchant le salaire minimum faisaient un travail essentiel dans nos collectivités et ne recevaient pas un salaire équitable en contrepartie ;

attendu que les travailleurs qui font des heures supplémentaires au Nouveau-Brunswick doivent seulement être rémunérés pour ces heures supplémentaires au taux d'une fois et demie le salaire minimum, et non d'une fois et demie leur salaire ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à donner à tous les travailleurs accès à 5 jours de congé de maladie payé et à 10 jours additionnels de congé en cas d'urgence, s'il y a lieu, en raison d'une pandémie ou d'autres situations d'urgence,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'engager à porter le salaire minimum à 13 $ l'heure d'ici au 1^er^ avril 2022 et à 15 $ l'heure d'ici au 1^er^ avril 2023

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à veiller à ce que les travailleurs soient rémunérés au taux d'une fois et demie leur salaire pour les heures supplémentaires.

---

M. Austin donne avis de motion 65 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M^me^ Conroy, il proposera ce qui suit :

attendu que l'industrie forestière néo-brunswickoise utilise chaque année plus de 5 millions de mètres cubes de bois des terres de la Couronne du Nouveau-Brunswick ;

attendu que les contribuables du Nouveau-Brunswick paient la gestion de ces terres au titre de postes budgétaires qui comprennent 19 millions de dollars pour la sylviculture sur les terres de la Couronne et 20 millions de dollars additionnels en droits d'aménagement forestier versés à des sociétés privées ;

attendu que, selon *Madison's Lumber Report,* le prix des produits forestiers finis a augmenté en 2021 pour passer de 450 à plus de 1 600 dollars américains les 1 000 pmp de bois d'épinette de l'Est ou de sapin ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a modifié les règlements afin de limiter l'utilisation de bois non marqué pour des projets de construction dans la province, du bois utilisé avec succès pendant des siècles dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick pour construire des bâtiments qui existent toujours ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a pris qu'une mesure temporaire comme solution provisoire à une situation onéreuse qui prend de l'ampleur ;

attendu que le prix du bois raboté à tous les entrepôts de bois d'oeuvre dans la province a en conséquence presque quadruplé par rapport aux anciens prix de matériaux utilisés dans notre industrie de la construction, ce qui nuit actuellement à la construction de biens commerciaux ou résidentiels ainsi qu'aux investissements connexes ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement à constituer immédiatement un groupe de travail chargé de faire un remue-méninges d'idées et de solutions au cours des 60 prochains jours afin de remédier à la situation actuelle.

---

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. Melanson, propose ce qui suit :

qu'une humble adresse soit présentée à Sa Très Gracieuse Majesté la reine pour exprimer nos plus profondes condoléances à Sa Majesté à l'occasion du décès de Son Altesse Royale le prince Philip, duc d'Édimbourg, adresse conçue en ces termes :

À Sa Très Excellente Majesté la reine,
Très Gracieuse Souveraine,

Nous, serviteurs très loyaux et dévoués de Votre Majesté, parlementaires à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, qui tient séance, prions respectueusement Votre Majesté de croire à toute la sympathie des parlementaires et de la population du Nouveau-Brunswick à la suite du décès de S.A.R. le prince Philip, duc d'Édimbourg, et offrons à Votre Majesté et à tous les membres de la famille royale nos sincères condoléances.

Nous nous souvenons avec affection de Son Altesse Royale et des nombreuses visites qu'il a effectuées dans notre province par lui-même ou avec Votre Majesté, ainsi que des efforts particuliers qu'il a déployés pour rencontrer des gens du Nouveau-Brunswick issus de tous les milieux qui s'efforcent de fournir un apport précieux à leur collectivité.

Tous sont profondément attristés par le décès de Son Altesse Royale, dont l'héritage se perpétuera grâce aux milliers de jeunes qui, chaque année, se mettent au défi d'obtenir le Prix du duc d'Édimbourg. Nous rendons hommage à son service distingué en temps de guerre, à son amour et à son appui indéfectible envers Votre Majesté, à la loyauté dont il a fait preuve envers toute la population canadienne et à sa vie consacrée au service de celle-ci. (Motion 66.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 12 mai 2021, la deuxième lecture des projets de loi 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la Chambre étudie la motion 60, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 32, 34, 35, 36, 37 et 44 sera appelée.

---

Le débat reprend sur l'amendement de la motion 60, proposé le jeudi 25 mars 2021 par M$^{me}$ Mitton, appuyée par M. Coon.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Mitton | |

CONTRE : 26

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Austin |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

Le débat reprend sur la motion 60.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 60, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 39

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | M^me^ Bockus | M. K. Chiasson |
| l'hon. M. Higgs | M. Cullins | M. C. Chiasson |
| l'hon. M. Steeves | M^me^ Anderson-Mason | M. Bourque |
| l'hon. M^me^ Shephard | M. Ames | M. LePage |
| l'hon. M. Fitch | M. Carr | M. D'Amours |
| l'hon. M. Crossman | M. Arseneault | M^me^ Mitton |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Thériault | M^me^ Conroy |
| l'hon. M^me^ Dunn | M. Melanson | M. Legacy |
| l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. McKee | M. Guitard |
| l'hon. M. Allain | M^me^ Landry | M. Gauvin |
| l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ Harris | M. Mallet |
| M. Wetmore | M. Coon | M. Landry |
| M^me^ S. Wilson | M. LeBlanc | M. Arseneau |

CONTRE : 7

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Cardy | M. Austin |
| l'hon. M. Flemming | M. Hogan | |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Turner | |

---

À la suite du débat ajourné sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* la motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 34 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 6 (31 mars 2021) ;
rapport du ministère du Développement social fondé sur les recommandations du rapport de la vérificatrice générale sur les foyers de groupes et placements spécialisés (décembre 2019) (1^er^ avril 2021) ;

rapport annuel du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance pour 2019-2020 (12 avril 2021) ;
rapport annuel de la Société des loteries et des jeux du Nouveau-Brunswick pour 2018-2019 (16 avril 2021) ;
renseignements concernant la modification des droits relatifs aux loyers des terres de la Couronne prévus au *Règlement sur l'administration des terres de la Couronne – Loi sur les terres et forêts de la Couronne* (*Loi sur les droits à percevoir*) (16 avril 2021) ;
plan d'activités de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick pour 2021-2022 (23 avril 2021) ;
rapport annuel de la Société de Kings Landing pour 2019-2020 (5 mai 2021).

Jour de séance 25 le mercredi 12 mai 2021

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. K. Chiasson a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a employé le mot « vérité » par rapport à une réponse de l'hon. M. Allain. M. K. Chiasson se rétracte.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à respecter la résolution du Grand Conseil Wolastoq visant à mettre fin au financement du développement de petits réacteurs nucléaires modulaires. (Pétition 9.)

---

M. Austin (Fredericton-Grand Lake) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à prendre des mesures d'atténuation des inondations à Chipman. (Pétition 10.)

---

M. Coon donne avis de motion 67 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu qu'une personne célibataire bénéficiaire de l'assistance transitoire reçoit 564 $ par mois ;

attendu que, d'après le Front commun pour la justice sociale, le coût de la vie à Moncton varie d'au moins 1 262 $ à 1 302 $ par mois pour une personne célibataire ;

attendu qu'une personne célibataire bénéficiaire de prestations prolongées reçoit 697 $ par mois ;

attendu que, d'après le Front commun pour la justice sociale, le coût de la vie à Moncton varie d'au moins 1 368 $ à 1 408 $ par mois pour une personne célibataire ayant une mobilité réduite ;

attendu qu'une famille de quatre personnes bénéficiant de l'assistance transitoire reçoit 995 $ par mois ;

attendu que, d'après le Human Development Council, un revenu mensuel de 5 932 $ est nécessaire pour qu'une famille de quatre personnes vivant à Fredericton puisse subvenir à ses besoins et que, comparativement, cette somme s'élève à 5 744 $ pour une famille vivant à Saint John, à 5 556 $ pour une famille vivant à Moncton et à 5 431 $ pour une famille vivant à Bathurst ;

attendu que, sous réserve d'exclusions précises, le gouvernement ne permet pas à l'heure actuelle aux bénéficiaires d'aide sociale de partager un logement ;

attendu que la réglementation gouvernementale sur les exemptions salariales décourage les bénéficiaires d'aide sociale d'accepter plus de quelques heures de travail par mois ;

attendu que le gouvernement oblige actuellement les personnes âgées bénéficiaires d'aide sociale à toucher leur pension au titre du Régime de pensions du Canada à l'âge de 60 ans, ce qui donne lieu à une pension réduite ;

attendu que le revenu provenant d'un emploi, la pension d'invalidité et les prestations de survivant sont récupérés auprès des bénéficiaires d'aide sociale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à modifier le Règlement 95-61 pris en vertu de la *Loi sur la sécurité du revenu familial* afin de faire passer de 150 $ à 500 $ par mois le montant du revenu provenant d'un emploi qui est exclu du calcul,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à éliminer la Politique sur le revenu du ménage,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à augmenter immédiatement les taux d'aide sociale afin de réduire le nombre de personnes vivant dans la pauvreté

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à réaliser avec la participation du gouvernement fédéral un projet pilote sur la garantie d'un revenu de base pour les personnes du Nouveau-Brunswick qui ont un handicap.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 13 mai 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : projet de loi 61 et motion 49.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, après la troisième lecture, la deuxième lecture des projets de loi 35, 36, 37, 44, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 soit appelée.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire.*

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport sur la révision opérationnelle de la *Loi sur la surveillance pharmaceutique,* juin 2020 (10 mai 2021) ;
réponses aux pétitions 5 et 7 (10 mai 2021).

Jour de séance 26 le jeudi 13 mai 2021

*10 h*

Prière.

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M. Carr :
62, *Loi modifiant la Loi relative à la compagnie Keystone General Insurance Company.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

Il est unanimement convenu de revenir aux déclarations de ministres.

---

M. Arseneau donne avis de motion 68 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu que, selon les estimations, des compagnies canadiennes évitent de payer chaque année au moins de 6 à 8 milliards de dollars d'impôt fédéral sur le revenu ;

attendu que, en 2016, Statistique Canada signalait que les compagnies Irving étaient détenues par huit sociétés de portefeuille extraterritoriales, situées aux Bermudes, soit un paradis fiscal notoire où le taux d'imposition sur le revenu des sociétés est de 0 % ;

attendu que, en 2018, il a été annoncé que Services Nouveau-Brunswick et le ministère des Finances s'employaient à la création d'un registre de la propriété effective au Nouveau-Brunswick ;

attendu que, pendant la période des questions orales du 19 décembre 2019, le premier ministre a dit que le gouvernement envisageait « d'apporter des modifications sur la propriété réelle dans le contexte d'une modernisation possible de la *Loi sur les corporations commerciales* » ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à interdire l'octroi d'aide financière à toute compagnie reconnue pour avoir recours aux paradis fiscaux afin d'éviter de payer de l'impôt provincial ou fédéral sur le revenu

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à déposer une mesure législative visant à mettre en place d'ici au 31 décembre 2021 un registre de la propriété effective accessible au public.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 37, 44, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 35 et 36 soit appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 37, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 37 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 37, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 44, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 44 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 44, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 47, *Loi sur les emprunts de 2021,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 47 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 47, *Loi sur les emprunts de 2021,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h 2.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un certain laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de passer aux affaires émanant de l'opposition.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. M^me^ Shephard, appuyée par l'hon. M. Savoie, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 15 h 5, reprend à 15 h 20. Le président de la Chambre est au fauteuil.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est adopté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | |

CONTRE : 22

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. Coon | M^me^ Mitton | |
| M. Austin | M^me^ Conroy | |

Le débat ajourné reprend sur la motion 49, proposée le jeudi 25 mars 2021 par M. D'Amours, appuyé par M. McKee.

Le débat se termine. La motion 49, mise aux voix, est adoptée.

La séance est levée à 17 h 59.

Jour de séance 27 le vendredi 14 mai 2021

*9 h*

Prière.

M. Coon donne avis de motion 69 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M. Arseneau, il proposera ce qui suit :

attendu que les changements climatiques ont déjà des effets négatifs au Nouveau-Brunswick et que, si on n'y remédie pas, ils auront des effets dévastateurs sur l'environnement, l'économie et la société de la province, et ce, à tous les égards ;

attendu que le secteur des transports est actuellement l'un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre au Nouveau-Brunswick, étant responsable de 28 % des émissions totales ;

attendu que, au Nouveau-Brunswick, les voitures et les camions consomment chaque année plus de 1,1 milliard de litres d'essence et rejettent dans l'atmosphère plus de 2,5 millions de tonnes de dioxyde de carbone ;

attendu que la transition vers un véhicule électrique peut diminuer sa contribution aux changements climatiques, les phénomènes météorologiques extrêmes et les problèmes de santé liés au smog, car elle permet de réduire d'environ 80 % les émissions de dioxyde de carbone ;

attendu que le gouvernement n'est pas parvenu à atteindre la cible énoncée dans le Plan d'action sur les changements climatiques du Nouveau-Brunswick, c'est-à-dire d'avoir 2 500 véhicules électriques sur nos routes, car il y a actuellement environ 730 véhicules électriques sur nos routes ;

attendu que le gouvernement n'est pas parvenu à mettre en oeuvre une stratégie relative aux véhicules électriques où sont précisés les incitatifs, la réglementation, les politiques, les programmes et les infrastructures de recharge nécessaires à l'atteinte des cibles provinciales en matière de véhicules électriques ;

attendu que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a annoncé des incitatifs de 3 000 $ à l'achat d'un véhicule électrique neuf et de 2 000 $ à l'achat d'un véhicule électrique usagé, ce qui s'ajoute au rabais du fédéral ;

attendu que le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a annoncé un rabais semblable, soit un incitatif de 5 000 $ à l'achat d'un véhicule électrique neuf ou usagé ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à accorder des rabais à l'achat d'un véhicule électrique neuf ou usagé afin d'atteindre la cible provinciale qui consiste à avoir 20 000 véhicules électriques sur nos routes d'ici à 2030,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à collaborer avec les municipalités et les gouvernements locaux afin d'offrir des solutions de rechange plus propres en matière de transport, comme les véhicules électriques, le transport collectif, le covoiturage, le conavettage, la bicyclette et la marche

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à favoriser la planification du transport collectif à l'échelle régionale afin de coordonner les itinéraires et d'améliorer l'accès.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 35, 36, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 soit appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire.*

Après un certain laps de temps, M[me] Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, M. Arseneault, appuyé par M. Bourque, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois puisqu'il présente un risque pour les enfants, ce qui est contraire à une bonne politique publique et inacceptable. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 11 h 35, reprend à 11 h 41.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 14 h.

Jour de séance 28 le mardi 18 mai 2021

*13 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle. Le président de la Chambre rappelle à ces parlementaires d'activer leur micro et leur vidéo lorsqu'ils veulent prendre la parole.

---

La séance, suspendue à 13 h 8 en raison d'ennuis techniques liés au système audio et d'interprétation, reprend à 13 h 19.

---

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Melanson a désigné nommément l'hon. M. Cardy et a parlé de la présence ou de l'absence du ministre à la Chambre. M. Melanson retire la première observation. Le président de la Chambre statue que le deuxième rappel au Règlement n'est pas bien fondé puisqu'il était fait référence à la participation virtuelle.

---

M. Carr demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par M. Hogan, la motion suivante :

que, par dérogation à l'horaire de séance actuel, prescrit au paragraphe 29(1) du Règlement et par ordre spécial de la Chambre adopté le 18 novembre 2020, la Chambre, le mardi, le mercredi et le jeudi, puisse aussi siéger de 19 h à 22 h ;

que cet ordre spécial entre en vigueur le mardi 18 mai 2021 et le demeure pour le reste de la première session de la 60e législature. (Motion 70.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 70 sera proposée le vendredi 21 mai 2021.

---

M. Coon donne avis de motion 71 portant que, le jeudi 27 mai 2021, appuyé par Mme Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu que le système de soins de santé mentale au Nouveau-Brunswick ne répond pas aux besoins de la population en raison des longues listes d'attente, des problèmes d'accès et du sous-financement ;

attendu que la pandémie de COVID-19 a exacerbé le stress et l'anxiété des gens du Nouveau-Brunswick, causant ainsi des niveaux alarmants de désespoir et d'idées suicidaires ainsi qu'un sentiment d'impuissance parmi la population ;

attendu que des défis se posent en matière d'accessibilité aux services de santé mentale au Nouveau-Brunswick, où le temps d'attente pour obtenir des services peut durer de 6 à 18 mois ;

attendu que le suicide demeure la deuxième cause de décès au Canada chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans et que le Nouveau-Brunswick enregistre le taux de suicide le plus élevé par habitant au Canada ;

attendu que le Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse a constaté qu'il n'y a pas au Nouveau-Brunswick de stratégie provinciale efficace de prévention du suicide chez les jeunes ;

attendu que l'Association canadienne pour la santé mentale du Nouveau-Brunswick estime que, au cours de la dernière année, le pourcentage de la population provinciale ayant des idées de suicide ou d'automutilation est passé d'environ 2 % à 10 % ;

attendu que l'Association canadienne pour la santé mentale recommande de porter les dépenses en santé mentale à 9 % du budget total de la santé, mais que le gouvernement provincial, dans son budget 2021-2022, n'a affecté que 5,5 % du budget total de la santé à cet égard ;

attendu que, en 2019, l'Assemblée législative a exhorté le gouvernement à créer un poste de défenseur en matière de santé mentale, mais que ce poste n'a pas encore été créé ;

attendu qu'il y a une pénurie chronique de psychologues scolaires immatriculés, si bien que 23 des 38 postes financés dans le secteur anglophone sont vacants et que 14 des 38 postes financés dans le secteur francophone sont vacants ;

attendu que les pénuries constantes de personnel ont entraîné au Moncton Hospital la fusion de l'unité de mieux-être jeunesse, qui comptait 4 lits, avec l'unité psychiatrique provinciale pour enfants et adolescents, ce qui a réduit de 10 à 6 le total de lits destinés à des jeunes en crise ;

attendu qu'un système central de gouvernance du programme de prestation des services intégrés permettrait le partage en temps opportun de renseignements et de ressources financières entre les partenaires du programme afin de répondre convenablement aux besoins d'un enfant ;

attendu que la mort de Lexi Daken, âgée de 16 ans, qui s'est suicidée après avoir attendu plus de huit heures à l'urgence afin de consulter un psychiatre, mais en vain, a suscité des demandes pour que le gouvernement

du Nouveau-Brunswick transforme le système de soins de santé mentale, en particulier la prestation des services aux jeunes ;

attendu que, en réponse à la crise liée à la santé mentale et aux dépendances au Nouveau-Brunswick, le gouvernement provincial a institué un plan d'action interministériel quinquennal visant les dépendances et la santé mentale, grâce auquel 14 cliniques de santé mentale ouvriront dans la province ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à ajouter aux cliniques sans rendez-vous spécialisées en santé mentale qui ouvriront dans la province des services d'urgence en santé mentale qui seront disponibles 24 heures sur 24,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'engager à porter à 9 % la proportion des dépenses en santé consacrées à la santé mentale

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à créer un nouveau ministère responsable des services à l'enfance et à la jeunesse et à lui confier le mandat législatif d'assurer l'intégration de services à l'enfance et à la jeunesse dans tous les ministères et organismes gouvernementaux.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre étudie la motion 61, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 36, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58 et 35 sera appelée.

---

Conformément à l'avis de motion 61, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, conformément au paragraphe 39(1) de la *Loi sur l'Assemblée législative,* l'Assemblée législative enjoigne au Comité d'administration de l'Assemblée législative de constituer un comité chargé d'examiner les traitements et les avantages des députés que prévoit la *Loi sur l'Assemblée législative* ainsi que les traitements et les avantages des députés qui se sont vu confier des responsabilités sous le régime de la *Loi sur le Conseil exécutif.*

La question proposée, il s'élève un débat.

M. Arseneau invoque le Règlement ; il soutient que M. Carr a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a employé l'expression « induire en erreur les gens du Nouveau-Brunswick » en parlant de M. Arseneau. M. Carr se rétracte.

Le débat se termine. La motion 61, mise aux voix, est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 29 le mercredi 19 mai 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le neuvième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 19 mai 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son neuvième rapport.

Le comité se réunit le 18 mai et étudie le projet de loi 40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité étudie aussi le projet de loi 47, *Loi sur les emprunts de 2021,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Coon donne avis de motion 72 portant que, le jeudi 27 mai 2021, appuyé par M. Arseneau, il proposera ce qui suit :

attendu qu'Énergie NB a atteint son objectif visant à ce que 40 % des kilowattheures d'électricité vendue dans la province avant le 31 décembre 2020 proviennent de sources renouvelables ;

attendu qu'Énergie NB n'a plus d'objectif en matière d'énergie renouvelable ;

attendu que le Maine, dont 40 % de l'énergie dont l'état a besoin provient de sources renouvelables, vise à ce que 80 % de son énergie provienne de sources renouvelables d'ici à 2030 et 100 % d'ici à 2050 ;

attendu que la Nouvelle-Écosse est résolue à ce que tous ses bureaux gouvernementaux soient alimentés en électricité de sources renouvelables d'ici à 2025 ;

attendu que les municipalités et les Premières Nations du Nouveau-Brunswick pourraient utiliser de l'énergie renouvelable peu coûteuse dans leurs activités administratives, mais que des dispositions de la *Loi sur l'électricité* les en empêchent ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à actualiser les normes du portefeuille lié à l'énergie renouvelable prévues par le *Règlement sur l'électricité issue de ressources renouvelables* (2015-60) pris en vertu de la *Loi sur l'électricité,* en fixant des objectifs visant à ce que 80 % de l'électricité du réseau provienne de sources renouvelables d'ici à 2030 et 100 % d'ici à 2050,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à déposer un plan pour atteindre la carboneutralité dans ses activités d'ici à 2030

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à réduire les obstacles à la production d'énergie verte en autorisant les municipalités et les Premières Nations à acheter directement de l'énergie renouvelable produite à petite échelle au Nouveau-Brunswick pour l'utiliser dans leurs activités administratives.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 20 mai 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : projet de loi 17, puis affaire émanant d'un tiers parti.

M. Arseneau donne avis que l'affaire émanant d'un tiers parti sera le projet de loi 18.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture du projet de loi 35 soit appelée et que son étude se prolonge pendant une heure, après quoi la deuxième lecture du projet de loi 36 sera appelée et son étude se prolongera pendant une heure, puis la deuxième lecture des projets de loi 48, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 sera appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système*

*scolaire,* proposé par M. Arseneault, appuyé par M. Bourque, le vendredi 14 mai 2021.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que la période réservée à l'étude, à l'étape de la deuxième lecture, du projet de loi 35 est écoulée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie.*

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que la période réservée à l'étude, à l'étape de la deuxième lecture, du projet de loi 36 est écoulée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick.*

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

M. Guitard invoque le Règlement ; il soutient qu'il faudrait suspendre les travaux faute de quorum. La vice-présidente de la Chambre statue que le quorum est atteint.

M. Carr invoque le Règlement, il soutient qu'il ne devrait pas être permis à M^me^ Landry de poursuivre son discours, car elle a quitté la Chambre pendant le rappel au Règlement de M. Guitard. La vice-présidente de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé puisqu'elle a déjà accordé la parole à la députée pour que celle-ci poursuive son discours.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 48 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 26

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M[me] Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M[me] Dunn | M[me] Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M[me] Shephard | l'hon. M[me] Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M[me] Johnson | M. Turner |
| l'hon. M[me] M. Wilson | M. Wetmore | M. Austin |
| l'hon. M. Crossman | M[me] S. Wilson | M[me] Conroy |
| l'hon. M. Holland | M[me] Bockus | |

CONTRE : 19

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Guitard |
| M[me] Thériault | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. Melanson | M. Bourque | M. Mallet |
| M. McKee | M. LePage | M. Landry |
| M[me] Landry | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M[me] Harris | M[me] Mitton | |
| M. Coon | M. Legacy | |

Le projet de loi 48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 49, *Loi modifiant la Loi sur la prescription,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 49 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 49, *Loi modifiant la Loi sur la prescription,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 50 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 30 le jeudi 20 mai 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 35 et 36 soit appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images.*

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de passer aux affaires émanant de l'opposition.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 17 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 44

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | M[me] S. Wilson | M. Coon |
| l'hon. M. Savoie | M[me] Bockus | M. LeBlanc |
| l'hon. M. Steeves | M. Cullins | M. K. Chiasson |
| l'hon. M[me] Shephard | M[me] Anderson-Mason | M. Bourque |
| l'hon. M. Flemming | M. Hogan | M. LePage |
| l'hon. M. Fitch | M. Stewart | M. D'Amours |
| l'hon. M[me] M. Wilson | M. Ames | M[me] Mitton |
| l'hon. M. Crossman | M. Carr | M[me] Conroy |
| l'hon. M. Holland | M. Turner | M. Legacy |
| l'hon. M[me] Green | M. Arseneault | M. Guitard |
| l'hon. M[me] Dunn | M[me] Thériault | M. Gauvin |
| l'hon. M[me] Scott-Wallace | M. Melanson | M. Mallet |
| l'hon. M. Allain | M. McKee | M. Landry |
| l'hon. M[me] Johnson | M[me] Landry | M. Arseneau |
| M. Wetmore | M[me] Harris | |

Le projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* est en conséquence lu une deuxième fois.

L'hon. M. Savoie, appuyé par M. Arseneault, propose ce qui suit :

que, conformément au paragraphe 42.2(6) du Règlement, le projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 18, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 31 le vendredi 21 mai 2021

*9 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

Après les questions orales, M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que l'hon. M^me^ Shephard a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'elle a employé l'expression « tout gâcher ». Le président de la Chambre demande aux parlementaires de rehausser le niveau des débats.

---

M. McKee (Moncton-Centre) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à ne pas combiner les services fournis par l'Hôpital régional Dr-Georges-L.-Dumont et le Moncton Hospital. (Pétition 11.)

---

M. D'Amours donne avis de motion 73 portant que, le jeudi 27 mai 2021, appuyé par M. Arseneault, il proposera ce qui suit :

attendu que, selon l'Association des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick, le Syndicat des infirmières et infirmiers et la direction générale de chaque régie de la santé, une grande pénurie de personnel infirmier se fait sentir dans la province, laquelle entraînera de graves conséquences pour notre système de santé si aucune mesure n'est prise pour y remédier ;

attendu que les régies de la santé ont indiqué à un comité parlementaire qu'il y avait chaque année dans la province une pénurie de 520 infirmières et infirmiers ;

attendu que, selon les estimations, il y aura au cours des cinq prochaines années une pénurie de plus de 5 000 infirmières et infirmiers ;

attendu que le gouvernement Higgs a agi de façon inconcevable en réduisant de 9 millions de dollars les fonds consacrés à la formation en sciences infirmières ;

attendu que, malgré les preuves montrant que les membres du personnel infirmier au Nouveau-Brunswick comptent parmi les moins bien payés du Canada et les statistiques indiquant que des membres du personnel infirmier et des diplômés en sciences infirmières quittent le Nouveau-Brunswick pour aller travailler dans d'autres provinces où ils sont mieux rémunérés, les conventions concernant le personnel infirmier et le personnel infirmier auxiliaire autorisé n'ont pas été réglées et le premier

ministre semble résolu à éviter de verser au personnel infirmier un salaire concurrentiel ;

attendu que, ailleurs, des incitatifs sont offerts au personnel infirmier et aux diplômés en sciences infirmières, mais qu'il ne semble y avoir aucun plan exhaustif visant à attirer des infirmières et des infirmiers au Nouveau-Brunswick et à assurer le maintien en poste du personnel ;

attendu que la pénurie de personnel infirmier a entraîné des réductions ou des interruptions temporaires de services dans des hôpitaux de la province ;

attendu que, en raison de la pénurie de personnel infirmier, les services hospitaliers ont été réduits notamment par une mesure visant à rediriger vers le Moncton Hospital des ambulances devant se rendre à l'Hôpital Dr Georges L. Dumont, par l'interruption des services de psychiatrie à l'hôpital de Campbellton aux fins de réaffectation du personnel infirmier, par l'interruption des services de pédiatrie à l'hôpital de Miramichi aux fins de réaffectation des ressources infirmières, par l'interruption temporaire des services d'obstétrique à l'hôpital de Bathurst en raison d'une pénurie de personnel infirmier, par l'interruption pendant 14 mois des services d'obstétrique à l'hôpital de Campbellton et par la suppression de lits à l'Hôpital régional de Saint John en raison d'une pénurie de personnel infirmier ;

attendu que, malgré la crise causée par la pénurie de personnel infirmier, le gouvernement n'a rien fait pour y remédier, ce qui entraîne la formulation d'hypothèses selon lesquelles le premier ministre prévoirait réduire ou supprimer de façon permanente des services dans des hôpitaux de la province et se servir de la pénurie de personnel infirmier pour justifier la mesure ;

attendu que le premier ministre a dit aux travailleurs des foyers de soins qui demandaient un meilleur salaire que, s'ils voulaient un tel salaire, il faudrait alors aller en Alberta ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre à remédier immédiatement à la pénurie de personnel infirmier en mettant en oeuvre des initiatives comme le versement d'un salaire concurrentiel au personnel infirmier et au personnel infirmier auxiliaire autorisé, l'investissement dans un nombre accru de places en sciences infirmières et la présentation d'un programme exhaustif d'incitatifs pour attirer des infirmières et des infirmiers au Nouveau-Brunswick et maintenir en poste le personnel

et que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre à renoncer à tout projet de réduction des services hospitaliers dans la province qu'il tenterait de justifier en raison de la crise liée à la pénurie de personnel infirmier que son gouvernement n'a pas eu la volonté de régler.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre étudie une motion d'ajournement, après quoi la troisième lecture du projet de loi 40 sera appelée, puis la deuxième lecture des projets de loi 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 35 et 36 sera appelée.

---

Sur la motion de l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, il est résolu ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au mardi 1er juin 2021, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle ou que l'ajournement doit se poursuivre au-delà du mardi 1er juin 2021, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date, ou en indiquant dans cet avis que l'ajournement doit se poursuivre jusqu'à nouvel ordre, lequel sera donné par le président ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images.*

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 51 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 52 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 53, *Loi concernant la Loi sur la police,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 53 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 53, *Loi concernant la Loi sur la police,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 54 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 55 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est

ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 56 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 57 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 58, *Loi sur les abeilles,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 58 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 58, *Loi sur les abeilles,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance est levée à 13 h 25.

Jour de séance 32 le mardi 1er juin 2021

*13 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

L'hon. Mme Scott-Wallace offre ses condoléances à la famille du regretté Hazen Myers, ancien député progressiste-conservateur provincial de Kings-Est, de 1978 à 1987 et de 1991 à 1995. L'hon. M. Holder se joint à elle à cet égard.

---

Sur la demande du premier ministre, la Chambre observe un moment de silence en hommage à la vie des 215 enfants autochtones dont les corps ont été découverts sur le site d'un ancien pensionnant autochtone à Kamloops, en Colombie-Britannique.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le dixième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 1er juin 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son dixième rapport.

Le comité se réunit les 19, 25, 26, 27 et 28 mai et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

33, *Loi modifiant la Loi sur les assurances* ;
34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
37, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune* ;
41, *Loi modifiant la Loi sur les sports de combat* ;
44, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public* ;
47, *Loi sur les emprunts de 2021* ;
48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux* ;
51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images* ;
52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* ;
53, *Loi concernant la Loi sur la police* ;
54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence* ;
57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation* ;

58, *Loi sur les abeilles.*

Le comité étudie aussi les projets de loi suivants, qu'il approuve avec certains amendements :

32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
49, *Loi modifiant la Loi sur la prescription.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 17, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le troisième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 1er juin 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son troisième rapport de la session.

Le comité se réunit le 1er juin 2021 à la Chambre du Conseil législatif et étudie le projet de loi 62, *Loi modifiant la Loi relative à la compagnie Keystone General Insurance Company,* dont il recommande à la Chambre l'adoption sans amendement.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
(signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. D'Amours :
63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques.*

Mme Mitton donne avis de motion 74 portant que, le jeudi 10 juin 2021, appuyée par M. Coon, elle proposera ce qui suit :

attendu que les soins palliatifs constituent un élément important du continuum de soins et que, à l'heure actuelle, le gouvernement provincial n'en tient pas suffisamment compte et ne leur accorde pas suffisamment de financement ni de ressources ;

attendu que de 80 % à 85 % des personnes recevant des soins palliatifs ont reçu un diagnostic de cancer ;

attendu que le Nouveau-Brunswick affiche le plus haut taux de décès à l'hôpital du Canada, puisque 80 % des patients atteints d'un cancer terminal sont admis à l'hôpital pour les deux dernières semaines de leur vie, comparativement à la moyenne canadienne de 60 % ;

attendu que des soins palliatifs de qualité procurent aux patients et à leur famille les soins dont ils ont besoin, quand ils le veulent et à l'endroit de leur choix, et qu'ils constituent une utilisation efficace des fonds destinés aux soins de santé, ce qui assure une plus grande viabilité du système de santé ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fournir un financement additionnel pour ajouter dans toute la province du personnel en soins spécialisés, comme du personnel infirmier en soins palliatifs, des travailleurs sociaux en soins palliatifs, des professionnels en soins primaires, des professionnels du Programme extra-mural, du personnel infirmier auxiliaire autorisé, du personnel en soins à domicile, du personnel de soutien et des travailleurs paramédicaux,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à investir des ressources afin d'assurer la prestation de soins palliatifs à domicile ainsi que dans les établissements de soins de longue durée et afin d'accroître les effectifs, la quantité d'équipements et les ressources pour permettre aux centres de soins palliatifs d'améliorer leur capacité communautaire,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à renforcer le soutien offert aux proches aidants, surtout en matière de deuil, ainsi qu'à sensibiliser les gens du Nouveau-Brunswick et leur communiquer les ressources disponibles dans la collectivité,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire le point sur l'état d'avancement de la stratégie en matière de soins palliatifs au Nouveau-Brunswick et d'en faire rapport, ce qui comprend la mise en oeuvre des cinq piliers stratégiques, des plans d'action, des politiques, des programmes et des services, ainsi qu'à faire le point sur l'avancement des travaux du Comité consultatif provincial des soins palliatifs d'ici au 31 décembre 2021,

et que l'Assemblée législative exhorte la ministre de la Santé à déposer à l'Assemblée législative tous les trois ans un rapport sur l'état des soins palliatifs au Nouveau-Brunswick.

---

L'hon. M. Savoie demande le consentement unanime pour que soit appelée sur-le-champ la deuxième lecture du projet de loi 63. Le consentement unanime est refusé.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 35 et 36 soit appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* proposé par M. Arseneault, appuyé par M. Bourque, le vendredi 14 mai 2021.

Après un certain laps de temps, Mme Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 10 (27 mai 2021).

Jour de séance 33 le mercredi 2 juin 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 3 juin 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : affaire émanant d'un autre parti, puis motion 73.

M. Arseneau donne avis que l'affaire émanant d'un tiers parti sera le projet de loi 18.

---

L'hon. M. Holder, leader parlementaire adjoint du gouvernement, reporte la troisième lecture de plusieurs projets de loi au vendredi 4 juin 2021 et annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture du projet de loi 35 soit appelée et que son étude se prolonge pendant une heure, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 35 et 36 sera appelée si leur étude n'est pas déjà terminée.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* proposé par M. Arseneault, appuyé par M. Bourque, le vendredi 14 mai 2021.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté.

Le débat reprend.

Après un certain laps de temps, M^me^ Mitton, appuyée par M. Coon, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. »

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que la période réservée à l'étude, à l'étape de la deuxième lecture, du projet de loi 35 est écoulée.

---

La séance, suspendue à 12 h 5, reprend à 13 h 5.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie.*

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 36 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* proposé par M^me^ Mitton, appuyée par M. Coon, plus tôt au cours de la séance.

Après un laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 34 le jeudi 3 juin 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture du projet de loi 35 soit appelée, après quoi les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* proposé par M^me^ Mitton, appuyée par M. Coon, le mercredi 2 juin 2021.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h. M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, est au fauteuil.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. Bourque | M. Gauvin |
| M. McKee | M. LePage | M. Mallet |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Landry |
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Arseneau |
| M. Austin | M^me^ Conroy | |

CONTRE : 23

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | |

Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion portant que le projet de loi 35 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M. Hogan |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Ames |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Austin |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. Bourque | M. Gauvin |
| M. McKee | M. LePage | M. Mallet |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Landry |
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Arseneau |

Le projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance, suspendue à 14 h, reprend à 14 h 30. Le président de la Chambre est au fauteuil.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 18, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation.*

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 18 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Guitard |
| M. Melanson | M. Bourque | M. Gauvin |
| M. McKee | M. LePage | M. Mallet |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Landry |
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Arseneau |

CONTRE : 28

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M. Hogan |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Stewart |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Austin |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |
| l'hon. M. Holland | M. Cullins | |

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Austin propose un amendement au projet de loi. Le président statue que l'amendement est irrecevable.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 63 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* est en conséquence lu une deuxième fois.

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, conformément au paragraphe 42.2(6) du Règlement, le projet de loi 63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques,* soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales.*

Après un certain laps de temps, M. Arseneault, appuyé par M. K. Chiasson, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est adopté.

---

Conformément à l'avis de motion 73, M. D'Amours, appuyé par M. Arseneault propose ce qui suit :

attendu que, selon l'Association des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick, le Syndicat des infirmières et infirmiers et la direction générale de chaque régie de la santé, une grande pénurie de personnel infirmier se fait sentir dans la province, laquelle entraînera de graves conséquences pour notre système de santé si aucune mesure n'est prise pour y remédier ;

attendu que les régies de la santé ont indiqué à un comité parlementaire qu'il y avait chaque année dans la province une pénurie de 520 infirmières et infirmiers ;

attendu que, selon les estimations, il y aura au cours des cinq prochaines années une pénurie de plus de 5 000 infirmières et infirmiers ;

attendu que le gouvernement Higgs a agi de façon inconcevable en réduisant de 9 millions de dollars les fonds consacrés à la formation en sciences infirmières ;

attendu que, malgré les preuves montrant que les membres du personnel infirmier au Nouveau-Brunswick comptent parmi les moins bien payés du Canada et les statistiques indiquant que des membres du personnel infirmier et des diplômés en sciences infirmières quittent le Nouveau-Brunswick pour aller travailler dans d'autres provinces où ils sont mieux rémunérés, les conventions concernant le personnel infirmier et le personnel infirmier auxiliaire autorisé n'ont pas été réglées et le premier

ministre semble résolu à éviter de verser au personnel infirmier un salaire concurrentiel ;

attendu que, ailleurs, des incitatifs sont offerts au personnel infirmier et aux diplômés en sciences infirmières, mais qu'il ne semble y avoir aucun plan exhaustif visant à attirer des infirmières et des infirmiers au Nouveau-Brunswick et à assurer le maintien en poste du personnel ;

attendu que la pénurie de personnel infirmier a entraîné des réductions ou des interruptions temporaires de services dans des hôpitaux de la province ;

attendu que, en raison de la pénurie de personnel infirmier, les services hospitaliers ont été réduits notamment par une mesure visant à réacheminer vers le Moncton Hospital des ambulances devant se rendre à l'Hôpital Dr Georges L. Dumont, par l'interruption des services de psychiatrie à l'hôpital de Campbellton aux fins de réaffectation du personnel infirmier, par l'interruption des services de pédiatrie à l'hôpital de Miramichi aux fins de réaffectation des ressources infirmières, par l'interruption temporaire des services d'obstétrique à l'hôpital de Bathurst en raison d'une pénurie de personnel infirmier, par l'interruption pendant 14 mois des services d'obstétrique à l'hôpital de Campbellton et par la suppression de lits à l'Hôpital régional de Saint John en raison d'une pénurie de personnel infirmier ;

attendu que, malgré la crise causée par la pénurie de personnel infirmier, le gouvernement n'a rien fait pour y remédier, ce qui entraîne la formulation d'hypothèses selon lesquelles le premier ministre prévoirait réduire ou supprimer de façon permanente des services dans des hôpitaux de la province et se servir de la pénurie de personnel infirmier pour justifier la mesure ;

attendu que le premier ministre a dit aux travailleurs des foyers de soins qui demandaient un meilleur salaire que, s'ils voulaient un tel salaire, il faudrait alors aller en Alberta ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre à remédier immédiatement à la pénurie de personnel infirmier en mettant en oeuvre des initiatives comme le versement d'un salaire concurrentiel au personnel infirmier et au personnel infirmier auxiliaire autorisé, l'investissement dans un nombre accru de places en sciences infirmières et la présentation d'un programme exhaustif d'incitatifs pour attirer des infirmières et des infirmiers au Nouveau-Brunswick et maintenir en poste le personnel

et que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre à renoncer à tout projet de réduction des services hospitaliers dans la province qu'il tenterait de justifier en raison de la crise liée à la pénurie de personnel infirmier que son gouvernement n'a pas eu la volonté de régler.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 35 le vendredi 4 juin 2021

*9 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

L'hon. M. Crossman (Hampton) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à fournir du financement afin d'améliorer certaines routes. (Pétition 12.)

---

M. Bourque donne avis de motion 75 portant que, le jeudi 10 juin 2021, appuyé par M. McKee, il proposera ce qui suit :

attendu que les conseils d'éducation de district sont les voix de nos communautés ;

attendu que les membres élus devraient être félicités pour avoir présenté leur candidature de manière désintéressée afin de servir pour l'amélioration du système éducatif ;

attendu que les membres des CED jouent un rôle clé dans l'éducation au niveau du district ;

attendu que, conformément à la *Loi sur l'éducation,* les CED sont chargés de responsabilités cruciales telles que l'élaboration et le suivi des plans d'éducation et des dépenses budgétaires, l'établissement de la politique du district et de la gouvernance, l'établissement des objectifs et des attentes, et l'évaluation des performances, pour n'en citer que quelques-unes ;

attendu que ces bénévoles dévoués connaissent leur communauté et leur école et sont les mieux placés pour fournir des commentaires et des conseils inestimables ;

attendu que, dans le passé, le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance a fait preuve de mépris à l'égard du rôle des conseils d'éducation de district, a manqué de respect à leurs membres et a menacé de les dissoudre lorsque leurs membres n'étaient pas d'accord avec lui ;

attendu que, malgré le fait que nous venons d'élire les membres des conseils d'éducation de district, le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance songe encore une fois à dissoudre les conseils d'éducation de district ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'engager à maintenir les conseils d'éducation de district avec leurs membres dûment élus.

---

M. McKee donne avis de motion 76 portant que, le jeudi 10 juin 2021, appuyé par M. Arseneault, il proposera ce qui suit :

attendu que l'ancien président d'Alcool NB Liquor et Cannabis NB a démissionné de son poste en décembre 2020 pour retourner dans le secteur privé ;

attendu que plus de cinq mois se sont écoulés depuis son départ ;

attendu que nous avons récemment appris que le président du conseil d'administration d'ANBL, qui est un agent politique conservateur bien connu, a soutenu la candidature du premier ministre lors de la course à la direction et a agi à titre d'agent officiel, a décidé que la prochaine personne assurant la présidence ne serait pas engagée avec l'aide d'une agence professionnelle indépendante spécialisée dans le recrutement de cadres ;

attendu que, pour un rôle aussi important dans la gestion d'une société générant des recettes de 500 millions de dollars par année, il est essentiel de veiller à ce que la personne la plus qualifiée soit sélectionnée et qu'il est irresponsable de ne pas recourir à une tierce partie, soit une agence professionnelle de recrutement ayant une expertise en ressources humaines ;

attendu que le président d'ANBL a la réputation d'outrepasser son autorité en tant que président du conseil d'administration en s'ingérant dans les activités quotidiennes de la société ;

attendu que l'on s'inquiète de plus en plus du fait que le président du conseil ne veut pas que les services d'une agence indépendante soient retenus parce qu'il veut influencer le résultat du processus de recrutement ;

attendu que l'on craint en outre que le processus proposé par le président du conseil ne fasse l'objet d'ingérence politique ;

attendu qu'il est nécessaire de maintenir la confiance du public à l'égard du processus de sélection et d'établir la crédibilité de la personne choisie ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'assurer que le processus de sélection des candidatures à la présidence d'ANBL et de Cannabis NB est indépendant et impartial et que les services d'une agence de recrutement tierce sont retenus pour

effectuer le recrutement, interviewer les personnes candidates et soumettre ses recommandations sur une offre d'emploi.

---

M. Coon donne avis de motion 77 portant que, le jeudi 10 juin 2021, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu que les investissements dans l'efficacité énergétique contribuent à lutter contre les changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en améliorant l'abordabilité de l'énergie pour les familles et la compétitivité des entreprises grâce à la réduction des factures d'énergie, ainsi qu'en assurant la création d'un grand nombre d'emplois à l'échelle locale ;

attendu que, depuis 2013, le gouvernement provincial a financé le Programme éconergétique pour les propriétaires à faible revenu à hauteur de 2 millions de dollars par année ;

attendu que des investissements supplémentaires dans le Programme éconergétique pour les propriétaires à faible revenu permettraient de réduire la liste d'attente, dont le temps d'attente est actuellement estimé à 12 mois environ ;

attendu que l'Île-du-Prince-Édouard prévoit investir la somme additionnelle de 5,6 millions de dollars dans son programme d'équipement écoénergétique afin que chaque ménage puisse réduire son empreinte carbone ;

attendu que la Nouvelle-Écosse a annoncé un investissement de 6,7 millions dans des incitatifs en matière d'efficacité énergétique pour des projets de logement abordable et un investissement de 3,5 millions dans des incitatifs aux petites entreprises et aux organismes sans but lucratif pour des améliorations écoénergétiques ;

attendu que, par l'intermédiaire de Efficiency One, la population de la Nouvelle-Écosse évite de produire chaque année l'équivalent de plus de 1 million de tonnes de dioxyde de carbone, réduit de 11 % sa consommation d'électricité et a économisé plus de 1 milliard de dollars en frais d'énergie ;

attendu que, au chapitre de l'efficacité énergétique, le Nouveau-Brunswick dépense 17,77 $ par ménage en situation de précarité énergétique, comparativement à 214,99 $ à l'Île-du-Prince-Édouard et à 120,88 $ en Nouvelle-Écosse ;

attendu qu'un grand programme d'améliorations visant les habitations et les entreprises serait un moteur de croissance économique pour notre province, permettrait d'accroître notre PID de 2 à 3 milliards de dollars par année et créerait entre 900 et 1 300 emplois chaque année tout en diminuant considérablement son empreinte carbone ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à instaurer des prêts sans intérêt pouvant atteindre 10 000 $ afin de fournir le capital pour que soient effectués aux maisons des travaux rentables en vue de l'amélioration de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie et de chauffage renouvelables

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à transférer les programmes d'amélioration du rendement énergétique et du chauffage à un nouvel organisme sans but lucratif conçu sur le modèle néo-écossais de Efficiency One.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, reporte la troisième lecture des projets de loi 48, 51 et 53 au mardi 8 juin 2021 et annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture aujourd'hui, la deuxième lecture du projet de loi d'intérêt privé 62 soit appelée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
33, *Loi modifiant la Loi sur les assurances* ;
34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
37, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune* ;
41, *Loi modifiant la Loi sur les sports de combat* ;
44, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public* ;
47, *Loi sur les emprunts de 2021* ;
49 *Loi modifiant la Loi sur la prescription* ;
50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux* ;
52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* ;
54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence* ;
57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation* ;
58, *Loi sur les abeilles.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi d'intérêt privé 62, *Loi modifiant la Loi relative à la compagnie Keystone General Insurance Company,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 62 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 62, *Loi modifiant la Loi relative à la compagnie Keystone General,* est en conséquence lu une deuxième fois.

---

Conformément à l'article 121 du Règlement, il est ordonné que le projet de loi d'intérêt privé 62 soit lu une troisième fois sur-le-champ.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

62, *Loi modifiant la Loi relative à la compagnie Keystone General Insurance Company.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

La séance est levée à 10 h 20.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 9 (3 juin 2021).

Jour de séance 36 le mardi 8 juin 2021

*13 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Coon a tenu des propos non parlementaires à l'endroit du premier ministre. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé et rappelle aux parlementaires d'être respectueux.

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Coon a délibérément induit la Chambre en erreur. Le président statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé et demande que l'hon. M. Savoie retire l'expression « induire en erreur » ; le député obtempère.

---

M. K. Chiasson (Tracadie-Sheila) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à restaurer les ponts de Haut-Rivière-du-Portage et de Rivière-du-Portage. (Pétition 13.)

---

M. Coon (Fredericton-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui de l'interdiction de l'épandage de glyphosate dans la gestion des forêts de la Couronne. (Pétition 14.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le onzième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 8 juin 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son onzième rapport.

Le comité se réunit le 4 juin et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques* ;
56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux* ;
63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M[me] Anderson-Mason, c.r. :
64, *Loi modifiant la Loi concernant la podiatrie* ;

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 48, 51 et 53 soit appelée.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 51 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 28

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Dunn | M. Hogan |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Cardy | M. Stewart |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Coon |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | M. Austin |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Holland | M. Cullins | |
| l'hon. M^me^ Green | M^me^ Anderson-Mason | |

CONTRE : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Guitard |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. Melanson | M. Bourque | M. Mallet |
| M. McKee | M. LePage | M. Arseneau |
| M^me^ Landry | M. D'Amours | |
| M^me^ Harris | M. Legacy | |

Le projet de loi 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 53, *Loi concernant la Loi sur la police,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 53 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 26

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M. Guitard |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |

Le projet de loi 53, *Loi concernant la Loi sur la police,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

La séance est levée à 15 h 12.

Jour de séance 37 le mercredi 9 juin 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M. K. Chiasson (Tracadie-Sheila) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à restaurer les ponts de Haut-Rivière-du-Portage et de Rivière-du-Portage. (Pétition 15.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le douzième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 9 juin 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son douzième rapport.

Le comité se réunit le 8 juin et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;
42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives* ;
43, *Loi concernant la Loi sur le Conseil exécutif et la Loi sur l'Assemblée législative.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 10 juin 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : projet de loi 63, puis motions 76 et 73.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

attendu que, à l'heure actuelle, le Nouveau-Brunswick affiche le deuxième taux d'incapacité en importance au Canada et que la vision du gouvernement consiste à éliminer les obstacles en amont et à les éviter afin d'offrir aux personnes handicapées de meilleures possibilités et un meilleur accès aux services ;

attendu que le gouvernement s'efforce de faire en sorte que les gens du Nouveau-Brunswick reçoivent des services qui sont accessibles à tous, puissent se déplacer librement dans les bâtiments et espaces publics, aient accès à toutes les possibilités d'emploi et à tous les lieux de travail accessibles, aient accès à du contenu numérique et à des technologies et se voient offrir des services et des espaces exempts d'obstacles ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre constitue le Comité spécial sur l'accessibilité au Nouveau-Brunswick, chargé de mener des consultations auprès des parties prenantes de la collectivité et des ministères oeuvrant auprès de la communauté des personnes handicapées, ainsi que de déposer à la Chambre un rapport assorti de recommandations,

que, investi des pouvoirs traditionnellement conférés en vertu du Règlement, le comité soit aussi habilité à siéger pendant les séances de la Chambre et après la prorogation, jusqu'à la session suivante, et à s'adjoindre le personnel et les spécialistes-conseils qu'il requiert

et que le comité soit composé de M^me^ Bockus, de M. Hogan, de l'hon. M. Fitch, M. Ames, de M. Cullins, de M^me^ S. Wilson, de M^me^ Thériault, de M. Bourque, de M. LePage, de M. Coon et de M^me^ Conroy. (Motion 78.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 55 et 56 soit appelée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques* ;
56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

La séance est levée à 11 h 5.

Jour de séance 38 le jeudi 10 juin 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M. K. Chiasson (Tracadie-Sheila) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à restaurer les ponts de Haut-Rivière-du-Portage et de Rivière-du-Portage. (Pétition 16.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le treizième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 10 juin 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son treizième rapport.

Le comité se réunit le 9 juin et étudie le projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon M. Holder, leader parlementaire adjoint du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, sur autorisation, la troisième lecture des projets de loi 35 et 63 soit appelée, après quoi, sur autorisation, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées de 13 h à 16 h 30.

---

Il est unanimement convenu que la troisième lecture des projets de loi 35 et 63 soit appelée sur-le-champ.

---

Il est unanimement convenu que les affaires émanant de l'opposition soient étudiées de 13 h à 16 h 30.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;
42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives* ;
43, *Loi concernant la Loi sur le Conseil exécutif et la Loi sur l'Assemblée législative.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 35 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 27

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | M. Austin |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus | M^me^ Conroy |

CONTRE : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M. Guitard |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | M. Arseneau |

Le projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Holder, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

attendu que le gouvernement affecte des fonds publics au soutien des universités du Nouveau-Brunswick dont les activités sont gérées de façon indépendante ;

attendu que les personnes représentant lesdites universités à dotation publique ont convenu de comparaître devant un comité de la Chambre pour répondre à des questions portant sur la gestion des fonds affectés et sur des sujets connexes ;

qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre constitue le Comité spécial sur les universités publiques, chargé d'inviter les personnes représentant les universités à dotation publique du Nouveau-Brunswick et les personnes représentant la Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes à comparaître devant lui pour traiter de l'administration des universités, des programmes d'études, de la mesure du rendement, de la reddition de comptes et de la transparence et pour en fournir un aperçu

et que le comité soit composé de M. Hogan, de M^me^ Bockus, de M^me^ S. Wilson, de M. Cullins, de M. Ames, de l'hon. M. Savoie, de M. C. Chiasson, de M. Legacy, de M^me^ Thériault, de M. Coon et de M^me^ Conroy. (Motion 79.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Holder, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance le vendredi 11 juin 2021, s'ajourne au mardi 2 novembre 2021, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

La séance, suspendue à 11 h 49, reprend à 13 h.

Conformément à l'avis de motion 76, M. McKee, appuyé par M. Arseneault propose ce qui suit :

attendu que l'ancien président d'Alcool NB Liquor et Cannabis NB a démissionné de son poste en décembre 2020 pour retourner dans le secteur privé ;

attendu que plus de cinq mois se sont écoulés depuis son départ ;

attendu que nous avons récemment appris que le président du conseil d'administration d'ANBL, qui est un agent politique conservateur bien connu, a soutenu la candidature du premier ministre lors de la course à la direction et a agi à titre d'agent officiel, a décidé que la prochaine personne assurant la présidence ne serait pas engagée avec l'aide d'une agence professionnelle indépendante spécialisée dans le recrutement de cadres ;

attendu que, pour un rôle aussi important dans la gestion d'une société générant des recettes de 500 millions de dollars par année, il est essentiel de veiller à ce que la personne la plus qualifiée soit sélectionnée et qu'il est irresponsable de ne pas recourir à une tierce partie, soit une agence professionnelle de recrutement ayant une expertise en ressources humaines ;

attendu que le président d'ANBL a la réputation d'outrepasser son autorité en tant que président du conseil d'administration en s'ingérant dans les activités quotidiennes de la société ;

attendu que l'on s'inquiète de plus en plus du fait que le président du conseil ne veut pas que les services d'une agence indépendante soient retenus parce qu'il veut influencer le résultat du processus de recrutement ;

attendu que l'on craint en outre que le processus proposé par le président du conseil ne fasse l'objet d'ingérence politique ;

attendu qu'il est nécessaire de maintenir la confiance du public à l'égard du processus de sélection et d'établir la crédibilité de la personne choisie ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'assurer que le processus de sélection des candidatures à la présidence d'ANBL et de Cannabis NB est indépendant et impartial et que les services d'une agence de recrutement tierce sont retenus pour effectuer le recrutement, interviewer les personnes candidates et soumettre ses recommandations sur une offre d'emploi.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, l'hon. M. Steeves, appuyé par l'hon. M. Fitch, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 76 soit amendée par la suppression des troisième, cinquième, sixième et septième paragraphes du préambule.

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est adopté.

La question est proposée au sujet de la motion 76 amendée, dont voici le texte :

attendu que l'ancien président d'Alcool NB Liquor et Cannabis NB a démissionné de son poste en décembre 2020 pour retourner dans le secteur privé ;

attendu que plus de cinq mois se sont écoulés depuis son départ ;

attendu que, pour un rôle aussi important dans la gestion d'une société générant des recettes de 500 millions de dollars par année, il est essentiel de veiller à ce que la personne la plus qualifiée soit sélectionnée et qu'il est irresponsable de ne pas recourir à une tierce partie, soit une agence professionnelle de recrutement ayant une expertise en ressources humaines ;

attendu qu'il est nécessaire de maintenir la confiance du public à l'égard du processus de sélection et d'établir la crédibilité de la personne choisie ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'assurer que le processus de sélection des candidatures à la présidence d'ANBL et de Cannabis NB est indépendant et impartial et que les services d'une agence de recrutement tierce sont retenus pour effectuer le recrutement, interviewer les personnes candidates et soumettre ses recommandations sur une offre d'emploi.

La motion 76 amendée, mise aux voix, est adoptée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 73, proposée le jeudi 3 juin 2021 par M. D'Amours, appuyé par M. Arseneault.

Le débat se termine. La motion 73, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 19

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Austin | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M. Guitard |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Mallet |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Landry |
| M^me^ Harris | M. D'Amours | |
| M. Coon | M^me^ Conroy | |

CONTRE : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Stewart |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | M. Turner |

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 16, *Loi modifiant la Loi électorale,* il s'élève un débat.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que la période réservée aux affaires émanant de l'opposition est écoulée.

---

La séance est levée à 16 h 30.

Jour de séance 39 le vendredi 11 juin 2021

*9 h*

Prière.

Conformément à la motion 60, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M. K. Chiasson (Tracadie-Sheila) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à restaurer les ponts de Haut-Rivière-du-Portage et de Rivière-du-Portage. (Pétition 17.)

---

M. Carr, du Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 11 juin 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de présenter le deuxième rapport du Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée.

Le rapport est le fruit des délibérations du comité sur la motion 52, qui porte sur l'accroissement du nombre de femmes qui se font élire députées à l'Assemblée législative.

Je remercie, au nom du comité, les particuliers et les organismes qui se sont présentés devant le comité pour fournir des renseignements sur la question. De plus, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux membres du comité pour leur contribution à l'exécution de notre mandat.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération respectueuse.

Le président du comité,
(signature)
Jeff Carr, député

Voici le texte intégral du rapport du comité :

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée demande à présenter son deuxième rapport de la session.

Le 25 mars 2021, la motion 52, proposée par Isabelle Thériault, députée de Caraquet, a été débattue et adoptée dans sa forme amendée par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. La motion 52 a pour objet d'enjoindre au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'entreprendre un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature afin de représenter les gens du Nouveau-Brunswick à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

Le 1er avril, le comité se réunit en mode virtuel et décide qu'il faudrait inviter les membres de groupes de défense des droits des femmes à fournir au comité des observations et des conseils sur les préoccupations que soulève la motion 52. Des experts sont consultés au sujet de la motion 52 à des séances tenues le 20 avril à la Chambre de l'Assemblée législative.

Au cours des séances de consultation, le comité entend les observations de six organismes de défense des intérêts des femmes et d'un expert indépendant.

Le comité se réunit de nouveau virtuellement le 30 avril et le 4 mai pour étudier les observations recueillies durant les consultations et préparer un rapport assorti de recommandations à présenter à la Chambre. Le comité tient à remercier les intervenants qui se sont présentés à la Chambre et ont fourni des renseignements supplémentaires après la présentation des exposés.

Voici un sommaire des observations recueillies sur les préoccupations que soulève la motion 52 ainsi que les recommandations présentées à la Chambre.

## MOTION 52

La motion amendée suivante, soit la motion 52, proposée par Mme Thériault, appuyée par M. McKee, a été adoptée par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick le 25 mars 2021 :

attendu qu'il est dans l'intérêt supérieur de la population du Nouveau-Brunswick que plus de femmes se fassent élire députées à l'Assemblée législative ;

attendu que les femmes sont souvent les personnes qui s'occupent principalement des enfants et qu'un obstacle majeur à la participation de plus de femmes à la sphère politique provinciale qui est souvent évoqué est le fait que les règles régissant les institutions parlementaires ne tiennent pas compte des besoins des familles ou ne permettent pas aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que de nombreuses administrations à l'échelle nationale et internationale adoptent des réformes pour que leur parlement ou institution gouvernante permette aux parents de concilier travail et famille ;

attendu que le groupe du Nouveau-Brunswick appelé Femmes pour 50 %, voué à la parité des genres à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, soutient des réformes qui sont plus favorables aux parents ;

attendu que les parlementaires britanniques ont voté pour instaurer des réformes favorables à la vie de famille, comme un régime de congé pour bébé qui assurerait des votes par procuration aux nouveaux parents à la Chambre des communes, votes qui pourraient être utilisés par leurs collègues et permettraient aux parents de prendre soin de leur famille tout en assumant leurs fonctions ;

attendu que certaines provinces autorisent les frais de garderie comme dépenses de campagne admissibles ;

attendu que des corps législatifs ont adopté des mesures pour permettre la participation aux délibérations en mode virtuel ;

attendu que d'autres administrations ont adopté des réformes concernant les responsabilités parlementaires partagées, la disponibilité de services de garde sur place, des modifications de l'horaire de séance et d'autres initiatives réduisant les obstacles à la participation à la sphère politique ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative enjoigne au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'entreprendre un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature afin de représenter les gens du Nouveau-Brunswick à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick et de présenter à l'Assemblée législative d'ici à deux mois un rapport assorti de recommandations précises.

## CONSULTATIONS AUPRÈS D'EXPERTS

**Joanna Everitt**

Joanna Everitt, professeure de sciences politiques à l'Université du Nouveau-Brunswick, campus de Saint John, est spécialiste dans les domaines de la vie politique au Canada, de l'égalité des sexes en politique et du comportement politique.

M^me^ Everitt décrit le rôle symbolique que les corps législatifs jouent dans la société et indique qu'ils devraient en conséquence donner l'exemple de par leurs pratiques éthiques et justes. Elle préconise une diversité accrue au sein des corps législatifs, car ceux-ci devraient représenter la diversité de la population qu'ils servent. Elle signale en outre qu'un plus grand nombre de femmes devraient jouer un rôle actif dans le processus législatif, par exemple, en occupant la présidence de comités. Elle insiste sur la responsabilité qui incombe à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick d'admettre ses limitations actuelles.

M^me^ Everitt indique d'ailleurs que les hommes et les femmes ne vivent pas la même expérience en tant que titulaires de poste et que la couverture médiatique à

leur égard diffère. Par exemple, les femmes subissent du harcèlement beaucoup plus que leurs homologues masculins, et, souvent, les mesures visant à contrer les remarques déplacées ne sont pas appliquées.

L'intervenante souligne le fait que l'absence de mesures incitatives ou de stratégies de recrutement à l'intention des femmes constitue l'un des principaux obstacles au recrutement d'un plus grand nombre de candidates aux élections au Nouveau-Brunswick. M^me^ Everitt précise que, selon les preuves, la mise en candidature représente la plus grande entrave à l'entrée des femmes en politique. Elle signale que le manque de mesures incitatives telles que des possibilités de garde d'enfants et des installations favorables aux familles décourage aussi les femmes, puisque ce sont souvent elles qui s'occupent principalement des enfants. Le Nouveau-Brunswick est cependant la première province du pays à avoir pris des mesures incitatives ciblant l'égalité des sexes, ce qui mérite des éloges.

**Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick**

Le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick (RFNB) est un regroupement sans but lucratif et sans affiliation politique, composé de membres individuelles et d'organismes. Il a pour mission de faire valoir les intérêts des femmes francophones du Nouveau-Brunswick ; de faire de l'action politique et de défendre les droits des femmes ; de favoriser la participation citoyenne des femmes dans toute leur diversité de provenance.

Julie Gillet, directrice générale du RFNB, présente de l'information dans une optique intersectionnelle, laquelle tient compte des formes de discrimination qui se chevauchent, surtout pour les femmes francophones, racisées ou de statut socioéconomique peu élevé. Elle souligne le fait que les femmes ne font pas toutes l'objet du même traitement, car certaines d'entre elles subissent plus de discrimination que d'autres, fait dont il importe de tenir compte dans la prise de décisions sur les politiques d'inclusion.

M^me^ Gillet signale que ses collègues et elle ont cerné trois grands obstacles à l'accès des femmes aux charges publiques : le milieu politique actuel favorise les hommes ; les femmes font plus souvent que les hommes l'objet de sexisme et de harcèlement au travail ; les femmes perçoivent la conciliation travail-vie familiale comme une lutte pour les titulaires d'une charge publique.

M^me^ Gillet indique que les questions évoquées nécessitent une approche globale et qu'il faut des solutions à court, à moyen et à long terme afin de supprimer les obstacles qui empêchent les femmes de se lancer en politique et d'y faire carrière. Elle signale en outre que le changement ne se fera pas tout seul, car il faudra d'abord changer des attitudes sociales et stéréotypes fondés sur le genre dont la portée est plus grande. Elle fait valoir que l'Assemblée législative, les partis politiques et les organes directeurs ont tous un rôle à jouer pour aborder de telles questions.

**Direction de l'égalité des femmes, Bureau du Conseil exécutif**

La Direction de l'égalité des femmes, au sein du Conseil exécutif, a été établie afin de promouvoir l'égalité des genres et de réduire la discrimination systémique, de fournir à la ministre responsable de l'Égalité des femmes de même qu'aux ministères et au gouvernement des conseils et un soutien sur des questions d'importance pour les femmes et de coordonner la mise en oeuvre des mesures et initiatives gouvernementales ayant trait à la sécurité personnelle, économique et sociale des femmes.

Yennah Hurley, sous-ministre, et Nicole McCarty, directrice des politiques et des initiatives stratégiques, font un exposé au nom de la Direction de l'égalité des femmes. Elles signalent que des études ont montré que la présence d'un plus grand nombre de femmes à des postes de direction se traduit par de meilleurs résultats économiques. Par exemple, les femmes sont actuellement surreprésentées dans les secteurs à faible rémunération. Afin d'encourager un plus grand nombre de femmes à devenir titulaires d'une charge publique, les intervenantes font valoir qu'il faut que des systèmes de soutien soient en place pour assurer leur réussite.

Il est souligné que les femmes demeurent sous-représentées aux assemblées législatives en partie à cause des attentes sociétales. Alors que les femmes représentent la moitié de la population active, on s'attend généralement à ce que ce soit elles, et non les hommes, qui s'occupent principalement des enfants et de leurs parents âgés ou d'autres membres âgés de la parenté. Toutefois, il est avancé que l'exemple d'un nombre accru de femmes titulaires d'une charge publique peut aider à combattre de tels stéréotypes fondés sur le genre.

Les intervenantes indiquent que le harcèlement fondé sur le genre constitue un obstacle de taille qui touche démesurément les femmes plus que les hommes qui présentent leur candidature. Il est aussi signalé que divers médias traitent les femmes et les hommes différemment.

De plus, les intervenantes exhortent le gouvernement à entendre des points de vue variés lorsqu'il prend des décisions importantes, car il est essentiel pour la démocratie et l'égalité de tenir compte de différentes optiques pendant le processus décisionnel.

**Femmes pour 50 %**

Femmes pour 50 % est une collaboration entre des femmes qui ont à coeur la mixité des sexes et une représentation égale des femmes à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Le groupe fournit des possibilités d'éducation, des ateliers régionaux et des guides de ressources pour les candidates qui souhaitent se lancer en politique provinciale. Les personnes suivantes interviennent au nom de Femmes pour 50 % : Roxanne Fairweather, co-présidente et co-chef de la direction d'Innovatia ; Aldéa Landry, co-présidente, présidente de Landal Inc. et ancienne ministre ; Elizabeth Weir, spécialiste de la gouvernance parlementaire et ancienne chef du Nouveau Parti démocratique provincial ; Norma Dubé, directrice de l'initiative et ancienne sous-ministre adjointe responsable de la

Direction générale de l'égalité des femmes du Bureau du Conseil exécutif du Nouveau-Brunswick.

Les intervenantes se réjouissent de l'augmentation du nombre de femmes élues au Nouveau-Brunswick, qui est passé de 22 % aux élections de 2018 à 28,5 % à celles de 2020, mais elles soulignent que beaucoup de travail reste à faire pour améliorer le climat entourant la présentation de candidatures. Seulement 10 % des femmes sont devenues candidates dans leur circonscription après avoir remporté un vote, alors que les autres ont été nommées par leur parti ou élues sans concurrence.

Il est avancé que le Nouveau-Brunswick a l'occasion de créer l'Assemblée législative la plus favorable à la vie de famille au Canada et, ce faisant, de montrer la voie à l'échelle mondiale en matière d'égalité des genres. Les intervenantes suggèrent que l'Assemblée législative envisage des façons de moderniser les politiques et de créer un milieu de travail exempt de harcèlement, de définir un langage et des communications acceptables et de lancer des programmes de formation visant à éliminer les partis pris. Elles font aussi valoir qu'un calendrier parlementaire fixe et d'autres mesures de soutien aux parents seraient utiles pour l'ensemble des parlementaires, et non seulement pour les femmes.

**À voix égales**

Les intervenantes expliquent que les femmes sont nettement sous-représentées au sein des corps législatifs au Canada et ailleurs, surtout si l'on tient compte des femmes ayant une identité intersectionnelle, notamment celles qui sont noires, autochtones ou handicapées, les personnes de couleur ou les membres de la communauté LGBTQIA2S+. Elles soulignent aussi les retombées positives d'un accroissement du nombre de femmes en politique, y compris une meilleure représentation de l'électorat et de meilleurs résultats sociaux et économiques qui ont été constatés dans les pays où le nombre d'hommes et de femmes est plus équilibré. Elles formulent des recommandations dans trois domaines : offrir un milieu de travail sûr et respectueux, instaurer des mesures favorables à la vie de famille et moderniser l'Assemblée.

Les conclusions tirées d'analyses documentaires et de consultations pancanadiennes montrent que les femmes élues subissent des niveaux élevés de harcèlement, que ce soit en personne ou en ligne. Le déséquilibre des pouvoirs et la dynamique politique intensifient les questions du harcèlement et du harcèlement sexuel. Les intervenantes soulignent que les corps législatifs doivent assurer à toutes les personnes élues et à leur personnel un milieu de travail sûr et respectueux. Il est suggéré que les politiques sur le harcèlement soient mises à jour régulièrement et que des ateliers d'actualisation des connaissances soient offerts. De plus, une politique sur la sécurité permettrait d'accroître la sécurité au travail des parlementaires ainsi que celle de leur personnel.

Les parlementaires sont exhortés à modifier les règles et politiques afin de favoriser la participation des législateurs et législatrices qui sont parents. Les intervenantes recommandent aussi que soient offertes aux parlementaires des mesures favorables à la vie de famille, comme des congés de maternité et

parentaux, des services de garderie et des dispositions visant les déplacements de la famille. La modernisation de l'Assemblée législative, ce qui comprendrait l'établissement d'un calendrier prévisible, l'instauration du vote par procuration et la participation virtuelle, permettrait aux parlementaires de mieux planifier et leur apporterait une grande souplesse pour exercer leurs fonctions tout en conciliant vie professionnelle et vie privée.

**Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick**

Le Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick est un organisme public indépendant qui offre des conseils au gouvernement sur les questions d'importance pour les femmes et qui porte à l'attention du public des questions qui intéressent et préoccupent les femmes. Le conseil est composé de membres représentant des organismes qui revendiquent l'égalité, ainsi que de membres individuels. Beth Lyons, directrice générale, fait un exposé au nom de l'organisme.

M^me^ Lyons signale que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick est composée à environ 70 % d'hommes et représente peu, voire aucunement, les personnes autochtones ou racisées, les membres de la communauté LGBTQIA2S+ et les personnes handicapées. Elle fait valoir que les causes fondamentales du manque de représentation sont les diverses formes d'oppression, y compris le patriarcat, le racisme, le colonialisme, le capacitisme et le classisme. Elle souligne la nécessité de comprendre ces formes d'oppression avant de pouvoir intervenir avec efficacité à l'égard de la sous-représentation des femmes parmi les candidatures aux postes de parlementaire. M^me^ Lyon prévient que les solutions qui s'attaquent uniquement à l'oppression fondée sur le sexe n'aideront que certaines femmes, principalement les moins marginalisées. Elle précise que les solutions qui tiennent compte de plusieurs formes d'oppression seront plus inclusives.

M^me^ Lyons fait remarquer que des questions plus larges en matière d'égalité des genres, telles que l'insécurité économique et l'accès inadéquat aux soins de santé, découragent les femmes de présenter leur candidature à une charge publique. Elle propose que l'Assemblée législative mène une analyse comparative entre les sexes, un processus d'analyse intersectionnelle visant à examiner l'influence de divers facteurs identitaires qui s'entrecroisent sur l'efficacité des initiatives gouvernementales. Elle indique que le fait de renforcer le recours à l'analyse comparative entre les sexes et d'accroître la communication au public concernant le recours du gouvernement et des comités parlementaires à ce processus permettrait de faire en sorte que ces questions plus larges soient abordées. Elle recommande en outre que les politiques et la procédure actuelles de l'Assemblée fassent l'objet d'une analyse comparative entre les sexes, car les cadres actuels sont plus favorables à la participation des hommes qu'à celle des personnes d'autres identités de genre.

**Platform**

Platform est un organisme national établi à Toronto. L'organisme a pour mission de redéfinir le paysage politique pour faire progresser les priorités des jeunes

femmes noires, autochtones ou racisées et des jeunes de diverses identités de genre. Arezoo Najibzadeh, fondatrice et directrice générale, fait un exposé en mode virtuel au comité.

M^me^ Najibzadeh signale tout d'abord que de nombreux problèmes d'inégalité, comme le racisme, la transphobie et le capacitisme, touchent démesurément les femmes, et qu'une réforme sociétale s'impose pour supprimer les obstacles à cet égard. Elle fait valoir la nécessité de créer des conditions propices à une réelle participation civique. Selon elle, il faut que les femmes puissent participer pleinement aux activités politiques et qu'elles aillent au-delà d'une participation superficielle si elles veulent représenter la population fidèlement et convenablement.

M^me^ Najibzadeh insiste aussi pour dire que la violence sexuelle ne devrait plus être parmi les attentes des femmes en politique. Elle indique qu'il faudrait mettre en oeuvre des mesures de prévention pour que le milieu de travail soit sécuritaire et que les contrevenants soient tenus pour responsables de leurs actes.

L'intervenante fait valoir que le geste le plus important que les législateurs puissent poser en appui aux femmes est de renforcer les déterminants sociaux de l'engagement civique. L'engagement civique est étroitement lié à de nombreux facteurs socioéconomiques, tels que la situation d'emploi et le niveau d'éducation. M^me^ Najibzadeh précise ensuite que le fait de s'attaquer au racisme systémique dans les communautés marginalisées ferait augmenter l'engagement civique et inciterait des groupes de personnes d'une plus grande diversité à se proposer pour représenter leur communauté.

## RECOMMANDATIONS

Le comité comprend que la motion 52 visait la réalisation d'un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature afin de représenter les gens du Nouveau-Brunswick à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick.

L'Assemblée législative a établi des politiques en matière de ressources humaines qui reconnaissent le droit des parlementaires au congé parental, qui permettent la présence de nourrissons à la Chambre, qui désignent un local privé pour le soin des nourrissons et qui prévoient l'installation de tables à langer ainsi que la délivrance d'une carte d'accès au partenaire d'un parlementaire ou à une autre personne désignée qui prend soin du nourrisson de celui-ci. S'appuyant sur l'apport reçu, et parallèlement à ces politiques, le comité recommande ce qui suit :

### 1. Milieux de travail inclusifs et sécuritaires

a. que la *Politique sur le respect en milieu de travail et le harcèlement* et le code de déontologie de l'Assemblée législative fassent l'objet d'une analyse comparative entre les sexes plus effectuée par le Comité d'administration de l'Assemblée législative et qu'un réexamen soit réalisé tous les cinq ans par la suite ;

b. que la formation sur l'analyse comparative entre les sexes plus soit obligatoire pour les parlementaires et offerte en même temps que la formation sur la *Politique sur le respect en milieu de travail et le harcèlement* ;

c. que les caucus représentés à la Chambre veillent, dans la mesure du possible, à ce qu'un nombre égal d'hommes et de femmes fassent partie des comités ;

d. que les ministères ainsi que les organismes, conseils et commissions de la province incluent dans leurs rapports annuels des examens de l'inclusivité à l'égard des genres aux fins de l'étude pendant les réunions du Comité permanent des comptes publics ;

e. que la Commission de délimitation des circonscriptions électorales poursuive son étude de la représentation proportionnelle ;

f. que le gouvernement modifie la *Loi électorale* et la *Loi sur les élections municipales* de sorte à protéger la vie privée des candidats et candidates en ce qui concerne la divulgation au public de leur adresse personnelle et de leurs coordonnées ;

g. que les membres de comités permanents et spéciaux de l'Assemblée législative veillent à la diversité des experts ou représentants invités à prendre la parole pendant les consultations ;

h. qu'un sous-comité du Comité d'administration de l'Assemblée législative soit constitué et chargé d'analyser les façons de faire en sorte que les nouvelles acquisitions et expositions d'oeuvres d'art à l'Assemblée législative reflètent mieux la diversité de l'histoire et de la culture du Nouveau-Brunswick ;

i. que le Comité d'administration de l'Assemblée législative consulte le sergent d'armes en vue d'offrir aux parlementaires et à leurs adjoints de bureau de circonscription une formation sur l'évaluation des risques, ainsi que des ressources en matière de sécurité.

**2. Initiatives favorables à la famille**

a. que, pour tenter de normaliser la conciliation travail-vie familiale, le paragraphe 34(5) de la *Loi sur l'Assemblée législative* soit modifié afin que le congé parental y figure comme un type de congé distinct qui s'applique dans diverses situations, y compris celle de l'adoption ;

b. que le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée rédige des modifications du Règlement en vue de dresser un calendrier parlementaire, lesquelles modifications seraient soumises à l'étude de la Chambre ;

c. que le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée rédige des modifications du Règlement en vue de prévoir des possibilités de participation en mode virtuel aux travaux des comités et de la Chambre ;

d. que le Comité d'administration de l'Assemblée législative établisse une liste relative aux ressources en matière de garde d'enfants pour les parlementaires ;

e. que le Comité d'administration de l'Assemblée législative étudie les autres options favorables à la famille dont le saisirait le Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée.

**3. Mesures incitatives et soutien**

a. que le Comité d'administration de l'Assemblée législative veille à ce que les adjoints de bureau de circonscription soient rémunérés pour un travail à temps plein ;

b. que les groupes pertinents de la société civile soient consultés pendant l'élaboration et la révision des politiques en matière de diversité ;

c. que le Comité d'administration de l'Assemblée législative mette au point des initiatives visant un milieu de travail inclusif fondées sur les résultats d'une analyse comparative entre les sexes plus et en fasse la promotion.

Il est ordonné que le rapport soit reçu et que le comité soit autorisé à présenter un autre rapport.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée plusieurs projets de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier adjoint donne lecture du titre des projets de loi, que voici :

32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
33, *Loi modifiant la Loi sur les assurances* ;
34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire* ;
36, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;

37, *Loi modifiant la Loi sur le poisson et la faune* ;
38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick* ;
40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick* ;
41, *Loi modifiant la Loi sur les sports de combat* ;
42, *Loi modifiant diverses dispositions législatives* ;
43, *Loi concernant la Loi sur le Conseil exécutif et la Loi sur l'Assemblée législative* ;
44, *Loi modifiant la Loi sur le curateur public* ;
47, *Loi sur les emprunts de 2021* ;
48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
49, *Loi modifiant la Loi sur la prescription* ;
50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux* ;
51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images* ;
52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* ;
53, *Loi concernant la Loi sur la police* ;
54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence* ;
55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques* ;
56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux* ;
57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation* ;
58, *Loi sur les abeilles* ;
60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits* ;
62, *Loi modifiant la Loi relative à la compagnie Keystone General Insurance Company* ;
63, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier de l'Assemblée législative proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ces projets de loi, les édicte et en ordonne l'impression.

Le président de la Chambre s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative, s'étant appliquée avec diligence à l'étude des diverses affaires dont il est fait mention dans le discours qu'il a plu à S.H. la lieutenante-gouverneure de prononcer à l'ouverture de la session et d'autres questions d'intérêt pour la population de la province, soumet humblement à l'approbation de Votre Honneur un projet de loi intitulé *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits.* (Projet de loi 59.)

Son Honneur répond :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Son Honneur remercie les sujets fidèles et loyaux de Sa Majesté, accepte leur bienveillance et sanctionne ce projet de loi.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 11 h 13.

Jour de séance 40 le mardi 2 novembre 2021

*13 h*

Prière.

Conformément à l'article 45 du Règlement, M. Arseneau demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

Il est unanimement convenu de prolonger de 15 minutes la période des questions orales.

---

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. C. Chiasson a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a déclaré que le gouvernement « a détourné des fonds fédéraux ». Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, et le député se rétracte.

---

Le président dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'audit indépendant des états financiers du Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à réparer la route 935. (Pétition 18.)

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à réparer le chemin Lower Rockport et l'ouvrage longitudinal de Pecks Cove. (Pétition 19.)

---

M. Hogan, du Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 2 novembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de présenter le premier rapport du Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement.

Le rapport est le fruit des délibérations du comité sur l'utilisation des pesticides et des herbicides, notamment le glyphosate, dans la province.

Je tiens à remercier, au nom du comité, les personnes et les organismes qui se sont présentés devant le comité ou qui lui ont soumis un mémoire. De plus, je tiens à

exprimer ma reconnaissance aux membres du comité pour leur contribution à l'exécution de notre mandat.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président du comité,
(signature)
Bill Hogan, député

Voici le texte intégral du rapport du comité :

Monsieur le président,

Le Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement demande à présenter son premier rapport de la session.

Le 12 décembre 2019, lors de la troisième session de la 59e législature, tous les partis à l'Assemblée législative décident à l'unanimité que le gouvernement devra renvoyer la question de l'épandage du glyphosate à un comité parlementaire afin qu'il tienne des audiences publiques, fasse participer les parties prenantes, sollicite les mémoires et formule des recommandations au gouvernement, et que sera créé un comité parlementaire consacré aux changements climatiques et à l'intendance de l'environnement. Le 19 décembre 2019, l'Assemblée législative crée le Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement.

Le 16 janvier et le 4 février 2020, le comité se réunit pour clarifier son mandat, tel qu'il est indiqué plus loin dans le présent rapport, et décide d'étudier l'utilisation des pesticides et des herbicides, notamment le glyphosate, dans la province. Le comité organise des séances d'information ministérielles et des audiences publiques et sollicite les mémoires.

Du 4 au 6 février 2020, le comité entend des exposés sur l'utilisation des pesticides et des herbicides que présentent le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, le ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie, le ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches ainsi qu'Énergie NB.

Les audiences publiques sur l'utilisation des pesticides et des herbicides devaient avoir lieu pendant la semaine du 24 mars 2020 ; cependant, elles sont reportées en raison de la pandémie de COVID-19.

Après la dissolution de la 59e législature et la reconstitution du comité pendant la première session de la 60e législature, ce dernier se réunit les 8 et 11 mars 2021 et décide, entre autres, de reprendre son étude de l'utilisation des pesticides et des herbicides, notamment le glyphosate, dans la province.

Le 12 mars 2021, le comité reçoit du ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches une présentation à jour sur l'utilisation du glyphosate dans le secteur

agricole du Nouveau-Brunswick, et pose des questions au ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie concernant l'utilisation d'herbicides dans le secteur forestier.

Le comité tient des audiences publiques du 22 au 25 juin, ainsi que les 7, 10 et 21 septembre 2021. Le comité entend 23 présentations, y compris celles de représentants de groupes voués à la conservation, de représentants de l'industrie forestière et agricole, d'universitaires, de représentants d'organismes gouvernementaux, de particuliers et de représentants autochtones. De plus, le comité reçoit 26 documents, sous forme de courriels, de lettres et de mémoires, de la part de particuliers et d'organismes du Nouveau-Brunswick et d'autres régions du Canada.

Le comité se réunit du 21 au 23 septembre ainsi que les 1er et 27 octobre 2021 pour étudier les observations recueillies durant les consultations et pour préparer un rapport assorti de recommandations à présenter à la Chambre.

Le comité remercie les personnes qui se sont présentées devant lui aux audiences publiques ainsi que les gens et les organismes qui lui ont soumis des documents.

Le mandat adopté par le comité est présenté ci-dessous. La première partie du résumé qui suit renferme des renseignements provenant des présentations données par des ministères et une société de la Couronne en 2020 et en 2021. Dans la seconde partie sont résumées les observations formulées par des membres du public, des parties prenantes et des experts en la matière en ce qui a trait à l'utilisation des pesticides et des herbicides, notamment le glyphosate, dans la province. Le rapport se termine par les recommandations du comité.

## MANDAT DU COMITÉ

Le mandat du Comité des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement comportera notamment les responsabilités suivantes :

- recevoir les mises à jour du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux sur les progrès visant l'application du Plan d'action sur les changements climatiques du Nouveau-Brunswick ;
- appeler divers ministères, organismes, parties prenantes et experts à fournir des mises à jour sur les initiatives de mise en oeuvre ;
- recueillir des renseignements factuels sur les changements climatiques, l'intendance de l'environnement et toute autre question pertinente en communiquant avec des experts et des parties prenantes des domaines de l'environnement naturel et de la gestion des ressources naturelles ;
- préparer des rapports assortis de recommandations à présenter à l'Assemblée législative.

## PRÉSENTATION DES MINISTÈRES ET SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

### Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux

Des représentants du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux font une présentation au comité au sujet des règlements en matière de pesticides au Nouveau-Brunswick. Les pesticides sont des produits conçus pour gérer, détruire,

attaquer ou repousser les parasites. Les herbicides, notamment le glyphosate, sont des pesticides destinés à maîtriser la végétation. Seuls les pesticides homologués par l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada peuvent être utilisés dans la province. L'utilisation des pesticides dans la province est en outre encadrée en vertu de la *Loi sur le contrôle des pesticides* du Nouveau-Brunswick et de son règlement. La loi exige l'obtention d'une licence pour les vendeurs et les exploitants, ainsi que d'un permis d'utilisation et d'un certificat d'applicateur de pesticides non domestiques (p. ex. : à usage commercial).

**Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie**

Des représentants du ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie font une présentation au comité au sujet de la gestion des forêts, ce qui comprend l'utilisation d'herbicides, en particulier des forêts de la Couronne du Nouveau-Brunswick. Chaque année, des herbicides sont appliqués sur des plantations de résineux à différents endroits, lesquels représentent 0,5 % des forêts de la Couronne, afin de maîtriser la végétation qui ferait concurrence aux semis plantés. Le ministère considère l'utilisation du glyphosate comme un élément important de la gestion des forêts. Son utilisation permet la croissance, dans une zone plus petite et limitée, de plus d'arbres en vue de la récolte. Ainsi, plus de zones de la forêt peuvent être utilisées à d'autres fins, telles que la conservation. Les représentants présentent les mesures de contrôle en place relativement à l'épandage aérien d'herbicides sur les forêts de la Couronne, entre autres la planification, l'obtention de permis, les exigences en matière de signalisation, l'accès contrôlé, le tracé par GPS, les réglages automatiques et la production de rapports après l'épandage.

**Ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches**

Des représentants du ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches font une présentation au comité concernant l'utilisation du glyphosate dans le secteur agricole au Nouveau-Brunswick. Ils précisent que le glyphosate est l'herbicide le plus important et le plus largement utilisé en agriculture au Nouveau-Brunswick. Il s'agit d'un moyen rentable de lutter contre les mauvaises herbes, mais pour lequel il n'existe aucun produit de remplacement direct. Les représentants ministériels expliquent la réglementation relative à l'utilisation du glyphosate dans le secteur agricole au Nouveau-Brunswick, qui exige que les utilisateurs suivent les instructions détaillées en vue de l'application, lesquelles ont été approuvées par Santé Canada, et qui exige qu'ils suivent une formation et réussissent un examen pour recevoir un certificat d'applicateur. Ils expliquent certaines des technologies utilisées dans le secteur agricole pour appliquer du glyphosate. Aucun épandage aérien n'a lieu. Le ministère soutient l'évaluation scientifique rigoureuse menée par l'ARLA et son homologation continue du glyphosate aux fins d'utilisation en agriculture.

**Énergie NB**

Des dirigeants d'Énergie NB font une présentation au comité sur le programme de gestion intégrée de la végétation, lequel vise à gérer la végétation se trouvant sous les 28 000 kilomètres de lignes de transport et de distribution d'électricité. Des méthodes manuelles, mécaniques et chimiques sont employées afin de favoriser la présence de plantes souhaitables, stables et à faible croissance qui résistent à l'invasion des grands

arbres. En 2020, l'utilisation d'herbicides ne représentait que 28 % des activités de gestion de la végétation. En moyenne, de 1 000 à 1 500 hectares sont traités. Aucun herbicide n'est utilisé en milieu urbain ni sous les lignes de distribution. Les herbicides sont appliqués manuellement, et non par épandage aérien. Plusieurs herbicides homologués par Santé Canada sont utilisés, et quelques-uns seulement contiennent du glyphosate. En 2019, aucun herbicide à base de glyphosate n'a été utilisé. Lors de l'application, un technicien qualifié d'Énergie NB accompagne l'applicateur certifié, et l'application se fait après la publication d'avis dans les journaux, la communication d'un avis au propriétaire foncier et l'obtention d'un permis d'utilisation auprès du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux. Un rapport indiquant les surfaces traitées et la quantité de produits utilisée est fourni au ministère.

## AUDIENCES PUBLIQUES

**Groupes voués à la conservation**

Des représentants de trois groupes voués à la conservation se prononcent contre l'utilisation continue des pesticides et des herbicides, surtout le glyphosate, dans la province. Ils indiquent que les effets néfastes sur l'environnement, les animaux et la santé humaine sont des sources de préoccupation, et critiquent le processus employé par Santé Canada afin d'évaluer l'innocuité de ces produits. Affirmant que les effets à long terme de l'exposition à des herbicides à base de glyphosate ne sont pas encore connus, les témoins exhortent les législateurs et les organismes de réglementation à privilégier la prudence lorsqu'ils prennent des décisions sur leur utilisation dans la province.

L'une des préoccupations majeures des groupes voués à la conservation, c'est la manière dont le programme d'épandage est financé. D'après un sondage public, la plupart des personnes du Nouveau-Brunswick sont préoccupées par l'innocuité des herbicides à base de glyphosate et ne veulent pas que des fonds publics soient dépensés pour l'épandage de ces produits sur les forêts de la Couronne. Les témoins exhortent le comité à être à l'écoute des préoccupations de la population et à agir en conséquence.

Des groupes voués à la conservation fournissent des recommandations précises, c'est-à-dire qu'il faudrait actualiser le plan de gestion des forêts de la Couronne et créer un poste de forestier en chef. Le forestier en chef serait responsable d'intégrer de nouvelles connaissances scientifiques aux pratiques exemplaires en matière de gestion des forêts, de travailler avec les communautés autochtones afin d'assurer la communication des connaissances et de rendre des comptes sur les mesures présentées dans le plan. Les témoins recommandent aussi la réduction des coupes à blanc et la modification de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne* pour qu'elle repose principalement sur la protection de l'écosystème et l'équité envers les peuples autochtones.

De plus, des groupes voués à la conservation traitent du plan de retrait progressif du glyphosate au Québec, où le processus visant à interdire son utilisation sur les forêts de la Couronne s'est étalé sur plusieurs années et a fait appel au départ à la participation du public. Les témoins affirment que le Nouveau-Brunswick devrait suivre l'exemple de cette province.

**Santé Canada**

L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, une division de Santé Canada, est chargée de la réglementation des pesticides au pays. Des représentants de l'ARLA parlent du processus d'homologation des pesticides au Canada, en insistant sur les herbicides à base de glyphosate.

D'abord, les témoins présentent les avantages liés aux pesticides, entre autres en ce qui concerne leur utilisation en agriculture, dans des procédés industriels et pour la santé publique. Cependant, ils indiquent que, puisque de tels produits sont toxiques, Santé Canada régit leur utilisation en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires* et de la *Loi sur les aliments et drogues.* Les provinces sont habilitées à adopter des lois relatives aux pesticides qui sont plus restrictives que celles du gouvernement fédéral, mais pas moins restrictives.

Les témoins expliquent le processus que suit l'ARLA dans le cadre de l'homologation de tout pesticide. Les scientifiques de l'ARLA réalisent une évaluation des risques que pose un produit en se basant sur des centaines et parfois des milliers d'études scientifiques. Les témoins soulignent que ce processus rigoureux permet d'assurer que le niveau de toxicité de tout produit homologué par l'ARLA, si le produit est utilisé conformément au mode d'emploi figurant sur l'étiquette, est bien inférieur à ce qui serait nocif pour les humains.

En ce qui concerne la classification, en 2015, du glyphosate en tant que cancérogène probable par le Centre international de Recherche sur le Cancer (CIRC), les témoins expliquent que le CIRC utilise un système fondé sur les dangers qui ne tient pas compte du taux d'exposition, ce qui élimine tout contexte du monde réel.

Les témoins précisent que les produits sont réévalués tous les 15 ans, mais que cela ne les empêche pas de faire un examen spécial si de nouvelles preuves indiquant des facteurs de risque sont présentées. Ils assurent aussi au comité qu'ils évaluent les ingrédients de chaque produit lorsqu'ils étudient sa toxicité. De plus, ils disposent d'exigences précises en matière de données pour évaluer la toxicité, notamment les effets possibles sur la reproduction, la neurotoxicité et la génotoxicité ainsi que les effets sur le plan du développement et les effets à court terme causés par divers taux d'exposition.

Les représentants de l'ARLA assurent au comité qu'aucune autorité compétente dans le monde n'affirme que le glyphosate, selon les concentrations actuellement utilisées, présente un risque de cancer.

**Industrie agricole**

Des représentants d'organismes agricoles donnent leur point de vue sur l'utilisation des pesticides et des herbicides, dont le glyphosate. Trois témoins appuient l'utilisation continue de ces produits, tandis qu'un témoin s'oppose à leur utilisation.

Les témoins parlent du fait que les exploitations agricoles locales connaissent un déclin puisque l'industrie privilégie les aliments importés plutôt que les aliments cultivés au Canada. Les témoins qui sont favorables à l'utilisation continue des

pesticides et des herbicides expliquent que, pour demeurer rentables, les agriculteurs doivent pouvoir utiliser les meilleurs outils disponibles pour obtenir le meilleur rendement possible.

Les témoins en faveur de l'utilisation continue d'herbicides à base de glyphosate disent que les pesticides sont parmi les substances les plus réglementées du monde et que l'ARLA défend fermement l'innocuité du glyphosate, s'il est utilisé conformément au mode d'emploi sur l'étiquette du produit. Un témoin souligne aussi que tout agriculteur du Nouveau-Brunswick doit d'abord obtenir un certificat d'applicateur de pesticides en suivant une formation exhaustive, puis obtenir un permis auprès du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux afin de pouvoir manipuler un pesticide non domestique. Les témoins soulignent que les agriculteurs sont motivés à utiliser les produits conformément aux instructions figurant sur l'étiquette non seulement parce que l'étiquette est un document juridique en soi, mais aussi parce qu'une mauvaise utilisation pourrait avoir des répercussions négatives sur leur santé et sur le rendement des cultures, ce qui constituerait une erreur coûteuse.

Un groupe donne des précisions sur la façon dont les produits à base de glyphosate sont appliqués dans les exploitations de bleuets sauvages. Les témoins précisent que, au sein de l'industrie, au lieu d'avoir recours à l'épandage, on utilise une éponge contenant l'herbicide qui ne touche que les mauvaises herbes. Cette méthode n'est pas employée lorsqu'il y a des fruits. Ce genre d'application est effectué selon un cycle de deux ans, c'est-à-dire que le désherbage a lieu la première année et la récolte de fruits a lieu l'année suivante.

Le groupe qui s'oppose à l'utilisation continue d'herbicides à base de glyphosate dans la province fait valoir que plus de recherches doivent être menées sur le rôle des additifs dans l'augmentation du niveau de toxicité des produits à base de glyphosate. Ses représentantes mentionnent aussi que d'autres substances autrefois jugées sécuritaires par Santé Canada sont maintenant interdites ; les organismes de réglementation devraient donc faire preuve de prudence lorsqu'ils approuvent des produits dont l'ensemble des effets est inconnu.

**Industrie forestière**

Trois groupes de représentants de l'industrie forestière s'adressent au comité lors des audiences publiques. Ils appuient tous l'utilisation continue des pesticides et des herbicides, notamment le glyphosate, dans la province.

Deux témoins présentent un aperçu de l'importance du bois d'oeuvre et des produits du bois pour l'économie du Nouveau-Brunswick. Ils indiquent que le Nouveau-Brunswick est la province canadienne qui dépend le plus des forêts et que le secteur emploie directement ou indirectement 24 000 personnes.

Les représentants de l'industrie expliquent que la gestion de la végétation au moyen de produits à base de glyphosate ne constitue qu'un élément de l'ensemble du processus de la gestion des forêts. Ce processus veille à donner à des cultures précises les meilleures conditions pour qu'elles poussent rapidement et de façon durable, ce qui est particulièrement déterminant pour la survie des jeunes semis.

Les témoins précisent que le Nouveau-Brunswick est un chef de file national en ce qui a trait au renouvellement et à la gestion responsables de la forêt, puisque 67 % des zones récoltées se régénèrent de façon naturelle, c'est-à-dire sans l'utilisation d'herbicides. Des représentants d'un groupe précisent aussi que, de nos jours, moins de 15 % des forêts de la Couronne sont plantées et que seulement 20 % seront plantées au fil du temps. En outre, ils disent que les stocks de résineux et de feuillus sont demeurés les mêmes depuis les 50 dernières années.

Les témoins informent le comité que, au Nouveau-Brunswick, l'industrie forestière choisit les herbicides homologués par Santé Canada qui sont les plus appropriés, et ceux-ci sont appliqués au moyen d'aéronefs spécialisés ou de tracteurs forestiers. Les aéronefs utilisés pour l'épandage sont munis de la technologie GPS, laquelle assure une précision élevée et permet des analyses immédiatement après le traitement. Des produits contenant du glyphosate sont appliqués à un endroit une ou deux fois sur une période de 40 ans. Le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux veille au respect des conditions d'exploitation liées à l'épandage d'herbicides, comme les marges de retrait près des zones résidentielles et des terres humides.

**Universités/organismes de recherche**

Le comité entend cinq groupes de scientifiques oeuvrant pour des universités ou des organismes de recherche fédéraux. Chacun des témoins discute d'un aspect différent lié à l'utilisation d'herbicides à base de glyphosate, et tous traitent principalement de leur utilisation dans le secteur forestier. Un témoin recommande de cesser l'utilisation d'herbicides à base de glyphosate, un témoin recommande que des études supplémentaires soient effectuées, et les trois autres témoins fournissent des renseignements, mais ne formulent pas de recommandations précises quant au maintien ou à la cessation de son utilisation.

Un témoin donne un aperçu du fonctionnement des herbicides, de la façon dont ils sont appliqués au sein du secteur forestier et du moment où ils sont typiquement utilisés. Il précise que la pulvérisation de glyphosate dans le secteur forestier entraîne des risques minimes, mais qu'il faut être très prudents près des milieux aquatiques. Il indique qu'une enquête de surveillance de la qualité de l'eau des rivières au Nouveau-Brunswick a récemment été achevée (enquête visant à mesurer les effets de l'application en 2020 d'herbicides à base de glyphosate) et a révélé que, sur 237 échantillons d'eau, un seul contenait du glyphosate, et ce, en quantité infime. Il précise qu'il est possible de déceler le glyphosate en très petites quantités, mais sa simple présence ne signifie pas un risque pour la santé des êtres humains et des animaux.

Les représentants d'un groupe qui recommande l'abandon du programme d'épandage d'herbicides à base de glyphosate dans le secteur forestier du Nouveau-Brunswick expliquent que le glyphosate empêche la synthèse d'acides aminés, soit les unités de base des protéines et des cellules. Ainsi, le glyphosate tue toutes les plantes et tous les microorganismes avec lesquels il entre en contact. Selon eux, puisqu'un tel processus peut éliminer des plantes à la base du réseau alimentaire, il peut nuire aux populations animales. Ils disent aussi que le glyphosate peut se lier aux minéraux présents dans le sol, ce qui peut causer un appauvrissement du sol. Les témoins ajoutent qu'il manque

actuellement de données probantes au sujet des effets du glyphosate sur la santé humaine et que cela devrait constituer une préoccupation pour le comité.

Le témoin ayant fourni des recommandations précises a mené des recherches sur les écosystèmes forestiers dans l'Oregon et au Nouveau-Brunswick. Il présente les conclusions d'une étude qu'il a réalisée en Oregon et qui visait à mesurer les effets de la pulvérisation d'herbicides sur la biodiversité des forêts dans les zones étudiées. Bien qu'il ait observé des changements dans la flore et chez les populations d'oiseaux, il n'a constaté aucune différence considérable en ce qui a trait au rendement en arbres entre les zones traitées et la zone témoin. Il a observé des résultats semblables en ce qui concerne le déclin des populations d'oiseaux au Nouveau-Brunswick et fait remarquer qu'il n'y a pas encore eu dans la province une analyse coûts-avantages exhaustive qui permettrait de déterminer les avantages sur le plan économique de l'utilisation d'herbicides dans le secteur forestier. Il recommande qu'une telle analyse soit menée le plus rapidement possible.

Le comité entend un groupe qui élabore des stratégies d'intervention précoce pour lutter contre les populations de tordeuses des bourgeons de l'épinette. Les témoins décrivent les effets économiques et atmosphériques des infestations de la tordeuse des bourgeons de l'épinette et insistent sur le fait que l'intervention précoce est essentielle pour maîtriser de telles infestations. Ils soulignent que leur objectif est de maîtriser les infestations et non pas d'éradiquer entièrement des espèces. Les insecticides utilisés pour lutter contre les infestations de la tordeuse des bourgeons de l'épinette au Nouveau-Brunswick n'ont aucun niveau de toxicité connu chez les humains et sont à spectre étroit, c'est-à-dire qu'ils ciblent précisément la biologie des chenilles.

Le comité entend en outre des experts en sciences aquatiques. Ces derniers parlent de l'importance de tenir compte du cycle hydrologique et des caractéristiques hydrologiques du terrain lors de l'établissement de plans de pulvérisation et de marges de retrait en vue de l'épandage aérien de pesticides et d'herbicides. Ils soulignent aussi qu'il est difficile de mesurer les effets directs de l'épandage de produits chimiques sur divers cours d'eau et le cycle hydrologique, mais confirment que toute substance ajoutée à l'eau au fil du temps peut avoir un effet cumulatif.

**Représentants autochtones**

Lors des audiences publiques s'adressent au comité des représentants d'organismes porte-parole des Premières Nations mi'gmaq et wolastoqey du Nouveau-Brunswick, des chefs de Premières Nations et des représentants d'un organisme de gouvernance traditionnel wolastoqey. Tous les représentants autochtones s'opposent à l'épandage continu de pesticides et d'herbicides, notamment le glyphosate.

Les représentants autochtones disent tous que les terres comprenant la province du Nouveau-Brunswick constituent leur territoire traditionnel non cédé. Ils disent que les liens qui les unissent à la terre sont profonds et s'étendent à l'ensemble des plantes et des animaux qui y vivent. Ils font valoir que les changements climatiques qui sont maintenant observables sont attribuables à l'activité humaine, et que des mesures doivent être prises aujourd'hui pour que les générations futures puissent en bénéficier.

Les témoins sont d'avis que les perspectives autochtones sont uniques et qu'il faudrait en tenir compte lors de la prise de décisions qui touchent les forêts dont les peuples autochtones se servent pour trouver de la nourriture et des remèdes. Ils déclarent aussi que les peuples autochtones ont des connaissances poussées de la forêt dans son ensemble, et ces connaissances constituent une ressource précieuse et unique dont il faudrait tenir compte, de pair avec la science, lors de la prise de décisions sur la gestion des forêts du Nouveau-Brunswick.

De nombreux représentants disent en outre que, au lieu d'être de vains mots, la consultation et la réconciliation devraient se traduire en actions. Une témoin décrit brièvement le processus dirigé par les Autochtones qui est actuellement en place pour la communauté mi'gmaq afin de déterminer si le consentement est accordé en vue d'un projet. La témoin estime que ce processus pourrait être appliqué à l'épandage d'herbicides à base de glyphosate et aux pratiques de gestion forestière.

**Particuliers**

Deux personnes font une présentation au comité à titre individuel. Elles sont toutes les deux défavorables à l'utilisation continue d'herbicides à base de glyphosate.

Dans sa présentation, l'une des personnes, un ancien biologiste spécialisé dans l'étude du chevreuil, évoque surtout les préoccupations liées au processus d'approbation des pesticides suivi par l'ARLA. Le témoin souligne le fait qu'il y a un manque d'études à long terme sur le glyphosate, et que peu d'entre elles s'appliquent précisément au Nouveau-Brunswick. Il ajoute aussi que le vérificateur général du Canada a mis en évidence des préoccupations concernant le processus d'approbation de l'ARLA, y compris le fait de ne pas tenir compte des effets cumulatifs du glyphosate sur la santé humaine. Il exprime ensuite ses préoccupations quant aux répercussions de l'épandage de glyphosate sur les populations de chevreuils.

L'autre personne, une agricultrice amatrice, déclare qu'il est important que le comité tienne compte de la perspective des gens dans la prise de décisions sur l'utilisation de produits à base de glyphosate dans la province. Elle souligne que les gens du Nouveau-Brunswick sont préoccupés, étant donné que de tels herbicides sont utilisés sur les terres de la Couronne et que le programme d'épandage est financé par l'argent des contribuables. Selon elle, même si les dangers directement liés à ces produits ne sont pas évidents maintenant, ou ne sont pas étayés par des études scientifiques précises, des gens comme elle ont observé des changements dans les forêts du Nouveau-Brunswick. Elle dit que le comité devrait continuer à consulter le public et chercher des solutions de rechange aux coupes à blanc et à l'épandage.

**DOCUMENTS**

Le comité reçoit 26 documents.

Dans la grande majorité (21) des documents sont exprimés des points de vue qui s'opposent à ce que l'utilisation des pesticides et des herbicides se poursuive dans la province, en particulier en ce qui concerne les herbicides à base de glyphosate. Quatre documents appuient l'utilisation continue de ces produits et un des documents, fourni par une personne travaillant pour un organisme de recherche fédéral, présente une

opinion neutre, car la personne soutient que les pratiques de sylviculture ne sont pas intrinsèquement bonnes ou mauvaises, mais que plus de recherches sont nécessaires pour trouver des solutions de rechange aux herbicides en foresterie.

**Documents défavorables**

La moitié des documents défavorables à l'utilisation continue d'herbicides à base de glyphosate dans la province reflète une opinion individuelle, tandis que l'autre moitié provient de personnes qui représentent le milieu universitaire ou scientifique, ou encore un organisme professionnel.

Les principales préoccupations exprimées concernant l'utilisation dans la province des pesticides et des herbicides, notamment le glyphosate, sont regroupées autour de trois grands thèmes, à savoir : 1) les effets néfastes sur l'environnement (les forêts et cours d'eau, et les animaux qui y vivent) ; 2) les effets néfastes sur la santé humaine ; 3) les critiques à l'égard du processus d'évaluation de Santé Canada.

1. Effets néfastes sur l'environnement

Un argument revient dans les documents, soit celui voulant que les herbicides à base de glyphosate contribuent à la perte de biodiversité dans les forêts et les écosystèmes d'eau douce. Il est aussi indiqué dans des documents que le manque de biodiversité modifie les sources de nourriture des animaux, comme les chevreuils, les oiseaux et les poissons, ce qui peut nuire à leurs populations. D'autres font état d'une étude récente qui a permis d'établir un lien entre les herbicides à base de glyphosate et une réduction de la biodiversité du phytoplancton.

2. Effets néfastes sur la santé humaine

Même si des documents présentant des préoccupations en matière de santé humaine se fondent sur une opinion individuelle, la plupart d'entre eux fournissent des sources. Un document présente les résultats des études publiées sur les mécanismes toxiques du glyphosate et ses effets sur la santé humaine. Un autre document examine le besoin de tenir compte des autres ingrédients des herbicides à base de glyphosate dans l'évaluation de l'innocuité de tels produits, car ils contiennent souvent des substances pouvant être plus toxiques que le glyphosate. Un autre document fait état de recherches ayant associé le glyphosate à des effets toxiques sur le microbiome des humains et des animaux, ce qui pourrait entraîner des problèmes de santé chroniques.

3. Critiques à l'égard du processus d'évaluation de Santé Canada

Les préoccupations sur la façon dont l'ARLA évalue l'innocuité des herbicides à base de glyphosate occupent une place importante dans de nombreux documents. Les critiques à l'endroit de l'ARLA portent principalement sur l'idée que l'agence ne rassemble pas systématiquement les conclusions scientifiques révisées par des pairs et qu'elle s'appuie plutôt sur les études que lui fournissent les sociétés lorsque celles-ci soumettent un produit aux fins d'homologation. Les témoins préoccupés par ce processus expliquent comment de telles études pourraient être financées par les sociétés de produits chimiques et auraient ainsi tendance à favoriser des résultats

positifs. Parmi les autres critiques à l'égard de l'ARLA, il y a sa dépendance aux études qui ne sont pas réalisées au Canada et qui sont complètement dépassées.

**Documents favorables**

Les quatre documents en faveur de l'utilisation continue des pesticides et des herbicides dans la province portent essentiellement sur leur innocuité démontrée et leur efficacité.

Un document indique que, dans le secteur agricole, les produits à base de glyphosate donnent les meilleurs résultats qui soient pour ce qui est de réduire la concurrence par les mauvaises herbes et de supprimer celles-ci, et qu'il s'agit des seuls produits qui éliminent les racines de certains types d'espèces envahissantes. Un autre document avance que, si les agriculteurs néo-brunswickois n'avaient pas accès aux mêmes herbicides que ceux employés par les concurrents internationaux, ils seraient incapables de soutenir la concurrence dans l'économie mondiale.

L'Armée canadienne utilise des herbicides à base de glyphosate afin de gérer les mauvaises herbes dans les secteurs d'entraînement. Le document qu'elle a présenté fait valoir que l'élimination de la végétation indésirable augmente la sécurité dans les secteurs d'entraînement où de l'artillerie lourde et d'autres armes sont utilisées.

Trois documents soutiennent que la *Loi sur les produits antiparasitaires* du Canada est fiable et que le processus d'approbation est rigoureux. Dans un autre document, il est dit que les gens se font des idées fausses à propos des risques de cancer liés aux produits contenant du glyphosate et que l'ARLA fait appel aux meilleures données scientifiques disponibles pour prendre des décisions en matière de réglementation.

## CONCLUSION

Le comité souhaite faire part des préoccupations du public quant à l'utilisation dans la province des pesticides et des herbicides, en particulier le glyphosate. Bien que Santé Canada ait récemment réévalué le glyphosate et ait approuvé son utilisation continue en se fondant sur une abondance de données scientifiques, et bien que la réglementation fédérale et provinciale prévoie déjà des exigences strictes relativement à l'utilisation des pesticides dans la province, le public demeure préoccupé. Comme plusieurs témoins l'ont fait remarquer, d'autres pesticides utilisés par le passé étaient considérés comme sécuritaires à l'époque ; toutefois, les connaissances scientifiques évoluent et ils ont été par la suite jugés dangereux.

C'est pourquoi le comité recommande l'adoption d'une approche prudente en ce qui concerne l'utilisation des pesticides, notamment le glyphosate. Une telle approche devrait comprendre des restrictions accrues en matière d'épandage, l'examen de solutions de rechange lorsqu'elles existent et des réévaluations plus fréquentes de l'innocuité du glyphosate en fonction des plus récentes données, dont des données propres au Nouveau-Brunswick ; cela comprendrait aussi la participation d'organismes provinciaux, qui surveilleraient l'évolution des données et conseillerait le gouvernement quant aux pratiques exemplaires à adopter pour utiliser de façon sécuritaire des pesticides et assurer une gestion appropriée des forêts de la Couronne. Afin de tenir compte des préoccupations du public, il faut aussi l'informer davantage

et lui faire mieux connaître la réglementation qui régit l'utilisation des pesticides ainsi que les secteurs où des pesticides sont appliqués au Nouveau-Brunswick.

Le comité a décelé des lacunes quant aux renseignements sur le glyphosate qui lui ont été fournis, notamment des preuves concernant ses effets à long terme sur la santé des êtres humains et de la faune au Nouveau-Brunswick, des perspectives d'autres participants du secteur agricole à propos de l'utilisation du glyphosate et des solutions de rechange, et des données relativement aux coûts et aux avantages liés à son utilisation dans la gestion intensive des forêts, comparativement au recours à des méthodes de rechange. Par conséquent, le comité souhaite formuler des recommandations initiales en fonction des observations qu'il a recueillies jusqu'à présent ; toutefois, le comité fait valoir qu'il est disposé à réexaminer le sujet dans l'avenir et à formuler d'autres recommandations le cas échéant.

## RECOMMANDATIONS

D'après les observations recueillies jusqu'à présent, le comité formule les recommandations initiales que voici :

**Commission consultative des pesticides**

1. Que le ministre de l'Environnement et du Changement climatique réactive la Commission consultative des pesticides et veille à ce qu'elle demeure en activité.

2. Que le ministre charge la Commission consultative des pesticides d'examiner les enjeux et les lacunes en matière d'information concernant l'utilisation de pesticides, ce qui comprend les herbicides, dans la province, tels qu'ils ont été définis par le Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement.

3. Que, dans les six mois suivant le dépôt du présent rapport, le ministre revoie la composition de la Commission consultative des pesticides, telle qu'elle est définie dans la *Loi sur le contrôle des pesticides,* afin de déterminer si des modifications sont nécessaires pour assurer une représentation adéquate d'experts indépendants.

**Conseil consultatif des terres et forêts de la Couronne**

4. Que le Conseil consultatif des terres et forêts de la Couronne soit réactivé dans les six mois suivant le dépôt du présent rapport.

5. Que le ministre des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie revoie la composition du conseil afin d'assurer la diversité de l'expertise au sein de celui-ci.

6. Que le conseil veille à ce que les parties prenantes qui utilisent des terres de la Couronne le fassent de manière responsable de sorte à respecter les objectifs fixés par le ministre ou dans la loi.

**Gestion des forêts et protection des écosystèmes**

7. Que, dans le but d'évaluer l'incidence qu'aurait la suppression de l'épandage d'herbicides, le gouvernement entreprenne, dans les 12 mois suivant le dépôt du présent rapport, une vaste étude coûts-avantages afin de comparer l'utilisation et la non-utilisation d'herbicides dans la gestion des plantations d'arbres au Nouveau-Brunswick.

8. Que les forêts anciennes de feuillus, de peuplements mixtes et de résineux soient conservées (non converties). Une telle démarche nécessiterait : 1) une foresterie à vocation écologique ; 2) l'ajout de zones naturelles protégées (réserves).

9. Que le gouvernement veille à ce que les zones naturelles protégées disposent de couloirs de liaison, au besoin, et à ce que les habitats de lisière y soient réduits afin d'assurer la biodiversité.

**Augmentation des restrictions en matière d'épandage**

10. Que, en ce qui concerne l'épandage aérien, soient accrues les marges de retrait par rapport aux habitations, pour qu'elles passent de 500 mètres à 1 kilomètre.

11. Que le gouvernement exige que la marge de retrait pour l'épandage soit à 100 mètres d'une zone naturelle protégée.

12. Que le gouvernement exige que la marge de retrait minimale pour l'épandage aérien soit à 100 mètres d'un cours d'eau ou d'une terre humide, ou qu'il exige des plans relatifs à l'épandage, lesquels plans peuvent varier en fonction du paysage et des caractéristiques hydrologiques du terrain.

13. Que le gouvernement interdise l'épandage de pesticides dans les bassins hydrographiques protégés, tels qu'ils sont désignés en vertu de la *Loi sur l'assainissement de l'eau.*

14. Que le ministre des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie demande à Énergie NB de commencer sur-le-champ à éliminer progressivement l'épandage de pesticides sous les lignes de transport d'énergie.

**Surveillance et recherches plus approfondies**

15. Que l'Assemblée législative nomme un haut fonctionnaire de l'Assemblée responsable des terres et des eaux de la Couronne et que son bureau soit doté d'un budget approprié à compter du prochain exercice financier.

16. Que le ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie établisse des partenariats avec des établissements d'enseignement et des organismes non gouvernementaux, le cas échéant, afin d'étudier les effets de l'épandage de pesticides, lors des activités forestières, sur le gibier sauvage, d'autres types de nourriture et les remèdes autochtones au Nouveau-Brunswick.

17. Que le gouvernement demande à Santé Canada d'évaluer tous les cinq ans l'homologation du glyphosate au moyen de recherches qui s'appliquent au Nouveau-Brunswick et qui ont été menées sur son territoire.

18. Que le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux soit chargé de prélever et d'analyser régulièrement l'eau et les sédiments près des secteurs où du glyphosate a récemment été appliqué afin d'y déceler la présence de glyphosate et de composants connexes, et d'en faire rapport chaque année.

19. Que, en vue d'évaluer l'incidence qu'aurait l'élimination du glyphosate, le gouvernement entreprenne, d'ici à 18 mois, une étude économique coûts-avantages qui sera exhaustive et comparera l'utilisation et la non-utilisation du glyphosate dans le secteur agricole au Nouveau-Brunswick.

**Information et sensibilisation du public**

20. Que, dans les six mois suivant le dépôt du présent rapport, le ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie crée, à l'intention du public, un tableau de bord présentant tous les aspects de l'utilisation des forêts de la Couronne, notamment l'épandage de pesticides, qui aura comme but d'informer et de sensibiliser davantage le public.

Il est ordonné que le rapport soit reçu et que le comité soit autorisé à présenter un autre rapport.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Fitch :
65, *Loi concernant la Loi sur la sécurité du revenu familial* ;

par l'hon. M^me^ M. Wilson :
66, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation* ;
67, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
68, *Loi modifiant la Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
69, *Loi sur la communication illégale d'images intimes.*

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la liste des membres du Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement soit modifiée par la substitution, au nom de M. Stewart, de celui de M. Cullins ;

que la liste des membres du Comité permanent de la politique économique soit modifiée par la substitution, au nom de M. Gauvin, de celui de M. LeBlanc ;

que la liste des membres du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires soit modifiée par la substitution, au nom de M. Stewart, de celui de M^me^ S Wilson ;

que la liste des membres du Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée soit modifiée par la substitution, au nom de M. Stewart, de celui de M. Cullins ;

que la liste des membres du Comité permanent des comptes publics soit modifiée par la substitution, aux noms de M. Stewart, M. Cullins et M^me^ Harris, de ceux de M^me^ S. Wilson, M. Ames et M. Legacy ;

que la liste des membres du Comité permanent de la politique sociale soit modifiée par la substitution, au nom de M Stewart, de celui de M. Turner ;

que la liste des membres du Comité spécial sur les universités publiques soit modifiée par la substitution, au nom de l'hon. M. Savoie, de celui de M. Turner. (Motion 80.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis de motion 81 portant que, le vendredi 5 novembre 2021, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que, nonobstant tout article du Règlement, ordre spécial ou usage habituel de la Chambre, l'Assemblée législative adopte l'ordre spécial suivant afin de faciliter la participation des parlementaires aux délibérations de la Chambre et des comités durant l'actuel état d'urgence dans la province du Nouveau-Brunswick :

1. Dans des circonstances urgentes ou exceptionnelles, les parlementaires peuvent participer aux délibérations de la Chambre soit en présentiel ou de façon virtuelle au moyen de la plateforme Zoom, selon l'appréciation du président après consultation de la médecin-hygiéniste en chef et moyennant le consentement de tous les leaders parlementaires.
2. Pour que la Chambre puisse valablement tenir séance, le quorum est de 14 députés participant en mode présentiel, y compris le président.
3. Les réunions de comités parlementaires peuvent se dérouler de façon virtuelle, tel qu'il aura été déterminé par la présidence du comité en consultation avec le bureau du greffier.

4. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle à une séance de comité sont inclus dans le calcul du quorum.
5. Trois jours avant la tenue de chaque jour de séance ou réunion de comité, les leaders parlementaires doivent aviser le bureau du greffier de la participation virtuelle prévue des membres de leur caucus.
6. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle aux délibérations de la Chambre ou d'un comité peuvent, par voie électronique, déposer des documents, des pétitions et des rapports de comité, présenter des projets de loi, donner des avis de motion et proposer des motions et des amendements à des projets de loi et à des motions, pourvu que les documents soient envoyés au greffier et que celui-ci les reçoit avant leur présentation à la Chambre ou en comité.
7. Les règles et usages ayant trait au respect du décorum à la Chambre s'appliquent aux parlementaires qui veulent participer de façon virtuelle à des délibérations.
8. Les parlementaires qui veulent participer de façon virtuelle doivent avoir recours au matériel informatique et aux logiciels que le bureau du greffier aura désignés comme appropriés.
9. Les votes par appel nominal seront tenus conformément au Règlement pour les parlementaires participant en mode présentiel, viendra ensuite, dans l'ordre et la manière établis par le président de la Chambre, l'appel nominatif des parlementaires qui participent de façon virtuelle.
10. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle doivent, pour participer au vote par appel nominal, être visibles à l'écran lorsque le président ordonne le verrouillage des portes pour la durée du vote.
11. Les fonctions vidéo et audio doivent être activées lorsqu'il est demandé aux parlementaires qui participent de façon virtuelle de voter.
12. Dans le cadre d'un vote par appel nominal, chaque parlementaire qui participe de façon virtuelle doit répondre par « oui » ou « non » à la question mise aux voix.
13. Dans le cas de difficultés techniques, le président est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'intégrité du vote.
14. Les parlementaires qui participent de façon virtuelle jouissent des mêmes droits, privilèges et libertés que ceux qui participent en mode présentiel, sauf dans la mesure prévue au présent ordre spécial.
15. La présidence de la Chambre ou d'un comité est habilitée à exercer un pouvoir discrétionnaire quant à l'interprétation ou l'application de toute disposition du Règlement ou du présent ordre spécial pouvant inciter à l'indulgence ou nécessiter des modifications afin que tous les parlementaires puissent exercer pleinement leurs fonctions et leurs droits pendant les délibérations de la Chambre ou d'un comité menées de façon virtuelle.
16. Le présent ordre spécial demeure en vigueur pour la durée de l'état d'urgence qui a été déclaré le 24 septembre 2021 dans la province du

Nouveau-Brunswick et cessera de l'être lorsque ledit état d'urgence sera levé.

---

L'hon. M. Savoie donne avis que, le mercredi 3 novembre 2021, la deuxième lecture des projets de loi 65, 66, 67, 68 et 69 sera appelée.

---

Le président de la Chambre rend la décision suivante relativement à la demande en vue de la tenue d'un débat d'urgence :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, le député de Kent-Nord a demandé à proposer une motion portant tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

J'ai reçu l'avis du député ce matin à 11 h, ce qui satisfait à l'exigence du préavis de deux heures.

Pour trancher l'affaire, je me fonde sur le paragraphe 45(6) du Règlement, qui est ainsi libellé : « En décidant si une affaire devrait être mise à l'étude d'urgence, le président tient compte de la mesure dans laquelle elle concerne les responsabilités administratives du gouvernement ou pourrait relever de l'action ministérielle, ainsi que de la probabilité que la Chambre soit en temps utile saisie de l'affaire autrement. »

Selon de récents reportages dans les médias, il semble fort probable que la Chambre soit en temps utile saisie de l'affaire autrement. En conséquence, l'affaire ne sera pas abordée à ce stade-ci pour la raison précitée.

Cela dit, si la Chambre n'est pas saisie de l'affaire dans un délai raisonnable et que le député présente de nouveau une demande en vue d'un débat d'urgence, je reviendrai alors sur ma décision.

---

La séance est levée à 14 h 55.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

**Rapports annuels**

contrôleur du financement politique, 2018 (29 juin 2021) ;
Recycle NB, 2020 (30 juin 2021) ;
ministère de la Justice et Cabinet du procureur général, 2019-2020 (5 juillet 2021) ;

Conseil de la santé du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (15 juillet 2021) ;
Réseau de santé Vitalité, 2020-2021 (16 juillet 2021) ;
contrôleur du financement politique, 2019 (27 juillet 2021) ;
Commission des services financiers et des services aux consommateurs, 2020-2021 (4 août 2021) ;
Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (4 août 2021) ;
Vestcor Inc., 2020 (5 août 2021) ;
Réseau de santé Horizon, 2020-2021 (9 août 2021) ;
Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (11 août 2021) ;
Vestcor Inc., 2019 (12 août 2021) ;
ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, résultats de la surveillance de la qualité de l'air, 2019 (17 août 2021) ;
rapport sur le rendement 2020-2021, Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick (30 août 2021) ;
Bureau d'intervenant public, une unité du Cabinet du procureur général, 2020-2021 (31 août 2021) ;
Cannabis NB, 2020-2021 (2 septembre 2021) ;
Société des alcools du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (2 septembre 2021) ;
Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (29 septembre 2021) ;
Société de l'inclusion économique et sociale, 2020-2021 (29 septembre 2021) ;
caisse d'indemnisation établie en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des pompiers* du Nouveau-Brunswick, 2020 (6 octobre 2021) ;
Travail sécuritaire NB, 2020 (6 octobre 2021) ;
vérificatrice générale, volume I, 2021 (audit de performance) (7 octobre 2021) ;
Élections Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (8 octobre 2021) ;
comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2021, volume 1 (états financiers consolidés) (13 octobre 2021) ;
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées, 2019-2020 (13 octobre 2021) ;
Commission de police du Nouveau-Brunswick, 2019-2020 (18 octobre 2021) ;
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (27 octobre 2021) ;
commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (27 octobre 2021) ;

New Brunswick Community College, 2020-2021 (27 octobre 2021) ;

**Autres rapports**

renseignements concernant la modification des droits relatifs aux licences des loteries prévus à la *Loi sur la réglementation des jeux* (*Loi sur les droits à percevoir*) (17 juin 2021) ;

états financiers consolidés et rapport des auditeurs indépendants de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, 31 mars 2021 (15 juillet 2021) ;

*Élections locales de mai 2021 : Modifications électorales et recommandations postélectorales* (7 septembre 2021) ;

*Le 10 mai 2021 : Élections locales : Rapport de la directrice des élections municipales* (7 septembre 2021) ;

états financiers vérifiés du Fonds pour l'achèvement de la formation pour l'exercice financier 2020-2021 (*Loi sur la formation professionnelle dans le secteur privé*) (30 septembre 2021) ;

*Rapport de gestion sur les états financiers consolidés et notes afférentes 2020,* Travail sécuritaire NB (6 octobre 2021) ;

renseignement concernant la modification du droit relatif au remplacement de la plaque d'immatriculation d'un chien en vertu de la *Loi sur les municipalités* [qui sera abrogée et remplacée dans le cadre de la *Loi sur la gouvernance locale*] (*Loi sur les droits à percevoir*) (18 octobre 2021) ;

**Pétitions**

réponse à la pétition 12 (17 juin 2021) ;

réponse à la pétition 14 (29 juin 2021) ;

réponses aux pétitions 13, 15, 16 et 17 (15 juillet 2021).

Jour de séance 41 le mercredi 3 novembre 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à l'article 45 du Règlement, M. Arseneau demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

Le président présente les pages pour la session.

Les nouveaux pages sont les suivants : Bradley Doucet, de Dieppe ; Maggie Jardine, de Blackville ; Brock Johnson, de Fredericton ; Rosalind Keyes, de Rothesay ; Emily Simon, de Battleford, en Saskatchewan ; Claudia Ruiz Valdes, de Miami, en Floride.

Les pages suivants reprennent du service : Jane Landry, de Fredericton ; Emma Wagner, de Bridgewater, en Nouvelle-Écosse ; la page en chef Graci Young, de Pictou, en Nouvelle-Écosse.

---

M. Coon demande le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document. Le consentement est refusé.

---

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. D'Amours a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a employé le terme « dissimulation ». Le président demande à M. D'Amours de se rétracter ; le député obtempère.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Crossman :
70, *Loi modifiant la Loi sur les Récipients à boisson* ;

par l'hon. M. Steeves :
71, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension* ;

par l'hon. M^me^ M. Wilson :
72, *Loi concernant la modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée.*

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 4 novembre 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : projets de loi 16 et 46, puis motion 8.

---

L'hon M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le jeudi 4 novembre 2021, la deuxième lecture des projets de loi 70, 71 et 72 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 65, 66, 67, 68 et 69 soit appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 65, *Loi concernant la Loi sur la sécurité du revenu familial,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h 4.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 65 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 65, *Loi concernant la Loi sur la sécurité du revenu familial,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 66, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 66 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 66, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 67, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 67 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 67, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 68, *Loi modifiant la Loi sur les recours dans le secteur de la construction,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 68 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 68, *Loi modifiant la Loi sur les recours dans le secteur de la construction,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 69, *Loi sur la communication illégale d'images intimes,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 69 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 69, *Loi sur la communication illégale d'images intimes,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le président de la Chambre rend la décision suivante relativement à la demande en vue de la tenue d'un débat d'urgence :

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, le député de Kent-Nord a encore une fois demandé à proposer une motion portant tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. J'ai reçu l'avis du député hier soir, ce qui satisfait à l'exigence du préavis de deux heures.

Hier, j'ai statué que l'affaire ne serait pas abordée. Toutefois, j'ai indiqué que je reviendrais sur ma décision si, après un délai raisonnable, la Chambre n'avait toujours pas été saisie de l'affaire et que le député

présentait de nouveau une demande en vue d'un débat d'urgence, ce qu'il a fait.

Dans sa demande d'aujourd'hui, le député a fait valoir que, en raison des exigences de préavis et du fait que la semaine prochaine, le jour réservé à l'opposition coïncide avec le jour du Souvenir, il ne sera pas possible de débattre de l'affaire pendant les deux prochaines semaines.

Comme vous le savez tous, il s'agit d'une affaire qui est extrêmement importante pour les parlementaires et pour bon nombre de personnes du Nouveau-Brunswick. Nous sommes aux prises avec un conflit de travail qui a cours pendant l'état d'urgence et une pandémie mondiale. Il s'agit d'enjeux sans précédent qui se produisent en même temps et qui devraient être débattus à la Chambre sans délai.

Cela dit, ce n'est que le deuxième jour où la Chambre siège. Depuis ma décision d'hier, un délai raisonnable ne s'est pas encore écoulé. De plus, j'ai toujours espoir que l'affaire pourrait être débattue autrement à la Chambre dans les prochains jours, si c'est la volonté de la Chambre, à moins que le conflit de travail ne soit réglé dans les prochains jours dans l'intérêt de tous.

En conséquence, je dois encore rejeter la demande du député en vue de la tenue d'un débat d'urgence à ce stade-ci pour les raisons précitées, mais je me réserve le droit de revenir sur ma décision la semaine prochaine, selon les circonstances à ce moment-là. Merci.

---

La séance est levée à 14 h 52.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de Services Nouveau-Brunswick pour 2020-2021 (2 novembre 2021).

Jour de séance 42 le jeudi 4 novembre 2021

*10 h*

Prière.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
73, *Loi modifiant la Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages* ;
74 *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations électriques* ;

par l'hon. M. Holland :
75, *Loi modifiant la Loi sur les mines.*

---

L'hon M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le vendredi 5 novembre 2021, la deuxième lecture des projets de loi 73, 74 et 75 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 70, 71 et 72 soit appelée, après quoi les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 70, *Loi modifiant la Loi sur les récipients à boisson,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 70 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 70, *Loi modifiant la Loi sur les récipients à boisson,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 71, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 71 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 71, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé

au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 72, *Loi concernant la modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 72 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 72, *Loi concernant la modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu de suspendre la séance sur-le-champ jusqu'à 13 h, puis d'étudier les affaires émanant de l'opposition jusqu'à 16 h 30.

---

La séance, suspendue à 11 h 47, reprend à 13 h. M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, est au fauteuil.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 16, *Loi modifiant la Loi électorale.*

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 16 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 16, *Loi modifiant la Loi électorale,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 46, *Loi sur les partenaires de vie et les soins de longue durée,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 16 h 30.

Jour de séance 43 le vendredi 5 novembre 2021

*9 h*

Prière.

Après les questions orales, le président de la Chambre demande aux parlementaires d'observer davantage le décorum.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 73, 74 et 75 soit appelée, après quoi la Chambre étudiera la motion 81.

---

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu d'adopter la motion 81.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 73, *Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 73 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 73, *Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 74, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations électriques,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 74 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 74, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations électriques,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance, suspendue à 10 h 33, reprend à 10 h 40.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines,* il s'élève un débat.

Conformément à l'article 45 du Règlement, M. Arseneau demande la tenue d'un débat d'urgence. Le président rejette la demande.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 75 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance est levée à 10 h 56.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de la Commission des services d'aide juridique du Nouveau-Brunswick pour 2020-2021 (4 novembre 2021).

Jour de séance 44 le mardi 9 novembre 2021

*13 h*

Prière.

Conformément à l'article 45 du Règlement, M. Arseneau demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

Le président rappelle aux parlementaires de respecter les délais impartis pendant les déclarations de condoléances et de félicitations.

---

Le président interrompt les déclarations de députés et demande que M. C. Chiasson retire sa déclaration, car celle-ci fait état de mauvaise foi et d'allégations voulant que la Chambre ait été induite en erreur. M. C. Chiasson se rétracte.

---

M. Coon (Fredericton-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 20.)

---

M. Coon (Fredericton-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 21.)

---

M. Coon (Fredericton-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 22.)

---

Le président rappelle aux parlementaires que les déclarations faites pendant la présentation des pétitions doivent être brèves.

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 23.)

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 24.)

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 25.)

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 26.)

---

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que les déclarations faites durant la présentation des pétitions étaient beaucoup trop longues et détaillées. M. Arseneau intervient au sujet du rappel au Règlement. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé

et demande que les déclarations ne dépassent pas deux minutes et que les pétitions soient résumées au besoin.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 27.)

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 28.)

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 29.)

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition à l'appui des travailleurs de première ligne. (Pétition 30.)

---

Le premier ministre donne avis de motion 82 portant que, le vendredi 12 novembre 2021, appuyé par l'hon. M. Savoie, il proposera ce qui suit :

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick négocie des conventions collectives avec des unités de négociation du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) regroupant près de 20 000 membres du personnel de la fonction publique, des écoles et du système de santé ;

attendu que les unités de négociation regroupent des employés comme des sténographes judiciaires, des travailleurs routiers, des travailleurs sociaux, des agents des services correctionnels, des assistants en éducation, des chauffeurs d'autobus scolaire, du personnel infirmier auxiliaire autorisé, du personnel de soutien en milieu hospitalier et bien d'autres ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick est conscient du rôle important que jouent les employés des services publics pour fournir de précieux services aux gens du NouveauBrunswick et est résolu à travailler de bonne foi avec les unités de négociation afin de conclure des conventions ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a témoigné d'un engagement à travailler avec les unités de négociation du SCFP afin d'arriver à une entente équitable et que, le 4 novembre, le SCFP et le gouvernement ont repris les discussions sur d'éventuelles négociations ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a offert à sept des sections locales du SCFP regroupant près de 20 000 membres du personnel des augmentations salariales de 15 % sur cinq ans, ce qui comprend un réajustement des salaires ;

attendu que les augmentations salariales de 15 % sur cinq ans comprennent une augmentation de 2 % par année sur une période de cinq ans et un réajustement annuel des salaires de 25 ¢ l'heure, ce qui représente une augmentation additionnelle de 1 % par année, en moyenne ;

attendu que, le 4 novembre, il a notamment été convenu que le SCFP et le gouvernement du Nouveau-Brunswick auraient recours à des actuaires pour examiner les régimes de pension et définir la voie à suivre pour les deux groupes concernés ;

attendu que l'offre comprend en outre une augmentation du salaire du personnel occasionnel de sorte qu'il corresponde à 100 % du salaire versé au personnel permanent, ce qui représente une somme additionnelle de 8 millions de dollars versée en salaire au personnel occasionnel ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick sait qu'il est important que tous les membres du personnel bénéficient d'un régime de pension qui est viable et qui leur permet d'assurer leur avenir ;

attendu que les membres du SCFP n'ont pas encore eu l'occasion de passer à un vote relativement à l'offre présentée ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative appuie le gouvernement du Nouveau-Brunswick afin que la protection de la santé et de la sécurité des gens du Nouveau-Brunswick demeure la priorité absolue durant la grève

et que l'Assemblée législative appuie la tenue d'un vote par le SCFP relativement à la proposition définitive et globale faite par le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

---

Le président de la Chambre rend la décision suivante relativement à la demande en vue de la tenue d'un débat d'urgence :

## DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, le député de Kent-Nord a encore une fois demandé à proposer une motion portant tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Compte tenu de l'avis de motion que le premier ministre a présenté aujourd'hui, je conclus que la Chambre sera saisie autrement de l'affaire ce vendredi. Je dois par conséquent refuser la demande du député en vue d'un débat d'urgence, et j'attends avec intérêt la tenue d'un débat approfondi ce vendredi.

---

La séance est levée à 14 h 44.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel d'Élections Nouveau-Brunswick pour 2020-2021 (5 novembre 2021).

Jour de séance 45 le mercredi 10 novembre 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à l'article 45 du Règlement, M. Arseneau demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, demande l'autorisation de la Chambre pour proposer la motion 82 le vendredi 12 novembre 2021 ; la demande est rejetée. Étant donné que jeudi est le jour du Souvenir, le président corrige donc l'avis de motion 82 pour que celle-ci soit proposée le 16 novembre 2021.

---

Le président de la Chambre rend la décision suivante relativement à la demande en vue de la tenue d'un débat d'urgence :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Je veux maintenant me prononcer sur la demande du député de Kent-Nord en vue de la tenue d'un débat d'urgence. Le premier ministre a donné hier avis de motion 82.

Le sujet de la motion 82 est le même que celui qui fera l'objet de discussions dans le cadre du débat d'urgence. Le gouvernement a demandé que la Chambre permette ce vendredi la tenue d'un débat sur la motion 82. La Chambre a refusé, ce qui me porte à croire que la question n'exige pas une attention immédiate.

Par conséquent, étant donné la décision de la Chambre de ne pas permettre la tenue ce vendredi d'un débat sur la motion 82, je conclus que la question ne satisfait pas à l'exigence selon laquelle elle doit se rapporter à une « véritable urgence, qui requiert une mise à l'étude immédiate et urgente ».

En outre, je crois que la question concernant la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail actuel est maintenant réglée. Merci.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :

76, *Loi modifiant la Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée* ;

par l'hon. M. Holland :
77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.*

M. McKee donne avis de motion 83 portant que, le jeudi 18 novembre 2021, appuyé par M. LePage, il proposera ce qui suit :

attendu que la pandémie de COVID-19 a causé au Nouveau-Brunswick, comme dans d'autres provinces, des décès et une maladie grave ;

attendu que la pandémie de COVID-19 a aussi eu un effet dévastateur sur de nombreuses entreprises ;

attendu que le gouvernement fédéral est intervenu pour fournir une aide financière importante aux provinces afin de les aider à protéger leur population, à réduire les risques de propagation du virus et à soutenir les entreprises aux prises avec les réalités de la lutte contre la COVID-19 ;

attendu que de nombreuses provinces étaient reconnaissantes de l'aide financière fournie par le gouvernement fédéral et ont veillé à l'utiliser aux fins auxquelles elle était destinée ;

attendu qu'il s'est avéré que le gouvernement Higgs a versé dans les recettes générales, à des fins politiques, une grande partie de l'aide financière fédérale liée à la COVID-19 ;

attendu que, si les fonds avaient été utilisés aux fins auxquelles ils étaient destinés, ils auraient peut-être permis à notre province de consacrer plus de ressources à la lutte contre la COVID-19 et à la protection des gens du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le public s'indigne que le premier ministre empoche des sommes d'argent très nécessaires qui ont été fournies pour répondre à nos importants besoins liés à la pandémie afin de donner l'illusion d'être un bon gestionnaire financier ;

attendu que des fonds publics destinés à aider la province à faire face à une crise de santé publique ne devraient jamais servir à appuyer le programme politique d'un gouvernement ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à adopter une politique qui empêcherait que les fonds fédéraux destinés à lutter contre une pandémie ou une autre grave crise de santé publique soient utilisés à d'autres fins

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fournir au public une reddition de comptes intégrale du financement fédéral accordé au

Nouveau-Brunswick pour appuyer la lutte contre la pandémie de COVID-19.

---

M. McKee donne avis de motion 84 portant que, le jeudi 18 novembre 2021, appuyé par M. K. Chiasson, il proposera ce qui suit :

attendu que les évaluations liées à l'impôt foncier sur les biens résidentiels augmentent année après année aux quatre coins de la province ;

attendu que la demande en matière de logement au Nouveau-Brunswick a fait grimper la valeur marchande des biens résidentiels dans l'ensemble de la province ;

attendu que de nombreuses personnes à revenu fixe ont de la difficulté à composer avec une hausse considérable de leur impôt foncier attribuable aux évaluations accrues ;

attendu que, même si un plafond limite à 10 % la hausse des évaluations au cours d'une année donnée, les propriétaires fonciers peuvent tout de même subir année après année de fortes hausses d'évaluation, qui, de façon cumulative, se traduisent par une augmentation importante et injustifiable de l'impôt ;

attendu que la dernière hausse des évaluations générera des recettes substantielles inattendues pour les municipalités et la province ;

attendu qu'il n'y a aucune corrélation directe entre la hausse des évaluations et les coûts qu'assument les municipalités et la province pour fournir les services comme ceux d'eau et d'égouts et la collecte des ordures, entre autres ;

attendu que ni les municipalités ni la province ne sont tenues de réduire leurs taux d'imposition pour aider à compenser les répercussions financières des évaluations croissantes ;

attendu que le gouvernement provincial devrait faire passer les intérêts des propriétaires fonciers avant ses propres intérêts et veiller à éviter un fardeau indu aux contribuables qui sont propriétaires d'un bien résidentiel ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à établir un mécanisme selon lequel les taux d'impôt seront réajustés à la baisse si les évaluations foncières augmentent au-delà d'une certaine limite chaque année.

---

L'hon. M. Savoie donne avis portant que, le vendredi 12 novembre 2021, la deuxième lecture des projets de loi 76 et 77 sera appelée.

---

La séance est levée à 11 h 28.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

états de divulgation publique, 2019 (8 novembre 2021).

Jour de séance 46 le vendredi 12 novembre 2021

*9 h*

Prière.

M. Carr, du Comité permanent de la politique économique, présente le quatorzième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 12 novembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son quatorzième rapport.

Le comité se réunit les 5, 9 et 10 novembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

65, *Loi concernant la Loi sur la sécurité du revenu familial* ;
71, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le vice-président du comité,
(signature)
Jeff Carr

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 76 et 77 soit appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 76, *Loi modifiant la Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 76 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 76, *Loi modifiant la Loi sur le droit à l'information et la protection de la vie privée,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Coon, appuyé par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 11 h 52, reprend à 12 h 2.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 17

| | | |
|---|---|---|
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M^me^ Conroy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Legacy |
| M. Guitard | M. Bourque | M. Gauvin |
| M. Coon | M. LePage | M. Mallet |
| M. Austin | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. LeBlanc | M^me^ Mitton | |

CONTRE : 22

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | |

La motion portant que le projet de loi 77 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au mardi 23 novembre 2021, sauf que, si le président, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction et il doit dans cet avis indiquer la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 22

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | |

CONTRE : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. Bourque | M. Gauvin |
| M. Guitard | M. LePage | M. Mallet |
| M. Coon | M. D'Amours | M. Arseneau |
| M. LeBlanc | M^me^ Mitton | |
| M. K. Chiasson | M^me^ Conroy | |

La séance est levée à 12 h 32.

Jour de séance 47 le mardi 23 novembre 2021

*13 h*

Prière.

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le quatrième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 23 novembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son quatrième rapport de la session.

Le comité se réunit le 16 novembre 2021 à la Chambre du Conseil législatif et étudie le projet de loi 64, *Loi modifiant la Loi concernant la podiatrie,* dont il recommande à la Chambre l'adoption sans amendement.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M. Coon :
78, *Loi concernant l'Église Unie du Canada.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 65 et 71 soit appelée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

65, *Loi concernant la Loi sur la sécurité du revenu familial* ;
71, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

La séance est levée à 14 h 5.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du Conseil de la recherche et de la productivité du Nouveau-Brunswick pour 2020-2021 (15 novembre 2021) ;
réponses aux pétitions 18 et 19 (18 novembre 2021).

Jour de séance 48 le mercredi 24 novembre 2021

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Melanson a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a affirmé que le premier ministre manipulait les chiffres et que l'hon. M. Steeves ne divulguait pas des renseignements financiers. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 25 novembre 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 83 et 84.

---

La séance est levée à 11 h 9.

Jour de séance 49 le jeudi 25 novembre 2021

*10 h*

Prière.

Le président de la Chambre, ayant sursis à statuer sur le rappel au Règlement fait le jour précédent, se prononce sur celui-ci et statue qu'il est bien fondé, car les propos en question pourraient être interprétés comme mettant en doute l'intégrité des parlementaires. Le président rappelle aux parlementaires de s'adresser à la présidence et d'être respectueux.

M. Arseneault invoque le Règlement ; il demande au président d'élargir la portée de la décision. Le président statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé puisque la décision vise les deux côtés de la Chambre.

---

M^me^ Mitton donne avis de motion 85 portant que, le jeudi 2 décembre 2021, appuyée par M. Coon, elle proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la liste des projets et la somme que le gouvernement a investie dans chacun pour un total de 1 milliard de dollars au titre d'investissements dans l'énergie éolienne au Nouveau-Brunswick, comme l'a déclaré le ministre des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie le 12 novembre 2021 pendant la période des questions.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le vendredi 26 novembre 2021, la deuxième lecture du projet de loi d'intérêt privé 64 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la séance soit suspendue jusqu'à 14 h 30, après quoi les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

La séance, suspendue à 11 h 15, reprend à 14 h 30. M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, est au fauteuil.

---

Conformément à l'avis de motion 83, M. McKee, appuyé par M. LePage, propose ce qui suit :

attendu que la pandémie de COVID-19 a causé au Nouveau-Brunswick, comme dans d'autres provinces, des décès et une maladie grave ;

attendu que la pandémie de COVID-19 a aussi eu un effet dévastateur sur de nombreuses entreprises ;

attendu que le gouvernement fédéral est intervenu pour fournir une aide financière importante aux provinces afin de les aider à protéger leur population, à réduire les risques de propagation du virus et à soutenir les entreprises aux prises avec les réalités de la lutte contre la COVID-19 ;

attendu que de nombreuses provinces étaient reconnaissantes de l'aide financière fournie par le gouvernement fédéral et ont veillé à l'utiliser aux fins auxquelles elle était destinée ;

attendu qu'il s'est avéré que le gouvernement Higgs a versé dans les recettes générales, à des fins politiques, une grande partie de l'aide financière fédérale liée à la COVID-19 ;

attendu que, si les fonds avaient été utilisés aux fins auxquelles ils étaient destinés, ils auraient peut-être permis à notre province de consacrer plus de ressources à la lutte contre la COVID19 et à la protection des gens du Nouveau-Brunswick ;

attendu que le public s'indigne que le premier ministre empoche des sommes d'argent très nécessaires qui ont été fournies pour répondre à nos importants besoins liés à la pandémie afin de donner l'illusion d'être un bon gestionnaire financier ;

attendu que des fonds publics destinés à aider la province à faire face à une crise de santé publique ne devraient jamais servir à appuyer le programme politique d'un gouvernement ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à adopter une politique qui empêcherait que les fonds fédéraux destinés à lutter contre une pandémie ou une autre grave crise de santé publique soient utilisés à d'autres fins

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fournir au public une reddition de comptes intégrale du financement fédéral accordé au Nouveau-Brunswick pour appuyer la lutte contre la pandémie de COVID-19.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 83, mise aux voix, est rejetée.

Conformément à l'avis de motion 84, M. McKee, appuyé par M. K. Chiasson, propose ce qui suit :

attendu que les évaluations liées à l'impôt foncier sur les biens résidentiels augmentent année après année aux quatre coins de la province ;

attendu que la demande en matière de logement au Nouveau-Brunswick a fait grimper la valeur marchande des biens résidentiels dans l'ensemble de la province ;

attendu que de nombreuses personnes à revenu fixe ont de la difficulté à composer avec une hausse considérable de leur impôt foncier attribuable aux évaluations accrues ;

attendu que, même si un plafond limite à 10 % la hausse des évaluations au cours d'une année donnée, les propriétaires fonciers peuvent tout de même subir année après année de fortes hausses d'évaluation, qui, de façon cumulative, se traduisent par une augmentation importante et injustifiable de l'impôt ;

attendu que la dernière hausse des évaluations générera des recettes substantielles inattendues pour les municipalités et la province ;

attendu qu'il n'y a aucune corrélation directe entre la hausse des évaluations et les coûts qu'assument les municipalités et la province pour fournir les services comme ceux d'eau et d'égouts et la collecte des ordures, entre autres ;

attendu que ni les municipalités ni la province ne sont tenues de réduire leurs taux d'imposition pour aider à compenser les répercussions financières des évaluations croissantes ;

attendu que le gouvernement provincial devrait faire passer les intérêts des propriétaires fonciers avant ses propres intérêts et veiller à éviter un fardeau indu aux contribuables qui sont propriétaires d'un bien résidentiel ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à établir un mécanisme selon lequel les taux d'impôt seront réajustés à la baisse si les évaluations foncières augmentent au-delà d'une certaine limite chaque année.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 50 le vendredi 26 novembre 2021

*9 h*

Prière.

Le président de la Chambre rappelle aux parlementaires que les messages de félicitations ne doivent pas être de nature politique.

---

Après les questions orales, M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que l'hon. M. Holland a mis en doute l'intégrité de M. Guitard. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé.

---

M. Melanson donne avis de motion 86 portant que, le jeudi 2 décembre 2021, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

attendu que la pandémie de COVID-19 a pris le monde entier au dépourvu et que de nombreux gouvernements de tous les niveaux ont dû mettre en place des mesures immédiates pour protéger leur population et essayer d'éviter la propagation à grande échelle du virus ;

attendu que les répercussions de la pandémie constituent une grave menace pour la santé humaine et la sécurité publique ;

attendu que très peu de gouvernements avaient mis au point avant la pandémie de COVID-19 un plan détaillé d'intervention en cas de pandémie et que le Nouveau-Brunswick ne faisait pas exception ;

attendu que plusieurs éclosions sont survenues au Nouveau-Brunswick, causant des cas graves et des pertes de vie ;

attendu que les gens s'entendent de plus en plus pour dire qu'un plan d'intervention en cas de pandémie efficace et prévoyant les protocoles et la formation appropriés serait d'une aide inestimable pour protéger la population et réduire les risques de propagation à grande échelle du virus ;

attendu que de nombreuses leçons peuvent être tirées de la lutte contre la pandémie, lesquelles seront avantageuses pour aider à mieux gérer la crise sanitaire de la COVID-19 et à mieux répondre à d'éventuelles crises de pandémie ;

attendu qu'il faut mener un examen approfondi de la réponse de la province à la pandémie, lequel nous renseignerait sur les mesures efficaces ainsi que sur les améliorations possibles ;

attendu qu'un tel examen pourrait aussi être fort utile pour élaborer un plan d'intervention en cas de pandémie à jour et pour étudier les pratiques exemplaires en matière de protocoles, de communication et de prises de décision en temps de pandémie ;

attendu qu'un examen pourrait aussi être l'occasion d'entendre l'opinion d'experts en la matière, de travailleurs de première ligne, d'entreprises et de familles qui ont été touchés par la pandémie de COVID-19 et qui pourraient fournir de précieux éclaircissements ;

attendu que l'examen devrait être indépendant afin d'être véritablement objectif et transparent ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire mener un examen indépendant et complet de la réponse du Nouveau-Brunswick à la pandémie, lequel aboutira à des recommandations aux fins d'étude par le gouvernement.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture du projet de loi 64 soit appelée.

---

Est lu une deuxième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

64, *Loi modifiant la Loi concernant la podiatrie.*

---

Conformément à l'article 121 du Règlement, il est ordonné que le projet de loi d'intérêt privé 64 soit lu une troisième fois sur-le-champ.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

64, *Loi modifiant la Loi concernant la podiatrie.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

La séance est levée à 10 h 17.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

réponses aux pétitions 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 (24 novembre 2021).

Jour de séance 51 le mardi 30 novembre 2021

*13 h*

Prière.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
79, *Loi concernant la vente au détail du cannabis* ;

par l'hon. M. Fitch :
80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins* ;

par M. Coon :
81, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi.*

---

L'hon M. Holder demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par l'hon. M. Savoie, la motion suivante :

que, malgré l'article 109.1 du Règlement et l'expiration du délai fixé pour l'étude des budgets au cours de la première session, 80 autres heures soient imparties à l'étude du budget principal et du budget de capital pour 2022-2023, y compris tout budget supplémentaire, qui sont communiqués à la Chambre pendant le reste de la première session de la 60e législature. (Motion 87.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 87 sera proposée le vendredi 3 décembre 2021.

---

L'hon. M. Holder donne avis que, le mercredi 1er décembre 2021, la deuxième lecture des projets de loi 79 et 80 sera appelée.

---

La séance est levée à 14 h 5.

Jour de séance 52 le mercredi 1er décembre 2021

*10 h*

Prière.

Mme Landry (Madawaska-Les-Lacs—Edmundston) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à ne pas fusionner le village de Lac Baker et la collectivité rurale de Haut-Madawaska. (Pétition 31.)

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par l'hon. M. Allain :
82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale.*

---

L'hon. M. Steeves donne avis de motion 88 portant que, le mardi 7 décembre 2021, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 2 décembre 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : affaire émanant d'un tiers parti, puis motion 51.

M. Arseneau donne avis que l'affaire émanant d'un tiers parti sera le projet de loi 81.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le jeudi 2 décembre 2021, la deuxième lecture du projet de loi 82 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 79 et 80 soit appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 79, *Loi concernant la vente au détail du cannabis,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 79 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 79, *Loi concernant la vente au détail du cannabis,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 80 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance est levée à 11 h 51.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

| | |
|---|---|
| rapport annuel du ministère de la Justice et de la Sécurité publique pour 2020-2021 | (29 novembre 2021) ; |
| rapport annuel d'Opportunités NB pour 2020-2021 | (30 novembre 2021) ; |
| rapport annuel du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux pour 2020-2021 | (30 novembre 2021) ; |
| rapport annuel du ministère des Transports et de l'Infrastructure pour 2020-2021 | (30 novembre 2021) ; |
| rapport annuel du ministère du Développement social pour 2020-2021 | (30 novembre 2021). |

Jour de séance 53 le jeudi 2 décembre 2021

*10 h*

Prière.

M. McKee offre ses condoléances à la famille du regretté Jean-Paul LeBlanc, ancien député progressiste-conservateur provincial de Moncton, de 1970 à 1974.

---

Le président de la Chambre interrompt les déclarations de députés et demande que M. D'Amours retire le mot « mensonge ». Le député obtempère. Le président rappelle aux parlementaires d'éviter tout langage non parlementaire, même lorsqu'ils lisent une citation.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le quinzième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 2 décembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son quinzième rapport.

Le comité se réunit les 12, 23, 24, 25, 26 et 30 novembre et le 1er décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

66, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation* ;
67, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics.*

Le comité étudie aussi les projets de loi suivants et accomplit une partie du travail à leur sujet :

70, *Loi modifiant la Loi sur les récipients à boisson* ;
77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
83, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du Code du bâtiment* ;
84, *Loi modifiant la Loi sur la police.*

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture du projet de loi 82 soit appelée, après quoi la séance sera suspendue jusqu'à 14 h 30, heure à laquelle seront étudiées les affaires émanant de l'opposition.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M[me] Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h 1.

Après un certain laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de passer aux affaires émanant de l'opposition.

---

L'hon. M. Savoie donne avis portant que, le vendredi 3 décembre 2021, la deuxième lecture des projets de loi 83 et 84 sera appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 81, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M[me] S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 81 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est rejetée.

---

Conformément à l'avis de motion 51, M[me] Landry, appuyée par M. LePage, propose ce qui suit :

attendu que, en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions imposées pendant les différentes phases, de nombreux services fournis en personne par le gouvernement aux membres du public étaient limités ;

attendu que, compte tenu de la nécessité pour le public de continuer d'avoir accès à un grand nombre de programmes et services gouvernementaux pendant la pandémie, bien d'autres services ont été fournis en ligne ;

attendu que, bien qu'il soit louable que le gouvernement rende plus de programmes et de services disponibles en ligne, le fait que beaucoup de personnes du Nouveau-Brunswick n'ont pas accès aux services en ligne est source de préoccupation ;

attendu que, parmi les raisons pour lesquelles il est impossible d'avoir accès aux services en ligne, il y a le manque d'accès à Internet haute vitesse, le manque de connaissances technologiques et le manque d'accès à un ordinateur, à une tablette électronique ou à un autre appareil ;

attendu que le manque d'accès futur à de nombreux services fournis en personne pour les gens qui veulent recourir à des programmes et services gouvernementaux désavantagera beaucoup de personnes du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à veiller à ce que l'accès en personne aux programmes et services gouvernementaux, par suite de l'accroissement de l'accès aux services en ligne, ne soit pas considérablement réduit lorsque l'assouplissement des restrictions sanitaires permettra la reprise de ces services.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. La motion 51, mise aux voix, est adoptée.

---

La séance est levée à 17 h 42.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du ministère des Finances et du Conseil du Trésor pour 2020-2021 (1er décembre 2021) ;
rapport annuel du ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie pour 2020-2021 (1er décembre 2021).

Jour de séance 54 le vendredi 3 décembre 2021

*9 h*

Prière.

Sur la demande de l'hon. M^me^ Scott-Wallace, la Chambre observe un moment de silence pour souligner la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

---

M. Hogan donne avis de motion 89 portant que, le jeudi 9 décembre 2021, appuyé par M. Turner, il proposera ce qui suit :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et après l'adoption de la présente motion, 56 heures soient imparties aux délibérations à toutes les étapes de l'étude des projets de loi 66, 67, 68, 70, 77, 80, 82, 83 et 84, rétroactivement au 3 novembre 2021, et que, à l'expiration du délai de 56 heures, sauf conclusion antérieure de l'étude, le président de la Chambre ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ces projets de loi et qu'il soit permis, au besoin, que ces projets de loi franchissent plus d'une étape le jour même ;

que, nonobstant l'expiration du délai de 56 heures, 20 minutes soient imparties, au besoin, à l'étude de ces projets de loi en comité, sur demande du leader parlementaire du gouvernement.

---

M. McKee donne avis de motion 90 portant que, le jeudi 9 décembre 2021, appuyé par M. Arseneault, il proposera ce qui suit :

attendu que, au titre du budget déposé en mars 2021, le gouvernement Higgs a prévu un déficit de 145 millions de dollars pour le trimestre d'exercice se terminant le 30 juin 2021 ;

attendu que, bien que le gouvernement connaisse en juillet les chiffres liés au compte rendu financier du premier trimestre, lequel se termine le 30 juin, et que ces chiffres soient habituellement publiés en juillet ou en août, le gouvernement a annoncé, sans fournir d'explication, que ceux-ci ne seraient pas disponibles avant le 2 septembre 2021 ;

attendu que le gouvernement a par la suite reporté encore davantage l'annonce du compte rendu financier du premier trimestre, soit au 13 octobre 2021, c'est-à-dire après la fin du deuxième trimestre ;

attendu que le report additionnel a aussi été fait sans qu'aucune explication ne soit fournie et qu'il témoigne d'un mépris à l'égard de l'ouverture et de la transparence ;

attendu que, d'après le compte rendu financier, le gouvernement provincial a effectivement enregistré un excédent de 160 millions de dollars au lieu d'un déficit de 245 millions ;

attendu qu'un écart si considérable montre indéniablement que le gouvernement a altéré les prévisions budgétaires présentées en mars 2021 ;

attendu qu'il est rapidement devenu absolument évident que l'excédent enregistré par le gouvernement était lié au fait que celui-ci avait empoché la somme de 300 millions de dollars versée par le gouvernement fédéral, laquelle devait servir à aider les gens du Nouveau-Brunswick à passer au travers de la pandémie, et que le gouvernement avait dépensé 300 millions de dollars de moins que ce qu'il avait prévu au budget ;

attendu que, puisque le gouvernement a décidé de réduire considérablement les dépenses provinciales et qu'il savait que ses recettes de provenance interne avaient largement augmenté, il devait savoir qu'il enregistrerait un excédent, mais il a intentionnellement prévu un déficit de 245 millions de dollars ;

attendu qu'il semble que les renseignements concernant les recettes ont été délibérément omis des prévisions financières ;

attendu que le premier ministre, lorsqu'il était ministre des Finances, a présenté en 2014 la *Loi sur la transparence et la responsabilisation financières,* mais qu'il a complètement abandonné les principes auxquels il adhérait lorsque la mesure législative a été déposée, ce qui témoigne d'une macabre ironie ;

attendu que, dans une société démocratique, la population doit pouvoir s'attendre à ce que son gouvernement fournisse en temps opportun les comptes rendus financiers les plus exacts possibles en employant tous les moyens financiers à sa disposition ;

attendu que, à des fins politiques, le gouvernement a cultivé le secret et a omis de présenter des renseignements essentiels aux prévisions budgétaires ;

attendu que, afin de confirmer les renseignements dont disposait le gouvernement lorsqu'il a établi ses prévisions budgétaires, des cadres

supérieurs du Bureau du Conseil exécutif et du ministère des Finances et du Conseil du Trésor devraient comparaître devant le Comité permanent des comptes publics pour fournir tous les renseignements ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à appuyer le président du Comité permanent des comptes publics afin qu'il convoque des cadres supérieurs du Bureau du Conseil exécutif et du ministère des Finances et du Conseil du Trésor à comparaître devant le Comité permanent des comptes publics en vue de donner aux membres du comité et aux autres parlementaires l'occasion d'obtenir les renseignements qui étaient disponibles lors de l'établissement des prévisions financières et pour expliquer l'incapacité de fournir des prévisions financières plus exactes

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à demander que la vérificatrice générale mène une enquête sur cette grave préoccupation.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, reporte la troisième lecture de certains projets de loi à une date ultérieure et annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 82, 83 et 84 soit appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale.*

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, M^me^ Mitton, appuyée par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 12 h 54, reprend à 13 h 3.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

La séance est levée à 14 h.

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du ministère de
l'Agriculture, de l'Aquaculture
et des Pêches pour 2020-2021 (2 décembre 2021).

Jour de séance 55 le mardi 7 décembre 2021

*13 h*

Prière.

M. C. Chiasson offre ses condoléances à la famille du regretté John Flynn, ancien député libéral provincial de York, de 1995 à 1999.

---

M^me^ Landry (Madawaska-Les-Lacs—Edmundston) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à ne pas fusionner le village de Lac Baker et la collectivité rurale de Haut-Madawaska. (Pétition 32.)

---

M^me^ Landry (Madawaska-Les-Lacs—Edmundston) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition au nom de gens de Saint-Jacques exhortant le gouvernement à tenir un plébiscite sur la réforme de la gouvernance locale dans leur collectivité. (Pétition 33.)

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 7 décembre 2021

S.H. la lieutenante-gouverneure transmet le budget de capital pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867,* elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda Murphy

---

Conformément à l'avis de motion 88, l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital.

La question proposée, l'hon. M. Steeves prononce le discours du budget de capital pour 2022-2023.

Après un certain laps de temps, M. Arseneau intervient pour débattre de la motion à l'étude. Le président de la Chambre statue que seulement un

représentant de chaque parti aura la parole et que chaque réponse ne peut dépasser la durée du discours du ministre.

Le débat se termine. La motion 88, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme sur-le-champ en Comité des subsides à accorder à Sa Majesté.

---

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M^me^ S. Wilson.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ S. Wilson, présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a abordé les travaux dont il a été saisi et a adopté la motion suivante :

que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La présidente du comité rapporte aussi qu'il lui est enjoint de demander à siéger de nouveau.

---

M^me^ S. Wilson, appuyée par le premier ministre, propose ce qui suit :

que le rapport du Comité des subsides soit adopté par la Chambre et que celle-ci adhère à la résolution portant que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie demande au président de la Chambre de revenir aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre et propose, appuyé par le premier ministre, que l'étude des prévisions budgétaires en Comité des subsides soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre étudie la motion 87, après quoi la troisième lecture des projets de loi 66 et 67 sera appelée, puis la deuxième lecture des projets de loi 82, 83 et 84 sera appelée.

---

Conformément à l'avis de motion 87, l'hon. M. Savoie, le comotionnaire, au nom de l'hon. M. Holder, propose ce qui suit :

que, malgré l'article 109.1 du Règlement et l'expiration du délai fixé pour l'étude des budgets au cours de la première session, 80 autres heures soient imparties à l'étude du budget principal et du budget de capital pour 2022-2023, y compris tout budget supplémentaire, qui sont communiqués à la Chambre pendant le reste de la première session de la 60e législature.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 87, mise aux voix, est adoptée.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 66, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* la motion portant troisième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. Mme Dunn | M. Hogan |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Cardy | M. Ames |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. Mme Scott-Wallace | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. Mme Johnson | M. Coon |
| l'hon. Mme M. Wilson | M. Wetmore | M. Austin |
| l'hon. M. Crossman | Mme S. Wilson | Mme Conroy |
| l'hon. M. Holland | Mme Bockus | |
| l'hon. Mme Green | M. Cullins | |

CONTRE : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| Mme Thériault | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Landry |
| M. McKee | M. Bourque | M. Arseneau |
| Mme Landry | M. D'Amours | |
| M. Guitard | Mme Mitton | |

Le projet de loi 66, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

67, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* dont voici le texte :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de la Corporation de financement des municipalités du Nouveau-Brunswick pour 2020 (3 décembre 2021) ;
rapport annuel du ministère des Affaires autochtones pour 2020-2021 (3 décembre 2021).

Jour de séance 56 le mercredi 8 décembre 2021

*10 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le seizième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 8 décembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son seizième rapport.

Le comité se réunit le 7 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

70, *Loi modifiant la Loi sur les récipients à boisson* ;
77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins,* et accomplit une partie du travail à leur sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. Melanson, propose ce qui suit :

attendu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a édicté la *Loi sur l'ombud* ;

attendu que le paragraphe 2(1) de la loi dispose que l'ombud est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Assemblée législative ;

attendu que le mandat de Charles Murray est échu ;

attendu qu'un comité de sélection a été constitué aux termes du paragraphe 2(2) de la loi afin de désigner des personnes comme candidats pouvant être nommés à titre d'ombud ;

attendu que le comité de sélection a dressé une liste de candidats compétents et l'a remise à la lieutenante-gouverneure en conseil conformément au paragraphe 2(4) de la loi ;

attendu que le comité de sélection a conclu que Marie-France Pelletier avait les compétences et l'expérience requises pour s'acquitter des fonctions d'ombud ;

attendu que le premier ministre a consulté le chef de l'opposition et les chefs des autres partis politiques représentés à l'Assemblée législative conformément au paragraphe 2(5) de la loi ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative recommande à la lieutenante-gouverneure en conseil que Marie-France Pelletier soit nommée ombud pour un mandat de sept ans

et que la Chambre exprime sa reconnaissance et sa gratitude à Charles Murray pour les services professionnels et dévoués qu'il a rendus à l'Assemblée législative et à la population du Nouveau-Brunswick. (Motion 91.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. Melanson, propose ce qui suit :

attendu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a édicté la *Loi sur le défenseur des enfants, des jeunes et des aînés* ;

attendu que le paragraphe 3(1) de la loi dispose qu'un défenseur des enfants, des jeunes et des aînés est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Assemblée législative ;

attendu que le mandat de Norman Bossé est échu ;

attendu qu'un comité de sélection a été constitué conformément au paragraphe 3(1.1) de la loi afin de désigner des personnes comme candidats pouvant être nommés à titre de défenseur des enfants, des jeunes et des aînés ;

attendu que le comité de sélection a dressé une liste de candidats compétents et l'a remise à la lieutenante-gouverneure en conseil conformément au paragraphe 3(1.3) de la loi ;

attendu que le comité de sélection a conclu que Kelly Lamrock avait les compétences et l'expérience requises pour s'acquitter des fonctions de défenseur des enfants, des jeunes et des aînés ;

attendu que le premier ministre a consulté le chef de l'opposition et les chefs des autres partis politiques représentés à l'Assemblée législative conformément au paragraphe 3(1.4) de la loi ;

qu'il soit à ces causes résolus que l'Assemblée législative recommande à la lieutenante-gouverneure en conseil que Kelly Lamrock soit nommé défenseur des enfants, des jeunes et des aînés pour un mandat de sept ans

et que la Chambre exprime sa reconnaissance et sa gratitude à Norman Bossé pour les services professionnels et dévoués qu'il a rendus à l'Assemblée législative et à la population du Nouveau-Brunswick. (Motion 92.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. Melanson, propose ce qui suit :

attendu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick a édicté la *Loi sur le vérificateur général* ;

attendu que le paragraphe 3(1) de la loi dispose que le vérificateur général est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de l'Assemblée législative ;

attendu que le mandat de Kim Adair-MacPherson est échu ;

attendu qu'un comité de sélection a été constitué aux termes du paragraphe 3(2.1) de la loi afin de désigner des personnes comme candidats pouvant être nommés à titre de vérificateur général ;

attendu que le comité de sélection a dressé une liste de candidats compétents et l'a remise à la lieutenante-gouverneure en conseil conformément au paragraphe 3(2.3) de la loi ;

attendu que le comité de sélection a conclu que Paul Martin avait les compétences et l'expérience requises pour s'acquitter des fonctions de vérificateur général ;

attendu que le premier ministre a consulté le chef de l'opposition et les chefs des autres partis politiques représentés à l'Assemblée législative conformément au paragraphe 3(2.4) de la loi ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative recommande à la lieutenante-gouverneure en conseil que Paul Martin soit nommé vérificateur général pour un mandat de dix ans

et que la Chambre exprime sa reconnaissance et sa gratitude à Kim Adair-MacPherson pour les services professionnels et dévoués qu'elle a rendus à l'Assemblée législative et à la population du Nouveau-Brunswick, ainsi qu'à Janice Leahy, car elle occupe le poste de vérificatrice générale par intérim depuis la démission de M^me^ Adair-MacPherson. (Motion 93.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 9 décembre 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 86 et 90.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme en Comité des subsides pour étudier les prévisions budgétaires du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 83, 84 et 82 sera appelée, puis, sur autorisation, les projets de loi 83 et 84 seront étudiés en comité sur-le-champ.

---

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M^me^ S. Wilson.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ S. Wilson, la présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comité et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi et demande à siéger de nouveau.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 83, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du Code du bâtiment,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 83 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 83, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du Code du bâtiment,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le président demande l'autorisation de la Chambre pour permettre l'étude sur-le-champ du projet de loi 83 en Comité permanent de la politique économique ; la demande est rejetée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 84, *Loi modifiant la Loi sur la police,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 84 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 84, *Loi modifiant la Loi sur la police,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le président demande l'autorisation de la Chambre pour permettre l'étude sur-le-champ du projet de loi 84 en Comité permanent de la politique économique ; la demande est rejetée.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* dont voici le texte :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté.

La motion portant que le projet de loi 82 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

La séance est levée à 14 h 35.

Jour de séance 57 le jeudi 9 décembre 2021

*10 h*

Prière.

L'hon. M. Crossman (Hampton) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à présenter une mesure législative concernant les acrobaties automobiles et à instaurer des sanctions plus sévères pour les infractions de conduite. (Pétition 34.)

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs à l'Hôpital mémorial de Sackville. (Pétition 35.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le dix-septième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 9 décembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son dix-septième rapport.

Le comité se réunit le 8 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

68, *Loi modifiant la Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, reporte la troisième lecture de certains projets de loi à une date ultérieure et annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme en Comité

des subsides pour étudier les prévisions budgétaires du ministère des Transports et de l'Infrastructure, après quoi la Chambre étudiera la motion 89, puis les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de M^me^ S. Wilson.

M. Arseneau invoque le Règlement ; il soutient que les partis de l'opposition devraient recevoir les textes des ministres avant qu'ils ne soient lus. La présidente du comité statue que le rappel au Règlement est bien fondé.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ S. Wilson, la présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comité et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi et demande à siéger de nouveau.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que la motion 89 est irrecevable puisqu'elle n'a pas été présentée par un ministre et qu'elle est de nature rétroactive. M. Arseneau et l'hon. M. Savoie interviennent au sujet du rappel au Règlement. Le président de la Chambre sursoit à statuer et suspend la séance.

La séance, suspendue à 11 h 37, reprend à 11 h 57.

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je vais maintenant statuer sur le rappel au Règlement fait par le leader parlementaire de l'opposition relativement à la motion 89.

La motion 89 peut être qualifiée de « motion d'attribution de temps ». Les motions d'attribution de temps sont depuis un certain temps en usage à la Chambre et sont utilisées dans de nombreux autres corps législatifs. Un certain nombre de corps législatifs au Canada sont dotés de règles précises qui régissent l'utilisation de telles motions. Ce n'est pas le cas au Nouveau-Brunswick. Nous devons donc suivre l'usage établi à notre Chambre.

En général, les motions d'attribution de temps sont utilisées pour favoriser l'emploi efficient et efficace du temps de la Chambre et de ses comités. Une motion d'attribution de temps prévoit une période donnée pour l'étude d'une ou de plusieurs étapes d'un ou de plusieurs projets de loi. Elle se distingue de la motion de clôture du fait qu'elle porte sur la gestion du temps, contrairement à la motion de clôture, qui prend souvent effet immédiatement sans permettre plus ample étude.

Les motions d'attribution de temps sont utilisées assez régulièrement à la Chambre depuis 2008. En tout, la Chambre a adopté 10 motions d'attribution de temps depuis, et ce, le 22 avril 2008, le 17 juin 2008, le 14 avril 2010, le 4 décembre 2013, le 19 décembre 2014, le 20 février 2015, le 26 mars 2015, le 7 juillet 2016, le 15 décembre 2016 et le 20 décembre 2017.

Le libellé de la motion dont la Chambre est saisie est très semblable, voire identique, à bon nombre de motions du genre adoptées par la Chambre.

Pour ce qui est des arguments selon lesquels la motion devrait être déclarée irrecevable parce qu'elle a été proposée par un simple parlementaire, qu'elle est de nature rétroactive ou qu'elle s'applique à différentes étapes d'un projet de loi, comme je l'ai dit plus tôt, le Règlement de la Chambre ne traite pas des motions d'attribution de temps ; je dois donc m'appuyer sur l'usage et les décisions antérieures.

Par le passé, deux présidents ont statué sur la question. Le président Graham a permis en 2013 qu'une motion semblable soit proposée. Le président Collins a fait de même pendant son mandat.

Les parlementaires ont eu avis, pas plus tard que vendredi dernier, de la motion proposée aujourd'hui. Il leur revenait donc de décider dans l'intervalle — à compter de vendredi — quelle serait la meilleure façon d'utiliser le temps d'étude des projets de loi, sachant que la motion d'attribution de temps était en voie.

Par conséquent, conformément à l'usage et aux décisions antérieures, j'estime que la motion 89 est recevable et je permets qu'elle aille de l'avant.

---

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

---

Conformément à l'avis de motion 89, M. Hogan, appuyé par M. Turner, propose ce qui suit :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et après l'adoption de la présente motion, 56 heures soient imparties aux délibérations à toutes les étapes de l'étude des projets de loi 66, 67, 68, 70, 77, 80, 82, 83 et 84, rétroactivement au 3 novembre 2021, et que, à l'expiration du délai de 56 heures, sauf conclusion antérieure de l'étude, le président de la Chambre ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ces projets de loi et qu'il soit permis, au besoin, que ces projets de loi franchissent plus d'une étape le jour même ;

que, nonobstant l'expiration du délai de 56 heures, 20 minutes soient imparties, au besoin, à l'étude de ces projets de loi en comité, sur demande du leader parlementaire du gouvernement.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, M. Melanson, appuyé par M^me^ Landry, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 89 soit amendée par la substitution, au point final après « leader parlementaire du gouvernement », d'un point-virgule et l'adjonction des paragraphes suivants :

« attendu que, durant les consultations communautaires initiales sur la réforme de la gouvernance locale, le ministre des Gouvernements locaux n'a pas indiqué que le gouvernement procéderait à des fusions forcées ;

« attendu que le projet de loi prive les gens du droit de tenir un plébiscite au sujet des fusions ;

« attendu que serait inestimable la participation des dirigeants communautaires et des membres des communautés à la discussion sur les fusions et questions connexes ;

« attendu qu'il est essentiel à la réussite de toute réforme du genre que les communautés participent activement aux discussions sur leur avenir ;

« que, dans les 45 jours suivant l'adoption du projet de loi 82, le ministre des Gouvernements locaux prévoie une série de consultations publiques dans chacun des 12 districts de services régionaux afin de discuter de la mesure législative, des fusions proposées et d'autres questions pertinentes. »

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que l'amendement est irrecevable, car il dépasse la portée de la motion originale. La présidente suppléante de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé et déclare que l'amendement est irrecevable.

Après un certain laps de temps, M. Coon, appuyé par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 89 soit amendée comme suit :

dans le premier paragraphe de la résolution, par la substitution, à « 56 », de « 75 » ;

dans le deuxième paragraphe de la résolution, par la substitution, à « 56 », de « 75 ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

L'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que l'amendement est irrecevable puisqu'il va à l'encontre de l'objet de la motion originale en modifiant le programme du gouvernement. La présidente suppléante de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé et annonce qu'il est l'heure de passer aux affaires émanant de l'opposition.

---

Conformément à l'avis de motion 86, M. Melanson, appuyé par M. D'Amours, propose ce qui suit :

attendu que la pandémie de COVID-19 a pris le monde entier au dépourvu et que de nombreux gouvernements de tous les niveaux ont dû mettre en place des mesures immédiates pour protéger leur population et essayer d'éviter la propagation à grande échelle du virus ;

attendu que les répercussions de la pandémie constituent une grave menace pour la santé humaine et la sécurité publique ;

attendu que très peu de gouvernements avaient mis au point avant la pandémie de COVID-19 un plan détaillé d'intervention en cas de pandémie et que le Nouveau-Brunswick ne faisait pas exception ;

attendu que plusieurs éclosions sont survenues au Nouveau-Brunswick, causant des cas graves et des pertes de vie ;

attendu que les gens s'entendent de plus en plus pour dire qu'un plan d'intervention en cas de pandémie efficace et prévoyant les protocoles et la formation appropriés serait d'une aide inestimable pour protéger la population et réduire les risques de propagation à grande échelle du virus ;

attendu que de nombreuses leçons peuvent être tirées de la lutte contre la pandémie, lesquelles seront avantageuses pour aider à mieux gérer la crise sanitaire de la COVID-19 et à mieux répondre à d'éventuelles crises de pandémie ;

attendu qu'il faut mener un examen approfondi de la réponse de la province à la pandémie, lequel nous renseignerait sur les mesures efficaces ainsi que sur les améliorations possibles ;

attendu qu'un tel examen pourrait aussi être fort utile pour élaborer un plan d'intervention en cas de pandémie à jour et pour étudier les pratiques exemplaires en matière de protocoles, de communication et de prises de décision en temps de pandémie ;

attendu qu'un examen pourrait aussi être l'occasion d'entendre l'opinion d'experts en la matière, de travailleurs de première ligne, d'entreprises et de familles qui ont été touchés par la pandémie de COVID-19 et qui pourraient fournir de précieux éclaircissements ;

attendu que l'examen devrait être indépendant afin d'être véritablement objectif et transparent ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire mener un examen indépendant et complet de la réponse du Nouveau-Brunswick à la pandémie, lequel aboutira à des recommandations aux fins d'étude par le gouvernement.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Le débat se termine. La motion 86, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Austin | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M^me^ Conroy |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Coon | M. D'Amours | |

CONTRE : 23

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Hogan |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson | |

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que, en raison du nombre croissant de cas de COVID-19, le président devrait prévoir unilatéralement la tenue de séances virtuelles ou hybrides pour la semaine prochaine. Le président statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé puisque la Chambre a adopté un processus de mise en oeuvre de séances virtuelles ou hybrides.

---

Conformément à l'avis de motion 90, M. McKee, appuyé par M. Arseneault propose ce qui suit :

attendu que, au titre du budget déposé en mars 2021, le gouvernement Higgs a prévu un déficit de 145 millions de dollars pour le trimestre d'exercice se terminant le 30 juin 2021 ;

attendu que, bien que le gouvernement connaisse en juillet les chiffres liés au compte rendu financier du premier trimestre, lequel se termine le 30 juin, et que ces chiffres soient habituellement publiés en juillet ou en août, le gouvernement a annoncé, sans fournir d'explication, que ceux-ci ne seraient pas disponibles avant le 2 septembre 2021 ;

attendu que le gouvernement a par la suite reporté encore davantage l'annonce du compte rendu financier du premier trimestre, soit au 13 octobre 2021, c'est-à-dire après la fin du deuxième trimestre ;

attendu que le report additionnel a aussi été fait sans qu'aucune explication ne soit fournie et qu'il témoigne d'un mépris à l'égard de l'ouverture et de la transparence ;

attendu que, d'après le compte rendu financier, le gouvernement provincial a effectivement enregistré un excédent de 160 millions de dollars au lieu d'un déficit de 245 millions ;

attendu qu'un écart si considérable montre indéniablement que le gouvernement a altéré les prévisions budgétaires présentées en mars 2021 ;

attendu qu'il est rapidement devenu absolument évident que l'excédent enregistré par le gouvernement était lié au fait que celui-ci avait empoché la somme de 300 millions de dollars versée par le gouvernement fédéral, laquelle devait servir à aider les gens du Nouveau-Brunswick à passer au travers de la pandémie, et que le gouvernement avait dépensé 300 millions de dollars de moins que ce qu'il avait prévu au budget ;

attendu que, puisque le gouvernement a décidé de réduire considérablement les dépenses provinciales et qu'il savait que ses recettes de provenance interne avaient largement augmenté, il devait savoir qu'il enregistrerait un excédent, mais il a intentionnellement prévu un déficit de 245 millions de dollars ;

attendu qu'il semble que les renseignements concernant les recettes ont été délibérément omis des prévisions financières ;

attendu que le premier ministre, lorsqu'il était ministre des Finances, a présenté en 2014 la *Loi sur la transparence et la responsabilisation financières,* mais qu'il a complètement abandonné les principes auxquels il adhérait lorsque la mesure législative a été déposée, ce qui témoigne d'une macabre ironie ;

attendu que, dans une société démocratique, la population doit pouvoir s'attendre à ce que son gouvernement fournisse en temps opportun les comptes rendus financiers les plus exacts possibles en employant tous les moyens financiers à sa disposition ;

attendu que, à des fins politiques, le gouvernement a cultivé le secret et a omis de présenter des renseignements essentiels aux prévisions budgétaires ;

attendu que, afin de confirmer les renseignements dont disposait le gouvernement lorsqu'il a établi ses prévisions budgétaires, des cadres supérieurs du Bureau du Conseil exécutif et du ministère des Finances et du Conseil du Trésor devraient comparaître devant le Comité permanent des comptes publics pour fournir tous les renseignements ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à appuyer le président du Comité permanent des comptes publics afin qu'il convoque des cadres supérieurs du Bureau du Conseil exécutif et du ministère des Finances et du Conseil du Trésor à comparaître devant le Comité permanent des comptes publics en vue de donner aux membres du comité et aux autres parlementaires l'occasion d'obtenir les renseignements qui étaient disponibles lors de l'établissement des prévisions financières et pour expliquer l'incapacité de fournir des prévisions financières plus exactes

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à demander que la vérificatrice générale mène une enquête sur cette grave préoccupation.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un autre laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du ministère du
Tourisme, du Patrimoine et
de la Culture pour 2020-2021 (8 décembre 2021).

Jour de séance 58 le vendredi 10 décembre 2021

*9 h*

Prière.

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs à l'Hôpital mémorial de Sackville. (Pétition 36.)

---

M. Hogan donne avis de motion 94 portant que, le jeudi 16 décembre 2021, appuyé par M. Carr, il proposera ce qui suit :

attendu que le rapport annuel de 2021, *Loi sur l'abrogation des lois,* déposée à l'Assemblée législative le 16 mars 2021, énumère les lois suivantes d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions qui doivent entrer en vigueur par proclamation et qui ont été sanctionnées au moins neuf ans avant le 31 décembre 2020 et n'étaient pas entrées en vigueur à cette date :

1. *Loi sur les prestations de pension,* L.N.-B. 1987, ch. P-5.1 :
   - article 2
2. *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire,* L.N.-B. 2001, ch. 29 :
   - articles 1 et 5 et alinéa 2*b*)
3. *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement,* L.N.-B 2009, ch. 40
4. *Loi modifiant la Loi sur les assurances,* L.N.-B. 2010, ch. 24

attendu que, puisque les lois d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions figurent dans le rapport annuel, elles seront abrogées le 31 décembre 2021, conformément à l'article 2 de la *Loi sur l'abrogation des lois,* sauf si l'Assemblée législative adopte une résolution faisant opposition à leur abrogation ;

qu'il soit à ces causes résolu que les lois d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions énumérées dans la présente résolution ne soient pas abrogées.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre étudie la motion 89, après quoi la troisième lecture des projets de loi 68, 70, 77 et 80 sera appelée.

---

Le débat reprend sur l'amendement de la motion 89, proposé le jeudi 9 décembre 2021 par M. Coon, appuyé par M. Arseneau.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. D'Amours |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M^me^ Mitton |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |

CONTRE : 26

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M. Hogan |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Ames |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Austin |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 89, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 26

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Cullins |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M. Hogan |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Ames |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Turner |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. Austin |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ S. Wilson | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. D'Amours |
| M[me] Thériault | M. LeBlanc | M[me] Mitton |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M[me] Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

68, *Loi modifiant la Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
70, *Loi modifiant la Loi sur les Récipients à boisson.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Coon, appuyé par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant troisième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* ne soit pas maintenant lu une troisième fois puisqu'il autorisera Énergie NB à établir une structure organisationnelle qui lui permettra de réaliser des projets commerciaux ou d'investir dans les projets commerciaux d'autres personnes sans avoir de comptes à rendre à la population. »

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, l'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Austin | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M^me^ Conroy |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Coon | M. D'Amours | |

CONTRE : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |

Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion portant que le projet de loi 77 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M. Hogan |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Wetmore | M. Turner |

CONTRE : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Austin | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M^me^ Conroy |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Coon | M. D'Amours | |

Le projet de loi 77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

Avant le vote par appel nominal sur la motion portant troisième lecture, M. Arseneault demande le consentement unanime de la Chambre pour appliquer à l'inverse le résultat du dernier vote à la motion portant troisième lecture. Le consentement est refusé.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que les parlementaires ne devraient être autorisés à participer aux votes par appel nominal que s'ils prennent place à la Chambre quand la question est mise aux voix. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

La séance est levée à 11 h 11.

Jour de séance 59 le mardi 14 décembre 2021

*13 h*

Prière.

Conformément à la motion 81, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs à l'Hôpital mémorial de Sackville. (Pétition 37.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le dix-huitième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 14 décembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son dix-huitième rapport.

Le comité se réunit le 10 décembre et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

83, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du Code du bâtiment* ;
84, *Loi modifiant la Loi sur la police.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Steeves donne avis de motion 95 portant que, le mardi 22 mars 2022, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

---

La séance est levée à 13 h 58.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du bureau du coroner en chef pour 2020 (10 décembre 2021) ;
documents demandés dans l'avis de motion 85 (10 décembre 2021).

Jour de séance 60 le mercredi 15 décembre 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 81, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs à l'Hôpital mémorial de Sackville. (Pétition 38.)

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. McKee :
85, *Loi modifiant la Loi sur les mesures d'urgence.*

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 16 décembre 2021, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : projet de loi 85, puis motions 90 et 50.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 83 et 84 soit appelée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

83, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du Code du bâtiment* ;
84, *Loi modifiant la Loi sur la police.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

La séance est levée à 11 h 18.

Jour de séance 61 le jeudi 16 décembre 2021

*10 h*

Prière.

Conformément à la motion 81, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs à l'Hôpital mémorial de Sackville. (Pétition 39.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le dix-neuvième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 16 décembre 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son dix-neuvième rapport.

Le comité se réunit les 14 et 15 décembre et étudie le projet de loi 82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale,* qu'il approuve sans amendement.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que, l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la Chambre étudie la motion 94, après quoi la Chambre étudiera une motion d'ajournement, puis, sur autorisation, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées sur-le-champ.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

Conformément à l'avis de motion 94, M. Hogan, appuyé par M. Carr, propose ce qui suit :

attendu que le rapport annuel de 2021, *Loi sur l'abrogation des lois,* déposé à l'Assemblée législative le 16 mars 2021, énumère les lois suivantes d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions qui doivent entrer en vigueur par proclamation et qui ont été sanctionnées au moins neuf ans avant le 31 décembre 2020 et n'étaient pas entrées en vigueur à cette date :

1. *Loi sur les prestations de pension,* L.N.-B. 1987, ch. P-5.1 :
   - article 2
2. *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire,* L.N.-B. 2001, ch. 29 :
   - articles 1 et 5 et alinéa 2*b*)
3. *Loi modifiant la Loi sur l'assainissement de l'environnement,* L.N.-B 2009, ch. 40
4. *Loi modifiant la Loi sur les assurances,* L.N.-B. 2010, ch. 24

attendu que, puisque les lois d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions figurent dans le rapport annuel, elles seront abrogées le 31 décembre 2021, conformément à l'article 2 de la *Loi sur l'abrogation des lois,* sauf si l'Assemblée législative adopte une résolution faisant opposition à leur abrogation ;

qu'il soit à ces causes résolu que les lois d'intérêt public de la Législature ou leurs dispositions énumérées dans la présente résolution ne soient pas abrogées.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 94, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance le vendredi 17 décembre 2021, s'ajourne au mardi 22 mars 2022, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle, il peut donner

avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Arseneault, appuyé par M. Melanson, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion soit amendée par la substitution, à « 22 mars 2022 », de « 8 février 2022 ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Il est unanimement convenu d'étudier sur-le-champ les affaires émanant de l'opposition.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 85, *Loi modifiant la Loi sur les mesures d'urgence,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 85 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Austin | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M^me^ Conroy |
| M. Melanson | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. McKee | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Coon | M. D'Amours | |

CONTRE : 22

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Hogan |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson | |
| l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus | |

Le débat ajourné reprend sur la motion 90, proposée le jeudi 9 décembre 2021 par M. McKee, appuyé par M. Arseneault.

Le débat se termine. La motion 90, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 17

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M. McKee | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Coon | M. D'Amours | |

CONTRE : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M. Cardy | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Hogan |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Allain | M. Ames |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | M. Turner |
| l'hon. M. Holland | M^me^ S. Wilson | M. Austin |

La séance est levée à 16 h 31.

Jour de séance 62 le vendredi 17 décembre 2021

*9 h*

Prière.

Conformément à la motion 81, certains parlementaires participent aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle.

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs à l'Hôpital mémorial de Sackville. (Pétition 40.)

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que la sanction royale aura lieu.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée plusieurs projets de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le juriste donne lecture du titre des projets de loi, que voici :

64, *Loi modifiant la Loi concernant la podiatrie* ;
65, *Loi concernant la Loi sur la sécurité du revenu familial* ;
66, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation* ;
67, *Loi modifiant la Loi sur la passation des marchés publics* ;
68, *Loi modifiant la Loi sur les recours dans le secteur de la construction* ;
70, *Loi modifiant la Loi sur les récipients à boisson* ;
71, *Loi modifiant la Loi sur les prestations de pension* ;
77, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité* ;
80, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins* ;
82, *Loi concernant la réforme de la gouvernance locale* ;
83, *Loi modifiant la Loi sur l'administration du Code du bâtiment* ;
84, *Loi modifiant la Loi sur la police.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier adjoint proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ces projets de loi, les édicte et en ordonne l'impression.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 10 h 43.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 31 (16 décembre 2021).

Jour de séance 63 le mardi 22 mars 2022

*13 h*

Prière.

Il est unanimement convenu de permettre aux parlementaires de faire des déclarations concernant la guerre en Ukraine.

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 22 mars 2022

S.H. la lieutenante-gouverneure transmet le budget principal pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2023, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2023, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867,* elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda Murphy

---

L'hon. M. Steeves dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants : d'une part, *Perspectives économiques, 2022-2023* et, d'autre part, *Budget 2022-2023 : Poursuivre sur la voie de la réussite*.

---

Sur la motion de l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, il est résolu que la tranche du discours de S.H. la lieutenante-gouverneure qui a trait aux comptes publics, aux prévisions budgétaires et aux dépenses soit renvoyée au Comité des subsides.

---

Conformément à l'avis de motion 95, l'hon. M. Steeves, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

La question proposée, l'hon. M. Steeves prononce le discours du budget.

Le débat est ajourné sur la motion de M. McKee.

---

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

---

Sur la motion de l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, il est résolu que l'étude de la motion relative à la politique budgétaire du gouvernement se poursuive jeudi prochain et qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

---

La séance est levée à 14 h 16.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

**Rapports annuels**

ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 2020-2021 (20 décembre 2021) ;
Bureau de l'Ombud, 2013-2016 (22 décembre 2021) ;
Bureau de l'Ombud, 2016-2019 (22 décembre 2021) ;
comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2021, volume 2 (information supplémentaire) (23 décembre 2021) ;
Commission du travail et de l'emploi pour 2020-2021 (4 janvier 2022) ;
Assemblée législative, *Activités parlementaires,* 2020 (7 janvier 2022) ;
contrôleur du financement politique, 2020 (20 janvier 2022) ;
ministère des Finances et du Conseil du Trésor, rapport sur les droits, 2022 (27 janvier 2022) ;
EM/ANB, 2020-2021 (31 janvier 2022) ;
ministère de la Santé, 2020-2021 (22 février 2022) ;
rapport du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, volume II, 2021 (audit de performance) (24 février 2022) ;
rapport du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, volume III, 2021 (audit financier) (24 février 2022) ;
Bureau de l'Ombud, 2019-2021 (2 mars 2022) ;
Commission des assurances du Nouveau-Brunswick, 2021 (16 mars 2022).

**Autres rapports**

*Événements électoraux locaux de 2021 : Rapport de la directrice des élections municipales* (20 décembre 2021) ;

*Plan d'action pour les personnes ayant un handicap : Rapport d'avancement du Conseil du Premier ministre pour les personnes handicapées* (8 mars 2022).

**Pétitions**

réponses aux pétitions 32 et 33 (20 décembre 2021) ;
réponse à la pétition 34 (21 décembre 2021) ;
réponse à la pétition 35 (13 janvier 2022) ;
réponses aux pétitions 36, 37, 38, 39 et 40 (16 février 2022).

Jour de séance 64 le mercredi 23 mars 2022

*10 h*

Prière.

Le président souligne le jubilé de platine de Sa Majesté la reine Elizabeth II et remercie S.H. la lieutenante-gouverneure d'avoir fourni aux parlementaires des épinglettes commémoratives.

---

M. C. Chiasson offre ses condoléances à la famille du regretté Evérard H. Daigle, ancien député libéral provincial de la circonscription de Grand-Sault, dans le comté de Victoria (1974-1987).

---

Le président offre ses condoléances à la famille du regretté David L.E. Peterson, c.r., ancien avocat, conseiller municipal, procureur spécial, juge adjoint et greffier de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick de 1978 à 1993.

---

M. Arseneault demande le consentement unanime de la Chambre pour prolonger de 15 minutes la période des questions orales. Le consentement est refusé.

---

M. Landry (Bathurst-Est—Nepisiguit—Saint-Isidore) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition contre la fusion d'une partie de Big River avec la ville de Bathurst. (Pétition 41.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingtième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 23 mars 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingtième rapport.

Le comité se réunit les 25, 26, 27 et 28 janvier et le 1er février 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

69, *Loi sur la communication illégale d'images intimes* ;
72, *Loi concernant la modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée* ;

73, *Loi modifiant la Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages* ;
74, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations électriques* ;
75, *Loi modifiant la Loi sur les mines* ;
79, *Loi concernant la vente au détail du cannabis*.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Melanson donne avis de motion 96 portant que, le jeudi 31 mars 2022, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

attendu que l'arrêté d'urgence a cessé d'être en vigueur le 14 mars 2022 ;

attendu que tous les paliers de gouvernement réfléchiront sans doute à la pandémie, pour ce qui est de la préparation, des mesures instaurées en matière de santé et de sécurité publiques, des communications et de la reddition de comptes, des programmes de soutien pour les particuliers et les entreprises ainsi que d'autres questions connexes ;

attendu que des avantages considérables découleraient de la tenue d'un examen approfondi lié à la pandémie de COVID-19, lequel pourrait permettre de déterminer les mesures ayant été efficaces et comment des mesures additionnelles auraient pu contribuer à réduire la transmission du virus ;

attendu que l'examen en question serait une occasion d'obtenir des renseignements, des conseils et des idées qui appuieraient peut-être dans l'avenir la préparation aux situations d'urgence ;

attendu qu'un examen pourrait tenir compte des points faibles et des pratiques exemplaires, pour que soient ensuite mises à profit les connaissances acquises aux fins de la planification ainsi que de l'élaboration de politiques et de protocoles en vue d'appuyer la gestion d'éventuelles menaces pour la santé publique ;

attendu qu'un examen serait en outre l'occasion d'entendre des membres du personnel de première ligne, des professionnels de la santé et d'autres experts en la matière ;

attendu que l'opposition libérale a demandé que soit entrepris un examen indépendant et complet de la réponse du gouvernement provincial à la crise sanitaire liée à la COVID-19 ;

attendu que le gouvernement a indiqué qu'il voit maintenant les avantages d'entreprendre un examen de sa réponse à la pandémie de COVID-19 ;

attendu qu'il faut faire en sorte que l'examen en question soit indépendant du gouvernement et que les ressources nécessaires soient fournies ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à demander que le vérificateur général entreprenne un examen de la réponse du gouvernement provincial à la pandémie de COVID-19,

que, en plus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la *Loi sur le vérificateur général,* le vérificateur général dispose des pouvoirs conférés par la *Loi sur les enquêtes,* notamment le pouvoir d'ordonner la production de documents et d'assigner des témoins,

que soient fournies au Bureau du vérificateur général les ressources financières additionnelles dont il a besoin pour mener à bien l'examen

et que, si le vérificateur général est par ailleurs dans l'impossibilité d'entreprendre l'examen, les services d'une personne ou d'une entité indépendante soient retenus à cette fin.

---

L'hon. M. Savoie, donne avis de motion 97 portant que, le mardi 29 mars 2022, appuyé par le premier ministre, il proposera ce qui suit :

que, sauf disposition contraire du Règlement ou ordre spécial de la Chambre, l'Assemblée législative adopte, pour l'année 2022, le calendrier de séance suivant :

du mardi 22 mars au vendredi 25 mars,
du mardi 29 mars au vendredi 1er avril,
du mardi 10 mai au vendredi 13 mai,
du mardi 17 mai au vendredi 20 mai,
du mardi 31 mai au vendredi 3 juin,
du mardi 7 juin au vendredi 10 juin,

du mardi 25 octobre au vendredi 28 octobre,
du mardi 1er novembre au vendredi 4 novembre,
du mardi 15 novembre au vendredi 18 novembre,
du mardi 22 novembre au vendredi 25 novembre,
du mardi 6 décembre au vendredi 9 décembre,
du mardi 13 décembre au vendredi 16 décembre ;

que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt pendant une période d'ajournement, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes agisse en son nom pour l'application du présent ordre ;

que, pendant les semaines où la Chambre est ajournée, les comités permanents et spéciaux aient la possibilité de se réunir aux dates suivantes pour étudier les projets de loi, les prévisions budgétaires et d'autres affaires :

du mardi 5 avril au vendredi 8 avril,
du mardi 12 avril au jeudi 14 avril,
du mardi 19 avril au vendredi 22 avril,
du mardi 26 avril au vendredi 29 avril,
du mardi 3 mai au vendredi 6 mai,
du mardi 24 mai au vendredi 27 mai,
du mardi 6 septembre au vendredi 9 septembre,
du mardi 13 septembre au vendredi 16 septembre,
du mardi 20 septembre au vendredi 23 septembre,
du mardi 27 septembre au jeudi 29 septembre,
du mardi 4 octobre au vendredi 7 octobre,
du mardi 11 octobre au vendredi 14 octobre,
du mardi 8 novembre au jeudi 10 novembre,
du mardi 29 novembre au vendredi 2 décembre ;

que, par dérogation aux dates précitées de réunion des comités, les personnes élues à la présidence d'un comité permanent ou spécial puissent convoquer des réunions à d'autres dates, au besoin ;

que cet ordre spécial entre en vigueur le 22 mars et le demeure jusqu'au 16 décembre 2022.

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que la liste des membres du Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement soit modifiée par la substitution, au nom de l'hon. M. Hogan, de celui de M. Carr ;

que la liste des membres du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires soit modifiée par la substitution, au nom de l'hon. M. Savoie, de celui de M. Wetmore ;

que la liste des membres du Comité spécial sur l'accessibilité au Nouveau-Brunswick soit modifiée par la substitution, au nom de l'hon. M. Hogan, de celui de M. Wetmore. (Motion 98.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

La séance est levée à 11 h 23.

Jour de séance 65 le jeudi 24 mars 2022

*10 h*

Prière.

Le débat ajourné reprend sur la motion 95, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Après un certain laps de temps, le débat est ajourné sur la motion de M. Coon.

---

La séance est levée à 10 h 40.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du Cabinet du procureur général,
*Loi sur l'abrogation des lois,* 2022 (23 mars 2022) ;
rapport annuel du Centre communautaire
Sainte-Anne pour 2020-2021 (23 mars 2022).

Jour de séance 66 le vendredi 25 mars 2022

*9 h*

Prière.

M. Ames (Carleton-York) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à préserver le pont MacElwain à Temperance Vale. (Pétition 42.)

---

M. McKee (Moncton-Centre) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à exiger le port du masque à l'intérieur des écoles. (Pétition 43.)

---

M. Bourque donne avis de motion 99 portant que, le jeudi 31 mars 2022, appuyé par M. McKee, il proposera ce qui suit :

attendu que, en février 2021, la juge Yvette Finn et John McLaughlin ont été nommés commissaires et chargés d'entreprendre la révision de la *Loi sur les langues officielles* et de trouver des façons d'améliorer l'apprentissage de la langue seconde au Nouveau-Brunswick ;

attendu que les commissaires ont mené des consultations privées et présenté des recommandations au gouvernement ;

attendu que, le 15 décembre 2021, les commissaires ont présenté au gouvernement leur premier rapport sur la révision de la *Loi sur les langues officielles* ;

attendu que, le 2 février 2022, les commissaires ont présenté leur deuxième rapport sur la révision de la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick, lequel porte sur l'apprentissage de la langue seconde ;

attendu que le gouvernement Higgs n'a pas encore donné suite au rapport et aux recommandations qui y figurent ;

attendu que les commissaires ont demandé aux décideurs, lorsque ceux-ci examineraient les recommandations du rapport, « de garder à l'esprit l'énorme pression que la pandémie de COVID-19 a fait peser sur nos diverses institutions et ministères » et ont exhorté le gouvernement à « aborder ces recommandations avec prudence » ainsi qu'à adopter « une approche modérée » ;

attendu que, même si le rapport indique que des mesures pourraient être prises pour améliorer l'apprentissage de la langue seconde et que plusieurs

recommandations y sont faites à cet égard, il y est souligné qu'il « n'est jamais trop tôt pour commencer à apprendre une autre langue » ;

attendu que le rapport fait en outre état de la réussite du programme d'immersion en français en soulignant que les « évaluations provinciales à grande échelle menées par le MEDPE indiquent que plus de 90 % des élèves qui terminent le programme d'immersion en français atteignent au moins un niveau *intermédiaire* de français, et les experts en la matière s'entendent pour dire que cela se traduit par un niveau de compétence conversationnelle » ;

attendu que les commissaires notent que l'établissement d'« objectifs de compétence ambitieux en réponse à une approche de l'excellence scolaire qui consiste à "placer la barre plus haut" » présente un inconvénient ;

attendu que les commissaires ont indiqué que le « changement doit être bien planifié », qu'ils se sont dits conscients « des mises en garde de la vérificatrice générale concernant les changements brusques dans le système d'éducation » et que, à leur avis, il faut « qu'un nouveau programme d'évaluation soit élaboré si nous voulons suivre les progrès de notre province vers un nouvel objectif de compétence linguistique » ;

attendu que les commissaires ont indiqué qu'« une approche uniforme de l'enseignement et de l'apprentissage de la deuxième langue officielle d'un élève n'est pas appropriée dans un écosystème linguistique aussi complexe et diversifié que celui du Nouveau-Brunswick » ;

attendu que, selon les commissaires, des experts considèrent que la « fréquence », l'« intensité », l'« étendue », la « communication significative » et la « motivation » sont des piliers clés de la réussite des programmes de langue seconde et que, s'« il manque l'un ou l'autre de ces piliers, ou que l'un de ceux-ci ne se réalise pas pleinement, un programme de langue n'atteindra pas le niveau d'efficacité qu'il aurait pu » ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à ne pas apporter de changements majeurs au programme d'immersion en français au sein du secteur anglophone sans que les changements soient fondés sur des recherches de grande qualité en apprentissage du français langue seconde

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à veiller à ce que tout changement apporté aux programmes actuels de langue seconde représente une amélioration de ces programmes et fasse l'objet d'un examen, d'une évaluation et d'un financement appropriés avant sa mise en oeuvre.

M. Bourque donne avis de motion 100 portant que, le jeudi 31 mars 2022, appuyé par M. C. Chiasson, il proposera ce qui suit :

attendu que, en raison de la pandémie, les élèves des niveaux primaire et secondaire du système scolaire ont manqué beaucoup de jours d'école en classe ;

attendu que, même s'il y a eu un enseignement à la maison, des préoccupations ont été exprimées sur le fait qu'un tel enseignement n'a pas assuré la prestation appropriée des programmes éducatifs, laquelle aurait été assurée par un enseignement en classe ;

attendu que de nombreux élèves ont été désavantagés du point de vue éducatif parce qu'ils vivaient dans une région n'ayant pas un accès Internet haute vitesse convenable pour soutenir l'apprentissage à distance ;

attendu que de nombreux élèves ayant besoin d'une aide spécialisée offerte en classe n'ont pas pu obtenir le niveau d'aide dont ils bénéficiaient par le passé ;

attendu que de nombreux parents craignent que les obstacles pédagogiques engendrés par la pandémie aient nui au progrès scolaire de leurs enfants ;

attendu qu'il faut veiller à ce que les enfants ne prennent pas de retard en matière d'éducation ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter immédiatement un plan afin de mesurer les effets des possibilités pédagogiques réduites sur l'éducation

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter un plan complet afin de garantir que les enfants ne seront pas désavantagés du point de vue éducatif par les obstacles pédagogiques engendrés par la pandémie.

---

M^me^ Landry donne avis de motion 101 portant que, le jeudi 31 mars 2022, appuyée par M. Bourque, elle proposera ce qui suit :

attendu que le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* a été déposé le 11 mai 2021, a fait l'objet d'un débat à l'étape de la deuxième lecture le 13 mai 2021 et a été renvoyé au Comité permanent de modification des lois ;

attendu que le projet de loi a bénéficié d'un appui considérable et que le gouvernement a convenu de le ramener à l'Assemblée législative ;

attendu que le projet de loi n'a pas encore été étudié par le Comité permanent de modification des lois ;

attendu que les deux commissaires nommés pour procéder à la révision de la *Loi sur les langues officielles* et examiner l'apprentissage de la langue seconde ont déposé deux rapports, dont le dernier a été déposé le 2 février 2022 ;

attendu que le gouvernement n'a pas encore donné suite aux constatations et aux recommandations des commissaires ;

attendu que l'Assemblée législative a adopté des motions auxquelles le gouvernement n'a pas encore donné suite ;

attendu que l'attitude du gouvernement qui consiste à ne pas tenir compte de la volonté des parlementaires montre le mépris qu'il a à l'égard de l'autorité de la Chambre et de la volonté de la population ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à donner suite en temps opportun aux motions et aux mesures législatives adoptées à l'Assemblée législative et à établir un plan afin de mettre en oeuvre les mesures et initiatives soutenues, lequel comprendrait la présentation régulière de rapports et de bilans des progrès accomplis

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à donner suite en temps opportun aux rapports commandés par le gouvernement.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, reporte la troisième lecture de plusieurs projets de loi au mardi 29 mars 2022 et annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre reprenne maintenant le débat ajourné sur le budget.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 95, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 14 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de la Société de gestion du cannabis pour 2018-2019 (24 mars 2022) ;
rapport annuel de la Société de gestion du cannabis pour 2019-2020 (24 mars 2022) ;
rapport annuel de la Société des loteries et des jeux du Nouveau-Brunswick pour 2019-2020 (24 mars 2022).

Jour de séance 67 le mardi 29 mars 2022

*13 h*

Prière.

Après les questions orales, M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que l'hon. M. Allain a désigné nommément un député au lieu d'employer le nom de sa circonscription ou son titre. Le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé.

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 29 mars 2022

S.H. la lieutenante-gouverneure a pris connaissance d'un projet de loi intitulé *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits,* qu'elle transmet et recommande à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits* ;
87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs* ;
89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier* ;

par l'hon. M^me^ Shephard :
90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux* ;
91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique* ;

par l'hon. M. Hogan :
92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie* ;
93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies* ;
94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police* ;

par l'hon. M^me^ M. Wilson :
95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales* ;
96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation* ;

par l'hon. M^me^ Scott-Wallace :
97, *Loi concernant la Salle Beaverbrook* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :
98, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale* ;

par l'hon. M. Holland :
99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité* ;

par l'hon. M. Savoie :
100, *Loi concernant le processus de nomination*.

---

L'hon. M. Steeves, ministre des Finances et du Conseil du Trésor, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président de la Chambre, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 29 mars 2022

S.H. la lieutenante-gouverneure transmet le volume II du budget supplémentaire pour 2020-2021, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2021, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867,* elle recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la Chambre reprenne le débat ajourné sur le budget.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

69, *Loi sur la communication illégale d'images intimes* ;
72, *Loi concernant la modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée* ;
73, *Loi modifiant la Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages* ;

74, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations électriques*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Coon, appuyé par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant troisième lecture soit amendée par la substitution, aux mots qui suivent le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines,* ne soit pas maintenant lu une troisième fois puisqu'il a des conséquences graves pour les agriculteurs et tous les propriétaires fonciers en milieu rural, car il annule la décision rendue par le commissaire aux mines en mai 2021, laquelle indique qu'une compagnie minière ne peut pas commencer à faire de l'exploration minière sur une terre privée sans d'abord obtenir le consentement du propriétaire foncier. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 14 h 44, reprend à 14 h 56.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Mallet |
| M. Guitard | M. LePage | M. Landry |
| M. Coon | M. D'Amours | M. Arseneau |

CONTRE : 21

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Wetmore |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Turner |
| l'hon. M. Crossman | l'hon. M^me^ Johnson | M. Ames |
| l'hon. M. Holland | l'hon. M. Hogan | M^me^ S. Wilson |

Le débat reprend.

Après un certain laps de temps, M^me^ Mitton, appuyée par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant troisième lecture soit amendée par la substitution, à tout ce qui suit le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines,* ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais que l'ordre portant troisième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, l'amendement, mis aux voix, est adopté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 17

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M^me^ Mitton |
| M^me^ Thériault | M. K. Chiasson | M. Legacy |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. Bourque | M. Landry |
| M. Guitard | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Coon | M. D'Amours | |

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

79, *Loi concernant la vente au détail du cannabis.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

L'hon. M. Savoie donne avis que, le mercredi 30 mars 2022, la deuxième lecture des projets de loi 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 et 100 sera appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 95, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Après un certain laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 68 le mercredi 30 mars 2022

*10 h*

Prière.

Le président souligne le 105e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy et souligne que des épinglettes commémoratives ont été distribuées aux parlementaires.

---

Sur autorisation de la Chambre, M. Coon, appuyé par Mme Mitton, propose ce qui suit :

que l'Assemblée législative offre des condoléances officielles à la famille des personnes du Nouveau-Brunswick qui sont décédées des suites de la COVID-19 depuis le début de la pandémie. (Motion 102.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 31 mars 2022, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 96 et 99.

---

Sur la demande de l'hon. M. Savoie, il est unanimement convenu que la Chambre se réunira à 7 h le vendredi 1er avril 2022.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la Chambre reprenne le débat ajourné sur le budget.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 95, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Après un certain laps de temps, Mme S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

M. Landry invoque le Règlement ; il soutient qu'il faudrait suspendre les travaux faute de quorum. La vice-présidente de la Chambre statue que le quorum est atteint.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance.

Après un autre laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances pour 2021 (29 mars 2022).

Jour de séance 69 le jeudi 31 mars 2022

*13 h*

Prière.

M^me^ Bockus, du Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 31 mars 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de présenter le deuxième rapport du Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement.

Le rapport est le fruit des délibérations du comité sur le renouvellement du Plan d'action sur les changements climatiques du Nouveau-Brunswick.

Au nom du comité, je tiens à remercier les personnes et les organismes qui ont comparu devant le comité. De plus, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux membres du comité pour leur contribution à l'exécution de notre mandat.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

La présidente du comité,
(signature)
Kathy Bockus, députée

Voici le texte intégral du rapport du comité :

Monsieur le président,

Le Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement demande à présenter son deuxième rapport de la session.

Le 30 novembre 2021, le comité se réunit et convient d'inviter des experts en la matière et des représentants autochtones à lui faire part de leur expertise sur les changements climatiques et à lui recommander toute mesure qu'il faudrait inclure dans un nouveau plan d'action provincial sur les changements climatiques. Le comité convient de préparer, à la suite des présentations, un rapport pour la Chambre faisant état des témoignages entendus. Le rapport ne comprend pas les mémoires ni les recommandations présentés par le public qui ont été envoyés directement au Secrétariat des changements climatiques.

Le 7 décembre 2021, le Secrétariat des changements climatiques fait le point auprès du comité sur le processus de renouvellement du Plan d'action sur les changements climatiques.

Les 13, 14, 18, 19 et 20 janvier ainsi que le 10 février 2022, le comité se réunit et écoute des présentations, à commencer par un compte rendu du Secrétariat des changements climatiques concernant la mise en oeuvre de l'actuel Plan d'action sur les changements climatiques et le contexte dans lequel un nouveau plan sera élaboré. Viennent ensuite des présentations d'experts en la matière, de parties prenantes et de représentants autochtones invités.

Le comité se réunit aussi le 24 mars 2022 pour étudier les observations recueillies durant les consultations et rédiger un rapport à l'intention de la Chambre.

Le comité tient à exprimer sa reconnaissance aux témoins qui ont comparu devant lui.

Ce qui suit résume les témoignages entendus par le comité, y compris les recommandations qui lui ont été faites concernant les mesures à inclure dans un nouveau Plan d'action sur les changements climatiques.

## APERÇU

L'actuel Plan d'action sur les changements climatiques du Nouveau-Brunswick, *La transition vers une économie à faibles émissions de carbone,* a été rendu public en décembre 2016. Aux termes de la *Loi sur les changements climatiques,* le Plan d'action sur les changements climatiques doit être examiné tous les cinq ans. Le Secrétariat des changements climatiques, lequel relève du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, a entrepris l'examen qui constituera la base d'un nouveau plan d'action.

Dans sa présentation au comité, le Secrétariat des changements climatiques explique que le gouvernement s'est engagé à mettre en oeuvre 75 % des 118 mesures énoncées dans le plan actuel d'ici à mars 2022.

Le secrétariat précise le contexte provincial, national et international dans lequel un nouveau plan est élaboré, notamment l'effort mondial pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels et les politiques fédérales visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour atteindre la carboneutralité d'ici à 2050. La carboneutralité correspond à la réduction des émissions pour que celles-ci tendent le plus possible vers zéro et à la compensation des émissions résiduelles.

Le secrétariat fait aussi état des progrès réalisés à ce jour ainsi que des possibilités et des défis à venir, selon deux grandes catégories dont il faudra tenir compte dans le nouveau plan : l'atténuation, à savoir la réduction des émissions de GES, et l'adaptation, à savoir la préparation aux changements climatiques.

**Atténuation**

La cible de réduction des émissions de GES du Nouveau-Brunswick pour 2030 correspond à 10,7 Mt, ce qui constitue une réduction de 47 % par rapport aux niveaux de 2005. Sa cible actuelle pour 2050 est de 5 Mt. En 2019, la production annuelle d'émissions au Nouveau-Brunswick s'élevait à 12,4 Mt.

Afin d'atteindre la cible de réduction fixée pour 2030, il faut entre autres miser sur : l'électricité propre et l'élimination progressive du charbon, la réglementation des émissions produites par les grandes installations industrielles (système de tarification fondé sur le rendement), les véhicules électriques, l'efficacité énergétique, un gouvernement carboneutre et la capture de gaz d'enfouissement.

Des mesures transformatrices et de nouvelles technologies sont nécessaires pour atteindre la carboneutralité d'ici à 2050. Celles-ci comprennent : les biocarburants et les biocombustibles, le biogaz et la production d'hydrogène ; la capture, le stockage et l'utilisation du carbone ; la capture atmosphérique directe ; la production d'électricité propre au moyen notamment de petits réacteurs modulaires (PRM) ; la séquestration naturelle améliorée grâce à des mesures de gestion des forêts et des terres humides.

**Adaptation**

Les effets des changements climatiques au Nouveau-Brunswick comprennent des températures plus chaudes, des précipitations extrêmes, des phénomènes météorologiques extrêmes et une élévation du niveau de la mer.

Le secrétariat décrit les progrès réalisés pour comprendre et communiquer les risques et les possibilités en matière de changements climatiques ainsi que les possibilités et les défis à venir, y compris la sensibilisation aux répercussions prévues, la tenue d'une évaluation provinciale des risques et la mise en oeuvre de mesures d'adaptation.

Des progrès ont été réalisés en ce qui concerne la planification et la prise de mesures, notamment : l'adoption de plans d'adaptation par 50 % des municipalités ; le renforcement de la résilience dans plusieurs secteurs ; l'importance accrue accordée aux infrastructures naturelles et aux solutions fondées sur l'environnement naturel, la prise en compte des changements climatiques dans le processus décisionnel relatif aux infrastructures.

Les possibilités et les défis en matière de planification et de prise de mesures sont : le passage de la planification à la mise en oeuvre ; l'élargissement des évaluations de la vulnérabilité à tous les secteurs ; le rapprochement entre l'adaptation et la santé ainsi que le bien-être des collectivités ; la convergence de la biodiversité, des zones protégées et de l'adaptation au climat ; la diversité, l'inclusion et les populations vulnérables ; la collaboration entre tous les secteurs ; les solutions fondées sur l'environnement naturel.

Après avoir entendu le Secrétariat des changements climatiques, le comité entend des spécialistes de l'adaptation aux changements climatiques, des représentants

d'organismes non gouvernementaux (ONG), des représentants de services d'électricité et de gaz naturel, des experts-conseils en énergie, des membres de conseils d'entreprises, des dirigeants municipaux, des représentants des secteurs de l'agriculture et de la gestion des déchets ainsi que des représentants autochtones.

Même si les témoins insistent sur différents aspects des changements climatiques, ils communiquent tous un sentiment d'urgence et la nécessité de prendre des mesures ciblées et coordonnées.

Le processus de consultation est axé sur cinq thèmes principaux :
1. planification et gouvernance ;
2. partenariats et collaboration ;
3. réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
4. adaptation ;
5. information et engagement du public.

Les sections qui suivent résument les témoignages entendus par le comité. Les mesures recommandées au comité sont regroupées sous chaque thème.

## RECOMMANDATIONS DES TÉMOINS

### Thème 1 : Planification et gouvernance

#### Stratégies bien définies

Plusieurs témoins soulèvent la nécessité pour le gouvernement provincial de créer une solide stratégie de lutte contre les changements climatiques. Selon eux, même s'il est difficile de faire évoluer les comportements établis, la crise climatique donne l'occasion de s'ouvrir au changement et de faire croître l'économie. Ils font valoir que la stratégie devrait prendre en compte tous les secteurs, notamment l'énergie, les entreprises, l'agriculture et la gestion des déchets. Les mesures qui y seront énoncées devraient être établies en tenant compte de tous les membres de la société, puisque certains sont plus vulnérables que d'autres aux changements climatiques.

On mentionne au comité que le volet adaptation de la stratégie provinciale de lutte contre les changements climatiques devrait être fondé sur une évaluation des risques climatiques dans la province, laquelle viserait à cerner les régions géographiques qui risquent le plus de subir des dommages environnementaux et à établir des plans d'adaptation et d'atténuation ciblés afin de protéger les gens et les infrastructures. L'évaluation des risques donnerait aussi lieu à l'élaboration de politiques bien définies, comme l'interdiction du développement ou encore la possibilité de permettre aux municipalités d'interdire des projets de développement dans des secteurs à haut risque et de protéger des systèmes côtiers qui servent de zones tampons naturelles. Des initiatives semblables ont déjà été entreprises en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador, et le gouvernement fédéral a publié sa propre stratégie d'adaptation en janvier 2022. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

1) Mettre sur pied des organismes de planification et d'administration appropriés pour créer un cadre de reddition des comptes, notamment :
   a) un conseil consultatif sur la lutte contre les changements climatiques ;
   b) un comité consultatif constitué d'intervenants.
2) Créer une stratégie exhaustive de lutte contre les changements climatiques qui tient compte des ressources et des actifs actuels, des possibilités de croissance économique et des pratiques inclusives pour les populations vulnérables. La stratégie prévoirait aussi :
   a) des mesures du rendement, notamment un engagement de réduction des GES, un plan de travail annuel et l'obligation de rendre compte des progrès accomplis ;
   b) des directives claires concernant l'électrification dans la province ainsi que d'autres sources de chauffage et d'énergie ;
   c) des plans exhaustifs en matière d'énergie renouvelable pour des secteurs précis comme l'agriculture et la gestion des déchets ;
   d) l'adoption d'une optique climatique dans l'approvisionnement et les dépenses du gouvernement, laquelle tiendrait compte des répercussions et des émissions de GES ;
   e) des déclarations publiques faisant état des aspects climatiques les plus importants pour les gens du Nouveau-Brunswick.
3) Nommer un cadre supérieur qui dirigerait, en collaboration avec les municipalités, des experts-conseils, le Secrétariat des changements climatiques et des ministères, l'élaboration d'un plan intégré d'évaluation des risques provincial ou régional. Le plan d'évaluation des risques serait dressé de façon à :
   a) accorder la priorité aux infrastructures et à la conservation naturelles pour réduire les risques et faciliter la rétention du carbone (p. ex. 30 % d'ici à 2030) ;
   b) faire fond sur les évaluations actuelles de la vulnérabilité des côtes et des villes ;
   c) décrire des stratégies d'adaptation provinciales qui s'harmonisent avec le plan fédéral d'adaptation aux changements climatiques.

**Modifications des cadres législatif et réglementaire**

Plusieurs témoins soulignent la nécessité de modifier des lois, des politiques ou des règlements pour que diverses options de production d'énergie puissent être envisagées au Nouveau-Brunswick et que moins d'obstacles se posent à cet égard. On indique au comité que l'un des principaux défis qui se posent actuellement aux services d'énergie et aux collectivités est l'incapacité de développer de nouveaux produits énergétiques (renouvelables) en raison des restrictions liées au mesurage net et à la production encastrée (locale) prévues par la *Loi sur la gouvernance locale* et la *Loi sur l'électricité.* Les témoins laissent entendre que la modification de ces lois permettrait l'instauration d'un mécanisme semblable à un accord commercial entre fournisseurs et usagers. Cela aurait pour effet d'éliminer certains des risques économiques perçus relativement au fait de n'avoir qu'une entente avec Énergie NB, de favoriser le développement de sources d'énergie plus propre et d'entraîner au bout du compte une plus grande croissance économique dans la province.

Des témoins soulignent également la nécessité d'appliquer des instruments économiques pertinents aux nouveaux projets énergétiques à l'échelle provinciale et régionale et de le faire dans un cadre réglementaire prévisible qui attirerait les investissements privés et inspirerait confiance aux investisseurs. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

4) Modifier les articles 72 et 73 de la *Loi sur l'électricité* (ainsi que la politique énergétique provinciale) afin que divers producteurs d'énergie publics, privés et communautaires puissent contribuer à répondre à la demande croissante d'électricité.
5) Modifier la *Loi sur la gouvernance locale* pour permettre aux municipalités de générer des recettes provenant de la production d'énergie propre et de tirer parti de nouveaux projets d'année en année.
6) Modifier d'autres lois, politiques et cadres pertinents pour :
    a) fixer de nouvelles cibles en matière d'efficacité énergétique ;
    b) fixer de nouvelles cibles en matière d'énergies renouvelables ;
    c) intégrer des plans et des objectifs régionaux ;
    d) se préparer à l'application des normes fédérales d'électricité propre et à l'élimination progressive de la production d'énergie à partir de combustibles fossiles ;
    e) augmenter le plafond lié au mesurage net et permettre aux municipalités d'avoir recours au mesurage net virtuel ;
    f) augmenter le plafond d'approvisionnement en énergie renouvelable ;
    g) voir à ce que les promoteurs de projets d'énergie renouvelable puissent utiliser le modèle d'entente d'achat d'électricité d'Énergie NB ;
    h) permettre à des unités individuelles de production d'électricité d'être connectées au réseau de distribution d'électricité (production encastrée) ;
    i) assurer la production d'énergie renouvelable dans le cadre du programme de production locale d'énergie renouvelable à petite échelle.
7) Créer un organisme de développement économique centralisé.
8) Modifier le programme de production locale d'énergie renouvelable à petite échelle, qui est actuellement régi par le *Règlement sur l'électricité issue de ressources renouvelables,* pour y inclure trois catégories : production de moins de 3 MW, production de 3 MW à 10 MW et production supérieure à 10 MW.
9) Établir à l'échelle communautaire un programme de tarification incitative ou une entente d'achat d'électricité.
10) Au sein du secteur agricole, prescrire l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques, dont des systèmes comprenant des pratiques de conservation et des cultures de couverture, des modèles améliorés de production fourragère, une meilleure utilisation de l'azote, la protection des sites riches en carbone et des améliorations connexes ainsi que des modèles d'énergie renouvelable propres aux installations agricoles.

**Mécanismes de financement appropriés**

Il est indiqué au comité que des mécanismes de financement appropriés seront essentiels à la réussite du nouveau plan d'action sur les changements climatiques du Nouveau-Brunswick. Pour que les cibles soient atteintes dans la province, il faut prendre des mesures rapides, organisées et viables qui assureront des

avantages à court et à long terme. Les entités de financement devraient appuyer des projets ayant des échéanciers variés et faire preuve de rigueur lors du processus de sélection pour que les bons projets soient choisis en temps opportun.

Des témoins indiquent que le Fonds pour les changements climatiques institué en vertu de la *Loi sur les changements climatiques* pourrait être plus efficient et efficace. Ils précisent que, à l'heure actuelle, la plupart des fonds sont distribués aux ministères pour leur permettre de réaliser des projets liés à la lutte contre les changements climatiques au lieu d'être distribués à l'échelle communautaire. Ils laissent entendre qu'il est possible de consacrer les fonds de façon plus stratégique à des projets qui auront des effets plus importants. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

11) Créer un mécanisme de financement qui favorise la réalisation de projets pluriannuels ou assurer des révisions à cet égard et privilégier le soutien de projets pilotes qui ont déjà été couronnés de succès.
12) Modifier la *Loi sur la gouvernance locale* pour appuyer le financement visant à favoriser l'efficacité énergétique en vue de combler l'écart entre les modèles de financement fédéraux et les systèmes de facturation provinciaux.
13) Examiner la structure de financement du Fonds pour les changements climatiques en vue de veiller à ce que l'attribution des fonds cadre avec la stratégie globale de lutte contre les changements climatiques à l'échelle provinciale. La répartition des fonds devrait être axée sur :
    a) des programmes d'atténuation et d'adaptation pour assurer la réalisation d'importants travaux de modernisation liés aux transports et aux infrastructures ;
    b) des projets municipaux en cours d'élaboration (financement pour engager des experts-conseils et pour examiner de nouveaux projets) ;
    c) un soutien pour les entreprises en vue de permettre l'amélioration de l'efficacité énergétique et la réduction de l'empreinte carbone, le recrutement et la formation de gestionnaires responsables des questions liées au climat ou à l'énergie et l'investissement de fonds dans la recherche et développement.
14) Créer une équipe interministérielle afin d'évaluer les possibilités de développement économique en matière d'énergie propre pour lesquelles des travaux sont déjà en cours par l'intermédiaire d'Opportunités Nouveau-Brunswick et afin d'en établir l'ordre de priorité.
15) Rééquilibrer les investissements de fonds publics et les incitatifs fiscaux pour stimuler les investissements privés dans des projets et des compagnies d'avenir.

**Thème 2 : Partenariats et collaboration**

Parmi les principaux sujets soulevés pendant le processus de consultation, il y a la nécessité d'une coordination et d'une collaboration accrues en vue d'atteindre dans la province et dans la région de l'Atlantique des objectifs communs en matière de lutte contre les changements climatiques. Cela comprend la coordination des efforts pour intégrer dans tous les projets entrepris et financés par le gouvernement provincial des solutions visant les changements climatiques ainsi qu'une collaboration accrue au sein des ministères et avec l'industrie, les

petites entreprises, les ONG, les municipalités et les communautés autochtones. Des témoins indiquent que la collaboration permettra de réduire le chevauchement des efforts, de favoriser l'échange de connaissances et de répondre à l'urgent besoin de renforcer les capacités pour atteindre les objectifs provinciaux et régionaux de lutte contre les changements climatiques. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

16) À l'échelle régionale, il faudrait :
    a) s'engager à une collaboration au sein du Canada atlantique relativement aux grandes questions liées aux changements climatiques qui ont une incidence directe sur la population et l'économie (p. ex. l'isthme de Chignecto) ;
    b) constituer un groupe de travail sur la modernisation de la réglementation pour le Canada atlantique composé de représentants des quatre gouvernements provinciaux, du gouvernement du Canada, des services d'énergie de la région et d'ONG, lequel groupe de travail serait chargé de :
        i) mettre précisément l'accent sur la clarté de la réglementation, l'efficacité, la transparence et l'harmonisation de la réglementation à l'échelle régionale ;
        ii) explorer la possibilité de favoriser une meilleure intégration en ce qui concerne les marchés de l'électricité et l'exploitation des réseaux électriques dans la région.
17) À l'échelle provinciale, il faudrait :
    a) tenir compte des risques liés aux changements climatiques (et des avantages liés à la résilience) dans la prise de décisions par le gouvernement ;
    b) renforcer au sein des ministères la capacité et l'expertise relatives aux travaux concernant les possibilités de croissance et les stratégies sectorielles écologiques visant une économie à faibles émissions de carbone ;
    c) établir des mesures de sécurité pour protéger les plus vulnérables.
18) À l'échelle des gouvernements locaux, il faudrait :
    a) fournir un soutien à des coordonnateurs de la planification énergétique communautaire ;
    b) établir un programme pour former des gestionnaires de l'énergie et des conseillers techniques.
19) En collaboration avec les communautés autochtones, il faudrait :
    a) adopter le principe selon lequel un bon processus décisionnel tient compte des effets immédiats et des effets sur les sept générations à venir ;
    b) fournir un soutien pour que soit menée à l'échelle provinciale une étude sur le savoir des peuples autochtones et incorporer ce savoir et l'approche à double perspective au processus d'étude d'impact sur l'environnement ;
    c) veiller à ce que les peuples autochtones soient représentés au sein du comité consultatif sur les changements climatiques et assurer leur participation aux autres groupes de travail ;
    d) veiller à ce que, lorsque des communautés autochtones perdent des terres en raison des effets des changements climatiques, d'autres terres soient mises à leur disposition.

**Thème 3 : Stratégies de réduction des gaz à effet de serre**

La réduction des émissions de GES est essentielle à la lutte contre les changements climatiques. Le Secrétariat des changements climatiques indique au comité que le Nouveau-Brunswick est un chef de file au pays en matière de réduction des émissions de GES (réduction de 38 % par rapport aux niveaux de 2005) et est en bonne voie d'atteindre la cible fixée pour 2020 (émissions totales de 14,8 Mt), voire d'atteindre de meilleurs résultats. Toutefois, pour atteindre les cibles fédérales fixées pour 2030 et 2050, les dirigeants du Nouveau-Brunswick devront mieux comprendre toutes les sources d'émissions de GES afin de pouvoir élaborer des stratégies de réduction bien définies. De plus, un plan d'action bien défini favorisera dans la province la gestion de la transition et l'adoption d'une position permettant de tirer profit des nouvelles possibilités qu'offrent la décarbonisation et d'autres formes de réduction des GES.

Les témoins soulignent que, même si l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici à 2050 peut sembler immense en raison de l'envergure et de l'ampleur même de la tâche, il est possible de réaliser cet objectif grâce à des efforts orientés sur :

- l'établissement d'objectifs bien définis et mesurables assortis d'échéanciers appropriés ;
- la mise en oeuvre de solutions rapides qui ont des effets immédiats ou à court terme ;
- l'accueil favorable de la phase de transition ;
- l'investissement dans des solutions innovatrices en matière de réduction des GES.

**Objectifs bien définis et mesurables**

Il est indiqué au comité qu'il faut établir des objectifs bien définis et assortis d'échéanciers qui reflètent les politiques fédérales et mondiales actuelles. Il est proposé que la cible fixée pour 2030 devrait correspondre à une réduction des émissions de 60 % par rapport aux niveaux de 2005 et que, par la suite, les cibles devraient augmenter progressivement tous les cinq ans en vue d'atteindre une cible de carboneutralité pour 2050. Les méthodes utilisées pour atteindre les objectifs énoncés devraient figurer dans la stratégie provinciale de lutte contre les changements climatiques, laquelle est décrite à la section du présent rapport portant sur la planification et la gouvernance.

Plusieurs témoins indiquent que, même si la centrale de Belledune constitue une ressource importante pour Énergie NB, surtout pour répondre aux besoins de production de base, son alimentation au charbon pose problème puisque la stratégie fédérale de réduction des GES indique clairement que l'utilisation du charbon doit être éliminée d'ici à 2030. Même si des sources d'énergie renouvelable et de nouvelles technologies pourraient finir par répondre à ces besoins, la centrale de Belledune demeurera pendant la phase de transition une ressource essentielle, et des témoins soulignent qu'il est donc urgent de chercher des sources d'énergie de remplacement. Des témoins notent que le créneau pour la phase de recherche est de 18 à 24 mois et qu'il faudrait compter de 2 à 5 ans pour la conversion de la centrale. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

20) Utiliser la stratégie fédérale de réduction des GES pour orienter l'établissement d'objectifs bien définis et mesurables de réduction des émissions et de compensation carbone, dans l'intention d'assurer la transition vers la carboneutralité d'ici à 2050.
21) Faire preuve d'une rigueur de plus en plus grande quant à la tarification du carbone et à la réglementation dans tous les secteurs de l'économie.
22) Pour refléter l'urgence d'éliminer l'utilisation du charbon d'ici à 2030, entreprendre immédiatement des recherches sur des sources d'énergie de rechange pour alimenter la centrale de Belledune.

**Solutions ayant des effets immédiats ou à court terme**

Il est porté à l'attention du comité que le Nouveau-Brunswick profitera des efforts accrus sur le plan de l'information, de la sensibilisation et de l'acquisition de connaissances quant aux enjeux énergétiques afin que les gens, qui sont les principaux consommateurs d'énergie de la province, comprennent les changements devant être opérés dans le secteur énergétique de la région en vue de réduire les émissions de GES. Tel qu'il est traité de manière plus détaillée dans le rapport à la section intitulée Information et engagement du public, les programmes d'information aident à faire en sorte que les gens soient en mesure de prendre des décisions éclairées et efficaces en matière d'énergie à court et à long terme. Le comité apprend que, en plus de l'information et de la sensibilisation du public, l'infrastructure appropriée, comme les bornes de recharge pour véhicules électriques, devrait être mise en place afin qu'il soit plus facile de faire des choix plus écoénergétiques.

Les témoins soulignent que les objectifs immédiats et à court terme devraient avoir une portée au-delà de la réduction des émissions de GES. Des objectifs devraient également être fixés concernant l'utilisation accrue de sources d'énergie renouvelable ou à faibles émissions qui ont fait leurs preuves, l'achat de véhicules électriques et l'adoption des codes du bâtiment les plus récents. Il est porté à l'attention du comité que la création de programmes incitatifs sera un élément important dans l'atteinte des objectifs. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

23) Information et sensibilisation du public :
    a) examiner le rapport du Comité spécial sur les changements climatiques intitulé *Réaction des gens du Nouveau-Brunswick face aux changements climatiques* pour voir si les recommandations relatives à l'électricité qui n'étaient pas incluses dans le Plan d'action sur les changements climatiques original devraient être adoptées dans le plan renouvelé ;
    b) mener une campagne d'information et de sensibilisation du public qui indique comment des choix individuels en matière de consommation d'énergie peuvent être bénéfiques pour l'environnement.
24) Production, transport et distribution d'électricité :
    a) soutenir et développer l'écosystème d'innovation du réseau intelligent et permettre l'accès en temps quasi réel à l'information relative à la demande provinciale d'électricité ;

b) veiller à ce que les incitatifs concernant l'énergie solaire de toiture ainsi que la facturation nette n'excluent pas les tiers (p. ex. les coopératives d'énergie renouvelable) ;
c) exiger, dans la *Loi sur l'urbanisme*, que tous les plans d'utilisation des terres et les arrêtés de zonage du Nouveau-Brunswick comprennent des normes d'efficacité énergétique minimales et supérieures ;
d) exiger des municipalités qu'elles utilisent le processus de délivrance de permis pour assurer, encourager et suivre le rendement énergétique des bâtiments ;
e) conférer aux municipalités (et aux services publics municipaux) le pouvoir exprès d'établir un programme de financement axé sur l'efficacité énergétique ou de créer un programme provincial afin d'accorder des prêts à faible coût pour des améliorations écoénergétiques ;
f) gérer de façon très énergique la demande de pointe hivernale.

25) Véhicules électriques :
a) s'assurer que les incitatifs pour les véhicules électriques sont clairement communiqués au public ;
b) étudier les possibilités concernant l'instauration d'un programme d'incitation visant à retirer de la circulation les vieux véhicules à fortes émissions ;
c) travailler avec les municipalités à l'élaboration de programmes ou de politiques de lutte contre la marche au ralenti ;
d) instaurer des droits d'immatriculation des véhicules en fonction de leur niveau d'émissions, puis réinvestir les recettes dans des mesures de soutien aux véhicules à émissions nulles ;
e) entreprendre une planification stratégique du transport collectif à l'échelle régionale et interurbaine afin de créer une variété d'options de déplacement visant à réduire les émissions de GES ;
f) poursuivre la construction d'infrastructures pour que les bornes de recharge des véhicules électriques soient aussi simples et faciles à utiliser que les stations-service.

26) Bâtiments :
a) mettre à jour la Politique d'écologisation des bâtiments et adopter le plus récent Code national de l'énergie pour les bâtiments ;
b) s'assurer que le gouvernement travaille avec l'industrie pour offrir à tous les constructeurs, rénovateurs et directeurs de la construction une formation obligatoire et à jour sur le Code national du bâtiment ;
c) créer un programme d'incitation pour permettre aux constructeurs de construire des maisons à haut rendement énergétique ;
d) réglementer les codes de carboneutralité et de rénovation, ainsi que les exigences de rendement et de divulgation en matière d'émissions de carbone ;
e) créer un programme de prêts pour encourager la construction carboneutre à l'intention des constructeurs afin de couvrir les coûts de construction supplémentaires liés aux maisons écoénergétiques ;
f) favoriser l'utilisation des thermopompes à usage résidentiel.

**Accueil favorable de la phase de transition**

Il est porté à l'attention du comité que l'adhésion du public contribuera au succès des projets transformateurs qui sont nécessaires pour passer à un avenir à faibles émissions de carbone. La phase de transition visera un large éventail d'industries et de secteurs, tels que l'agriculture, la gestion des déchets, les services d'énergie ainsi que les petites et moyennes entreprises. Pendant la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, le gouvernement provincial devrait adopter une position économique concurrentielle en ce qui concerne l'élaboration de politiques et la prise de décisions en matière d'investissement, de sorte que la compétitivité des coûts, les taxes et impôts, les incitations à l'investissement et d'autres soutiens soient comparables à ceux d'autres administrations au Canada et à l'étranger. Le comité apprend qu'il est aussi nécessaire de collaborer avec les autres provinces de l'Atlantique et le gouvernement du Canada afin d'élaborer des programmes de soutien pour la transition qui sont spécialement adaptés aux enjeux et aux défis que connaît la région.

La dépendance économique et publique aux produits pétroliers raffinés ne changera pas du jour au lendemain. Il s'agit d'une transition qui s'échelonnera dans le temps. Le secteur pétrolier et gazier du Canada atlantique continue d'innover et de réduire son empreinte carbone grâce à l'introduction de modes de transport à faibles émissions de carbone, ainsi que de combustibles et de carburants durables, y compris l'hydrogène à faibles émissions. En plus, le comité apprend que les sources de chauffage propres comme le gaz naturel et les granules de bois sont sécuritaires, fiables et abordables. Ces options et d'autres options énergétiques à moyen terme peuvent servir de lien entre la dépendance aux combustibles fossiles et le développement d'innovations à plus grande échelle qui n'en sont qu'à la phase exploratoire.

Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

27) Créer des programmes de soutien pour la transition en vue de veiller à ce que des mesures incitatives soient prévues pour les entreprises souhaitant réduire leurs émissions et investir dans des technologies propres, comme la production d'énergie au moyen de sources de remplacement, les solutions en matière de transport et l'automation.
28) Créer, au sein du secteur agricole, un nouvel organisme pour répondre aux besoins des agriculteurs pendant la transition vers l'adoption de meilleures pratiques de réduction des émissions de GES.
29) Modifier la *Loi sur la distribution du gaz* et la *Loi sur la Commission de l'énergie et des services publics* afin d'encourager les investissements dans les gaz renouvelables et les autres innovations dans le domaine du gaz.
30) Faire en sorte que la gestion du programme d'efficacité énergétique de la province soit autonome et qu'elle ne repose pas uniquement sur l'électricité.
31) Élaborer une stratégie provinciale axée sur les sources d'énergie renouvelable pour le chauffage, laquelle comprendrait :
    a) un incitatif pour le chauffage renouvelable ;
    b) un programme de réduction des GES basé sur le rendement en vue de l'élimination du pétrole et du gaz naturel ;

c) l'équité à l'égard des autres technologies concernant les soutiens en capital ;
d) l'équité concernant les études de décarbonisation industrielle ;
e) l'accélération de l'approvisionnement sur le plan de la biothermie dans le secteur public ;
f) des études de faisabilité sur les systèmes énergétiques collectifs.

**Investissements dans des solutions innovatrices**

Le comité apprend que la 26e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26, tenue à Glasgow en 2021) s'est conclue par des engagements, de la part de pays représentant 90 % du PIB mondial, à atteindre l'objectif de carboneutralité d'ici à 2050. Cela signifie que la demande mondiale évoluera à mesure que les pays et les consommateurs rechercheront des produits et des services énergétiques plus propres. Selon les témoins, de tels changements ne feront que s'accentuer dans l'avenir, et c'est pourquoi le moment est venu de faire des investissements précoces étant donné que de nombreuses grandes compagnies procèdent à des ajustements pour contribuer à l'atteinte des objectifs mondiaux. Il est signalé au comité que le Nouveau-Brunswick a l'avantage d'avoir déjà en place une infrastructure énergétique et des connexions logistiques. Les témoins laissent entendre que, grâce à des investissements stratégiques réalisés dès maintenant, le gouvernement provincial pourrait attirer des investissements internationaux.

En ce qui concerne les cibles de réduction des GES que la province s'est fixées, en particulier pour 2050, il est porté à l'attention du comité que le gouvernement provincial doit investir dans les nouvelles technologies. Les opinions divergent quant aux petits réacteurs modulaires (PRM). Certains témoins soutiennent que les PRM devraient faire partie intégrante de la stratégie provinciale sur les changements climatiques, tandis que d'autres affirment qu'il s'agit d'une nouvelle technologie dont les risques et les avantages doivent être étudiés de manière plus approfondie. Dans l'ensemble, le comité apprend qu'il faudra étudier d'autres sources d'énergie si le Nouveau-Brunswick veut atteindre ses objectifs à long terme, mais que toute nouvelle technologie adoptée doit s'avérer sécuritaire, fiable, abordable et propre. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

32) Travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat des changements climatiques pour cibler les nouvelles technologies et chercher des compagnies potentielles pour un partenariat.
33) Continuer à étudier les sources d'énergie de remplacement comme l'hydrogène vert, les biocarburants et les biocombustibles.
34) Poursuivre les recherches sur les PRM pour le Nouveau-Brunswick, tout en tenant compte des nombreuses perspectives liées à cette nouvelle technologie.
35) Étudier les possibilités d'utiliser la biomasse au Nouveau-Brunswick, plutôt que de l'exporter.
36) Étudier les innovations dans divers secteurs, notamment l'agriculture et la gestion des déchets, pour voir comment les nouvelles technologies ou

méthodes de pratique peuvent contribuer à une économie circulaire qui tire son énergie de sources renouvelables.

37) Soutenir le port de Belledune en tant que centre d'énergie verte.

38) En plus des nouvelles recommandations formulées, un témoin recommande également que le gouvernement poursuive la mise en oeuvre des mesures du plan d'action original que voici :
   a) mesure 42 — Le gouvernement provincial appuiera l'adoption de plus de sources d'énergie renouvelable pour la production d'électricité et le chauffage des foyers et des entreprises du Nouveau-Brunswick à l'aide de mesures incitatives, de politiques et de mesures législatives.
   b) mesure 43 — Le gouvernement provincial cernera et supprimera les obstacles à la mise en oeuvre accrue de la production d'énergie à partir de sources renouvelables, de la production décentralisée d'énergie et de la facturation nette.
   c) mesure 44 — Le gouvernement provincial examinera les résultats du programme communautaire d'énergie renouvelable à une échelle réduite lors de l'achèvement du programme, et l'élargira ou le modifiera en conséquence.

**Thème 4 : Stratégies d'adaptation**

Le comité apprend que, parce que les changements climatiques sont irréversibles, les mesures d'adaptation sont une composante essentielle du nouveau plan d'action provincial. Bien que 29 des 118 mesures indiquées dans le plan original portent sur des éléments d'adaptation, le comité apprend que seulement 30 % des fonds ont été consacrés à des mesures d'adaptation et que, à l'avenir, il faudrait davantage privilégier cet aspect. Pour coordonner les efforts d'adaptation dans la province, les témoins avancent qu'il faut formuler une stratégie claire, avoir une bonne direction et assurer la collaboration entre les municipalités, les régions et les communautés autochtones. Bien que la collaboration régionale soit importante, on recommande également au comité que la prochaine version du plan reflète les aspects socioéconomiques et environnementaux propres au Nouveau-Brunswick.

Le comité reçoit beaucoup de suggestions concernant les éléments que devrait comporter la stratégie d'adaptation de la province. De nombreux témoins insistent sur le fait qu'un plan provincial de prévention des inondations est nécessaire, car le débordement des cours d'eau présente un risque immédiat pour de nombreuses collectivités. D'autres témoins font ressortir la nécessité de concentrer les efforts d'adaptation dans les zones côtières en raison de l'élévation prévue du niveau de la mer et de l'augmentation de l'érosion et des tempêtes qui en résultent. Parmi ces témoins, certains soulignent qu'il faut mettre en place un système de valorisation des infrastructures naturelles qui s'appuie sur des éléments naturels existants. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

39) Créer un poste de dirigeant principal de la résilience qui relèverait du premier ministre ou du ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Le titulaire du poste serait responsable de coordonner les efforts et de noter les progrès.

40) Créer un groupe de travail réunissant le ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie, le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux et Opportunités Nouveau-Brunswick pour assurer la coordination entre les décisions prises à l'égard de l'environnement et celles relatives au développement économique.
41) Consulter les dirigeants municipaux, régionaux et autochtones pour cerner les principaux risques et les secteurs prioritaires en matière d'adaptation dans la province en vue de créer une stratégie d'adaptation du Nouveau-Brunswick, laquelle devrait s'harmoniser avec la stratégie fédérale d'adaptation. La stratégie d'adaptation du Nouveau-Brunswick permettrait de faire ce qui suit :
    a) investir dans la modélisation ou l'analyse pour cerner les avantages concurrentiels de la province en vue d'orienter les mesures de soutien et les stratégies d'atténuation et de trouver des occasions sectorielles ;
    b) accorder la priorité à la protection et à la restauration des systèmes naturels (p. ex. les dunes, les terres humides et les forêts) et tenir compte de leur rôle dans l'adaptation et dans l'atténuation des risques pour les collectivités ;
    c) établir une définition d'infrastructure naturelle ;
    d) revoir les pratiques d'aménagement des terres en vue de prévenir les inondations ;
    e) inclure un examen global du système provincial de digues qui tiendrait compte de l'âge et de l'efficacité du système actuel ;
    f) veiller à ce que les cartes des zones inondables soient mises à jour et disponibles pour la population ;
    g) s'assurer que des mécanismes de financement appropriés sont en place pour les projets prioritaires ;
    h) comporter un engagement visant à faire rapport au public sur les réussites et les défis ;
    i) créer un capital social et des institutions solides pour les interventions en situation de crise ;
    j) prévoir des mesures précises pour réagir aux menaces d'inondation, comme lancer des programmes de protection des habitations et des entreprises contre les inondations ainsi qu'établir et diffuser des lignes directrices municipales en matière de protection contre les inondations.

**Thème 5 : Information et engagement du public**

On indique au comité que la voie vers la résilience climatique sera uniquement couronnée de succès si les gens du Nouveau-Brunswick effectuent des changements de comportement, par exemple réduire leur consommation d'énergie. Des témoins décrivent cela comme étant un changement de culture fondamental. Ce changement s'opère grâce à l'éducation des plus jeunes consommateurs d'énergie dans la province, à l'intégration des concepts dans les programmes d'éducation postsecondaire et à des initiatives de sensibilisation et de mobilisation du public. Il est indiqué que, souvent, les gens ne comprennent pas le lien entre leurs actions et les solutions pour lutter contre les changements climatiques. Il est recommandé au gouvernement de faire participer le public tôt et souvent pour lui souligner l'urgence de la crise climatique.

Selon des témoins, le niveau actuel de transparence des données constitue l'un des obstacles à l'information et à l'engagement du public. Le comité apprend que, à l'heure actuelle, il y a un manque d'uniformité dans la collecte des données climatiques, ce qui cause un chevauchement des efforts parmi les différents groupes de recherche, organismes gouvernementaux et groupes communautaires. En établissant une source centrale de renseignements sur le climat à laquelle le grand public aurait accès et en favorisant son utilisation, le gouvernement provincial veillerait à ce que les gens soient mieux renseignés au sujet des répercussions, de la résilience, de l'adaptation et des risques liés aux changements climatiques. Voici les recommandations présentées au comité à ce sujet :

42) Créer un centre d'excellence ou, du moins, un poste à temps plein afin de fournir aux élèves et au personnel enseignant dans le système scolaire public des renseignements sur les changements climatiques.
43) Apporter des changements au contenu des programmes d'études des écoles publiques pour mieux informer les élèves au sujet des changements climatiques.
44) Dialoguer avec des étudiants du postsecondaire et des groupes communautaires pour obtenir des déclarations d'intérêt public.
45) Inclure des élèves et des jeunes au sein d'organismes consultatifs.
46) Envisager la possibilité de mobiliser les jeunes au moyen d'un nouveau groupe, tel qu'un service écojeunesse du Nouveau-Brunswick.
47) Sensibiliser les consommateurs aux avantages des maisons à haut rendement énergétique au moyen des médias sociaux et d'autres publicités.
48) Collaborer avec de petites et grandes organisations non gouvernementales de l'environnement (ONGE) et continuer à les financer en vue de prendre des mesures à l'égard des changements climatiques.
49) Appuyer la sensibilisation et des initiatives de renforcement des capacités (ONG et ministère de l'Éducation) au moyen d'investissements.
50) Effectuer moins de consultations pour faire bonne figure et, au lieu, favoriser l'engagement participatif des parties prenantes.
51) Créer des postes de facilitateur responsable de la gestion des données ou en augmenter la capacité pour fournir des renseignements climatiques exacts et à jour.
52) Veiller à ce que des études relatives au Plan d'action sur les changements climatiques soient mises à la disposition du public.
53) Établir et tenir à jour des projections climatiques à l'échelle régionale, notamment des cartes des zones inondables, des cartes de l'élévation du niveau de la mer, la température et des projections de précipitations.
54) Veiller à ce que les renseignements soient facilement accessibles et disponibles en plusieurs formats pour en assurer l'accessibilité.
55) Créer un système axé sur les données qui permet de suivre la consommation d'énergie ainsi que les objectifs et les résultats de décarbonisation dans chaque secteur.
56) Donner aux gens et aux entreprises les moyens de surveiller leur empreinte carbone et leurs efforts de décarbonisation.
57) Créer à l'échelle provinciale une base de données, un processus standard ou un portail Web pour que soient saisies, chaque année, les données sur l'énergie et les émissions de GES des collectivités. Veiller à la disponibilité

des données en matière d'émissions horaires issues de la production d'électricité.

58) Consulter les experts et les ressources du Science and Engineering Research Support Center (SERSC).

**CONCLUSION**

Le comité tient de nouveau à remercier les gens qui ont fourni des observations et des recommandations en ce qui concerne le renouvellement du Plan d'action sur les changements climatiques du Nouveau-Brunswick. Le comité recommande au gouvernement de tenir compte des renseignements recueillis dans le présent rapport lors de l'élaboration d'un nouveau Plan d'action sur les changements climatiques pour notre province.

Il est ordonné que le rapport soit reçu et que le comité soit autorisé à présenter un autre rapport.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Cardy, appuyé par M. Bourque, propose ce qui suit :

attendu que le terme « Holodomor », soit l'extermination par la faim, est formé des mots ukrainiens « holod », c'est-à-dire faim, inanition ou famine, et « moryty », c'est-à-dire infliger des souffrances, tuer ou exterminer ;

attendu que l'Holodomor désigne un acte de génocide et une campagne réalisés par l'État soviétique en 1932 et en 1933 afin de provoquer délibérément une famine au sein du peuple ukrainien ;

attendu que l'objet de la présente motion est d'honorer la mémoire des millions d'Ukrainiens et des autres personnes qui ont perdu la vie pendant l'Holodomor ainsi que de donner l'occasion de réfléchir aux leçons durables à retenir de l'Holodomor et d'autres crimes contre l'humanité ;

attendu que, dans les années passées, le quatrième samedi de novembre a été désigné dans d'autres provinces canadiennes Jour commémoratif de l'Holodomor, comme le désigne la loi fédérale intitulée *Loi sur le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (« l'Holodomor »),* et que, en raison de la présente motion, ce jour serait commémoré par l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick désigne le quatrième samedi de novembre Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (l'Holodomor) dans tout le Nouveau-Brunswick. (Motion 103.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

M. Arseneau donne avis de motion 104 portant que, le jeudi 7 avril 2022, appuyé par M. Coon, il proposera ce qui suit :

attendu que la Commission sur la démocratie législative du Nouveau-Brunswick, créée en 2003 par le premier ministre progressiste-conservateur Bernard Lord, a élaboré et recommandé un système mixte de représentation proportionnelle pour le Nouveau-Brunswick ;

attendu que, en 2017, la Commission sur la réforme électorale a recommandé qu'une certaine forme de représentation proportionnelle soit considérée pendant le processus d'étude des révisions concernant la délimitation des circonscriptions électorales ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à enjoindre à la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales et la représentation de proposer des options en matière de représentation proportionnelle dans le cadre de son examen de la délimitation des circonscriptions électorales du Nouveau-Brunswick avant les prochaines élections provinciales programmées prévues pour 2024.

---

M. Coon donne avis de motion 105 portant que, le jeudi 7 avril 2022, appuyé par M. Arseneau, il proposera ce qui suit :

attendu que la plupart des arbres sur les terres de la Couronne sont récoltés par coupe à blanc ;

attendu que les données scientifiques montrent clairement que la coupe à blanc et la conversion des zones coupées à blanc en plantations a entraîné une perte massive de l'habitat des 54 espèces d'oiseaux forestiers les plus communes du Nouveau-Brunswick et que la perte d'habitat est associée à d'importants déclins de populations, si bien que, depuis 1985, entre 33 millions et 104 millions d'oiseaux forestiers ont disparu de notre région ;

attendu que l'étendue des coupes à blanc a fini par empêcher les bassins hydrographiques des rivières Miramichi Nord-Ouest et Nepisiguit de réguler efficacement le débit de l'eau, ce qui accroît les risques d'érosion et de sédimentation ;

attendu que le Comité permanent des changements climatiques et de l'intendance de l'environnement, dans son premier rapport présenté le 2 novembre 2021 à l'Assemblée législative, a recommandé que les forêts

anciennes de feuillus, de peuplements mixtes et de résineux soient conservées grâce à une foresterie à vocation écologique ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le ministre des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie à remplacer la récolte par coupe à blanc dans le reste des forêts anciennes de feuillus, de peuplements mixtes et de résineux sur les terres de la Couronne par des pratiques de récolte écologiques afin que les forêts conservent leur valeur écologique et économique.

---

M. Coon donne avis de motion 106 portant que, le jeudi 7 avril 2022, appuyé par M^me^ Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu que le transport intermunicipal et interprovincial est une composante importante des réseaux de transport pour de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick et du Canada atlantique ;

attendu que les services actuels de transport intermunicipal et interprovincial dans les provinces de l'Atlantique sont souvent limités ou ont du mal à demeurer viables ;

attendu que le transport intermunicipal et interprovincial constitue un service public essentiel et que les gouvernements doivent jouer un grand rôle pour veiller à ce que ces services soient accessibles et abordables ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative appuie en principe l'élaboration d'une solution régionale pour le transport intermunicipal et interprovincial en collaboration avec les provinces de l'Atlantique, le gouvernement fédéral, les administrations municipales et les partenaires de l'industrie

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à proposer la création d'un groupe de travail régional sur le transport intermunicipal et interprovincial à la prochaine rencontre du Conseil des premiers ministres de l'Atlantique.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre reprenne le débat ajourné sur le budget et que celui-ci se poursuive jusqu'à ce que l'intervenant ayant la parole termine son discours, après quoi la Chambre étudiera une motion d'ajournement, puis reprendra le débat ajourné sur le budget, et, par la suite, sur autorisation, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées de 13 h 30 à 17 h.

---

Il est unanimement convenu que les affaires émanant de l'opposition soient étudiées de 13 h 30 à 17 h.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 95, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce que, conformément à l'ordre du jour, la Chambre étudiera une motion d'ajournement.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance le vendredi 1er avril 2022, s'ajourne au mardi 10 mai 2022, sauf que, si le président de l'Assemblée, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction, en indiquant dans cet avis la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

Le débat reprend sur la motion 95.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se poursuit. Après un certain laps de temps, il est ajourné sur la motion de l'hon. M. Holland, au nom du premier ministre.

---

Conformément à l'avis de motion 96, M. Melanson, appuyé par M. D'Amours, propose ce qui suit :

attendu que l'arrêté d'urgence a cessé d'être en vigueur le 14 mars 2022 ;

attendu que tous les paliers de gouvernement réfléchiront sans doute à la pandémie, pour ce qui est de la préparation, des mesures instaurées en matière de santé et de sécurité publiques, des communications et de la

reddition de comptes, des programmes de soutien pour les particuliers et les entreprises ainsi que d'autres questions connexes ;

attendu que des avantages considérables découleraient de la tenue d'un examen approfondi lié à la pandémie de COVID-19, lequel pourrait permettre de déterminer les mesures ayant été efficaces et comment des mesures additionnelles auraient pu contribuer à réduire la transmission du virus ;

attendu que l'examen en question serait une occasion d'obtenir des renseignements, des conseils et des idées qui appuieraient peut-être dans l'avenir la préparation aux situations d'urgence ;

attendu qu'un examen pourrait tenir compte des points faibles et des pratiques exemplaires, pour que soient ensuite mises à profit les connaissances acquises aux fins de la planification ainsi que de l'élaboration de politiques et de protocoles en vue d'appuyer la gestion d'éventuelles menaces pour la santé publique ;

attendu qu'un examen serait en outre l'occasion d'entendre des membres du personnel de première ligne, des professionnels de la santé et d'autres experts en la matière ;

attendu que l'opposition libérale a demandé que soit entrepris un examen indépendant et complet de la réponse du gouvernement provincial à la crise sanitaire liée à la COVID-19 ;

attendu que le gouvernement a indiqué qu'il voit maintenant les avantages d'entreprendre un examen de sa réponse à la pandémie de COVID-19 ;

attendu qu'il faut faire en sorte que l'examen en question soit indépendant du gouvernement et que les ressources nécessaires soient fournies ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à demander que le vérificateur général entreprenne un examen de la réponse du gouvernement provincial à la pandémie de COVID-19,

que, en plus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de la *Loi sur le vérificateur général,* le vérificateur général dispose des pouvoirs conférés par la *Loi sur les enquêtes,* notamment le pouvoir d'ordonner la production de documents et d'assigner des témoins,

que soient fournies au Bureau du vérificateur général les ressources financières additionnelles dont il a besoin pour mener à bien l'examen

et que, si le vérificateur général est par ailleurs dans l'impossibilité d'entreprendre l'examen, les services d'une personne ou d'une entité indépendante soient retenus à cette fin.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 96, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 38

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Savoie | M^me^ Bockus | M^me^ Landry |
| l'hon. M. Steeves | M. Cullins | M. Guitard |
| l'hon. M. Flemming | M^me^ Anderson-Mason | M. Coon |
| l'hon. M. Crossman | M. Turner | M. LeBlanc |
| l'hon. M. Holland | M. Ames | M. K. Chiasson |
| l'hon. M^me^ Green | M. Austin | M. C. Chiasson |
| l'hon. M^me^ Dunn | M. Carr | M. Bourque |
| l'hon. M. Cardy | M^me^ S. Wilson | M. LePage |
| l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M^me^ Conroy | M^me^ Mitton |
| l'hon. M. Allain | M. Arseneault | M. Legacy |
| l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ Thériault | M. Mallet |
| l'hon. M. Hogan | M. Melanson | M. Landry |
| M. Wetmore | M. McKee | |

Conformément à l'avis de motion 99, M. Bourque, appuyé par M. McKee, propose ce qui suit :

attendu que, en février 2021, la juge Yvette Finn et John McLaughlin ont été nommés commissaires et chargés d'entreprendre la révision de la *Loi sur les langues officielles* et de trouver des façons d'améliorer l'apprentissage de la langue seconde au Nouveau-Brunswick ;

attendu que les commissaires ont mené des consultations privées et présenté des recommandations au gouvernement ;

attendu que, le 15 décembre 2021, les commissaires ont présenté au gouvernement leur premier rapport sur la révision de la *Loi sur les langues officielles* ;

attendu que, le 2 février 2022, les commissaires ont présenté leur deuxième rapport sur la révision de la *Loi sur les langues officielles* du Nouveau-Brunswick, lequel porte sur l'apprentissage de la langue seconde ;

attendu que le gouvernement Higgs n'a pas encore donné suite au rapport et aux recommandations qui y figurent ;

attendu que les commissaires ont demandé aux décideurs, lorsque ceux-ci examineraient les recommandations du rapport, « de garder à l'esprit l'énorme pression que la pandémie de COVID-19 a fait peser sur nos diverses institutions et ministères » et ont exhorté le gouvernement à « aborder ces recommandations avec prudence » ainsi qu'à adopter « une approche modérée » ;

attendu que, même si le rapport indique que des mesures pourraient être prises pour améliorer l'apprentissage de la langue seconde et que plusieurs recommandations y sont faites à cet égard, il y est souligné qu'il « n'est jamais trop tôt pour commencer à apprendre une autre langue » ;

attendu que le rapport fait en outre état de la réussite du programme d'immersion en français en soulignant que les « évaluations provinciales à grande échelle menées par le MEDPE indiquent que plus de 90 % des élèves qui terminent le programme d'immersion en français atteignent au moins un niveau *intermédiaire* de français, et les experts en la matière s'entendent pour dire que cela se traduit par un niveau de compétence conversationnelle » ;

attendu que les commissaires notent que l'établissement d'« objectifs de compétence ambitieux en réponse à une approche de l'excellence scolaire qui consiste à "placer la barre plus haut" » présente un inconvénient ;

attendu que les commissaires ont indiqué que le « changement doit être bien planifié », qu'ils se sont dits conscients « des mises en garde de la vérificatrice générale concernant les changements brusques dans le système d'éducation » et que, à leur avis, il faut « qu'un nouveau programme d'évaluation soit élaboré si nous voulons suivre les progrès de notre province vers un nouvel objectif de compétence linguistique » ;

attendu que les commissaires ont indiqué qu'« une approche uniforme de l'enseignement et de l'apprentissage de la deuxième langue officielle d'un élève n'est pas appropriée dans un écosystème linguistique aussi complexe et diversifié que celui du Nouveau-Brunswick » ;

attendu que, selon les commissaires, des experts considèrent que la « fréquence », l'« intensité », l'« étendue », la « communication significative » et la « motivation » sont des piliers clés de la réussite des programmes de langue seconde et que, s'« il manque l'un ou l'autre de ces piliers, ou que l'un de ceux-ci ne se réalise pas pleinement, un programme de langue n'atteindra pas le niveau d'efficacité qu'il aurait pu » ;

qu'il soit résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à ne pas apporter de changements majeurs au programme d'immersion en français au sein du secteur anglophone sans que les changements soient fondés sur des recherches de grande qualité en apprentissage du français langue seconde

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à veiller à ce que tout changement apporté aux programmes actuels de langue seconde représente une amélioration de ces programmes et fasse l'objet d'un examen, d'une évaluation et d'un financement appropriés avant sa mise en oeuvre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 17 h.

Jour de séance 70 le vendredi 1er avril 2022

*7 h*

Prière.

Le débat ajourné reprend sur la motion 95, dont voici le texte :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 95, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 27

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | Mme Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. Mme Green | M. Cullins |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. Mme Dunn | Mme Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M. Turner |
| l'hon. Mme Shephard | l'hon. Mme Scott-Wallace | M. Ames |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Austin |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. Mme Johnson | M. Carr |
| l'hon. Mme M. Wilson | l'hon. M. Hogan | Mme S. Wilson |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | Mme Conroy |

CONTRE : 19

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. LeBlanc | M. Legacy |
| Mme Thériault | M. K. Chiasson | M. Gauvin |
| M. Melanson | M. C. Chiasson | M. Mallet |
| M. McKee | M. Bourque | M. Landry |
| Mme Landry | M. LePage | M. Arseneau |
| M. Guitard | M. D'Amours | |
| M. Coon | Mme Mitton | |

Le président de la Chambre, sur la demande de l'hon. M. Savoie, revient aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre se forme sur-le-champ en Comité des subsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides, sous la présidence de Mme S. Wilson.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. Mme S. Wilson, présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a abordé les travaux dont il a été saisi et a adopté la motion suivante :

que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La présidente du comité rapporte aussi qu'il lui est enjoint de demander à siéger de nouveau.

---

Mme S. Wilson, appuyée par le premier ministre, propose ce qui suit :

que le rapport du Comité des subsides soit adopté par la Chambre et que celle-ci adhère à la résolution portant que les subsides soient accordés à Sa Majesté.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie demande au président de la Chambre de revenir aux motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre et propose, appuyé par le premier ministre, que l'étude des prévisions budgétaires en Comité des subsides soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose que, conformément à l'article 109 du Règlement, le budget principal, 2022-2023, le budget de capital, 2022-2023, et le volume II du budget supplémentaire, 2022-2023, soient renvoyés au Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que la sanction royale ait lieu.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée plusieurs projets de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier adjoint donne lecture du titre des projets de loi, que voici :

69, *Loi sur la communication illégale d'images intimes* ;
72, *Loi concernant la modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée* ;
73, *Loi modifiant la Loi visant à accroître la sécurité des communautés et des voisinages* ;
74 *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations électriques* ;
79, *Loi concernant la vente au détail du cannabis.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier de l'Assemblée législative proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ces projets de loi, les édicte et en ordonne l'impression.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 7 h 58.

Jour de séance 71 le mardi 10 mai 2022

*13 h*

Prière.

L'hon. M^me^ Scott-Wallace offre ses condoléances à la famille du regretté LeRoy Armstrong, ancien député libéral provincial de Kings-Est, de 1995 à 1999 et de 2003 à 2006.

---

Après les questions orales, le président de la Chambre rappelle aux parlementaires que les questions supplémentaires doivent se rapporter à la question initiale.

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition appuyant l'interdiction concernant l'épandage de glyphosate dans la gestion des forêts de la Couronne. (Pétition 44.)

---

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à arrêter l'aménagement et l'exploitation de carrières dans le village de Calhoun. (Pétition 45.)

---

M. Wetmore, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 10 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son deuxième rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 5, 6, 7, 8, 12, 13, 19, 20, 21, 22, 26, 27, 28 et 29 avril pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre adoptée le 1^er^ avril 2022.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Ross Wetmore, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

BUDGET PRINCIPAL, 2022-2023
COMPTE ORDINAIRE

| | Votés ($) |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES | |
| Agriculture, Aquaculture et Pêches | 45 451 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 45 404 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE | |
| Services généraux et autres services d'enseignement | 92 768 000 |
| Districts scolaires | 1 252 306 000 |
| Développement de la petite enfance | 227 554 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 1 572 581 000 |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Services généraux et financement communautaire | 2 244 000 |
| Politiques, sensibilisation et engagement du public | 1 118 000 |
| Gouvernements locaux | 151 117 000 |
| Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme | 317 000 |
| Autorisations et conformité | 7 120 000 |
| Science et protection de l'environnement | 4 155 000 |
| Secrétariat des changements climatiques | 1 585 000 |
| Moins : crédits législatifs | 94 000 |
| Votés | 167 562 000 |
| BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF | |
| Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique, et secrétariat du Conseil exécutif | 3 498 000 |
| Communications gouvernementales | 6 802 000 |
| Cabinet du lieutenant-gouverneur | 455 000 |
| Direction de l'égalité des femmes | 4 639 000 |
| Votés | 15 394 000 |
| MINISTÈRE DES FINANCES ET DU CONSEIL DU TRÉSOR | |
| Affaires budgétaires et financières | 851 000 |
| Services généraux | 5 601 000 |
| Gestion de la trésorerie et politique fiscale | 2 692 000 |
| Bureau du dirigeant principal des ressources humaines | 4 777 000 |
| Bureau du chef de l'information | 7 396 000 |
| Bureau du contrôleur | 3 054 000 |
| Administration du revenu | 5 413 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 29 737 000 |

| | |
|---|---|
| GOUVERNEMENT GÉNÉRAL | |
| Affaires autochtones | 7 157 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 7 110 000 |
| Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel | 455 000 |
| Planification des ressources organisationnelles | 31 619 000 |
| Programme d'égalité d'accès à l'emploi | 688 000 |
| Affaires intergouvernementales | 8 027 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 7 980 000 |
| Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires | 85 630 000 |
| Moins : crédits législatifs | 180 000 |
| Votés | 85 450 000 |
| Programme de distribution de gaz naturel | 14 000 000 |
| Régimes de retraite et d'avantages sociaux | 344 723 000 |
| Moins : crédits législatifs | 2 000 |
| Votés | 344 721 000 |
| Provision pour pertes | 14 200 000 |
| Accords de partage des recettes avec les Premières Nations | 65 300 000 |
| Services Nouveau-Brunswick | 194 061 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 194 014 000 |
| Provision pour fonds supplémentaires | 289 031 000 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Services ministériels et autres services de santé | 210 001 000 |
| Assurance-maladie | 747 850 000 |
| Régimes d'assurance-médicaments | 238 238 000 |
| Services de santé de la partie III | 2 004 867 000 |
| Plan provincial de la santé | 38 430 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 3 239 339 000 |
| MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| Division de la sécurité technique et des services ministériels | 17 282 000 |
| Division de la sécurité communautaire | 191 354 000 |
| Division de la sécurité et des urgences | 47 336 000 |
| Cabinet du procureur général | 21 981 000 |
| Division des services à la justice | 25 468 000 |
| Aide juridique | 10 855 000 |

| | |
|---|---|
| Moins : crédits législatifs | 94 000 |
| Votés | 314 182 000 |
| | |
| ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE | |
| Indemnités des députés, comités et activités | 9 162 000 |
| Moins : crédits législatifs | 4 272 000 |
| Votés | 4 890 000 |
| | |
| Bureau de l'Assemblée législative | 4 065 000 |
| Bureau du vérificateur général | 3 408 000 |
| | |
| Bureaux des chefs et des membres des partis politiques enregistrés | 2 247 000 |
| Moins : crédits législatifs | 95 000 |
| Votés | 2 152 000 |
| | |
| Élections Nouveau-Brunswick | 12 699 000 |
| Bureau de l'ombud | 1 790 000 |
| Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés | 1 398 000 |
| Commissariat aux langues officielles | 735 000 |
| Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances | 601 000 |
| Bureau du commissaire à l'intégrité | 330 000 |
| | |
| MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE | |
| Administration | 8 031 000 |
| Ressources naturelles | 84 425 000 |
| Énergie et mines | 6 547 000 |
| Gestion des terres | 2 728 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 101 684 000 |
| | |
| CABINET DU PREMIER MINISTRE | |
| Administration | 1 516 000 |
| Moins : crédits législatifs | 67 000 |
| Votés | 1 449 000 |
| | |
| OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK | |
| Administration et services de développement des entreprises | 15 272 000 |
| Aide financière | 25 000 000 |
| Croissance démographique | 9 843 000 |
| Investissements stratégiques — productivité/compétitivité mondiale | 5 000 000 |
| Votés | 55 115 000 |
| | |
| AUTRES ORGANISMES | |
| Entités consolidées | 398 151 000 |
| Moins : crédits législatifs | 398 151 000 |
| Votés | 0 |

| | |
|---|---|
| Conseil des premiers ministres de l'Atlantique | 642 000 |
| Société de l'inclusion économique et sociale | 2 802 000 |
| Commission du travail et de l'emploi | 655 000 |
| Commission de police du Nouveau-Brunswick | 671 000 |
| Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick | 468 000 |
| Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées | 304 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Travail et services stratégiques | 12 134 000 |
| Affaires postsecondaires | 483 833 000 |
| TravailNB | 137 325 000 |
| Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick | 15 674 000 |
| Apprentissage et certification professionnelle | 7 449 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 656 368 000 |
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Projets de développement et opérations | 50 637 000 |
| SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE | |
| Service de la dette publique | 634 000 000 |
| Moins : crédits législatifs | 629 100 000 |
| Votés | 4 900 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services généraux et autres | 11 056 000 |
| Aînés et soins de longue durée | 860 463 000 |
| Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse | 155 484 000 |
| Sécurité du revenu | 246 995 000 |
| Services d'habitation | 120 132 000 |
| Autres prestations | 73 443 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 1 467 526 000 |
| MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE | |
| Administration | 2 957 000 |
| Parcs et sentiers | 12 551 000 |
| Culture, patrimoine et sport | 35 803 000 |
| Tourisme | 17 433 000 |
| Moins : crédits législatifs | 47 000 |
| Votés | 68 697 000 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Administration | 15 193 000 |
| Politiques et affaires législatives, partenariats stratégiques et corridors commerciaux | 1 783 000 |
| Entretien | 90 438 000 |

| | |
|---|---|
| Entretien pendant l'hiver | 73 967 000 |
| Construction des ponts et des routes | 3 011 000 |
| Groupe des bâtiments | 138 709 000 |
| Société de voirie du Nouveau-Brunswick | 26 800 000 |
| Moins : crédits législatifs | 24 809 000 |
| Votés | 325 092 000 |

COMPTE DE CAPITAL

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES | |
| Biens d'équipement | 65 000 |
| Infrastructure stratégique | 400 000 |
| Votés | 465 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE | |
| Écoles publiques – Biens d'équipement | 1 745 000 |
| MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX | |
| Districts de services locaux | 1 000 000 |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Hôpitaux publics – Biens d'équipement | 27 050 000 |
| MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE | |
| Remise en état de mines | 250 000 |
| Bassin hydrographique Musquash – Améliorations des biens immobiliers | 6 920 000 |
| Infrastructure du Sentier NB Trail | 750 000 |
| Votés | 7 920 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Programme d'entretien reporté | 2 000 000 |
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Canada - Nouveau-Brunswick : Entente bilatérale intégrée | 16 500 000 |
| Initiative en matière d'infrastructure stratégique | 18 500 000 |
| Votés | 35 000 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Services des foyers de soins – Amélioration des biens immobiliers | 9 000 000 |
| Services des foyers de soins – Entretien | 3 000 000 |
| Votés | 12 000 000 |

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE | |
| Amélioration des installations | 4 400 000 |
| Infrastructure stratégique | 4 620 000 |
| Votés | 9 020 000 |
| MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE | |
| Ponts | 60 886 000 |
| Routes | 181 125 000 |
| Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités | 15 000 000 |
| Programme fédéral-provincial à frais partagés | 81 834 000 |
| Agence de gestion des véhicules | 22 000 000 |
| Travaux publics et infrastructure | 289 749 000 |
| Moins : crédits législatifs | 26 970 000 |
| Votés | 623 624 000 |

PRÊTS ET AVANCES

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES | |
| Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick | 1 600 000 |
| Programmes de prêts | 9 500 000 |
| Votés | 11 100 000 |
| OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK | |
| Aide financière à l'industrie | 50 000 000 |
| MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL | |
| Avances de prêts aux étudiants | 69 900 000 |
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de développement | 5 000 000 |
| Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de roulement d'urgence pour les petites entreprises | 5 000 000 |
| Votés | 10 000 000 |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL | |
| Habitation | 3 224 000 |

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2020-2021, VOLUME II
COMPTE ORDINAIRE

| | Votés ($) |
|---|---|
| GOUVERNEMENT GÉNÉRAL | |
| Provision pour pertes | 1 040 520,67 |

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | |
| Direction des inspections et de l'application de la loi ..... | 882 869,66 |
| MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE | |
| Énergie et mines..... | 5 431 654,03 |

COMPTE DE CAPITAL

| | |
|---|---|
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ | |
| Hôpitaux publics – Biens d'équipement ..... | 3 533 284,69 |

PRÊTS ET AVANCES

| | |
|---|---|
| SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL | |
| Programmes de prêts de fonds de roulement pour les petites entreprises du Nouveau-Brunswick ..... | 168 208,96 |

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
101, *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits* ;
102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits*.

---

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 101 et 102 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

---

Sont lus une deuxième fois les projets de loi suivants :

101, *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits* ;
102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits*.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

101, *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits* ;
102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;

par l'hon. M^me^ Shephard :
104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique* ;

par l'hon. M^me^ Green :
105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;
106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux* ;

par l'hon. M. Savoie :
107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;
108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue* ;

par l'hon. M. Cardy :
109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance* ;

par l'hon. M. Allain :
110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale* ;

par l'hon. M. Holder :
111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail ;*
112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi ;*

par l'hon. M. Hogan :
113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur*.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 10 mai 2022

S.H. la lieutenante-gouverneure a pris connaissance du projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* qu'elle recommande à la Chambre conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867.*

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 99, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98 et 100 soit appelée.

---

L'hon. M. Savoie donne avis que, le mercredi 11 mai 2022, la deuxième lecture des projets de loi 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112 et 113 sera appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 99 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 86 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 87 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 88 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 89 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 90 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 91 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au

Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 92 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 93 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 94 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 41 (7 avril 2022) ;
réponse à la pétition 42 (13 avril 2022) ;
rapport annuel du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance pour 2020-2021 (19 avril 2022) ;
réponse à la pétition 43 (19 avril 2022) ;
rapport annuel de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick pour 2020-2021 (21 avril 2022) ;
*Suivi conjoint des recommandations formulées à la Société des loteries de l'Atlantique,* rapport du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, avril 2022 (26 avril 2022) ;
rapport annuel de la Société de Kings Landing pour 2020-2021 (29 avril 2022) ;
*Rapport à l'Assemblée législative : Questions et recommandations découlant de la décision du Ministère de la Santé et du Ministère de l'éducation et du développement de la petite enfance de lever certaines restrictions relatives à la COVID-19 dans les écoles du Nouveau-Brunswick,* Kelly A. Lamrock, c.r., défenseur des enfants, des jeunes et des aînés du Nouveau-Brunswick, le 21 avril 2022 (3 mai 2022).

Jour de séance 72 le mercredi 11 mai 2022

*10 h*

Prière.

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 12 mai 2022, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 99 et 75.

---

L'hon. M. Holder, leader parlementaire adjoint du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 95, 96, 97, 98, 100, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112 et 113 soit appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales.*

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 95 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 96 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 97, *Loi concernant la Salle Beaverbrook,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 97 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 97, *Loi concernant la Salle Beaverbrook,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au

Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 98, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 98 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 98, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 100, *Loi concernant le processus de nomination,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 100 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 100, *Loi concernant le processus de nomination,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 103 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 104 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au

Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 105 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 106 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 107 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 108 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel de la Société de gestion
du cannabis pour 2020-2021 (9 mai 2022).

Jour de séance 73 le jeudi 12 mai 2022

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Coon, qui ne participait pas au débat, a usé d'un langage non parlementaire en accusant le premier ministre d'induire la Chambre en erreur. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la deuxième lecture des projets de loi 109, 110, 111, 112 et 113 soit appelée.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance.*

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 109 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 110 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 111 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 112 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 113 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Il est unanimement convenu d'étudier sur-le-champ les affaires émanant de l'opposition.

---

Le débat ajourné reprend sur la motion 99, proposée le jeudi 31 mars 2022 par M. Bourque, appuyé par M. McKee.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 99, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 35

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Savoie | M. Turner | M. Guitard |
| l'hon. M. Steeves | M. Ames | M. C. Chiasson |
| l'hon. M^me^ Shephard | M. Wetmore | M. Coon |
| l'hon. M. Fitch | M^me^ S. Wilson | M^me^ Mitton |
| l'hon. M. Crossman | M. Carr | M. LeBlanc |
| l'hon. M^me^ Green | M^me^ Conroy | M. Bourque |
| l'hon. M. Cardy | M. Cullins | M. Legacy |
| l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Arseneault | M. Gauvin |
| l'hon. M. Allain | M^me^ Thériault | M. Arseneau |
| l'hon. M^me^ Johnson | M. Melanson | M. Mallet |
| l'hon. M. Hogan | M. McKee | M. Landry |
| M. Austin | M^me^ Landry | |

Conformément à l'avis de motion 75, M. Bourque, appuyé par M. McKee, propose ce qui suit :

attendu que les conseils d'éducation de district sont les voix de nos communautés ;

attendu que les membres élus devraient être félicités pour avoir présenté leur candidature de manière désintéressée afin de servir pour l'amélioration du système éducatif ;

attendu que les membres des CED jouent un rôle clé dans l'éducation au niveau du district ;

attendu que, conformément à la *Loi sur l'éducation,* les CED sont chargés de responsabilités cruciales telles que l'élaboration et le suivi des plans d'éducation et des dépenses budgétaires, l'établissement de la politique du district et de la gouvernance, l'établissement des objectifs et des attentes, et l'évaluation des performances, pour n'en citer que quelques-unes ;

attendu que ces bénévoles dévoués connaissent leur communauté et leur école et sont les mieux placés pour fournir des commentaires et des conseils inestimables ;

attendu que, dans le passé, le ministre de l'Éducation et du Développement de la petite enfance a fait preuve de mépris à l'égard du rôle des conseils d'éducation de district, a manqué de respect à leurs membres et a menacé de les dissoudre lorsque leurs membres n'étaient pas d'accord avec lui ;

attendu que, malgré le fait que nous venons d'élire les membres des conseils d'éducation de district, le ministre de l'Éducation et du

Développement de la petite enfance songe encore une fois à dissoudre les conseils d'éducation de district ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'engager à maintenir les conseils d'éducation de district avec leurs membres dûment élus.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 75, mise aux voix, est rejetée.

---

La séance est levée à 16 h 49.

Jour de séance 74 le vendredi 13 mai 2022

*9 h*

Prière.

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je suis sûr que nous avons tous déjà pris connaissance d'une liste d'expressions non parlementaires qu'il ne convient pas d'utiliser à l'Assemblée législative.

Hier, j'ai informé la Chambre que j'allais écouter les enregistrements pour déterminer si une telle expression avait été employée pendant la période des questions. Après la séance, j'ai eu l'occasion d'écouter les enregistrements et j'ai clairement entendu un parlementaire utiliser l'expression « induire en erreur ».

Malheureusement, je n'ai pas pu déterminer qui avait employé l'expression ; je ne peux donc pas me prononcer davantage. La parole ira néanmoins à quiconque voudrait s'exprimer et retirer les propos.

J'avertis les parlementaires que les mots constituent notre véhicule ici, à l'Assemblée législative, et nous devrions les employer avec respect.

---

Le président de la Chambre interrompt les questions orales et demande que M. D'Amours retire les mots « pas nous le dire honnêtement » employés à l'égard du premier ministre ; le député obtempère.

---

M. McKee donne avis de motion 107 portant que, le jeudi 19 mai 2022, appuyé par M. Melanson, il proposera ce qui suit :

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick s'efforcent de composer avec l'augmentation du prix d'un grand nombre de biens et de services et ont du mal à le faire ;

attendu que le prix du carburant a augmenté considérablement et que, contrairement à ce qui se fait dans de nombreuses autres provinces, le gouvernement Higgs a décidé de garder les recettes provenant de la taxe sur le carbone et de ne pas accorder de rabais à la population ;

attendu que l'augmentation du prix du carburant a généré des recettes additionnelles inattendues pour le gouvernement, par l'intermédiaire de la TVH, laquelle est perçue sur l'essence et les combustibles de chauffage,

mais que, encore une fois, le gouvernement garde les recettes additionnelles et ne les partage pas avec les gens du Nouveau-Brunswick qui sont dans le besoin ;

attendu qu'il y a au Nouveau-Brunswick une crise du logement et une pénurie de logements abordables et que le gouvernement n'est pas intervenu à cet égard ;

attendu que, au Nouveau-Brunswick, les locataires doivent composer avec le taux d'augmentation des loyers le plus élevé du pays ;

attendu que le gouvernement a éliminé le programme de rabais lié aux coûts d'électricité domestique, lequel assurait à plus de 33 000 familles à faible revenu un soutien dont elles avaient grandement besoin ;

attendu que le gouvernement a l'intention d'augmenter les primes liées aux médicaments sur ordonnance et aux médicaments onéreux ;

attendu que les évaluations foncières augmentent à une vitesse alarmante et que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick ont ainsi du mal à payer leur facture alourdie d'impôt foncier ;

attendu que de nombreuses personnes de la province, surtout celles qui vivent en région rurale, s'inquiètent de la possibilité que, après l'instauration de la réforme de la gouvernance locale par le gouvernement provincial, celui-ci se décharge de la responsabilité du coût de nombreux services sur les nouvelles entités locales et les gens constatent une augmentation fulgurante de l'impôt foncier ;

attendu que, malgré les difficultés avec lesquelles de nombreuses entreprises et personnes ont composé pendant la pandémie, le gouvernement de notre province a assuré beaucoup moins de soutien que d'autres gouvernements provinciaux ;

attendu que le gouvernement se vante d'enregistrer des excédents record ;

attendu que, au lieu d'assurer la prestation de programmes de soutien financier additionnels pour aider les gens du Nouveau-Brunswick qui sont dans le besoin, le gouvernement ne pense qu'à son bilan et veut faire des compressions encore plus massives dans les dépenses ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à présenter un programme exhaustif de mesures de soutien pour aider les gens du Nouveau-Brunswick qui sont dans le besoin.

M. Arseneault demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par M^me^ Landry, la motion suivante :

attendu que plus de 400 personnes du Nouveau-Brunswick sont décédées de la COVID-19 ;

attendu qu'un grand nombre de personnes du Nouveau-Brunswick estiment que le gouvernement provincial devrait désigner une journée annuelle pour commémorer tous ceux qui sont morts à cause de la pandémie ;

attendu que, en raison des restrictions en vigueur tout au long de la pandémie, beaucoup de familles ont eu du mal à faire leur deuil ;

attendu qu'une journée annuelle de commémoration offrira une occasion de recueillement à toutes les personnes touchées par le virus, surtout celles qui ont perdu un être cher ;

attendu qu'une journée de commémoration permettra aussi aux gens du Nouveau-Brunswick d'exprimer leur gratitude aux travailleurs de la santé qui ont fait de nombreux sacrifices personnels alors qu'ils s'employaient à protéger la population ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à désigner une journée annuelle de commémoration des victimes de la COVID-19. (Motion 108.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 108 sera proposée le jeudi 19 mai 2022.

---

La séance est levée à 10 h 2.

Jour de séance 75 le mardi 17 mai 2022

*13 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt et unième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 17 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt et unième rapport.

Le comité se réunit le 13 mai 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie* ;
93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies* ;
94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

.Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. C. Chiasson, du Comité permanent des comptes publics, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 17 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des comptes publics demande à présenter son premier rapport.

Le rapport décrit les travaux du comité pour la période du 10 décembre 2020 au 3 mars 2022, pendant la première session de la 60e législature.

En outre, le rapport contient un énoncé de mission et des principes directeurs qui visent à accroître l'efficacité du travail que le comité a reçu le mandat d'accomplir.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Chuck Chiasson, député

Voici le texte intégral du rapport du comité :

**Élection à la présidence et à la vice-présidence**

Conformément à l'article 99 du Règlement, le greffier convoque une réunion du comité pour le 10 décembre 2020 et dirige l'élection à la présidence et à la vice-présidence du comité.

Sur la motion de M. McKee, Mme Lisa Harris est élue présidente du comité.

Sur la motion de l'hon. M. Savoie, M. Jake Stewart est élu vice-président du comité.

**Réunions : février 2021**

Le comité se réunit les 9, 10, 11, 23, 24, 25 et 26 février. La vérificatrice générale comparaît devant le comité les 9 et 23 février pour présenter les plus récents rapports de son bureau. De hauts responsables des organismes suivants comparaissent devant le comité et répondent aux questions sur les exercices à l'étude et les recommandations de la vérificatrice générale :

le 9 février 2021
Bureau du vérificateur général
À l'étude : *Volume I (audit de performance) du rapport de la vérificatrice générale pour 2020.*

Le volume I présente un rapport d'audit de performance concernant le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance et les districts scolaires, le ministère de la Santé et EM/ANB Inc. ainsi que le ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie.

le 10 février 2021
Travail sécuritaire NB
À l'étude : *Rapport annuel pour 2018 ;*
*Volume II, chapitre III, du rapport de la vérificatrice générale pour 2018 ;*

*Volume I, chapitre II, du rapport de la vérificatrice générale pour 2018.*

Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux
À l'étude : *Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

le 11 février 2021
Société de développement régional ;
À l'étude : *Rapport annuel pour 2018-2019.*

Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance
À l'étude : *Volume I, chapitre II, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

le 23 février 2021
Bureau du vérificateur général
À l'étude : *Volume III (audit financier) du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Volume II (audit de performance) du rapport de la vérificatrice générale pour 2020.*

Le volume II présente les rapports d'audit de performance concernant le programme des dossiers médicaux électroniques du ministère de la Santé ainsi que les problèmes liés à la dette de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick et fait le point sur la planification pour les foyers de soins et la stratégie sur le vieillissement au sein du ministère du Développement social. Le volume présente en outre des renseignements indiquant que l'accès de la vérificatrice générale à Vestcor est considérablement limité et présente les résultats liés au suivi de recommandations découlant d'audits de performance pour des exercices antérieurs.

Le volume III porte sur les résultats financiers de fin d'exercice et traite de questions découlant de l'audit annuel des états financiers du gouvernement provincial et des organismes de la Couronne, notamment l'examen de questions clés liées à l'audit des états financiers et des observations sur la situation financière du Nouveau-Brunswick. Les questions soulevées et les renseignements fournis portent notamment sur les sujets suivants : des programmes d'aide financière liés à la pandémie mondiale de COVID-19 et les risques de contamination par le radon dans les logements publics.

le 24 février 2021
Ministère de la Santé
À l'étude : *Volume I, chapitre III, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Volume I, chapitre II, du rapport de la vérificatrice générale pour 2019 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

Extra-Mural/Ambulance Nouveau-Brunswick
À l'étude : *Volume I, chapitre III, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

La motion suivante est adoptée pendant la réunion :

*Que Vestcor comparaisse devant le Comité permanent des comptes publics pour répondre à des questions pertinentes découlant du volume II (audit de performance) du rapport de la vérificatrice générale pour 2020.*

*Que le Comité des comptes publics appuie l'application de la recommandation suivante, laquelle figure dans le volume II, chapitre 5, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 :*

*« 5.13 inclue Vestcor (et les entités connexes) parmi les entités qui sont régulièrement appelées à comparaître devant le comité. ».*

le 25 février 2021
Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
À l'étude : *Volume III, chapitre VI, du rapport de la vérificatrice générale pour 2019 ;*
*Volume I, chapitre IV, du rapport de la vérificatrice générale pour 2019 ;*
*Rapport annuel du ministère des Finances pour 2018-2019 ;*
*Rapport annuel du Conseil du Trésor pour 2018-2019.*

Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie
À l'étude : *Volume I, chapitre IV, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

le 26 février 2021
Ministère du Développement social
À l'étude : *Rapport annuel pour 2019-2020.*

**Orientation**

Le 16 février 2021, la vérificatrice générale, Kim Adair-MacPherson, tient une séance d'orientation pour les membres du Comité permanent des comptes publics sur les principes liés à l'efficacité d'un comité des comptes publics. La séance d'orientation se tient en ligne au moyen de l'application Zoom, et tous les parlementaires ainsi que des membres du personnel de soutien, notamment les recherchistes et les stagiaires de l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, y sont invités. Pendant la séance sont notamment traités des sujets tels que la collaboration entre les partis, le rôle du Comité des comptes publics et les façons de poser des questions efficaces.

**Démission de la présidente et du vice-président et élections**

Au début de la réunion du 14 septembre 2021, le comité est informé de la démission, le 16 août, de la présidente, M^me^ Harris, et de la démission, le 18 août, du vice-président, M. Stewart. Les deux parlementaires ont démissionné en vue de présenter leur candidature à l'occasion des élections fédérales du Canada.

Sur la motion de M. McKee, M. Chuck Chiasson est élu président du comité.

Sur la motion de M. Hogan, M. Ross Wetmore est élu vice-président du comité.

**Réunions : de septembre à octobre 2021**

Le comité se réunit les 14, 15, 16 et 17 septembre ainsi que le 7 octobre. La vérificatrice générale comparaît devant le comité le 7 octobre pour présenter le plus récent rapport de son bureau. De hauts responsables des organismes suivants comparaissent devant le comité et répondent aux questions sur les exercices à l'étude et les recommandations de la vérificatrice générale :

le 14 septembre 2021
Affaires autochtones
À l'étude : *Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

Commission des produits forestiers du Nouveau-Brunswick
À l'étude : *Volume I, chapitre IV, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

le 15 septembre 2021
Société d'énergie du Nouveau-Brunswick
À l'étude : *Volume II, chapitre III, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

Réseau de santé Horizon
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

le 16 septembre 2021
Services Nouveau-Brunswick
À l'étude : *Volume III, chapitre IX, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

Réseau de santé Vitalité
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

le 17 septembre 2021
Vestcor Inc.
À l'étude : *Volume II, chapitre V, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2019.*

le 7 octobre 2021
Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick
À l'étude : *Volume I (audit de performance) du rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick pour 2021.*

Le volume I présente les rapports d'audit de performance concernant le financement pour la connectivité rurale à Internet par la Société de développement régional et Opportunités Nouveau-Brunswick ainsi que le financement de la Prestation de revenu d'urgence pour les travailleurs du Nouveau-Brunswick en lien avec la COVID-19 par le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail. Le volume présente aussi les résultats des travaux d'audit sur le rôle du Bureau du Conseil exécutif dans la surveillance gouvernementale des organismes de la Couronne. Le volume est présenté par Janice Leahy, vérificatrice générale par intérim.

**Nomination du vérificateur général**

La vérificatrice générale, Kim Adair-MacPherson, avait annoncé que, en mai 2021, elle entrerait en fonction à titre de nouvelle vérificatrice générale de la Nouvelle-Écosse. M^me^ Adair-MacPherson avait été nommée vérificatrice générale en 2010 pour un mandat de 10 ans. Janice Leahy, vérificatrice générale adjointe, a été nommée vérificatrice générale par intérim, nomination prenant effet le 3 mai, pour exercer les fonctions pendant le déroulement du processus de sélection indépendant.

Le 8 décembre, la Chambre recommande la nomination de Paul Martin à titre de vérificateur général, pour un mandat de 10 ans. M. Martin a travaillé pendant plus de 30 ans chez Grant Thornton LLP et occupait depuis 2014 le poste de contrôleur du gouvernement du Nouveau-Brunswick.

**Réunions : de février à mars 2022**

Le comité se réunit les 15, 16, 17, 18, 22, 23, 24 et 25 février ainsi que le 3 mars. Le vérificateur général comparaît devant le comité le 24 février pour présenter les plus récents rapports de son bureau. De hauts responsables des organismes suivants comparaissent devant le comité et répondent aux questions sur les exercices à l'étude et les recommandations du vérificateur général :

le 15 février 2022
Conseil du Nouveau-Brunswick en matière de santé
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail
À l'étude : *Volume I, chapitre III, du rapport de la vérificatrice générale pour 2021 ;*
*Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

le 16 février 2022
Ministère des Finances et du Conseil du Trésor
À l'étude : *Volume III, chapitre VII, du rapport de la vérificatrice générale pour 2020 ;*
*Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

Bureau du Conseil exécutif
À l'étude : *Volume I, chapitre IV, du rapport de la vérificatrice générale pour 2021 ;*
*Exercice financier 2020-2021 ;*
*Exercice financier 2019-2020.*

le 17 février 2022
Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick
À l'étude : *Rapport annuel pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel pour 2018-2019.*

le 18 février 2022
Ministère de la Justice et de la Sécurité publique
À l'étude : *Rapport annuel du ministère de la Justice et de la Sécurité publique pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel du ministère de la Justice et de la Sécurité publique pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel du ministère de la Sécurité publique pour 2019-2020 ;*
*Rapport annuel du ministère de la Justice et du Cabinet du procureur général pour 2018-2019.*

le 22 février 2022
Ministère des Transports et de l'Infrastructure
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

le 23 février 2022
Ministère du Développement social
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021.*

le 24 février 2022
Bureau du vérificateur général
À l'étude : *Volume III du rapport du vérificateur général pour 2021 ;*
*Volume II du rapport du vérificateur général pour 2021.*

Le volume II présente les rapports d'audit de performance concernant les programmes résidentiels d'efficacité énergétique d'Énergie NB et du ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie ainsi que les pratiques relatives aux salaires et aux avantages sociaux au sein des organismes de la Couronne et présente le suivi de recommandations découlant d'audits de performance pour des exercices antérieurs.

Le volume III porte sur les résultats financiers de fin d'exercice du Nouveau-Brunswick et traite de questions découlant de l'audit annuel des états financiers du gouvernement provincial et des organismes de la Couronne, notamment l'examen de questions clés liées à l'audit des états financiers et des observations sur la situation financière du Nouveau-Brunswick. De plus, le rapport soulève des questions et fournit des renseignements sur les sujets suivants : des fonds fédéraux liés à la pandémie mondiale de COVID-19 et le déploiement du nouveau système Oracle Fusion.

le 25 février 2022
Opportunités Nouveau-Brunswick (ONB)
À l'étude : *Volume I, chapitre II, du rapport de la vérificatrice générale pour 2021 ;*
*Rapport annuel pour 2020-2021 ;*
*Rapport annuel pour 2019-2020.*

le 3 mars 2022
Ministère de la Santé
À l'étude : *Rapport annuel pour 2020-2021.*

**Énoncé de mission et principes directeurs**

L'énoncé de mission et les principes directeurs suivants sont proposés par le président du comité, M. Chuck Chiasson, et adoptés par le comité, le 25 février. L'énoncé de mission et les principes directeurs permettront d'accroître l'efficacité du travail que le comité a reçu le mandat d'accomplir.

Énoncé de mission
Le Comité permanent des comptes publics a pour mission de scruter impartialement les dépenses publiques pour veiller à ce que les contribuables du Nouveau-Brunswick obtiennent le meilleur rendement sur les deniers publics investis. Pour remplir sa mission, le comité se sert des rapports annuels dont il est saisi, des rapports du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, des recommandations du Bureau du vérificateur général et des recommandations du comité afin d'examiner l'aspect économique, l'efficience et l'efficacité de la

prestation des programmes et de la mesure du rendement ainsi que le respect des politiques, des directives et des normes gouvernementales.

Principes directeurs

Le Comité permanent des comptes publics assure une surveillance impartiale pour veiller à ce que les fonds publics soient investis de manière efficiente et efficace de sorte que des services soient fournis aux gens du Nouveau-Brunswick et que les contribuables obtiennent le meilleur rendement sur les deniers publics investis.

Ainsi, dans le cadre de leur travail au sein du Comité permanent des comptes publics, ses membres doivent respecter les quatre principes directeurs suivants : la collaboration, le respect, la détermination et la production de rapports.

1. La collaboration

   Afin d'examiner efficacement les dépenses publiques, les membres du Comité permanent des comptes publics doivent se rappeler qu'il leur incombe de collaborer impartialement avec les autres membres du comité. Les membres doivent garder à l'esprit ce qui suit :

   a. Il faut mettre l'accent sur l'examen des dépenses de l'entité dont les représentants se trouvent devant le comité et non pas se servir du comité comme plateforme pour faire de la rhétorique politique.
   b. Il faut poser des questions utiles et éviter les questions tendancieuses ou complaisantes.

2. Le respect

   Afin d'examiner efficacement les dépenses publiques, les membres du Comité permanent des comptes publics doivent faire preuve de respect les uns envers les autres ainsi qu'envers les personnes qui se présentent devant le comité. Les membres doivent garder à l'esprit ce qui suit :

   a. Il ne faut jamais couper la parole à un autre membre du comité ni faire des observations ou émettre des jugements sur les questions d'un autre membre.
   b. Il faut respecter le temps accordé à chacun pour les questions et éviter de poser de longues questions à la fin de son tour selon l'ordre prévu.
   c. Il faut poser des questions concises et éviter les longs préambules.
   d. Il faut adresser les rappels au Règlement et les objections à la présidence.

3. La détermination

   Afin d'examiner efficacement les dépenses publiques, les membres du Comité permanent des comptes publics sont tenus de se comporter d'une manière qui témoigne du sérieux avec lequel le comité traite les finances de la province. Les membres doivent garder à l'esprit ce qui suit :

   a. Il faut poser des questions qui mettent l'accent sur le mandat, la gestion et les activités d'une entité ainsi que sur les recommandations que le

comité ou le vérificateur général a déjà formulées afin d'inciter l'entité à prendre certaines mesures et certains engagements.

b. Il faut utiliser son temps judicieusement en posant des questions précises et en veillant à ce que les personnes qui se présentent devant le comité y répondent de manière exhaustive. Il faut encourager les personnes qui se présentent devant le comité à répondre clairement aux questions. Si la personne qui se trouve devant le comité prend note de la question du membre, celui-ci doit fixer un délai pour obtenir une réponse écrite.

4. La production de rapports

Pour favoriser un environnement propice à la reddition de comptes et à la transparence, le Comité permanent des comptes publics doit présenter à l'Assemblée législative un rapport énonçant, au besoin, ses principales observations et recommandations.

---

La séance est levée à 14 h 3.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

*Investir dans l'enfance : Un examen et un appel à l'urgence dans les services de protection de l'enfance au Nouveau-Brunswick,* Défenseur des enfants et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick (13 mai 2022).

Jour de séance 76 le mercredi 18 mai 2022

*10 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 18 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-deuxième rapport.

Le comité se réunit le 17 mai 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux* ;
91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par l'hon. M. Fitch :
114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes.*

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 19 mai 2022, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : affaire émanant d'un tiers parti, puis motion 101.

M. Arseneau donne avis que l'affaire émanant d'un tiers parti sera la motion 104.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le jeudi 19 mai 2022, la deuxième lecture du projet de loi 114 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la troisième lecture des projets de loi 92, 93 et 94 soit appelée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie* ;
93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies* ;
94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

La séance est levée à 10 h 59.

Jour de séance 77 le jeudi 19 mai 2022

*10 h*

Prière.

M. C. Chiasson (Victoria-La-Vallée) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à suspendre la réforme proposée de la gouvernance en éducation jusqu'à la tenue de consultations. (Pétition 46.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-troisième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 19 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-troisième rapport.

Le comité se réunit le 18 mai 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits* ;
87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs* ;
97, *Loi concernant la Salle Beaverbrook.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M. Ames :
115, *Loi modifiant la Loi constituant en société l'Association de cosmétologie du Nouveau-Brunswick.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

M. Carr demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par M^me^ Bockus, la motion suivante :

attendu que le chef de l'opposition officielle a affirmé publiquement que le premier ministre, s'il le voulait, pouvait prendre les fonds générés au moyen de la taxe sur le carbone et les verser simplement aux gens du Nouveau-Brunswick pendant une période de quatre mois ;

attendu que le gouvernement fédéral accordera davantage d'importance à la présente motion si celle-ci reçoit le plein appui de tous les parlementaires à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement fédéral à autoriser la suppression de la taxe fédérale sur le carbone de 11 ¢ le litre d'essence et de diesel afin d'alléger immédiatement le prix à la pompe. (Motion 109.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 109 sera proposée le mercredi 1^er^ juin 2022.

---

M. Melanson demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par M. McKee, la motion suivante :

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick éprouvent des difficultés financières en raison du prix élevé de l'essence ;

attendu que les gens du Nouveau-Brunswick ont besoin d'aide pour composer avec le prix élevé de l'essence et méritent une telle aide ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a le pouvoir de diminuer la taxe provinciale sur l'essence ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à éliminer la taxe provinciale sur l'essence de 10,87 ¢ le litre et que la mesure prenne effet pour une période de quatre mois, à partir de minuit, le vendredi 20 mai 2022

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à verser la somme de 500,00 $ à toutes les personnes du Nouveau-Brunswick qui gagnent moins de 25 000,00 $ par année. (Motion 110.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 110 sera proposée le jeudi 26 mai 2022.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la Chambre étudie une motion d'ajournement, après quoi la deuxième lecture du projet de loi 114 sera appelée, puis les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux ;*
91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance le vendredi 20 mai 2022, s'ajourne au mardi 31 mai 2022.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M. Turner |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Ames |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Wetmore |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | L'hon. M. Hogan | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M. Austin | M. Cullins |

CONTRE : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Gauvin |
| M[me] Thériault | M[me] Mitton | M. Arseneau |
| M. Melanson | M. LeBlanc | M. Mallet |
| M. McKee | M. LePage | M. Landry |
| M. Guitard | M. Bourque | |
| M. C. Chiasson | M. D'Amours | |

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M[me] Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, M. Gauvin, appuyé par M. McKee, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h. Le président de la Chambre est au fauteuil.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de passer aux affaires émanant de l'opposition.

---

Conformément à l'avis de motion 104, M. Arseneau, appuyé par M. Coon, propose ce qui suit :

attendu que la Commission sur la démocratie législative du Nouveau-Brunswick, créée en 2003 par le premier ministre progressiste-conservateur Bernard Lord, a élaboré et recommandé un système mixte de représentation proportionnelle pour le Nouveau-Brunswick ;

attendu que, en 2017, la Commission sur la réforme électorale a recommandé qu'une certaine forme de représentation proportionnelle soit considérée pendant le processus d'étude des révisions concernant la délimitation des circonscriptions électorales ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à enjoindre à la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales et la représentation de proposer des options en matière de représentation proportionnelle dans le cadre de son examen de la délimitation des circonscriptions électorales du Nouveau-Brunswick avant les prochaines élections provinciales programmées prévues pour 2024.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 104, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 3

| | | |
|---|---|---|
| M. Coon | M^me^ Mitton | M. Arseneau |

CONTRE : 35

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | M. Austin | M^me^ Landry |
| l'hon. M. Savoie | M^me^ Bockus | M. Guitard |
| l'hon. M^me^ Shephard | M. Ames | M. C. Chiasson |
| l'hon. M. Fitch | M. Wetmore | M. LeBlanc |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ Anderson-Mason | M. K. Chiasson |
| l'hon. M. Crossman | M. Carr | M. LePage |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Conroy | M. Bourque |
| l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins | M. D'Amours |
| l'hon. M. Cardy | M. Arseneault | M. Gauvin |
| l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M^me^ Thériault | M. Mallet |
| l'hon. M. Allain | M. Melanson | M. Landry |
| l'hon. M^me^ Johnson | M. McKee | |

Conformément à l'avis de motion 101, M^me^ Landry, appuyée par M. Bourque, propose ce qui suit :

attendu que le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* a été déposé le 11 mai 2021, a fait l'objet d'un débat à l'étape de la deuxième lecture le 13 mai 2021 et a été renvoyé au Comité permanent de modification des lois ;

attendu que le projet de loi a bénéficié d'un appui considérable et que le gouvernement a convenu de le ramener à l'Assemblée législative ;

attendu que le projet de loi n'a pas encore été étudié par le Comité permanent de modification des lois ;

attendu que les deux commissaires nommés pour procéder à la révision de la *Loi sur les langues officielles* et examiner l'apprentissage de la langue seconde ont déposé deux rapports, dont le dernier a été déposé le 2 février 2022 ;

attendu que le gouvernement n'a pas encore donné suite aux constatations et aux recommandations des commissaires ;

attendu que l'Assemblée législative a adopté des motions auxquelles le gouvernement n'a pas encore donné suite ;

attendu que l'attitude du gouvernement qui consiste à ne pas tenir compte de la volonté des parlementaires montre le mépris qu'il a à l'égard de l'autorité de la Chambre et de la volonté de la population ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à donner suite en temps opportun aux motions et aux mesures législatives adoptées à l'Assemblée législative et à établir un plan afin de mettre en oeuvre les mesures et initiatives soutenues, lequel comprendrait la présentation régulière de rapports et de bilans des progrès accomplis

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à donner suite en temps opportun aux rapports commandés par le gouvernement.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 45 (18 mai 2022).

Jour de séance 78 le vendredi 20 mai 2022

*9 h*

Prière.

M^me^ Mitton (Memramcook-Tantramar) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à appuyer le nom « Pont Petigotiag Bridge » pour le nouveau pont entre Moncton et Riverview. (Pétition 47.)

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M^me^ Anderson-Mason, c.r. :
116, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la deuxième lecture du projet de loi 114 soit appelée et que son étude se prolonge jusqu'à 11 h.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* la motion portant troisième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 40

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Johnson | M. Guitard |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Hogan | M. C. Chiasson |
| l'hon. M. Higgs | M. Austin | M. Coon |
| l'hon. M. Steeves | M^me^ Bockus | M^me^ Mitton |
| l'hon. M^me^ Shephard | M. Ames | M. K. Chiasson |
| l'hon. M. Flemming | M. Wetmore | M. LePage |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ Anderson-Mason | M. Bourque |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ S. Wilson | M. Legacy |
| l'hon. M. Holland | M. Carr | M. Gauvin |
| l'hon. M^me^ Green | M^me^ Conroy | M. Arseneau |
| l'hon. M^me^ Dunn | M. Cullins | M. Mallet |
| l'hon. M. Cardy | M. Arseneault | M. Landry |
| l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. McKee | |
| l'hon. M. Allain | M^me^ Landry | |

Le projet de loi 87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs* ;
97, *Loi concernant la Salle Beaverbrook.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* proposé par M. Gauvin, appuyé par M. McKee, le jeudi 19 mai 2022.

Après un certain laps de temps, M^me^ S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 11 h.

Jour de séance 79 le mardi 31 mai 2022

*13 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-quatrième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 31 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-quatrième rapport.

Le comité se réunit les 20, 24, 25 et 26 mai 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales* ;
100, *Loi concernant le processus de nomination* ;
107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;
109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance* ;
111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* ;
112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité étudie aussi les projets de loi suivants et accomplit une partie du travail à leur sujet :

96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation* ;
99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité* ;
108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue*.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le cinquième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 31 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son cinquième rapport de la session.

Le comité se réunit le 27 mai 2022 à la Chambre du Conseil législatif et étudie les projets de loi suivants, dont il recommande à la Chambre l'adoption sans amendement :

78, *Loi concernant l'Église Unie du Canada* ;
116, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 115, *Loi modifiant la Loi constituant en société l'Association de cosmétologie du Nouveau-Brunswick,* dont il recommande à la Chambre l'adoption avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
(signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Flemming, du Comité permanent de modification des lois, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 31 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

J'ai le plaisir de présenter le premier rapport du Comité permanent de modification des lois pour la session.

Le rapport est le fruit des délibérations du comité sur le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* dont le texte a été soumis à l'étude du comité.

Je tiens à remercier, au nom du comité, les personnes qui ont comparu devant le comité. De plus, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux membres du comité pour leur contribution à l'exécution de notre mandat.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président du comité,
(signature)
L'hon. Hugh J. Flemming, c.r., député

Voici le texte intégral du rapport du comité :

Le 11 mai 2021, le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* est déposé à l'Assemblée législative.

L'objet du projet de loi 61 est de prévoir le consentement présumé ou implicite au don d'organes et de tissus après le décès. Le projet de loi prévoit l'établissement d'un registre où les gens pourront consigner leur consentement ou leur refus à l'utilisation, après leur décès, de tous leurs organes et tissus ou d'organes et de tissus précis. Selon le projet de loi, dans le cas où une personne n'aurait pas consigné au registre son consentement ou son refus explicite, elle sera légalement présumée avoir consenti au don d'organes et de tissus à des fins thérapeutiques après son décès. Le consentement présumé ne s'applique pas aux personnes suivantes : les mineurs ; les personnes n'ayant pas, depuis un bon moment avant leur décès, la capacité de prendre une décision à cet égard ; les personnes ne résidant pas habituellement dans la province ; les personnes pour qui un mandataire spécial produit des informations selon lesquelles ces dernières auraient pris une décision différente de celle consignée. Le projet de loi oblige aussi les médecins à consulter le registre avant de procéder à un prélèvement.

Le 13 mai 2021, sur résolution de la Chambre, le texte du projet de loi 61 est soumis à l'étude du Comité permanent de modification des lois.

Le 5 octobre 2021, le comité entend des représentants du ministère de la Santé, notamment une représentante du Programme d'organes et de tissus du Nouveau-Brunswick (POTNB) ; des représentants de la Société médicale du Nouveau-Brunswick ; un homme qui a reçu une greffe d'organes. Le comité se réunit ensuite pour étudier les observations recueillies et faire des recommandations à la Chambre.

Voici un sommaire des observations recueillies sur les préoccupations que soulève le projet de loi 61 ainsi que les recommandations présentées à la Chambre.

**Ministère de la Santé**

Le ministère de la Santé appuie l'objet du projet de loi 61. Ses représentants présentent l'état actuel du programme de don d'organes et de tissus au Nouveau-Brunswick et font des recommandations sur d'autres questions dont la mesure législative devrait tenir compte.

*Le modèle actuel au Nouveau-Brunswick*

Les représentants du ministère expliquent que, selon le modèle actuel du Nouveau-Brunswick, toute personne qui veut faire don de ses organes et tissus après son décès doit donner son consentement exprès. Selon les données de juin 2021, 82 % des personnes du Nouveau-Brunswick avaient exprimé leur volonté en ce qui concerne leurs organes et tissus après leur décès, c'est-à-dire que 46 % consentent au don alors que 36 % le refusent. Seulement 18 % des personnes du Nouveau-Brunswick n'avaient pas exprimé leur volonté. Selon un modèle de consentement présumé, ces personnes s'ajouteraient au groupe de donneurs potentiels.

Il faut augmenter le nombre de donneurs d'organes pour que les personnes du Nouveau-Brunswick en attente d'une greffe puissent en subir une plus rapidement. À l'heure actuelle, de 125 à 150 personnes du Nouveau-Brunswick attendent une transplantation. Par exemple, il faut attendre environ 3,6 ans avant de recevoir un rein d'une personne décédée et il faut attendre 2 ans avant de recevoir un rein d'une personne vivante.

Selon les gens du ministère, le projet de loi imposant le consentement présumé est l'une des mesures essentielles qui, prise de concert avec d'autres mesures, améliorera le système de dons provenant de personnes décédées. Cependant, pour accroître efficacement les taux de dons, la mesure législative doit s'accompagner d'une bonne sensibilisation de la population et d'un soutien logistique approprié.

*Le rôle de la Nouvelle-Écosse et son expérience en matière de consentement présumé*

Les représentants du ministère expliquent que le POTNB travaille étroitement avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Une équipe de professionnels du Multi-Organ Transplant Program (MOTP), à Halifax, se rend au Nouveau-Brunswick pour prélever les organes et pratique la plupart des greffes d'organes auprès des personnes du Nouveau-Brunswick. Les greffes de poumon sont réalisées en Ontario et au Québec. Le Nouveau-Brunswick n'a pas d'équipe de prélèvement et de greffe d'organes. Le POTNB fait appel à des infirmières du Nouveau-Brunswick qui sont de garde, qui travaillent avec des équipes de soins et qui parlent aux familles de la possibilité d'un don. Le prélèvement de tissus comme la cornée, les os et les tendons se fait au Nouveau-Brunswick par des médecins de la province.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a adopté en janvier 2021 un modèle de consentement présumé pour les dons d'organes et de tissus. La mesure a été la première du genre en Amérique du Nord. Il a fallu adopter une nouvelle loi qui a complètement remplacé l'ancienne loi sur le don d'organes de la Nouvelle-Écosse et qui s'applique aux dons provenant de personnes vivantes et de personnes décédées. Même si le gouvernement de la Nouvelle-Écosse appuie la mise en oeuvre, au Nouveau-Brunswick, d'un modèle de consentement présumé, les responsables du MOTP auraient besoin de temps pour se préparer à l'augmentation du nombre d'aiguillages qui en découlerait sans doute.

D'après les données provisoires de la Nouvelle-Écosse, qui a adopté le modèle de consentement présumé il y a moins d'un an, les responsables du POTNB s'attendent à voir doubler le nombre d'aiguillages de donneurs potentiels si le modèle est mis en oeuvre au Nouveau-Brunswick.

Lorsque des représentants de la Nouvelle-Écosse ont parlé de leur expérience aux gens du ministère, ils ont recommandé de prévoir une période de préparation suffisante de deux ou trois ans peut-être avant la mise en oeuvre de la mesure législative imposant le consentement présumé. Ainsi, il serait entre autres possible de sensibiliser la population et de préparer les fournisseurs de soins de santé à avoir des discussions avec les membres de la famille au chevet d'un patient.

*Le rôle des membres de la famille*

Les représentants du ministère rappellent qu'il est très important que les gens du Nouveau-Brunswick discutent de leurs volontés en matière de don d'organes et de tissus avec les membres de leur famille. Même avec un modèle de consentement présumé comme celui de la Nouvelle-Écosse, les membres de la famille d'un donneur potentiel pourraient consentir ou non au don malgré le fait que le donneur potentiel avait indiqué expressément le contraire dans un registre ou qu'il était présumé avoir consenti au don.

*Les recommandations du ministère*

D'après les représentants du ministère, si des modifications concernant le consentement présumé au don d'organes après le décès sont apportées à la *Loi sur les dons de tissus humains,* les législateurs devraient aussi envisager d'apporter à la loi certaines précisions relativement au don après décès et au don vivant. Puisque l'appui de la population est essentiel si l'on veut augmenter les taux de don d'organes, la transparence et la clarté sont des éléments fondamentaux du processus.

Le ministère a fait plusieurs recommandations sur d'autres questions relatives au don d'organes dont devrait tenir compte la mesure législative. En voici le résumé :

1. Ajouter des définitions semblables à celles de la loi néo-écossaise pour apporter des précisions à la *Loi sur les dons de tissus humains* du Nouveau-Brunswick et aux modifications proposées.

2. Préciser les organes et tissus auxquels ne s'applique pas la *Loi sur les dons de tissus humains* (comme en Nouvelle-Écosse, soit le sang, les constituants sanguins, les zygotes, les ovocytes, les embryons, les spermatozoïdes, le sperme et les ovules).

3. Réorganiser la loi actuelle et abroger certains articles pour éliminer les redondances et assurer sa cohérence.

4. Ajouter, à la liste en cascade des mandataires spéciaux qui a été proposée, une procuration durable en vertu de la *Loi sur les procurations durables,* laquelle prévoit une directive en matière de soins de santé, comme c'est le cas dans la loi de la Nouvelle-Écosse.

5. Veiller à ce que le consentement au don après décès puisse se limiter à des parties précisées du corps. Il en est ainsi en ce qui concerne le registre de la Nouvelle-Écosse. Les gens du Nouveau-Brunswick pourraient préciser les parties de leur corps pouvant être prélevées.

6. Apporter des changements à la constatation du décès afin d'inclure le don après décès cardiocirculatoire puisque, au Nouveau-Brunswick, le don d'organes après décès ne se limite plus au décès neurologique.

7. Ajouter un article sur l'aiguillage obligatoire de tous les donneurs potentiels vers le programme, puisque cette obligation est la mesure qui aura la plus grande incidence sur l'augmentation des taux de don d'organe. En raison de l'aiguillage obligatoire, chaque décès ou décès imminent en milieu hospitalier sera signalé au POTNB afin qu'il soit déterminé si les organes et tissus de la personne sont conformes aux critères médicaux pour le don.

8. Pour des raisons d'éthique, ajouter un article semblable à celui figurant dans la loi néo-écossaise et qui traitera des interventions avant le décès ayant pour but de faciliter le don. Une telle intervention vise à faciliter le don ou à maintenir la possibilité du don et n'est pas réalisée si un don n'est pas envisagé. Il faudra obtenir s'il y a lieu un consentement éclairé indépendant qui est distinct du consentement au don. Il est généralement admis que les interventions du genre nécessitent un consentement distinct et précis.

9. Ajouter que seulement les personnes qui ont la capacité de le faire peuvent donner ou refuser le consentement.

**Société médicale du Nouveau-Brunswick**

La Société médicale du Nouveau-Brunswick exprime aussi son appui à l'égard de l'objet du projet de loi 61. Ses représentants expliquent que le nombre de greffes d'organes nécessaires pour sauver des vies dépasse de beaucoup le nombre de dons faits chaque année. Ils signalent que 142 personnes du Nouveau-Brunswick attendent une greffe d'organe. Chaque année au Canada, quelque 280 personnes meurent faute d'avoir pu bénéficier d'une greffe.

Les représentants de la société parlent du modèle de consentement présumé de la Nouvelle-Écosse, qui fait de chaque personne un donneur potentiel sauf si elle refuse de consentir au don. Des études ont montré que dans les pays où ont été instaurés le modèle de consentement présumé et une bonne infrastructure pour la greffe, les taux de dons sont beaucoup plus élevés que dans les pays où le modèle de consentement explicite est en place. Les représentants disent que le processus actuel au Nouveau-Brunswick, qui nécessite un consentement explicite, constitue un obstacle pour les gens, car ils doivent communiquer avec Services Nouveau-Brunswick pour que leur volonté d'être un donneur d'organes soit inscrite sur leur carte d'assurance-maladie.

Les représentants de la société croient que, grâce à l'instauration du modèle de consentement présumé et au renforcement du programme de transplantation du système de santé, le temps d'attente pour les personnes du Nouveau-Brunswick ayant besoin d'une greffe serait réduit. Le changement sauverait des vies. Le consentement présumé, conjugué à la sensibilisation des patients, pourrait faire en sorte que la tranche de 18 % des personnes du Nouveau-Brunswick qui n'ont pas exprimé leur volonté en matière de don d'organes et la tranche de 36 % qui ont indiqué un refus deviennent des donneurs potentiels. Il s'agirait d'une augmentation de 419 000 donneurs potentiels environ. Un seul donneur peut sauver ou améliorer la vie de 80 personnes.

**Receveur d'organes**

Le comité entend aussi le témoignage d'un homme du Nouveau-Brunswick qui a bénéficié de plusieurs greffes d'organes. Il appuie aussi l'objet du projet de loi 61. Il trouve bon que le dépôt du projet de loi ait suscité une discussion publique sur le don d'organes et de tissus.

Il raconte l'expérience qu'il a vécue après avoir appris qu'il avait besoin d'une greffe du coeur et des poumons, sans quoi il ne lui restait que 18 mois à vivre. Étant donné que les greffes de poumon ne sont pas pratiquées dans la région de l'Atlantique, il a dû déménager à Toronto pour pouvoir être inscrit à la liste d'attente. Les chances qu'on lui trouve un donneur compatible étaient faibles. Cependant, en 2002, il a reçu deux poumons et un coeur. Depuis, il milite en faveur des mesures qui augmentent les taux de don.

Il indique qu'une mesure législative imposant le consentement présumé est un élément de la solution, mais qu'elle ne réglera pas à elle seule le problème. Une approche globale doit comprendre des ressources additionnelles visant le soutien logistique entourant les transplantations, car il arrive que les organes de donneurs potentiels ne peuvent pas être utilisés parce qu'ils n'ont pas été prélevés à temps. Dans le cadre d'une telle approche, il faudrait aussi sensibiliser la population à la nécessité du don d'organes. Même si seulement une petite fraction des personnes qui meurent à l'hôpital sont admissibles au don d'organes, chaque don a une grande importance, car il permet de sauver et d'améliorer de nombreuses vies.

**RECOMMANDATIONS**

Le comité appuie fortement l'objet du projet de loi 61, qui vise à accroître les taux de don d'organes et de tissus au Nouveau-Brunswick en imposant le consentement présumé pour le don après décès, que les gens pourront choisir de refuser. Qui plus est, le comité approuve et adopte les recommandations du ministère de la Santé, lesquelles portent sur d'autres questions dont devrait tenir compte le projet de loi pour atteindre l'objectif. Le comité formule donc les recommandations suivantes :

1. Que le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains,* ne soit pas adopté dans sa forme actuelle.

2. Que le gouvernement étudie les recommandations du ministère de la Santé qui sont contenues dans le rapport du comité afin de rédiger un projet de loi visant le consentement présumé en matière de don d'organes et de tissus aux fins d'étude par l'Assemblée législative.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Turner |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Green | M. Ames |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Dunn | M. Wetmore |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Cullins |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M. Hogan | |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M^me^ Mitton | M. D'Amours |
| M. Melanson | M. LeBlanc | M. Gauvin |
| M. McKee | M. K. Chiasson | M. Arseneau |
| M^me^ Landry | M. LePage | M. Mallet |
| M. Guitard | M. Bourque | M. Landry |

L'hon. M. Flemming, du Comité permanent de modification des lois, présente le deuxième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 31 mai 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de modification des lois demande à présenter son deuxième rapport de la session.

Le comité se réunit le 27 mai 2022 à la Chambre du Conseil législatif et étudie l'objet du projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales.*

Après avoir écouté un exposé donné par des représentants du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, le comité convient de recommander ce qui suit :

Que le projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur les élections municipales,* n'aille pas de l'avant dans sa forme actuelle.

Le comité convient aussi de faire la recommandation suivante au sujet du projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines* :

Que le projet de loi 75, *Loi modifiant la Loi sur les mines,* n'aille pas de l'avant dans sa forme actuelle.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le président du comité,
(signature)
L'hon. Hugh J. Flemming, c.r., député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; sur consentement unanime de la Chambre, la motion est adoptée par vote par appel nominal selon le résultat du vote précédent.

---

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :
117, *Loi concernant les biens industriels lourds* ;

par l'hon. M. Holder :
118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées.*

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

par M. Cullins :
119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit renvoyé au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 1er juin 2022, la deuxième lecture des projets de loi 117 et 118 sera appelée.

---

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture du projet de loi 114 soit appelée et que son étude se prolonge jusqu'à 16 h.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* proposé par M. Gauvin, appuyé par M. McKee, le 19 mai 2022.

Après un certain laps de temps, Mme Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 16 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 44 (25 mai 2022) ;
*Analyse législative : Projet-de-loi 114 -*
Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,
défenseur des enfants et des jeunes (30 mai 2022).

Jour de séance 80 le mercredi 1er juin 2022

*10 h*

Prière.

Après les questions orales, l'hon. M. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M. Arseneau a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'il a employé l'expression « cela n'est pas vrai ». M. Arseneau se rétracte.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-cinquième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 1er juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-cinquième rapport.

Le comité se réunit le 31 mai 2022 et étudie le projet de loi 98, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale,* qu'il approuve sans amendement.

Le comité étudie aussi le projet de loi 110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 2 juin 2022, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 101, 108 et 110.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture aujourd'hui, la deuxième et troisième lectures des projets de loi d'intérêt privé 78, 115 et 116 soient appelées, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 117, 118 et 114 sera appelée et leur étude se prolongera jusqu'à 14 h.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M. Arseneau, appuyé par Mme Mitton, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant troisième lecture soit amendée par la substitution, aux mots qui suivent le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales,* ne soit pas maintenant lu une troisième fois mais que l'ordre portant troisième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. »

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 17

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. C. Chiasson | M. D'Amours |
| Mme Thériault | M. Coon | M. Gauvin |
| M. Melanson | Mme Mitton | M. Arseneau |
| M. McKee | M. LeBlanc | M. Mallet |
| Mme Landry | M. LePage | M. Landry |
| M. Guitard | M. Bourque | |

CONTRE : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. Mme Green | M. Ames |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. Mme Dunn | M. Wetmore |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | Mme Anderson-Mason |
| l'hon. Mme Shephard | l'hon. Mme Scott-Wallace | Mme S. Wilson |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. Mme Johnson | Mme Conroy |
| l'hon. Mme M. Wilson | l'hon. M. Hogan | M. Cullins |
| l'hon. M. Crossman | M. Austin | |
| l'hon. M. Holland | M. Turner | |

La motion portant que le projet de loi 95 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

100, *Loi concernant le processus de nomination* ;
107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance,* il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 14 h.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

plan d'activités du vérificateur général du Nouveau-Brunswick pour 2022-2023 (30 mai 2022).

Jour de séance 81 le jeudi 2 juin 2022

*10 h*

Prière.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-sixième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 2 juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-sixième rapport.

Le comité se réunit le 1er juin 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux* ;
110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale* ;
113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Turner donne avis de motion 111 portant que, le mercredi 8 juin 2022, appuyé par M. Cullins, il proposera ce qui suit :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et après l'adoption de la présente motion, 50 heures soient imparties aux délibérations à toutes les étapes de l'étude des projets de loi 89, 96, 99, 103, 105, 106, 108, 110, 113, 114, 117 et 118, rétroactivement au 10 mai 2022, et que, à l'expiration du délai de 50 heures, sauf conclusion antérieure de

l'étude, le président de la Chambre ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ces projets de loi et qu'il soit permis, au besoin, que ces projets de loi franchissent plus d'une étape le jour même ;

que, nonobstant l'expiration du délai de 50 heures, 20 minutes soient imparties, au besoin, à l'étude de ces projets de loi en comité, sur demande du leader parlementaire du gouvernement.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que la motion 111 est irrecevable puisqu'elle est d'initiative parlementaire, ce qui réduit le temps disponible pour en débattre ; il soutient également qu'une telle motion devrait être limitée à un seul projet de loi et à une seule étape. Le président de la Chambre sursoit à statuer.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, les deuxième et troisième lectures des projets de loi d'intérêt privé 78, 115 et 116 soient appelées, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 117, 118 et 114 sera appelée. Les affaires émanant de l'opposition seront ensuite étudiées.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

98, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale* ;
104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique* ;
109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance* ;
111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* ;
112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Sont lus une deuxième fois les projets de loi d'intérêt privé suivants :

78, *Loi concernant l'Église Unie du Canada* ;
115, *Loi modifiant la Loi constituant en société l'Association de cosmétologie du Nouveau-Brunswick* ;
116, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick*.

---

Conformément à l'article 121 du Règlement, il est ordonné que les projets de loi d'intérêt privé 78, 115 et 116 soient lus une troisième fois sur-le-champ.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi d'intérêt privé suivants :

78, *Loi concernant l'Église Unie du Canada* ;
115, *Loi modifiant la Loi constituant en société l'Association de cosmétologie du Nouveau-Brunswick* ;
116, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 117, *Loi concernant les biens industriels lourds,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 117 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 117, *Loi concernant les biens industriels lourds,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, M. Coon, appuyé par M. Arseneau, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion portant deuxième lecture soit amendée par la substitution, à tout le passage suivant le mot « que », de ce qui suit :

« le projet de loi 118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées,* ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais que l'ordre portant deuxième lecture soit révoqué et que l'objet du projet de loi soit renvoyé au Comité permanent de modification des lois. »

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 118 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* proposé par M. Gauvin, appuyé par M. McKee, le jeudi 19 mai 2022.

Après un certain laps de temps, M[me] S. Wilson, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de passer aux affaires émanant de l'opposition.

Le débat ajourné reprend sur la motion 101, proposée le jeudi 19 mai 2022 par M[me] Landry, appuyée par M. Bourque.

Le débat se termine. La motion 101, mise aux voix, est rejetée.

---

Conformément à l'avis de motion 108, M. Arseneault, appuyé par M[me] Landry, propose ce qui suit :

attendu que plus de 400 personnes du Nouveau-Brunswick sont décédées de la COVID-19 ;

attendu qu'un grand nombre de personnes du Nouveau-Brunswick estiment que le gouvernement provincial devrait désigner une journée annuelle pour commémorer tous ceux qui sont morts à cause de la pandémie ;

attendu que, en raison des restrictions en vigueur tout au long de la pandémie, beaucoup de familles ont eu du mal à faire leur deuil ;

attendu qu'une journée annuelle de commémoration offrira une occasion de recueillement à toutes les personnes touchées par le virus, surtout celles qui ont perdu un être cher ;

attendu qu'une journée de commémoration permettra aussi aux gens du Nouveau-Brunswick d'exprimer leur gratitude aux travailleurs de la santé

qui ont fait de nombreux sacrifices personnels alors qu'ils s'employaient à protéger la population ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à désigner une journée annuelle de commémoration des victimes de la COVID-19.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason reprend la suppléance à la présidence de la Chambre.

Le débat se termine. La motion 108, mise aux voix, est adoptée.

---

Conformément à l'avis de motion 110, M. Melanson, appuyé par M. McKee, propose ce qui suit :

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick éprouvent des difficultés financières en raison du prix élevé de l'essence ;

attendu que les gens du Nouveau-Brunswick ont besoin d'aide pour composer avec le prix élevé de l'essence et méritent une telle aide ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a le pouvoir de diminuer la taxe provinciale sur l'essence ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à éliminer la taxe provinciale sur l'essence de 10,87 ¢ le litre et que la mesure prenne effet pour une période de quatre mois, à partir de minuit, le vendredi 20 mai 2022

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à verser la somme de 500,00 $ à toutes les personnes du Nouveau-Brunswick qui gagnent moins de 25 000,00 $ par année.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, la présidente suppléante de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

---

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 82 le vendredi 3 juin 2022

*9 h*

Prière.

M. C. Chiasson (Victoria-La Vallée) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à suspendre la réforme proposée de la gouvernance en éducation jusqu'à la tenue de consultations. (Pétition 48.)

---

M. D'Amours donne avis de motion 112 portant que, le jeudi 9 juin 2022, appuyé par M. Legacy, il proposera ce qui suit :

attendu que la ministre de la Santé a dit que 10 % des 800 000 personnes du Nouveau-Brunswick, soit environ 80 000 personnes, attendent d'avoir un médecin de famille ;

attendu que le Syndicat des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick a indiqué que, en février 2022, il y avait 1 000 postes d'infirmières immatriculées et 300 postes d'infirmières praticiennes qui étaient vacants ;

attendu que, en avril 2021, la ministre de la Santé a promis de fournir dans les six mois un fournisseur de soins primaires à toutes les personnes du Nouveau-Brunswick en attente d'un médecin de famille, mais n'a pas réussi à le faire ;

attendu que, en février 2022, quatre médecins de famille très réputés et à la retraite, préoccupés par le manque de soins disponibles pour les gens du Nouveau-Brunswick, ont intervenu en présentant un plan visant à fournir des soins primaires à chaque personne du Nouveau-Brunswick ;

attendu que la ministre de la Santé n'a pas tenu compte de ces conseils, ce qui fait que la pénurie en matière de soins primaires persiste ;

attendu que les listes d'attente pour une intervention chirurgicale au Nouveau-Brunswick sont parmi les plus longues du Canada ;

attendu que le Nouveau-Brunswick compte le nombre de cas de COVID-19 parmi les plus élevés du pays et comptait plus de 400 décès liés à la COVID-19 en mai 2022 ;

attendu que, puisque les décisions politiques l'emportent sur les conseils de santé publique, la ministre a échoué lamentablement pour ce qui est

d'assurer la sécurité des gens du Nouveau-Brunswick tout au long de la pandémie ;

attendu que, étant donné le rejet flagrant du besoin de transparence publique, la ministre de la Santé a tenté de museler les directions générales des régies régionales de la santé ;

attendu que la ministre de la Santé a encore montré un mépris évident de la transparence et de la protection de la santé des gens du Nouveau-Brunswick en omettant d'informer le public de l'émergence d'un nouveau variant de la COVID-19 ;

attendu que les échecs répétés de la ministre se sont traduits par une perte de confiance des gens du Nouveau-Brunswick envers elle ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre à établir des cadres de reddition de comptes et de mesure du rendement à l'intention de la ministre de la Santé et de faire de l'amélioration de la prestation des soins de santé au Nouveau-Brunswick une priorité absolue.

---

M. LePage donne avis de motion 113 portant que, le jeudi 9 juin 2022, appuyé par M. Legacy, il proposera ce qui suit :

attendu que la population du Nouveau-Brunswick est vieillissante et que, au cours de la prochaine décennie, environ 120 000 personnes du Nouveau-Brunswick prendront leur retraite ;

attendu qu'une crise touche actuellement la main-d'oeuvre au Nouveau-Brunswick, que de nombreux employeurs ont du mal à trouver du personnel ayant reçu une formation et que les pénuries touchent notamment le domaine des soins de santé, des soins de longue durée, des garderies, du transport, de la construction, de l'éducation, des métiers, des technologies de l'information, de la fabrication et du tourisme ;

attendu que nous connaissons en outre actuellement une crise des soins de santé en raison d'une pénurie de personnel infirmier, ce qui menace la prestation des services de santé ;

attendu que, en 2019, le gouvernement Higgs a éliminé le programme des droits de scolarité gratuits qui avait rendu les études postsecondaires accessibles à de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick voyant les droits de scolarité comme un obstacle en matière d'accès ;

attendu que, au Nouveau-Brunswick, aucun incitatif concernant les droits de scolarité ni aucun allègement concernant les dettes d'études ne sont fournis aux étudiants dans des programmes ciblés liés aux domaines touchés par une pénurie de main-d'oeuvre ;

attendu que, en raison des pénuries de main-d'oeuvre, le gouvernement d'autres provinces ainsi que le gouvernement fédéral agissent et annoncent des programmes pour s'attaquer de front à la question ;

attendu que dans les autres provinces sont offerts des incitatifs pour que les étudiants choisissent des professions ciblées, notamment dans les services de santé, les services sociaux, l'éducation, le génie, les services de garderie, les technologies de l'information, les métiers, la construction et d'autres domaines touchés par une pénurie de main-d'oeuvre ;

attendu que dans d'autres provinces sont aussi annoncés des programmes visant notamment la réduction des droits de scolarité pour les étudiants étrangers, comme incitatif additionnel permettant d'aborder les pénuries de main-d'oeuvre, ainsi que des programmes pour inciter les jeunes à choisir une carrière dans un métier et leur fournir une aide à cet égard ;

attendu que, au Nouveau-Brunswick, il n'y a pas de stratégie exhaustive pour remédier aux pénuries de main-d'oeuvre ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à élaborer un ensemble de programmes incitatifs ciblés en matière de main-d'oeuvre pour aborder les pénuries de main-d'oeuvre au Nouveau-Brunswick.

---

M. Turner, du comité permanent de la politique économique, présente le vingt-septième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 3 juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-septième rapport.

Le comité se réunit le 2 juin 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier* ;
103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick.*

Le comité étudie aussi le projet de loi 96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité étudie également le projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, après la troisième lecture, la deuxième lecture du projet de loi 114 soit appelée et que son étude se prolonge jusqu'à 11 h.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 105 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux* ;
110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale* ;
113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

Le débat ajourné reprend sur l'amendement de la motion portant deuxième lecture du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* proposé par M. Gauvin, appuyé par M. McKee, le jeudi 19 mai 2022.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M[me] Mitton | M. D'Amours |
| M. McKee | M. LeBlanc | M. Arseneau |
| M[me] Landry | M. K. Chiasson | M. Mallet |
| M. Guitard | M. LePage | M. Landry |
| M. C. Chiasson | M. Bourque | |
| M. Coon | M. Legacy | |

CONTRE : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Turner |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M[me] Green | M. Ames |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M[me] Dunn | M. Wetmore |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Cardy | M[me] S. Wilson |
| l'hon. M[me] Shephard | l'hon. M[me] Scott-Wallace | M. Carr |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M[me] Johnson | M[me] Conroy |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Hogan | M. Cullins |
| l'hon. M[me] M. Wilson | M. Austin | |
| l'hon. M. Crossman | M[me] Bockus | |

La motion portant que le projet de loi 114 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

La séance est levée à 10 h 52.

Jour de séance 83 le mardi 7 juin 2022

*13 h*

Prière.

M. Carr, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-huitième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 7 juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-huitième rapport.

Le comité se réunit le 3 juin 2022 et étudie le projet de loi 117, *Loi concernant les biens industriels lourds,* qu'il approuve sans amendement.

Le comité étudie aussi le projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* qu'il approuve avec un amendement.

Le comité étudie également le projet de loi 118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le sixième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 7 juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son sixième rapport de la session.

Le comité se réunit le 7 juin 2022 à la Chambre du Conseil législatif et étudie le projet de loi 119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie,* et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité
(signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 89, 96 et 103 soit appelée.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 96 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

La séance est levée à 14 h 36.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 47 (3 juin 2022).

Jour de séance 84 le mercredi 8 juin 2022

*10 h*

Prière.

M. Carr accueille à la Chambre M^me^ Pam Lynch, ancienne députée progressiste-conservatrice provinciale de Fredericton-Fort Nashwaak (2010-2014) et de Fredericton-Grand Lake (2014-2018), ainsi que M. Carl Urquhart, ancien député progressiste-conservateur provincial de York (2006-2014) et de Carleton-York (2014-2020).

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le vingt-neuvième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 8 juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son vingt-neuvième rapport.

Le comité se réunit le 7 juin 2022 et étudie les projets de loi suivants, qu'il approuve sans amendement :

108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue* ;
118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées.*

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M^me^ Dunn, appuyée par M. Coon, propose ce qui suit :

attendu que le Parlement britannique a aboli l'esclavage dans l'Empire britannique le 1^er^ août 1834 par l'édiction, le 28 août 1833, du chapitre 73 des lois 3 & 4 William IV, soit la loi intitulée *An Act for the Abolition of*

*Slavery Throughout the British Colonies; for promoting the Industry of the manumitted Slaves; and for compensating the Persons hitherto entitled to the Services of such Slaves* (R.-U.) ;

attendu que l'esclavage existait en Amérique du Nord britannique avant son abolition en 1834 ;

attendu que les abolitionnistes et les autres personnes qui luttaient contre l'esclavage, y compris ceux qui sont arrivés au Haut-Canada et au Bas-Canada par le chemin de fer clandestin, ont historiquement célébré le 1er août en tant que Jour de l'émancipation ;

attendu que les structures racistes et les pratiques institutionnelles ont empêché les personnes noires du Nouveau-Brunswick d'avoir accès à bon nombre d'avantages de la société canadienne et d'en profiter, notamment dans des domaines comme l'éducation, le logement, la santé, les affaires, le système de justice et le développement communautaire ;

attendu que La vie des Noirs compte ;

attendu que le gouvernement du Canada a annoncé le 30 janvier 2018 qu'il soulignerait officiellement la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, proclamée par les Nations Unies, afin de mettre en valeur la contribution importante que les personnes d'ascendance africaine ont apportée à la société canadienne et afin qu'elle serve de plateforme pour combattre le racisme envers les personnes noires ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick désigne le 1er août de chaque année Jour de l'émancipation au Nouveau-Brunswick. (Motion 114.)

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 114, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 39

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Johnson | M. Melanson |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M. Hogan | M^me^ Landry |
| l'hon. M. Higgs | M. Austin | M. Guitard |
| l'hon. M. Steeves | M^me^ Bockus | M. C. Chiasson |
| l'hon. M. Flemming | M. Turner | M. Coon |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Ames | M^me^ Mitton |
| l'hon. M. Crossman | M. Wetmore | M. LeBlanc |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Anderson-Mason | M. LePage |
| l'hon. M^me^ Green | M^me^ S. Wilson | M. Bourque |
| l'hon. M^me^ Dunn | M. Carr | M. Legacy |
| l'hon. M. Cardy | M^me^ Conroy | M. Arseneau |
| l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Cullins | M. Mallet |
| l'hon. M. Allain | M. Arseneault | M. Landry |

Sur autorisation de la Chambre, l'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et au mandat défini de chaque comité, l'Assemblée législative permette et enjoigne au Comité permanent de la politique économique de désigner quatre témoins et de les inviter à se présenter en personne devant le comité lors d'audiences publiques prévues le mercredi 8 juin et le jeudi 9 juin 2022, à la Chambre du Conseil législatif, afin de discuter du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes.*

que la Chambre passe outre aux affaires émanant de l'opposition ledit jeudi afin de permettre au comité de tenir les audiences publiques.

que le seul but desdites audiences soit de recueillir les observations des témoins invités et de leur poser des questions sur l'objet du projet de loi 114, mais que les audiences ne doivent pas servir de tribune pour proposer des amendements au projet de loi ni des motions de fond.

que tout amendement proposé au projet de loi et le vote visant à faire rapport du projet de loi à la Chambre se fassent sur le parquet de la Chambre en présence du ministre responsable, accompagné par le personnel concerné, afin qu'il défende le projet de loi, selon la pratique établie suivie par le comité lors de l'étude des projets de loi. (Motion 115.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 99 et 117 soit appelée.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 99 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

Est lu une troisième fois le projet de loi suivant :

117, *Loi concernant les biens industriels lourds*.

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

---

La séance est levée à 14 h 17.

Jour de séance 85 le jeudi 9 juin 2022

*10 h*

Prière.

Sur autorisation de la Chambre, M. Coon, appuyé par M. Arseneau, propose ce qui suit :

attendu que le Nouveau-Brunswick est situé sur les territoires ancestraux non cédés des Wolastoqiyik, des Mi'kmaq et des Peskotomuhkatiyik ;

attendu que, pendant plus de 100 ans, quelque 150 000 enfants autochtones ont été arrachés de leur famille et obligés de fréquenter un pensionnat dirigé par l'Église et le gouvernement, où bon nombre d'entre eux ont été victimes de sévices sur le plan physique, mental, affectif et spirituel, de malnutrition et de négligence ;

attendu que le gouvernement du Canada souligne le 30 septembre de chaque année la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation afin de rendre hommage aux survivants des pensionnats, à leur famille et à leur communauté et de veiller à ce que la commémoration de l'histoire et des séquelles des pensionnats demeure un aspect essentiel du processus de réconciliation ;

attendu que les gouvernements provinciaux de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Manitoba et de la Colombie-Britannique ont désigné le 30 septembre comme journée de la vérité et de la réconciliation à l'échelle provinciale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative désigne le 30 septembre de chaque année Journée de la vérité et de la réconciliation au Nouveau-Brunswick. (Motion 116.)

La séance, suspendue à 11 h 2, reprend à 12 h 1.

La séance, suspendue à 12 h 2, reprend à 13 h.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, l'hon. M^me^ Dunn, appuyée par l'hon. M. Cardy, propose l'amendement suivant :

AMENDEMENT

que la motion 116 soit amendée par la substitution, aux premier et deuxième paragraphes de la résolution, de ce qui suit :

« attendu que le Nouveau-Brunswick est le territoire historique des Wolastoqiyik, des Mi'kmaq et des Peskotomuhkatiyik ;

attendu que le gouvernement du Canada a instauré un système de pensionnats autochtones dans des provinces de l'ensemble du Canada, sauf au Nouveau-Brunswick, lequel système a été l'objet du travail acharné réalisé par la Commission de vérité et réconciliation du Canada pour étudier les dommages provoqués par les politiques du gouvernement fédéral, qui ont causé des torts intergénérationnels aux Premières Nations, et pour en faire rapport ; ».

La question proposée au sujet de l'amendement, il s'élève un débat.

La séance, suspendue à 13 h 8, reprend à 13 h 13.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est adopté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 23

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M. Holland | M. Turner |
| l'hon. M. Savoie | l'hon. M^me^ Dunn | M. Ames |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M. Cardy | M. Wetmore |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Allain | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Hogan | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Austin | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | |

CONTRE : 17

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Legacy |
| M^me^ Thériault | M^me^ Mitton | M. D'Amours |
| M. Melanson | M. LeBlanc | M. Gauvin |
| M^me^ Landry | M. K. Chiasson | M. Arseneau |
| M. Guitard | M. LePage | M. Mallet |
| M. C. Chiasson | M. Bourque | |

La question est proposée au sujet de la motion 116 amendée, dont voici le texte :

attendu que le Nouveau-Brunswick est le territoire historique des Wolastoqiyik, des Mi'kmaq et des Peskotomuhkatiyik ;

attendu que le gouvernement du Canada a instauré un système de pensionnats autochtones dans des provinces de l'ensemble du Canada, sauf au Nouveau-Brunswick, lequel système a été l'objet du travail acharné réalisé par la Commission de vérité et réconciliation du Canada pour étudier les dommages provoqués par les politiques du gouvernement fédéral, qui ont causé des torts intergénérationnels aux Premières Nations, et pour en faire rapport ;

attendu que le gouvernement du Canada souligne le 30 septembre de chaque année la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation afin de rendre hommage aux survivants des pensionnats, à leur famille et à leur communauté et de veiller à ce que la commémoration de l'histoire et des séquelles des pensionnats demeure un aspect essentiel du processus de réconciliation ;

attendu que les gouvernements provinciaux de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, de Terre-Neuve-et-Labrador, du Manitoba et de la Colombie-Britannique ont désigné le 30 septembre comme journée de la vérité et de la réconciliation à l'échelle provinciale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative désigne le 30 septembre de chaque année Journée de la vérité et de la réconciliation au Nouveau-Brunswick.

La motion 116 amendée, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la troisième lecture des projets de loi 108 et 118 soit appelée.

---

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue* ;
118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées.*

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

---

La séance est levée à 13 h 30.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

*À travers leurs yeux : La vie des enfants et des jeunes pris en charge par la province,* Bureau du défenseur des enfants et de la jeunesse (8 juin 2022).

Jour de séance 86 le vendredi 10 juin 2022

*9 h*

Prière.

Le président de la Chambre interrompt les déclarations de députés et ordonne à M. Arseneau de s'asseoir, car celui-ci tentait de divulguer des délibérations à huis clos et a accusé d'autres parlementaires d'activités illicites.

---

M. D'Amours (Edmundston—Madawaska-Centre) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à rétablir le financement accordé au DSL de Rivière-Verte. (Pétition 49.)

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à inclure le DSL de Chiasson-Savoie dans l'entité 16. (Pétition 50.)

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le trentième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 10 juin 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son trentième rapport.

Le comité se réunit les 8 et 9 juin 2022 et étudie le projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, sur autorisation, la troisième lecture

du projet de loi 114 soit appelée, après quoi la Chambre étudiera une motion d'ajournement, puis la sanction royale aura lieu.

---

Il est unanimement convenu que la troisième lecture du projet de loi 114 soit appelée sur-le-champ.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 114 soit maintenant lu une troisième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes,* est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

L'hon. M. Savoie, appuyé par le premier ministre, propose ce qui suit :

que l'Assemblée, à la levée de la séance, s'ajourne au mardi 4 octobre 2022, sauf que, si le président, après consultation du gouvernement, est convaincu que, dans l'intérêt public, la Chambre doit se réunir plus tôt dans l'intervalle, il peut donner avis qu'il a acquis cette conviction et il doit dans cet avis indiquer la date de convocation de la Chambre, date à laquelle la Chambre se réunit et conduit ses travaux comme si elle avait été dûment ajournée à cette date ;

que, en cas d'empêchement du président par suite de maladie ou pour une autre cause, l'une ou l'autre des vice-présidentes le supplée pour l'application du présent ordre.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée plusieurs projets de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier adjoint donne lecture du titre des projets de loi, que voici :

78, *Loi concernant l'Église Unie du Canada* ;
86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits* ;
87, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants* ;
88, *Loi modifiant la Loi sur la Commission des services financiers et des services aux consommateurs* ;
89, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier* ;
90, *Loi modifiant la Loi sur l'assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux* ;
91, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique* ;
92, *Loi modifiant la Loi sur le montage et l'inspection des installations de plomberie* ;
93, *Loi modifiant la Loi sur la prévention des incendies* ;
94, *Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la police* ;
95, *Loi modifiant la Loi sur les corporations commerciales* ;
96, *Loi modifiant la Loi sur la location de locaux d'habitation* ;
97, *Loi concernant la Salle Beaverbrook* ;
98, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale* ;
99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité* ;
100, *Loi concernant le processus de nomination* ;
102, *Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant affectation de crédits* ;
103, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
104, *Loi modifiant la Loi sur la santé publique* ;
105, *Loi modifiant la Loi sur la voirie* ;
106, *Loi modifiant la Loi sur l'entretien des infrastructures pour terrain marécageux* ;
107, *Loi modifiant la Loi sur le Conseil exécutif* ;
108, *Loi modifiant la Loi sur la reddition de comptes et l'amélioration continue* ;
109, *Loi relative à la Loi sur les services à la petite enfance* ;
110, *Loi de 2022 concernant la réforme de la gouvernance locale* ;
111, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* ;
112, *Loi modifiant la Loi sur les normes d'emploi* ;
113, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur* ;
114, *Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes* ;
115, *Loi modifiant la Loi constituant en société l'Association de cosmétologie du Nouveau-Brunswick* ;
116, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick* ;
117, *Loi concernant les biens industriels lourds* ;
118, *Loi sur les pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées*.

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier de l'Assemblée législative proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ces projets de loi, les édicte et en ordonne l'impression.

Le président de la Chambre s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative, s'étant appliquée avec diligence à l'étude des diverses affaires dont il est fait mention dans le discours qu'il a plu à S.H. la lieutenante-gouverneure de prononcer à l'ouverture de la session et d'autres questions d'intérêt pour la population de la province, soumet humblement à l'approbation de Votre Honneur un projet de loi intitulé *Loi de 2022-2023 portant affectation de crédits.* (Projet de loi 101.)

Son Honneur répond :

La reine le veut. It is the Queen's wish.

Le greffier proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Son Honneur remercie les sujets fidèles et loyaux de Sa Majesté, accepte leur bienveillance et sanctionne ce projet de loi.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 11 h 27.

Jour de séance 87 le mardi 4 octobre 2022

*13 h*

Prière.

Le président de la Chambre, conformément à la *Loi électorale,* dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du scrutin des élections partielles tenues le 20 juin 2022 dans les circonscriptions électorales de Baie-de-Miramichi—Neguac et de Miramichi-Sud-Ouest—Baie-du-Vin.

Sur la motion du premier ministre, appuyé par l'hon. M. G. Savoie, il est résolu que le rapport soit consigné au Journal de la Chambre.

Voici le rapport :

RAPPORT DU SCRUTIN DES ÉLECTIONS PARTIELLES DU 20 JUIN 2022

Paragraphe 96(5) de la *Loi électorale*

BAIE-DE MIRAMICHI-NEGUAC # 9

| | | | |
|---|---|---|---|
| Réjean Savoie | PC | 2286 | E |
| Shawn Wood | L | 1753 | |
| Chad Duplessie | PVNBGP | 772 | |
| Tom L'Huillier | AGNB | 172 | |
| Richard (Hoss) Sutherland | IND | 99 | |

Cyril Donahue
*Directeur du scrutin*

MIRAMICHI-SUD-OUEST-BAIE-DU-VIN # 11

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mike Dawson | PC | 2542 | E |
| Hannah Fulton Johnston | L | 1737 | |
| Julie Guillemet-Ackerman | PVNBGP | 223 | |
| Larry Lynch | AGNB | 363 | |

Peter Parker
*Directeur du scrutin*

Le premier ministre présente M. R. Savoie, député désigné de la circonscription électorale de Baie-de-Miramichi—Neguac, et M. Dawson, député désigné de Miramichi-Sud-Ouest—Baie-du-Vin, qui ont prêté serment et signé le rôle. Les députés prennent leur siège à la Chambre.

---

Le président donne la parole aux chefs de parti afin de faire des déclarations au sujet du décès de la reine Elizabeth II.

---

M. McKee accueille à la Chambre M^me^ Susan Holt, la chef nouvellement élue du Parti libéral. Le premier ministre et M. Coon se joignent à lui à cet égard.

---

M. Guitard invoque le Règlement ; il soutient que la déclaration de félicitations de l'hon. M^me^ Scott-Wallace aurait dû être faite pendant les déclarations de ministres. Le président statue que le rappel au Règlement est bien fondé.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que l'hon. M. Allain a usé d'un langage non parlementaire en accusant M. Leblanc de dire des faussetés. Le président sursoit à statuer.

---

Le président dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'audit indépendant des états financiers du Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick pour l'exercice terminé le 31 mars 2022.

---

M. Arseneau (Kent-Nord) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à améliorer les chemins Cails Mills et Emerson. (Pétition 51.)

---

M. Cullins, du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, présente le septième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 4 octobre 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé demande à présenter son septième rapport de la session.

Le comité se réunit le 27 septembre 2022 à la Chambre du Conseil législatif et étudie le projet de loi 119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie,* dont il recommande à la Chambre l'adoption avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Je propose, appuyé par le député de Carleton-York, que le rapport soit adopté par la Chambre.

Le président du comité,
(signature)
Ryan Cullins, député

La motion d'adoption du rapport du comité, mise aux voix, est adoptée.

---

L'hon. M. Allain, ministre des Gouvernements locaux et de la Réforme de la gouvernance locale, remet un message de S.H. la lieutenante-gouverneure au président, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (Nouveau-Brunswick)
le 4 octobre 2022

S.H. la lieutenante-gouverneure a pris connaissance d'un projet de loi intitulé *Loi concernant le financement communautaire,* qu'elle transmet et recommande à la Chambre.

La lieutenante-gouverneure,
(signature)
Brenda L. Murphy

---

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par l'hon. M. Allain :
120, *Loi concernant le financement communautaire.*

---

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. McKee, propose ce qui suit :

qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le roi pour exprimer nos plus profondes condoléances à l'occasion du décès de Sa Majesté la reine Elizabeth II, adresse conçue en ces termes :

À Sa Très Excellente Majesté le roi,

Nous, parlementaires à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, prions respectueusement Votre Majesté de croire à la grande tristesse qu'éprouve la population de la province à la suite du décès de la reine Elizabeth II et vous offrons, ainsi qu'à tous les membres de la famille royale, nos plus sincères condoléances.

Sa Majesté la reine a consacré sa vie entière à son peuple. Elle incarnait la foi, l'esprit de service, le sens du sacrifice et le sens du devoir.

Sa Majesté la reine était l'exemple même de la stabilité, de la continuité et de la tradition. Elle a été la reine de plusieurs générations de gens du Nouveau-Brunswick. Pendant son règne, 12 lieutenants-gouverneurs et 12 premiers ministres ont été en poste au Nouveau-Brunswick.

Au cours de ses 70 ans de règne, la reine a réussi à maintenir les traditions tout en adaptant la Couronne à un monde en constante évolution.

Nous nous souvenons avec affection de Sa Majesté et des nombreuses visites qu'elle a faites dans notre province avec Son Altesse Royale le prince Philip, duc d'Édimbourg, ainsi que des efforts particuliers qu'ils ont déployés pour rencontrer des gens du Nouveau-Brunswick issus de tous les milieux qui s'efforcent de fournir un apport précieux à leur collectivité.

La population est profondément attristée par le décès de Sa Majesté, et son héritage se perpétuera au fil du temps par le truchement des personnes qui ont été marquées par sa foi, sa loyauté, son dévouement et son amour envers le Canada et la population canadienne. Elle occupera toujours une place privilégiée dans notre coeur et notre mémoire. Puisse-t-elle reposer en paix. (Motion 117.)

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion, mise aux voix, est adoptée.

---

M. Turner donne avis de motion 118 portant que, le vendredi 7 octobre 2022, appuyé par M. Carr, il proposera ce qui suit :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et après l'adoption de la présente motion, 10 heures soient imparties aux délibérations à toutes les étapes de l'étude du projet de loi 120, rétroactivement au 5 octobre 2022, et que, à l'expiration du délai de 10 heures, sauf conclusion antérieure de l'étude, le président de la Chambre ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ce projet de loi et qu'il soit permis, au besoin, que ce projet de loi franchisse plus d'une étape le jour même ;

que, nonobstant l'expiration du délai de 10 heures, 20 minutes soient imparties, au besoin, à l'étude de ce projet de loi en comité, sur demande du leader parlementaire du gouvernement.

---

M. Arseneault invoque le Règlement ; il soutient que la motion 118 est irrecevable puisqu'elle permet que soit franchie plus d'une étape le même jour, et donc antidémocratique. Le président sursoit à statuer.

---

L'hon. M. G. Savoie donne avis que, le mercredi 5 octobre 2022, la deuxième lecture des projets de loi 119 et 120 sera appelée.

---

La séance est levée à 14 h 49.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

**Rapports annuels**

vérificateur général, volume I, 2022 (audit de performance) (23 juin 2022) ;
Recycle NB, 2021 (30 juin 2022) ;
caisse d'indemnisation établie en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des pompiers* du Nouveau-Brunswick, 2021 (6 juillet 2022) ;
Travail sécuritaire NB, 2021 (6 juillet 2022) ;
Réseau de santé Horizon, 2021-2022 (8 juillet 2022) ;
Bureau d'intervenant public, une unité du Cabinet du procureur général, 2021-2022 (12 juillet 2022) ;
Réseau de santé Vitalité, 2021-2022 (15 juillet 2022) ;
Commission des services financiers et des services aux consommateurs, 2021-2022 (28 juillet 2022) ;
Société d'assurance-dépôts des caisses populaires du Nouveau-Brunswick, 2021-2022 (28 juillet 2022) ;
Conseil de la santé du Nouveau-Brunswick, 2021-2022 (16 août 2022) ;
Vestcor Inc., 2021 (22 août 2022) ;
Conseil de l'Ordre des sages-femmes du Nouveau-Brunswick, 2021-2022 (25 août 2022) ;
Société de développement régional, 2019-2020 (31 août 2022) ;
Société des loteries et des jeux du Nouveau-Brunswick, 2020-2021 (1er septembre 2022) ;
Société de l'inclusion économique et sociale, 2021-2022 (8 septembre 2022) ;

Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, 2021-2022 (8 septembre 2022) ;
Cannabis NB, 2021-2022 (15 septembre 2022) ;
Société des alcools du Nouveau-Brunswick, 2021-2022 (15 septembre 2022) ;
rapport sur le rendement 2021-2022, Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick (20 septembre 2022) ;
ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, résultats de la surveillance de la qualité de l'air, 2020 (29 septembre 2022) ;

**Autres rapports**
renseignements concernant la modification des droits relatifs aux redevances sur le bois récolté sur les terres de la Couronne au titre de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne* (*Loi sur les droits à percevoir*) (30 juin 2022) ;
renseignements concernant l'établissement des nouveaux droits prévus au *Règlement général* pris en vertu de la *Loi sur les permis de détaillants de cannabis* (*Loi sur les droits à percevoir*) (30 juin 2022) ;
*Rapport de gestion sur les états financiers consolidés et notes afférentes 2021,* Travail sécuritaire NB (6 juillet 2022) ;
états financiers consolidés de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, 31 mars 2022 (15 juillet 2022) ;
renseignements concernant la modification de droits et l'instauration de nouveaux droits au titre du *Règlement 89-65, Règlement sur les droits relatifs aux autorisations spéciales,* pris en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur (Loi sur les droits à percevoir)* (2 août 2022) ;
états financiers de la Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick, 31 mars 2022 (22 août 2022) ;
comptes publics pour l'exercice terminé le 31 mars 2022, volume 1 (états financiers consolidés) (29 septembre 2022) ;

**Pétitions**
réponse à la pétition 46 (15 juin 2022) ;
réponse à la pétition 48 (22 juin 2022) ;
réponses aux pétitions 49 et 50 (19 juillet 2022).

Jour de séance 88 le mercredi 5 octobre 2022

*10 h*

Prière.

Le président de la Chambre, ayant sursis à statuer sur le rappel au Règlement fait le jour précédent, se prononce sur celui-ci et statue que le terme « faussetés » utilisé par l'hon. M. Allain est non parlementaire et demande au ministre de se rétracter. Le ministre obtempère.

---

M. Ames (Carleton-York) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à garder ouvert à longueur d'année le centre d'entretien du ministère des Transports et de l'Infrastructure à Canterbury. (Pétition 52.)

---

M. Arseneau demande l'autorisation de la Chambre pour proposer, appuyé par M. Coon, la motion suivante :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et au mandat défini de chaque comité, l'Assemblée législative permette et enjoigne au Comité permanent de la politique économique de désigner des témoins et de les inviter à se présenter en personne devant le comité lors d'audiences publiques afin de discuter du projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire* ;

que le seul but desdites audiences soit de recueillir les observations des témoins invités et de leur poser des questions sur l'objet du projet de loi 120, mais que les audiences ne doivent pas servir de tribune pour proposer des amendements au projet de loi ni des motions de fond ;

que tout amendement proposé au projet de loi et le vote visant à faire rapport du projet de loi à la Chambre se fassent sur le parquet de la Chambre en présence du ministre responsable, accompagné par le personnel concerné, afin qu'il défende le projet de loi, selon la pratique établie suivie par le comité lors de l'étude des projets de loi. (Motion 119.)

Dispense d'avis étant refusée, avis est en conséquence donné que la motion 119 sera proposée le jeudi 13 octobre 2022.

---

M. Arseneault, leader parlementaire de l'opposition, donne avis que, le jeudi 6 octobre 2022, les affaires émanant de l'opposition seront étudiées dans l'ordre suivant : motions 112, 11 et 107.

---

L'hon. M. G. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 120 et 119 soit appelée.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire,* il s'élève un débat.

La séance, suspendue d'office à 12 h, reprend à 13 h.

L'hon. M. G. Savoie demande le consentement unanime de la Chambre pour passer, après la deuxième lecture, à l'étude en comité du projet de loi 120 sur-le-champ.

La séance, suspendue à 14 h 13, reprend à 14 h 26.

Le consentement unanime est refusé.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 120 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. G. Savoie | l'hon. M. Allain | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Hogan | M^me^ Conroy |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Austin | M. Cullins |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | M. Dawson |
| l'hon. M. Holland | M. Turner | M. R. Savoie |
| l'hon. M^me^ Green | M. Ames | |
| l'hon. M. Cardy | M. Wetmore | |

CONTRE : 13

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Mallet |
| M. Gauvin | M^me^ Mitton | M. D'Amours |
| M. McKee | M. Guitard | M. Arseneau |
| M. Legacy | M. LeBlanc | |
| M. K. Chiasson | M. LePage | |

Le projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire,* est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

---

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi d'intérêt privé 119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie,* il s'élève un débat.

L'hon. M. Flemming invoque le Règlement ; il soutient que M. Guitard divulguait des délibérations à huis clos. Le président statue que le rappel au Règlement est bien fondé et indique que les questions touchant les conflits d'intérêts devraient être adressées au commissaire à l'intégrité.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 119 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée par le vote nominal suivant :

POUR : 23

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. G. Savoie | l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Flemming | l'hon. M. Hogan | M. Carr |
| l'hon. M. Fitch | M. Austin | M^me^ Conroy |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M^me^ Bockus | M. Cullins |
| l'hon. M. Crossman | M. Turner | M. Dawson |
| l'hon. M. Holland | M. Ames | M. R. Savoie |
| l'hon. M^me^ Dunn | M. Wetmore | |

CONTRE : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. Mallet |
| M. Gauvin | M^me^ Mitton | M. D'Amours |
| M. McKee | M. Guitard | M. Arseneau |
| M. Legacy | M. LeBlanc | M^me^ Landry |
| M. K. Chiasson | M. LePage | |
| M. C. Chiasson | M. Bourque | |

Le projet de loi 119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie,* est en conséquence lu une deuxième fois, et, conformément à l'article 121 du Règlement, il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier puisque cinq députés se sont levés à leur place.

---

La séance est levée à 15 h 12.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

rapport annuel du Conseil du premier ministre
pour les personnes handicapées pour 2020-2021 (3 octobre 2022) ;

*Rapport sur la mise en application des recommandations du défenseur découlant de l'examen sur les services de santé mentale et de la prévention du suicide chez les jeunes* (3 octobre 2022) ;
*Rapport et recommandations du comité indépendant chargé d'examiner le traitement et les avantages des députés à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 29 septembre 2022* (3 octobre 2022).

Jour de séance 89 le jeudi 6 octobre 2022

*10 h*

Prière.

L'hon. M. G. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la séance soit suspendue jusqu'à 14 h 30, après quoi les affaires émanant de l'opposition seront étudiées.

---

La séance, suspendue à 10 h 56, reprend à 14 h 30.

---

Sur la demande de M. McKee, il est unanimement convenu de supprimer tous les paragraphes du préambule de la motion 112.

---

Conformément à l'avis de motion 112, M. McKee, au nom de M. D'Amours et appuyé par M. Legacy, propose ce qui suit :

que l'Assemblée législative exhorte le premier ministre à établir des cadres de reddition de comptes et de mesure du rendement à l'intention de la ministre de la Santé et à faire de l'amélioration de la prestation des soins de santé au Nouveau-Brunswick une priorité absolue.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion 112, mise aux voix, est rejetée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. Coon | M. D'Amours |
| M. Gauvin | M$^{me}$ Mitton | M. Arseneau |
| M. McKee | M. Guitard | M. Landry |
| M$^{me}$ Thériault | M. LeBlanc | M$^{me}$ Landry |
| M. K. Chiasson | M. LePage | |
| M. C. Chiasson | M. Mallet | |

CONTRE : 21

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. G. Savoie | l'hon. M. Allain | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M. Hogan | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Austin | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Crossman | M^me^ Bockus | M. Cullins |
| l'hon. M. Holland | M. Ames | M. Dawson |
| l'hon. M. Cardy | M. Wetmore | M. R. Savoie |

Conformément à l'avis de motion 11, M. LePage, appuyé par M. Mallet, propose ce qui suit :

attendu qu'il y a au Nouveau-Brunswick de nombreux endroits qui n'ont pas un accès adéquat à Internet haut débit ;

attendu que l'accès à Internet haut débit est essentiel pour de nombreuses entreprises et que le manque d'Internet haut débit présente un désavantage économique pour celles-ci dans les collectivités où le service n'est pas offert ;

attendu que l'accès à Internet haut débit est aussi essentiel pour les particuliers et les collectivités ;

attendu que le gouvernement libéral précédent a investi 10 millions de dollars pour ce qui est d'Internet haut débit et qu'il était résolu à faire en sorte que toutes les régions de la province aient accès à Internet haut débit ;

attendu que, en raison de la COVID-19, bon nombre d'élèves inscrits à nos programmes scolaires ordinaires ont dû suivre des programmes d'études à distance et qu'il se peut que, en cas d'autres éclosions nécessitant la fermeture d'écoles, ces élèves, comme probablement d'autres élèves, risquent de devoir le faire de nouveau ;

attendu que des parents d'élèves qui habitent les régions sans accès à Internet haut débit ont exprimé des préoccupations quant au désavantage que subissent leurs enfants sur le plan scolaire ;

attendu que de nombreux établissements postsecondaires ont adopté une plateforme en ligne pour offrir leurs programmes d'études et de formation et que les étudiants postsecondaires ont besoin d'un accès à Internet haut débit ;

attendu que de nombreuses personnes du Nouveau-Brunswick sont maintenant priées de travailler de la maison et doivent donc avoir accès à Internet haut débit ;

attendu que la prestation de nombreux services de santé, y compris les consultations médicales, est de plus en plus souvent assurée virtuellement en raison des restrictions sanitaires et sécuritaires liées à la pandémie ;

attendu que les personnes, les entreprises et les collectivités dans les régions de la province qui sont surtout rurales méritent d'avoir accès à Internet haut débit ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à faire de l'accès à Internet haut débit pour l'ensemble de la province une grande priorité

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à investir dans l'infrastructure nécessaire pour assurer l'accès à Internet haut débit.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume la suppléance à la présidence de la Chambre.

Après un autre laps de temps, la vice-présidente de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

La séance est levée à 18 h.

Jour de séance 90 le vendredi 7 octobre 2022

*9 h*

Prière.

L'hon. M. G. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre étudie la motion 118.

---

Le président rend la décision suivante :

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE

Mesdames et Messieurs les parlementaires, je vais maintenant statuer sur le rappel au Règlement fait le 4 octobre par le leader parlementaire de l'opposition relativement à la motion 118.

Le leader parlementaire de l'opposition a soutenu que la motion 118, une motion d'attribution de temps, était irrecevable, principalement parce qu'elle permet que soit franchie plus d'une étape le même jour, et donc antidémocratique.

Le libellé de la motion 118 est presque identique à celui d'autres motions d'attribution de temps qui ont été jugées recevables par des présidents dans le passé. Ils ont tous permis que soit franchie plus d'une étape le même jour.

Comme je l'ai dit en décembre 2021, d'autres présidents ont déjà statué sur la question à deux reprises, la présente décision étant la quatrième en neuf ans, et, selon chacune des décisions antérieures, les motions d'attribution de temps, utilisées ainsi, sont acceptables et ne sont contraires ni au Règlement de la Chambre, ni à ses usages, ni à ses conventions.

Par conséquent, j'estime que la motion 118 est recevable et je permets qu'elle aille de l'avant.

---

Conformément à l'avis de motion 118, M. Turner, appuyé par M. Carr, propose ce qui suit :

que, par dérogation au Règlement de l'Assemblée législative et après l'adoption de la présente motion, 10 heures soient imparties aux délibérations à toutes les étapes de l'étude du projet de loi 120, rétroactivement au 5 octobre 2022, et que, à l'expiration du délai de 10 heures, sauf conclusion antérieure de l'étude, le président de la Chambre ou du Comité permanent de la politique économique, selon le cas, interrompe les délibérations et procède à chaque mise aux voix

nécessaire pour donner suite aux ordres portant deuxième lecture, étude en comité et rapport à la Chambre ainsi que troisième lecture et adoption de ce projet de loi et qu'il soit permis, au besoin, que ce projet de loi franchisse plus d'une étape le jour même ;

que, nonobstant l'expiration du délai de 10 heures, 20 minutes soient imparties, au besoin, à l'étude de ce projet de loi en comité, sur demande du leader parlementaire du gouvernement.

La question proposée, il s'élève un débat.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 118, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 24

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Dunn | M. Turner |
| l'hon. M. G. Savoie | l'hon. M. Cardy | M. Ames |
| l'hon. M. Higgs | l'hon. M^me^ Scott-Wallace | M. Wetmore |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Allain | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. Fitch | l'hon. M^me^ Johnson | M. Carr |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | l'hon. M. Hogan | M. Cullins |
| l'hon. M. Crossman | M. Austin | M. Dawson |
| l'hon. M. Holland | M^me^ Bockus | M. R. Savoie |

CONTRE : 18

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. C. Chiasson | M. Bourque |
| M. Gauvin | M. Coon | M. Mallet |
| M. McKee | M^me^ Mitton | M. D'Amours |
| M. Legacy | M. Guitard | M. Arseneau |
| M^me^ Thériault | M. LeBlanc | M. Landry |
| M. K. Chiasson | M. LePage | M^me^ Landry |

La séance est levée à 10 h 45.

Jour de séance 91 le mardi 11 octobre 2022

*13 h*

Prière.

L'hon. M. G. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la séance soit suspendue pour environ 80 minutes, après quoi la troisième lecture du projet de loi 120 sera appelée, puis la Chambre se formera en Comité plénier pour étudier le projet de loi 119. Ensuite, sur autorisation, la troisième lecture du projet de loi 119 sera appelée, après quoi la Chambre étudiera une motion d'ajournement, puis la sanction royale aura lieu.

---

La séance, suspendue 13 h 59, reprend à 15 h 30.

---

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le trente et unième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 11 octobre 2022

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son trente et unième rapport.

Le comité se réunit les 6, 7 et 11 octobre 2022 et étudie le projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire,* qu'il approuve avec certains amendements.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

À l'appel de la troisième lecture du projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire,* la motion portant troisième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

| | | |
|---|---|---|
| l'hon. M. Holder | l'hon. M^me^ Dunn | M^me^ Anderson-Mason |
| l'hon. M. G. Savoie | l'hon. M. Cardy | M^me^ S. Wilson |
| l'hon. M. Steeves | l'hon. M. Allain | M. Carr |
| l'hon. M^me^ Shephard | l'hon. M^me^ Johnson | M^me^ Conroy |
| l'hon. M. Flemming | M. Austin | M. Cullins |
| l'hon. M. Fitch | M^me^ Bockus | M. Dawson |
| l'hon. M^me^ M. Wilson | M. Turner | M. R. Savoie |
| l'hon. M. Crossman | M. Ames | |
| l'hon. M^me^ Green | M. Wetmore | |

CONTRE : 16

| | | |
|---|---|---|
| M. Arseneault | M. C. Chiasson | M. D'Amours |
| M. Gauvin | M. Coon | M. Arseneau |
| M. McKee | M^me^ Mitton | M. Landry |
| M. Legacy | M. LeBlanc | M^me^ Landry |
| M^me^ Thériault | M. LePage | |
| M. K. Chiasson | M. Mallet | |

Le projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire*, est en conséquence lu une troisième fois et adopté.

---

La Chambre se forme en Comité plénier sous la présidence de M^me^ Anderson-Mason.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend la présidence de séance. M^me^ Anderson-Mason, la présidente du comité, demande au président de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comité et rapporte que le comité lui a enjoint de faire rapport du projet de loi suivant avec des amendements :

119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie.*

La présidente du comité rapporte aussi que le comité lui a enjoint de demander à présenter un autre rapport.

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

---

L'hon. M. G. Savoie demande le consentement unanime de la Chambre pour passer à la troisième lecture du projet de loi 119. Le consentement est refusé.

---

Sur la motion de l'hon. M. G. Savoie, appuyé par le premier ministre, il est résolu que l'Assemblée, à la levée de la séance le mercredi 12 octobre 2022, s'ajourne au mardi 25 octobre 2022.

---

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Le président s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée un projet de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le greffier adjoint donne lecture du titre du projet de loi, que voici :

120, *Loi concernant le financement communautaire.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

Le roi le veut. It is the King's wish.

Le greffier proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ce projet de loi, l'édicte et en ordonne l'impression.

Son Honneur se retire de la Chambre. Le président de l'Assemblée remonte au fauteuil.

---

La séance est levée à 16 h 10.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, le document suivant, ayant été déposé au bureau du greffier, est réputé avoir été déposé sur le bureau de la Chambre :

états financiers audités du Fonds pour l'achèvement de la formation professionnelle pour l'exercice financier 2021-2022 (*Loi sur la formation professionnelle dans le secteur privé*) (7 octobre 2022).

Jour de séance 92 le mercredi 12 octobre 2022

*10 h*

Prière.

En l'absence inévitable du président de la Chambre, M^me^ Anderson-Mason, vice-présidente, assume sa suppléance.

L'hon. M. G. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, annonce que, après la troisième lecture, la sanction royale aura lieu.

Est lu une troisième fois le projet de loi d'intérêt privé suivant :

119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie.*

Il est ordonné que ce projet de loi soit adopté.

La séance, suspendue à 10 h 56, reprend à 11 h 30.

S.H. la lieutenante-gouverneure est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

La vice-présidente s'adresse à Son Honneur, en ces termes :

Qu'il plaise à Votre Honneur,

L'Assemblée législative de la province du Nouveau-Brunswick a adopté au cours de la période de session écoulée un projet de loi que je prie respectueusement en son nom Votre Honneur de sanctionner.

Le juriste donne lecture du titre du projet de loi, que voici :

119, *Loi modifiant la Loi sur les techniques du génie.*

Son Honneur accorde sa sanction, en ces termes :

Le roi le veut. It is the King's wish.

Le greffier adjoint proclame la sanction de Son Honneur, en ces termes :

Au nom de Sa Majesté, S.H. la lieutenante-gouverneure sanctionne ce projet de loi, l'édicte et en ordonne l'impression.

Son Honneur se retire de la Chambre. La vice-présidente de la Chambre remonte au fauteuil.

La séance est levée à 11 h 37.

Jour de séance 93 le mardi 25 octobre 2022

*11 h*

Prière.

S.H. la lieutenante-gouverneure, Brenda Murphy, est annoncée et, invitée à faire son entrée, prend place au trône.

Il plaît à Son Honneur de clore la session par le discours suivant :

Nous sommes réunis ce matin pour la prorogation de la première session de la 60e législature. La clôture de la session est le moment de souligner les réalisations accomplies au cours des deux dernières années pour surmonter les défis posés par la pandémie mondiale.

Je vous encourage à poursuivre vos efforts au nom de tous les gens du Nouveau-Brunswick pendant la session qui commencera cet après-midi.

J'aimerais tout d'abord vous remercier de votre service public et de votre dévouement à l'égard du bien-être des gens de notre province. La vie politique vous force à faire plusieurs sacrifices dans votre vie personnelle. En siégeant à l'Assemblée législative, vous êtes souvent séparés de vos proches pendant de longues périodes.

Bien que vous soyez membres de différents partis politiques, vous avez plusieurs objectifs communs. Notamment, vous êtes tous ici pour améliorer notre province et la qualité de vie des gens qui y habitent. Je vous invite à mettre de côté la partisanerie lorsque vous débattez des enjeux importants et lorsque vous prenez des décisions qui touchent les gens du Nouveau-Brunswick. N'oubliez pas que ce sont eux qui vous ont choisis pour les représenter dans cette Assemblée.

Les gens qui vous ont choisis pour siéger à la Chambre et prendre des décisions en leur nom ont grand espoir que vous les représenterez bien, et, dans votre poste, vous servez aussi de modèles. La confiance dans nos institutions démocratiques et nos élus est essentielle pour une société saine et prospère.

Je vous exhorte à prendre le temps de vous écouter les uns les autres, de respecter les différents points de vue et d'en débattre en gardant l'esprit ouvert. La collaboration et le compromis sont souvent nécessaires à la réalisation de progrès considérables et durables.

Ensemble, vos 49 voix représentent tous les gens du Nouveau-Brunswick. Vous avez la possibilité d'apporter des changements et d'améliorer la vie des gens de votre circonscription.

En tant que bâtisseurs et dirigeants communautaires, nous devons continuer de faire des pressions en vue d'accroître l'inclusion et l'équité dans tous les secteurs de la société. La grande responsabilité de veiller aux intérêts supérieurs du Nouveau-Brunswick vous a été confiée. Vous êtes responsables du territoire, des ressources et surtout du mieux-être des gens issus de tous les milieux.

Les décisions que vous prenez ici ont une incidence sur la qualité de vie des gens du Nouveau-Brunswick non seulement aujourd'hui mais pour des générations à venir. Ne prenez pas une telle responsabilité à la légère. Je suis certaine que, lorsque nous procéderons à l'ouverture de la deuxième session de la 60e législature, dans cette Chambre historique, les gestes que vous poserez, les décisions que vous prendrez et le décorum que vous respecterez en seront dignes.

Les travaux de la première session de la 60e législature étant terminés, j'ai le privilège et le devoir d'ordonner, au nom de Sa Majesté le roi Charles III, roi du Canada, la prorogation de l'Assemblée législative.

Puisse la Divine Providence continuer de guider et de bénir la population du Nouveau-Brunswick.

Ensuite, le greffier adjoint de l'Assemblée législative, John-Patrick McCleave, dit :

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Il plaît à S.H. la lieutenante-gouverneure que l'Assemblée législative soit prorogée jusqu'à 13 h aujourd'hui. L'Assemblée législative est donc prorogée et convoquée pour 13 h aujourd'hui.

---

La Chambre est prorogée à 11 h 12.

---

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

Plan d'inclusion économique et sociale
2020-2025, rapport d'étape, octobre 2022 (17 octobre 2022) ;
rapport annuel de la Commission de
l'énergie et des services publics
pour 2021-2022 (18 octobre 2022).

# INDEX 2020-2022

# INDEX
# DES JOURNAUX DE
# L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
# 2020-2022

## A

**Accueil de dignitaires ou d'invités,** 464, 477.
**Adresse**
En réponse au discours de S.H. la lieutenante-gouverneure à l'ouverture de la session, motion proposée, 41 ; débat et ajournement du débat, 42 ; reprise et ajournement du débat, 58, 63, 73, 79, 88 ; reprise et fin du débat, mise aux voix, adoption de la motion, ordre de grosse et de remise, constitution du comité chargé de remettre l'adresse, 93 ; réponse de la lieutenante-gouverneure, 143.
**Ajournement de la Chambre,** 67, 113, 124, 140, 159, 210, 239, 293, 341, 386, 432, 473, 493, 496.

## B

**Budget**
Motion 22, portant que la Chambre approuve le budget de capital. Avis, 75 ; proposition, débat, adoption de la motion, 94.
Motion 28, portant que la Chambre approuve le budget principal. Avis, 116 ; proposition, 127 ; débat, ajournement du débat, 128, 142, 146, 151, 156, 163 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 169.
Motion 88, portant que la Chambre approuve le budget de capital. Avis, 304 ; proposition, débat, 313 ; adoption de la motion, 314.
Motion 95, portant que la Chambre approuve le budget principal. Avis, 338 ; proposition, débat, ajournement du débat, 346 ; reprise et ajournement du débat, 354, 358, 364, 365, 386 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 391.

## C

**Comité des subsides**
Formation en Comité des subsides, 94, 97, 169, 314, 320, 324, 391.
**Comité plénier**
Formation en comité plénier, 492.
**Comités permanents**
Changements climatiques et intendance de l'environnement
Constitution, 71 ; premier rapport, 255 ; modification de la composition, 269, 353 ; deuxième rapport, 367.

Politique économique
Constitution, 62 ; premier rapport, 69 ; deuxième rapport, 90 ; troisième rapport, 96 ; quatrième rapport, 103 ; cinquième rapport, 109 ; sixième rapport, 115 ; septième rapport, 157 ; huitième rapport, 180 ; neuvième rapport, 201 ; dixième rapport, 213 ; onzième rapport, 230 ; douzième rapport, 234 ; treizième rapport, 237 ; modification de la composition, 270 ; quatorzième rapport, 291 ; quinzième rapport, 306 ; seizième rapport, 317 ; dix-septième rapport, 323 ; dix-huitième rapport, 337 ; dix-neuvième rapport, 340 ; vingtième rapport, 349 ; vingt et unième rapport, 418 ; vingt-deuxième rapport, 428 ; vingt-troisième rapport, 430 ; vingt-quatrième rapport, 438 ; vingt-cinquième rapport, 448 ; vingt-sixième rapport, 451 ; vingt-septième rapport, 458 ; vingt-huitième rapport, 461 ; vingt-neuvième rapport, 464 ; injonction de convoquer des témoins, 466 ; trentième rapport, 472 ; trente et unième rapport, 491.
Prévisions et politique budgétaires
Constitution, 71 ; premier rapport, 172 ; modification de la composition, 270, 353 ; deuxième rapport, 394.
Modification des lois
Constitution, 71 ; premier rapport, 439 ; deuxième rapport, 446.
Administration de l'Assemblée législative
Constitution, 101 ; premier rapport, 109.
Projets de loi d'intérêt privé
Constitution, 71 ; premier rapport, 90 ; deuxième rapport, 116 ; troisième rapport, 214 ; quatrième rapport, 295 ; cinquième rapport, 439 ; sixième rapport, 461 ; septième rapport, 477.
Procédure, privilèges et hauts fonctionnaires de l'Assemblée
Constitution, 71 ; premier rapport, 129 ; deuxième rapport, 243 ; modification de la composition, 270.
Comptes publics
Constitution, 71 ; modification de la composition, 270 ; premier rapport, 418.
Politique sociale
Constitution, 72 ; modification de la composition, 270.

**Comités spéciaux**
Accessibilité au Nouveau-Brunswick
Constitution (motion 78), 235 ; modification de la composition, 353.
Universités publiques
Constitution (motion 79), 239 ; modification de la composition, 270.

**D**

**Débat d'urgence, demande de**
M. Arseneau. Demande la tenue d'un débat d'urgence sur la tenue de séances hybrides, 65 ; rejet de la demande par le président suppléant, 67.
M. Arseneau. Demande la tenue d'un débat d'urgence sur le conflit de travail ayant cours entre les employés des services publics et le

gouvernement, le président sursoit à statuer, 255, 275, 282, 283, 287 ; le président rejette la demande, 272, 277, 282, 285, 287.
**Décisions** (président de la Chambre, sa suppléance, présidence des comités)
Statue sur l'emploi de langage non parlementaire, 44, 75, 81, 188, 199, 208, 230, 255, 275, 283, 298, 301, 306, 415, 482.
Statue sur la désignation d'un député par son nom, 59, 360.
Statue que l'utilisation d'appareils électroniques au cours des délibérations est permise, 75.
Statue que la solidarité et la confidentialité du Cabinet ne relèvent pas de la compétence du président, 75.
Statue que certains masques peuvent être perçus comme des accessoires, 82 ; précisions sur la décision, 83.
Statue que l'amendement est recevable, 84, 106, 327.
Statue que le président peut recevoir une copie de l'amendement à l'avance aux fins d'examen, 84.
Statue que le sous-amendement est irrecevable, 85.
Statue sur la demande de la tenue d'un vote par appel nominal, 93.
Statue que les parlementaires doivent porter un masque, 96.
Statue que les observations dépassent la portée de la motion, 101.
Statue que l'amendement est irrecevable, 102, 221, 327.
Statue sur la convocation de témoins en comité, 154.
Statue sur la référence à la présence ou à l'absence d'un ministre concernant la participation virtuelle, 197.
Statue que le quorum est atteint, 203, 365.
Statue que la députée peut poursuive son discours, 203.
Statue que le député doit retirer sa déclaration qui fait état de mauvaise foi, 283.
Statue que les déclarations faites durant la présentation des pétitions étaient trop longues, 283.
Statue que seulement un représentant de chaque parti aura la parole en réponse au discours du budget de capital, 313.
Statue en Comité des subsides que les partis de l'opposition devraient recevoir les textes des ministres, 324.
Statue que la motion d'attribution de temps est recevable, 324, 489.
Statue que le président ne peut pas prévoir unilatéralement la tenue de séances virtuelles ou hybrides, 329.
Statue que les parlementaires doivent prendre place à la Chambre pour participer aux votes par appel nominal quand la question est mise aux voix, 336.
Statue que la déclaration de félicitations aurait dû être faite pendant les déclarations de ministres, 477.
Statue que les délibérations à huis clos ne peuvent pas être divulguées, 484.

**Dépôt de documents**
**Le président**
Rapport de l'audit indépendant des états financiers du Bureau du vérificateur général du Nouveau-Brunswick, 2020, 59 ; 2021, 255 ; 2022, 477.
Rapports de l'élection générale des député(e)s de l'Assemblée législative tenue le 14 septembre 2020, 31.
Rapport du scrutin des élections partielles tenues le 20 juin 2022 dans les circonscriptions électorales de Baie-de-Miramichi—Neguac et de Miramichi-Sud-Ouest—Baie-du-Vin, 476.
**L'hon. M^me^ Dunn**
*Rapport sur la mise en oeuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada,* 172.
**L'hon. M. Fitch**
*Ensemble pour vaincre la pauvreté : Plan d'inclusion économique et sociale du Nouveau-Brunswick 2014-2019, Rapport final, automne 2020,* 115.
**L'hon. M. Flemming**
Rapports annuels du Bureau du coroner en chef pour 2018 et 2019, 81.
**L'hon. M. Steeves**
*Budget 2021-2022 : Ensemble, réimaginons le Nouveau-Brunswick,* 127.
*Perspectives économiques, 2021-2022,* 127.
*Budget 2022-2023 : Poursuivre sur la voie de la réussite,* 346.
*Perspectives économiques, 2022-2023,* 346.
**Discours du trône**
Ouverture, 8.

**E**

**Élection à la présidence**
Élection, 2.
Approbation de Son Honneur, 5.
**Élection partielle**
Rapport du scrutin des élections partielles tenues le 20 juin 2022 dans la circonscription électorale de Baie-de-Miramichi—Neguac et de Miramichi-Sud-Ouest—Baie-du-Vin, 476.
**Élections générales**
Rapport du scrutin des élections générales, 31.

**G**

**Greffier adjoint**
Annonce la sanction royale, 345, 494.
Donne lecture du titre des projets de loi devant être sanctionnés, 252, 393, 474, 493.
Annonce la prorogation, 496.

**Greffier de l'Assemblée législative**
Met au voix la motion portant nomination à la suppléance de la présidence, 65.
Nomination (motion 27), 111.
Annonce la sanction royale, 114, 171, 253, 393, 475, 493.
Donne lecture du titre des projets de loi devant être sanctionnés, 113, 171.
**Juriste**
Donne lecture du titre des projets de loi devant être sanctionnés, 344, 494.
**Sous-greffier**
Annonce que c'est le désir de Son Honneur que l'Assemblée choisisse une personne pour assumer la présidence, 2.
Annonce que William (Bill) Oliver, député de Kings-Centre, est élu président de la Chambre, 3.
Annonce l'approbation de la lieutenante-gouverneure, 5.
Annonce l'absence du président et des vice-présidentes, 65.

**H**

**Hommages ou condoléances,** 184, 213, 306, 313, 349, 394.

**L**

**Langage non parlementaire**
« plan secret », 44 ; « d'arrêter ses enfantillages », 75 ; « de façon sincère », 81 ; « vérité », 188 ; « induire en erreur les gens du Nouveau-Brunswick », 199 ; « tout gâcher », 208 ; propos indéterminés, « induire en erreur », 230 ; « a détourné des fonds fédéraux », 255 ; « dissimulation », 275 ; propos selon lesquels les chiffres ont été manipulés et que des renseignements financiers n'ont pas été divulgués, 297 ; « mensonge », 306 ; propos selon lesquels la Chambre a été induite en erreur, 283, 411, 415 ; « pas nous le dire honnêtement », 415 ; « cela n'est pas vrai », 448 ; « faussetés », 477, 482.
**Lieutenante-gouverneure**
Adresse à la Chambre, 495.
Approbation de la présidence, 5.
Discours du trône, 8.
Prorogation de la Chambre, 496.
Réponse à l'adresse, 143.
Sanction royale, 114, 171, 253, 345, 393, 475, 493, 494.
Communication du projet de loi 86, *Loi spéciale de 2022 portant affectation de crédits,* 360.
Communication du projet de loi 99, *Loi modifiant la Loi sur l'électricité,* 402.
Communication du projet de loi 120, *Loi concernant le financement communautaire,* 478.
Communication du budget de capital pour 2021-2022, 94.

Communication du budget de capital pour 2022-2023, 313.
Communication du budget principal pour 2021-2022, 127.
Communication du budget principal pour 2022-2023, 346.
Communication du budget supplémentaire pour 2018-2019, Volume I, 94.
Communication du budget supplémentaire pour 2019-2020, Volume I, 152.
Communication du budget supplémentaire pour 2020-2021, Volume I, 94 ; Volume II, 361.

## M

**Motions de fond**

1 L'hon. M. Savoie. Motion portant que les déclarations de condoléances et de félicitations soient comprises dans les affaires courantes de la Chambre. Proposition sur autorisation, 43 ; adoption, 44.

2 L'hon. M. Savoie. Motion voulant que l'application de la définition « parti reconnu » dans le Règlement soit suspendue pour certains caucus. Proposition sur autorisation, adoption, 44.

3 M[me] Harris. Motion portant constitution d'une commission d'enquête sur le racisme systémique, nomination de commissaires autochtones et mise en œuvre de toutes les recommandations. Avis, 45 ; proposition, 83 ; débat, amendement proposé, débat sur l'amendement, 84 ; sous-amendement proposé, sous-amendement jugé irrecevable, sous-amendement proposé, rejet du sous-amendement par vote par appel nominal, 85 ; adoption de l'amendement, 86 ; adoption de la motion amendée par vote par appel nominal, 87.

4 M[me] Thériault. Motion exhortant le gouvernement à payer les services fournis par la Clinique 554 et à abroger une disposition de la *Loi sur le paiement des services médicaux*. Avis, 46 ; proposition, 104 ; débat, amendement proposé, débat sur l'amendement, 105 ; sous-amendement proposé, débat sur le sous-amendement, rejet du sous-amendement par vote par appel nominal, 106 ; adoption de l'amendement, 107 ; adoption de la motion amendée, 108.

5 M[me] Thériault. Motion visant l'instauration d'une politique sur l'acquisition de livres. Avis, 47.

6 M[me] Thériault. Motion visant l'adoption d'une loi sur le statut de l'artiste, la constitution d'un comité permanent sur le statut de l'artiste et l'établissement d'un calendrier de mise en oeuvre des mesures recommandées au gouvernement. Avis, 48.

7 M. McKee. Motion préconisant d'étendre le programme du Tribunal de la santé mentale. Avis, 49.

8 M. Gauvin. Motion exhortant le gouvernement à fournir sa part de financement dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale sur le

logement, à faire du logement abordable une priorité et à établir des partenariats avec des municipalités et des organismes communautaires de logement. Avis, 50.

9 M^me^ Landry. Motion portant que les recettes tirées de la tarification du carbone soient consacrées à la création d'un programme global d'efficacité et d'amélioration énergétiques. Avis, 51.

10 M. LePage. Motion demandant un programme plus complet d'aide financière pour aider les entreprises. Avis, 52.

11 M. LePage. Motion exhortant le gouvernement à faire de l'accès à Internet haut débit pour l'ensemble de la province une grande priorité et à investir dans l'infrastructure nécessaire pour y assurer l'accès. Avis, 53 ; proposition, 487 ; débat, ajournement du débat, 488.

12 M. LePage. Motion exhortant le gouvernement à reconnaître l'importance de la reprise économique et à profiter du programme fédéral-provincial sur l'infrastructure. Avis, 54.

13 M. Bourque. Motion demandant la mise en place d'un programme de soutien aux garderies agréées. Avis, 55.

14 L'hon. M. Savoie. Motion portant modification de l'horaire de séance. Proposition sur autorisation, adoption, 56.

15 L'hon. M. Savoie. Motion portant modification de l'ordre des déclarations de députés. Proposition sur autorisation, adoption, 59.

16 M. Bourque. Motion portant constitution d'un comité permanent sur les langues officielles. Avis, 60.

17 L'hon. M. Savoie. Motion portant constitution du Comité permanent de la politique économique. Proposition sur autorisation, adoption, 62.

18 L'hon. M^me^ Green. Motion portant que certaines lois d'intérêt public ou leurs dispositions ne soient pas abrogées. Proposition sur autorisation, 66 ; adoption, 67.

19 M. Coon. Motion exhortant le gouvernement à fixer un plafond sur les augmentations de loyer et à interdire les résiliations de bail en raison de rénovations jusqu'en février 2021 ou jusqu'à la levée de l'état d'urgence au Nouveau-Brunswick. Avis, 70.

20 L'hon. M. Savoie. Motion portant constitution de certains comités permanents. Proposition sur autorisation, 71 ; adoption, 72.

21 L'hon. M. Savoie. Motion portant que le Comité d'administration de l'Assemblée législative soit constitué et que l'Assemblée législative lui délègue les pouvoirs que lui confère la loi. Dispense d'avis refusée, 72 ; proposition, débat, amendement proposé, débat, 101 ; amendement déclaré irrecevable, adoption de la motion, 102.

22 L'hon. M. Steeves. Motion portant que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital. Avis, 75 ; proposition, débat, adoption, 94.
23 M. Melanson. Motion visant une ouverture et une transparence accrues du Comité d'administration de l'Assemblée législative. Avis, 76.
24 L'hon. M. Savoie. Motion portant modification de l'horaire de séance. Dispense d'avis refusée, 76.
25 M. Arseneault. Motion portant dépôt de documents concernant les établissements de soins de longue durée et les établissements de soins spéciaux du Groupe Lokia. Avis, 88.
26 M. Melanson. Motion portant adoption immédiate des moyens technologiques permettant une participation virtuelle aux travaux de l'Assemblée législative. Avis, 91.
27 L'hon. M. Higgs. Motion de nomination du greffier de l'Assemblée législative. Proposition sur autorisation, adoption, 111.
28 L'hon. M. Steeves. Motion portant que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement. Avis, 116 ; proposition, 127 ; débat, ajournement du débat, 128, 142, 146, 151, 156, 163 ; reprise et fin du débat, adoption par vote par appel nominal, 169.
29 M. Melanson. Motion exhortant le gouvernement à présenter un plan de reprise économique. Avis, 117.
30 M. Arseneault. Motion préconisant de revoir le processus de sélection des hauts fonctionnaires de l'Assemblée. Avis, 119.
31 M. Arseneault. Motion portant dépôt de documents concernant les dépenses du personnel du Cabinet du premier ministre. Avis, 119.
32 M. Arseneault. Motion portant dépôt de documents concernant les discussions entre le personnel du Cabinet du premier ministre et Jeannot Volpé. Avis, 120.
33 M. Arseneault. Motion portant dépôt de documents concernant les réunions entre des membres du Conseil exécutif et des membres d'un groupe ou d'une communauté. Avis, 120.
34 M. Guitard. Motion portant dépôt de documents concernant les personnes engagées. Avis, 120.
35 M. Guitard. Motion portant dépôt de documents concernant les employés mis à pied. Avis, 120.
36 M^me^ Harris. Motion portant dépôt de documents concernant les renseignements fournis au public et aux parties prenantes au sujet du processus de réforme de la santé. Avis, 120.
37 M. K. Chiasson. Motion portant dépôt de documents concernant les personnes engagées à titre de membre du personnel politique. Avis, 121.

38 M. K. Chiasson. Motion portant dépôt de documents concernant les calendriers des membres du Conseil exécutif. Avis, 121.
39 M. Gauvin. Motion portant dépôt de documents concernant toute somme versée à titre d'indemnité de vie chère ou de logement. Avis, 121.
40 M. Mallet. Motion portant dépôt de documents concernant les réunions virtuelles et les réunions Zoom entre le premier ministre et des tiers. Avis, 121.
41 M. Mallet. Motion portant dépôt de documents concernant le programme d'incitation au voyage Explore NB. Avis, 121.
42 M^me^ Thériault. Motion portant dépôt de documents échangés entre le ou la ministre de la Santé et les régies de la santé relativement au processus de réforme de la santé proposée. Avis, 122.
43 M. McKee. Motion portant dépôt de documents concernant toutes les réunions et les interventions auxquelles ont participé les personnes inscrites conformément à la *Loi sur l'inscription des lobbyistes* et tous les membres du Conseil exécutif. Avis, 122.
44 M. Legacy. Motion portant dépôt de documents concernant la demande d'augmentation des marges pour les combustibles et les carburants présentée par Irving Oil. Avis, 122.
45 M. Bourque. Motion portant dépôt de documents concernant la révision de la *Loi sur les langues officielles*. Avis, 123.
46 M. LePage. Motion portant dépôt de documents concernant des dispenses accordées en vertu de la *Loi sur la passation des marchés publics*. Avis, 123.
47 M. Austin. Motion visant la suppression pendant l'état d'urgence de l'impôt sur le revenu des sociétés applicable à la petite entreprise. Avis, 123.
48 M^me^ Conroy. Motion demandant d'élargir le champ de pratique des optométristes. Avis, 124.
49 M. McKee. Motion exhortant le gouvernement à devancer l'échéancier de mise en oeuvre du plan d'action visant les dépendances et la santé mentale, à augmenter immédiatement le financement pour les services de santé mentale et à créer sans délai le poste de défenseur en matière de santé mentale. Avis, 132 ; proposition, 167 ; débat, ajournement du débat, 168 ; reprise et fin du débat, adoption, 194.
50 M. Gauvin. Motion exhortant le gouvernement à fixer des objectifs précis pour l'initiative « Accès aux soins et aux services » et à élaborer un plan de mise en oeuvre de la stratégie sur le vieillissement, un plan de surveillance des progrès et un échéancier indiquant quand et comment les résultats seront présentés. Avis, 134.

51 M^me^ Landry. Motion demandant que soit assuré l'accès en personne aux services gouvernementaux. Avis, 134 ; proposition, 307 ; débat, adoption, 308.

52 M^me^ Thériault. Motion enjoignant au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée d'entreprendre un examen des initiatives qui inciteraient plus de femmes à présenter leur candidature et de présenter à l'Assemblée législative d'ici à trois mois un rapport assorti de recommandations. Avis, 135 ; proposition, 164 ; débat, amendement proposé, débat sur l'amendement, adoption de l'amendement, 165 ; adoption de la motion amendée par vote par appel nominal, 166.

53 M. Arseneau. Motion portant dépôt de documents concernant les discussions, les ententes et les contrats de service concernant l'organisation des évènements de Destination Acadie. Avis, 136.

54 M. Arseneau. Motion portant dépôt de documents concernant les dépenses du gouvernement relativement à l'organisation et la réalisation des évènements de Destination Acadie. Avis, 136.

55 M. Austin. Motion préconisant de ne laisser partir aucun mineur d'un établissement du ministère de la Santé sans avoir évalué son état de santé mentale et la source de ses préoccupations. Avis, 137.

56 M. Austin. Motion exhortant le gouvernement à élargir le recours aux soins virtuels et à offrir une rémunération égale à celle du modèle de consultations en personne. Avis, 138.

57 M^me^ Conroy. Motion demandant que soit faite une comparaison de la prestation et de la qualité des services dans les foyers de soins. Avis, 139.

58 L'hon. M. Cardy. Motion visant l'adoption d'une définition opérationnelle et non contraignante de l'antisémitisme. Avis, 144 ; proposition, débat, adoption, 163.

59 M. Coon. Motion portant dépôt de documents concernant le rapport sur l'analyse des besoins et l'examen des pratiques exemplaires en ce qui concerne la lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants. Avis, 144.

60 L'hon. M. Savoie. Motion visant l'adoption d'un ordre spécial afin de faciliter la participation des parlementaires aux délibérations de la Chambre et des comités durant l'état d'urgence. Avis, 144 ; proposition, 160 ; débat, amendement proposé, débat sur l'amendement, ajournement du débat, 162 ; reprise et ajournement du débat, 163 ; reprise et fin du débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, adoption de la motion par vote par appel nominal, 185 ; participation de certains parlementaires aux délibérations de la Chambre de façon virtuelle, 197, 201, 206, 208, 213, 217, 219, 225, 230, 234, 237, 243.

61 L'hon. M. Savoie. Motion portant constitution d'un comité chargé d'examiner les traitements et les avantages des députés. Avis, 146 ; proposition, débat, 199 ; adoption, 200.
62 M. McKee. Motion portant dépôt de documents concernant la sélection d'une entité privée pour assurer les activités d'exploitation, de distribution et de vente liées au cannabis à des fins récréatives. Avis, 150.
63 M^me^ Mitton. Motion exhortant le gouvernement à mettre en oeuvre et à financer les recommandations et les actions relativement aux agressions sexuelles, à combler les lacunes relatives à la prestation des services aux victimes et à accroître le financement visant les services de première ligne et les services de soutien tenant compte des traumatismes. Avis, 157.
64 M. Coon. Motion exhortant le gouvernement à augmenter le salaire minimum, le salaire pour les heures supplémentaires et le nombre de jours de congé de maladie. Avis, 182.
65 M. Austin. Motion exhortant le gouvernement à se pencher sur le prix du bois d'oeuvre. Avis, 183.
66 L'hon. M. Higgs. Motion de condoléances au sujet du décès du prince Philip, duc d'Édimbourg. Proposition sur autorisation, 184 ; adoption, 184.
67 M. Coon. Motion demandant la modification des taux d'aide sociale et des politiques sur le revenu. Avis, 182.
68 M. Arseneau. Motion exhortant le gouvernement à interdire l'octroi d'aide financière à toute compagnie reconnue pour avoir recours aux paradis fiscaux et à mettre en place un registre de la propriété effective. Avis, 191.
69 M. Coon. Motion exhortant le gouvernement à accorder des rabais à l'achat d'un véhicule électrique, à offrir des solutions de rechange plus propres en matière de transport et à favoriser la planification du transport collectif à l'échelle régionale. Avis, 195.
70 M. Carr. Motion portant modification de l'horaire de séance. Dispense d'avis refusée, 197.
71 M. Coon. Motion visant l'ouverture de services d'urgence en santé mentale disponibles 24 heures sur 24, l'augmentation des dépenses consacrées à la santé mentale et la création d'un ministère responsable des services à l'enfance et à la jeunesse. Avis, 197.
72 M. Coon. Motion exhortant le gouvernement à actualiser les normes du portefeuille lié à l'énergie renouvelable, à déposer un plan pour atteindre la carboneutralité dans ses activités et à réduire les obstacles à la production d'énergie verte. Avis, 201.
73 M. D'Amours. Motion exhortant le premier ministre à remédier à la pénurie de personnel infirmier et à renoncer à tout projet de

réduction des services hospitaliers dans la province. Avis, 208 ; proposition, 222 ; débat, ajournement du débat, 224 ; reprise et fin du débat, rejet par vote par appel nominal, 242.

74 M^me^ Mitton. Motion exhortant le gouvernement à fournir des ressources en matière de soins spécialisés et la ministre de la Santé à déposer tous les trois ans un rapport sur l'état des soins palliatifs. Avis, 215.

75 M. Bourque. Motion visant le maintien des conseils d'éducation de district. Avis, 225 ; proposition, 413 ; débat, rejet, 414.

76 M. McKee. Motion exhortant le gouvernement à s'assurer que le processus de sélection des candidatures à la présidence d'ANBL et de Cannabis NB est indépendant et impartial et que les services d'une agence de recrutement tierce sont retenus pour effectuer le recrutement, interviewer les personnes candidates et soumettre ses recommandations sur une offre d'emploi. Avis, 226 ; proposition, 240 ; débat, amendement proposé, débat sur l'amendement, adoption de l'amendement, 241 ; adoption de la motion amendée, 242.

77 M. Coon. Motion exhortant le gouvernement à instaurer des prêts sans intérêt en vue de l'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons et à transférer les programmes d'amélioration du rendement énergétique et du chauffage à un nouvel organisme sans but lucratif. Avis, 227.

78 L'hon. M. Savoie. Motion portant constitution du Comité spécial sur l'accessibilité au Nouveau-Brunswick. Proposition sur autorisation, adoption, 235.

79 L'hon. M. Holder. Motion portant constitution du Comité spécial sur les universités publiques. Proposition sur autorisation, adoption, 239.

80 L'hon. M. Savoie. Motion portant modification de la composition de certains comités. Proposition sur autorisation, adoption, 270.

81 L'hon. M. Savoie. Motion visant l'adoption d'un ordre spécial afin de faciliter la participation des parlementaires aux délibérations de la chambre et des comités durant l'état d'urgence. Avis, 270 ; adoption par consentement unanime, 281 ; participation de certains parlementaires aux travaux de la Chambre de façon virtuelle, 337, 339, 340, 344.

82 L'hon. M. Higgs. Motion concernant la protection de la santé et de la sécurité des gens durant la grève ainsi que la tenue d'un vote par le SCFP relativement à la proposition faite par le gouvernement. Avis, 284.

83 M. McKee. Motion exhortant le gouvernement à adopter une politique qui empêcherait que les fonds fédéraux destinés à lutter

contre une pandémie ou une autre grave crise de santé publique soient utilisés à d'autres fins et à fournir au public une reddition de comptes intégrale du financement fédéral accordé durant la pandémie. Avis, 288 ; proposition, 298 ; débat, rejet, 299.

84 M. McKee. Motion exhortant le gouvernement à établir un mécanisme selon lequel les taux d'impôt seront rajustés en fonction des évaluations foncières. Avis, 289 ; proposition, débat, ajournement du débat, 300.

85 M^me^ Mitton. Motion portant dépôt de documents concernant des projets liés à l'énergie éolienne. Avis, 298 ; dépôt de documents au bureau du greffier, 338.

86 M. Melanson. Motion exhortant le gouvernement à faire mener un examen de la réponse à la pandémie. Avis, 301 ; proposition, 327 ; débat, 328 ; rejet par vote par appel nominal, 329.

87 L'hon. M. Holder. Motion voulant que 80 heures soient imparties à l'étude des budgets. Dispense d'avis refusée, 303 ; proposition, débat, adoption, 315.

88 L'hon. M. Steeves. Motion portant que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement pour le compte de capital. Avis, 304 ; proposition, débat, 313 ; adoption, 314.

89 M. Hogan. Motion sur le temps consacré à l'étude de projets de loi, Avis, 309 ; motion jugée recevable, 325 ; proposition, débat, amendement proposé, 326 ; amendement jugé irrecevable, amendement proposé, débat, ajournement du débat, 327 ; reprise et fin du débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, adoption de la motion par vote par appel nominal, 333.

90 M. McKee. Motion exhortant le gouvernement à appuyer le président du Comité permanent des comptes publics et à demander que la vérificatrice générale mène une enquête sur les prévisions financières. Avis, 309 ; proposition, 329 ; débat, ajournement du débat, 331 ; reprise et fin du débat, rejet par vote par appel nominal, 343.

91 L'hon. M. Higgs. Motion de nomination de l'ombud. Proposition sur autorisation, 317 ; adoption, 318.

92 L'hon. M. Higgs. Motion de nomination du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés. Proposition sur autorisation, 318 ; adoption, 319.

93 L'hon. M. Higgs. Motion de nomination du vérificateur général. Proposition sur autorisation, 319 ; adoption, 320.

94 M. Hogan. Motion portant que certaines lois d'intérêt public ne soient pas abrogées. Avis, 332 ; proposition, débat, adoption, 341.

95 M. Steeves. Motion portant que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement. Avis, 338 ; proposition,

débat, ajournement du débat, 346 ; reprise et ajournement du débat, 354, 358, 364, 365, 386 ; reprise et fin du débat, adoption par vote par appel nominal, 391.

96 M. Melanson. Motion demandant que le vérificateur général entreprenne un examen de la réponse du gouvernement à la pandémie, qu'il dispose des pouvoirs conférés par la *Loi sur les enquêtes,* que soient fournies au Bureau du vérificateur général les ressources financières additionnelles dont il a besoin pour mener à bien l'examen et que, si le vérificateur général est par ailleurs dans l'impossibilité d'entreprendre l'examen, les services d'une personne ou d'une entité indépendante soient retenus à cette fin. Avis, 350 ; proposition, 386 ; débat, adoption par vote par appel nominal, 388.

97 L'hon. M. Savoie. Motion visant l'adoption d'un calendrier législatif. Avis, 351.

98 L'hon. M. Savoie. Motion portant modification de la composition de certains comités. Proposition sur autorisation, adoption, 353.

99 M. Bourque. Motion contre des changements majeurs au programme d'immersion en français sans qu'ils soient fondés sur des recherches de grande qualité en apprentissage du français langue seconde. Avis, 355 ; proposition, 388 ; débat, ajournement du débat, 390 ; reprise et fin du débat, adoption par vote par appel nominal, 412.

100 M. Bourque. Motion visant à mesurer les effets des obstacles pédagogiques engendrés par la pandémie. Avis, 357.

101 M^me^ Landry. Motion exhortant le gouvernement à donner suite aux motions et aux mesures législatives adoptées à l'Assemblée législative, à établir un plan afin de mettre en oeuvre les mesures et initiatives soutenues, et à donner suite à des rapports. Avis, 357 ; proposition, 434 ; débat, ajournement du débat, 435 ; reprise et fin du débat, rejet, 454.

102 M. Coon. Motion de condoléances à la famille des personnes du Nouveau-Brunswick qui sont décédées des suites de la COVID-19. Proposition sur autorisation, adoption, 365.

103 L'hon. M. Cardy. Motion désignant le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (l'Holodomor). Proposition sur autorisation, 383 ; adoption, 384.

104 M. Arseneau. Motion enjoignant à la Commission sur la délimitation des circonscriptions électorales et la représentation de proposer des options en matière de représentation proportionnelle. Avis, 384 ; proposition, 433 ; débat, rejet par vote par appel nominal, 434.

105 M. Coon. Motion visant le remplacement des pratiques de récolte par coupe à blanc. Avis, 384.

106 M. Coon. Motion visant l'élaboration d'une solution régionale pour le transport intermunicipal et interprovincial et la création d'un groupe de travail régional sur le transport. Avis, 385.
107 M. McKee. Motion exhortant le gouvernement à présenter un programme exhaustif de mesures de soutien pour aider les gens qui sont dans le besoin. Avis, 415.
108 M. Arseneault. Motion exhortant le gouvernement à désigner une journée annuelle de commémoration des victimes de la COVID-19. Dispense d'avis refusée, 417 ; proposition, 454 ; débat, adoption, 455.
109 M. Carr. Motion demandant la suppression de la taxe fédérale sur le carbone imposée sur l'essence. Dispense d'avis refusée, 431.
110 M. Melanson. Motion demandant la suppression de la taxe provinciale sur l'essence pour une période de quatre mois et le versement de 500 $ à toutes les personnes du Nouveau-Brunswick qui gagnent moins de 25 000 $ par année. Dispense d'avis refusée, 432 ; proposition, débat, ajournement, 455.
111 M. Turner. Motion sur le temps consacré à l'étude de projets de loi. Avis, 451.
112 M. D'Amours. Motion exhortant le premier ministre à établir des cadres de reddition de comptes et de mesure du rendement à l'intention de la ministre de la Santé et à faire de l'amélioration de la prestation des soins de santé une priorité absolue. Avis, 456 ; motion amendée sur autorisation, proposition, débat, rejet de la motion par vote par appel nominal, 486.
113 M. LePage. Motion exhortant le gouvernement à élaborer un ensemble de programmes incitatifs ciblés en matière de main-d'oeuvre. Avis, 457.
114 L'hon. M^me^ Dunn. Motion désignant le Jour de l'émancipation. Proposition sur autorisation, 464 ; débat, adoption par vote par appel nominal, 465.
115 L'hon. M. Savoie. Motion voulant que le Comité permanent de la politique économique convoque des témoins. Proposition sur autorisation, adoption, 466.
116 M. Coon. Motion désignant la Journée de la vérité et de la réconciliation. Proposition sur autorisation, débat, amendement proposé, 468 ; débat, adoption de l'amendement par vote par appel nominal, 469 ; adoption de la motion amendée, 470.
117 L'hon. M. Higgs. Motion d'adresse de condoléances à l'occasion du décès de la reine Elizabeth II. Proposition sur autorisation, 478 ; débat, adoption, 479.

118 M. Turner. Motion sur le temps consacré à l'étude de projets de loi. Avis, 479 ; proposition, 489 ; débat, adoption par vote par appel nominal, 490.

119 M. Arseneau. Motion voulant que le Comité permanent de la politique économique convoque des témoins. Dispense d'avis refusée, 482.

**Motions de forme**

Que les résultats de l'élection générale et des élections partielles soient consignés au Journal, 31, 476.

Que le discours de S.H. la lieutenante-gouverneure soit mis en délibération sur-le-champ, 41.

Que certaines députées soient nommées à la vice-présidence de l'Assemblée, 42.

Qu'un parlementaire soit nommé à la suppléance de la présidence, 65.

Que la Chambre passe aux déclarations de ministres, 66.

Que la Chambre s'ajourne à une certaine date, 67, 113, 124, 140, 159, 210, 239, 293, 341, 386, 432, 473, 493, 496.

Que l'adresse en réponse au discours du trône soit grossoyée, que le président de la Chambre y appose sa signature et qu'un comité de la Chambre la remette à Son Honneur, 93.

Que les subsides (budget de capital) soient accordés à Sa Majesté, 94, 314.

Que le rapport du Comité des subsides soit adopté par la Chambre, 95, 170, 314, 392.

Que l'étude des prévisions budgétaires en Comité des subsides soit inscrite à l'ordre du jour tant qu'elle ne sera pas terminée, 95, 170, 314, 392.

Que la tranche du discours de S.H. la lieutenante-gouverneure qui a trait aux comptes publics, aux prévisions budgétaires et aux dépenses soit renvoyée au Comité des subsides, 127, 346.

Que l'étude de la motion reprenne le jeudi suivant, 128, 347.

Que les prévisions budgétaires de certains ministères soient renvoyées au Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, 170, 392.

Que les subsides (budget principal) soient accordés à Sa Majesté, 170, 392.

Qu'un projet de loi d'intérêt public et d'initiative parlementaire soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, 204, 220.

## P

**Pétitions**

1 M. Arseneau. Que soit réparée une route, 59 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 126.

2 M. Arseneau. Que soit remplacé un pont, 60 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 126.

3 M. Bourque. Que soit renforcées les patrouilles policières, 88 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 126.

4 M[me] Mitton. Que soit abrogée la Politique sur le revenu du ménage, 115 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 128.

5 M. Coon. Que soit lancée une enquête sur un décès, 129 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 190.
6 M. Ames. Que soient réalisés des travaux d'amélioration de certains chemins, 150 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 186.
7 L'hon. M. Crossman. Que l'Assemblée législative attire de nouveaux médecins et membres du personnel infirmier, 152 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 190.
8 M. C. Chiasson. Qu'un ministre soit démis de ses fonctions, 152.
9 M^me^ Mitton. Opposition au développement de petits réacteurs nucléaires modulaires, 188 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 229.
10 M. Austin. Que soient prises des mesures d'atténuation des inondations, 188 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 216.
11 M. McKee. Opposition au regroupement des services fournis par certains hôpitaux, 208.
12 L'hon. M. Crossman. Que soient améliorées certaines routes, 225 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 274.
13 M. K. Chiasson. Que soient restaurés certains ponts, 230 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 274.
14 M. Coon. Opposition à l'épandage de glyphosate, 230 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 274.
15 M. K. Chiasson. Que soient restaurés certains ponts, 234 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 274.
16 M. K. Chiasson. Que soient restaurés certains ponts, 237 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 274.
17 M. K. Chiasson. Que soient restaurés certains ponts, 243 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 274.
18 M^me^ Mitton. Que soit réparée une route, 255 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 296.
19 M^me^ Mitton. Que soient réparés un chemin et un pont, 255 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 296.
20 M. Coon. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
21 M. Coon. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
22 M. Coon. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
23 M. Arseneau. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
24 M. Arseneau. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
25 M. Arseneau. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
26 M. Arseneau. Appui aux travailleurs de première ligne, 283 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.

27 M^me^ Mitton. Appui aux travailleurs de première ligne, 284 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
28 M^me^ Mitton. Appui aux travailleurs de première ligne, 284 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
29 M^me^ Mitton. Appui aux travailleurs de première ligne, 284 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
30 M^me^ Mitton. Appui aux travailleurs de première ligne, 284 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 302.
31 M^me^ Landry. Opposition à la fusion de collectivités, 304 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 345.
32 M^me^ Landry. Opposition à la fusion de collectivités, 313 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
33 M^me^ Landry. Que soit tenu un plébiscite sur la réforme de la gouvernance locale, 313 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
34 L'hon. M. Crossman. Que le gouvernement présente une mesure législative concernant les acrobaties automobiles et instaure des sanctions plus sévères pour les infractions de conduite, 323 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
35 M^me^ Mitton. Que soient rétablis les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs d'un hôpital, 323 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
36 M^me^ Mitton. Que soient rétablis les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs d'un hôpital, 332 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
37 M^me^ Mitton. Que soient rétablis les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs d'un hôpital, 337 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
38 M^me^ Mitton. Que soient rétablis les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs d'un hôpital, 339 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
39 M^me^ Mitton. Que soient rétablis les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs d'un hôpital, 340 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
40 M^me^ Mitton. Que soient rétablis les services d'urgence et l'accès aux lits de soins actifs d'un hôpital, 344 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 348.
41 M. Landry. Opposition à la fusion de collectivités, 349 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 406.
42 M. Ames. Que soit préservé un pont, 355 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 406.
43 M. McKee. Que soit exigé le port du masque dans les écoles, 355 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 406.
44 M. Arseneau. Opposition à l'épandage de glyphosate, 394 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 447.

45 M^me^ Mitton. Opposition aux carrières dans un village, 394 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 435.
46 M. C. Chiasson. Que soit suspendue la réforme de la gouvernance en éducation, 430 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 481.
47 M^me^ Mitton. Appui à la dénomination d'un pont, 436 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 463.
48 M. C. Chiasson. Que soit suspendue la réforme de la gouvernance en éducation, 456 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 481.
49 M. D'Amours. Que soit rétabli le financement accordé à un DSL, 472 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 481.
50 M. Arseneau. Que soit inclus un DSL dans l'entité 16, 472 ; dépôt de la réponse au bureau du greffier, 481.
51 M. Arseneau. Que soient améliorés certains chemins, 477.
52 M. Ames. Que soit gardé ouvert à longueur d'année un centre d'entretien, 482.

**Président de la Chambre ou sa suppléance**

Prononce un discours à la Chambre après son élection, 3.
Obtient le texte du discours du trône, dont il s'offre à faire la lecture ; il en est dispensé, 41.
Procède à la nomination à la vice-présidence de la Chambre, 42.
Présente les pages, 44, 275.
Informe la Chambre que les leaders parlementaires ont convenu de porter un masque, 59.
Procède à la nomination à la suppléance de la présidence, 65.
Rappelle aux parlementaires de porter un masque, 96.
Rappelle aux parlementaires de se garder de faire des comparaisons qui pourraient semer le désordre, 96.
Rappelle aux parlementaires participant de façon virtuelle d'activer leur micro et leur vidéo, 197.
Suspend la séance en raison d'ennuis techniques, 197.
Respecte la demande d'observer un moment de silence, 213, 309.
Demande aux parlementaires d'observer davantage le décorum, 281.
Rappelle aux parlementaires de respecter les délais impartis, 283.
Rappelle aux parlementaires que les déclarations faites durant la présentation des pétitions doivent être brèves, 284.
Rappelle aux parlementaires que les messages de félicitations ne doivent pas être de nature politique, 301.
Souligne le jubilé de platine de Sa Majesté la reine Elizabeth II, 349.
Souligne le 105^e^ anniversaire de la bataille de la crête de Vimy, 365.
Rappelle aux parlementaires que les questions supplémentaires doivent se rapporter à la question initiale pendant la période des questions orales, 394.
Ordonne à un député de s'asseoir, car celui-ci tentait de divulguer des délibérations à huis clos et a accusé d'autres parlementaires d'activités illicites, 472.

Donne la parole aux chefs de parti afin de faire des déclarations au sujet du décès de la reine Elizabeth II, 477.
Indique que les questions touchant les conflits d'intérêts devraient être adressées au commissaire à l'intégrité, 484.
**Prévisions budgétaires**
*Budget de capital, 2021-2022*, dépôt, 94.
*Budget de capital, 2022-2023,* dépôt, 313.
*Budget principal, 2021-2022,* dépôt, 127.
*Budget principal, 2022-2023,* dépôt, 346.
*Budget supplémentaire : Volume I, 2018-2019,* dépôt, 94.
*Budget supplémentaire : Volume I, 2019-2020,* dépôt, 152.
*Budget supplémentaire : Volume I, 2020-2021,* dépôt, 94 ; *Volume II, 2020-2021,* dépôt, 361.
***Budget supplémentaire : Volume I, 2018-2019***
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 98.
Gouvernement général, 98.
Autres organismes, 98.
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 98, 99.
Ministère de la Sécurité publique, 98.
Ministère du Développement social, 98.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure, 98.
***Budget supplémentaire : Volume I, 2019-2020***
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, 178.
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 179.
Bureau du Conseil exécutif, 179.
Ministère de la Santé, 179.
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 179.
Ministère de la Sécurité publique, 179.
Ministère du Développement social, 179.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure, 179.
***Budget supplémentaire : Volume I, 2020-2021***
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, 99.
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 99.
Ministère de la Santé, 99, 100.
Ministère de la Justice et de la Sécurité publique, 99.
Assemblée législative, 99.
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 99.
Société de développement régional, 100.
Ministère du Développement social, 99.
Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, 100.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure, 100.
***Budget supplémentaire : Volume II, 2020-2021***
Gouvernement général, 400.
Ministère de la Santé, 401.

Ministère de la Justice et de la Sécurité publique, 401.
Ministère des ressources naturelles et du Développement de l'énergie, 401.
Société de développement régional, 401.
***Budget principal, 2021-2022***
Ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, 172, 177, 178.
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, 173, 177.
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 173, 177.
Bureau du Conseil exécutif, 173.
Ministère des Finances et du Conseil du Trésor, 173.
Gouvernement général, 173.
Ministère de la Santé, 174, 177.
Ministère de la Justice et de la Sécurité publique, 174.
Assemblée législative, 175.
Ministère des ressources naturelles et du Développement de l'énergie, 175, 177.
Opportunités Nouveau-Brunswick, 175, 178.
Autres organismes, 175.
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 176, 177, 178.
Cabinet du premier ministre, 175.
Société de développement régional, 176, 177, 178.
Service de la dette publique, 176.
Ministère du Développement social, 176, 177, 178.
Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, 176, 178.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure, 176, 178.
***Budget principal, 2022-2023***
Ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, 395, 399, 400.
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, 395, 399.
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 395, 399.
Bureau du Conseil exécutif, 395.
Ministère des Finances et du Conseil du Trésor, 395.
Gouvernement général, 396.
Ministère de la Santé, 396, 399.
Ministère de la Justice et de la Sécurité publique, 396.
Assemblée législative, 397.
Ministère des ressources naturelles et du Développement de l'énergie, 397, 399.
Opportunités Nouveau-Brunswick, 397, 400.
Autres organismes, 397.
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 398, 399, 400.
Cabinet du premier ministre, 397.
Société de développement régional, 398, 399, 400.
Service de la dette publique, 398.

Ministère du Développement social, 398, 399, 400.
Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, 398, 400.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure, 398, 400.
**Privilège (*Voir* Question de privilège.)**
**Proclamation,** 1.
**Projets de loi déposés**
***Projets de loi d'intérêt privé adoptés***
*Association de cosmétologie du Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi constituant en société l'*
Projet de loi 115. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 431 ; recommandation d'adoption dans sa forme amendée, 439 ; deuxième lecture, 452 ; troisième lecture, 453 ; sanction royale, 474.
*Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi constituant l'*
Projet de loi 116. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 436 ; recommandation d'adoption sans amendement, 439 ; deuxième lecture, 452 ; troisième lecture, 453 ; sanction royale, 474.
*Commission des transports de Saint Jean, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 27. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 88 ; recommandation d'adoption dans sa forme amendée, 116 ; deuxième lecture, troisième lecture, 141 ; sanction royale, 171.
*compagnie Keystone General Insurance Company, Loi modifiant la Loi relative à la*
Projet de loi 62. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 191 ; recommandation d'adoption sans amendement, 214 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, troisième lecture, 229 ; sanction royale, 253.
*covenants restrictifs du titre de certains biens-fonds dans la cité appelée The City of Saint John dévolus à Plazacorp Property Holdings Inc., Loi éteignant certains*
Projet de loi 25. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 75 ; recommandation d'adoption sans amendement, 91 ; deuxième lecture, troisième lecture, 97 ; sanction royale, 114.
*Église Unie du Canada, Loi concernant l'*
Projet de loi 78. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 295 ; recommandation d'adoption sans amendement, 439 ; deuxième lecture, 452 ; troisième lecture, 453 ; sanction royale, 474.
*podiatrie, Loi modifiant la Loi concernant la*
Projet de loi 64. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 231 ; recommandation d'adoption sans

amendement, 295 ; deuxième lecture, troisième lecture, 302 ; sanction royale, 345.

*techniques du génie, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 119. Première lecture et renvoi au Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé, 447 ; étude en Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé et rapport de l'avancement des travaux, 462 ; recommandation d'adoption dans sa forme amendée, 477 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 484 ; étude en Comité plénier et rapport dans sa forme amendée, 492 ; troisième lecture, sanction royale, 494.

***Projets de loi d'intérêt public et d'initiative ministérielle adoptés***

*abeilles, Loi sur les*

Projet de loi 58. Première lecture, 181 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 212 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 214 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.

*accidents du travail, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 19. Première lecture, 70 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 77 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 115 ; troisième lecture, 140 ; sanction royale, 171.

*administration du Code du bâtiment, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 83. Première lecture, 307 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 321 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 337 ; troisième lecture, 339 ; sanction royale, 345.

*affectation de crédits, Loi de 2021-2022 portant*

Projet de loi 59. Première lecture, motion portant deuxième lecture, adoption de la motion par vote par appel nominal, 181 ; troisième lecture, 182, sanction royale, 254.

*affectation de crédits, Loi de 2022-2023 portant*

Projet de loi 101. Première lecture, deuxième lecture, troisième lecture, 401 ; sanction royale, 474.

*affectation de crédits, Loi spéciale de 2022 portant*

Projet de loi 86. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 403 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 430 ; troisième lecture, 436 ; sanction royale, 474.

*affectation de crédits, Loi supplémentaire de 2018-2019 (1) portant*

Projet de loi 30. Première lecture, deuxième lecture, 100 ; troisième lecture, 101 ; sanction royale, 114.

*affectation de crédits, Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant*

Projet de loi 60. Première lecture, 181 ; deuxième lecture, troisième lecture, 182 ; sanction royale, 253.

*affectation de crédits, Loi supplémentaire de 2020-2021 (1) portant*
Projet de loi 31. Première lecture, deuxième lecture, 100 ; troisième lecture, 101 ; sanction royale, 114.
*affectation de crédits, Loi supplémentaire de 2020-2021 (2) portant*
Projet de loi 102. Première lecture, deuxième lecture, troisième lecture, 401 ; sanction royale, 474.
*application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence, Loi concernant l'*
Projet de loi 54. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 211 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.
*assurance médicaments sur ordonnance et médicaments onéreux, Loi modifiant la Loi sur l'*
Projet de loi 90. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 404 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 418 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 428 ; troisième lecture, 432 ; sanction royale, 474.
*assurances, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 33. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 156 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 252.
*autonomie accrue du système scolaire, Loi concernant l'*
Projet de loi 35. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 186 ; reprise et ajournement du débat, 190 ; reprise du débat, amendement proposé, débat, ajournement du débat, 196, 203, 216 ; reprise du débat, amendement rejeté, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, 217 ; ajournement du débat, 218 ; reprise et fin du débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, 219 ; adoption de la motion par vote par appel nominal, 220 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 237 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 238, sanction royale, 252.
*bien-être des enfants et des jeunes, Loi sur le*
Projet de loi 114. Première lecture, 428 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, ajournement du débat, 433 ; reprise et ajournement du débat, 437, 447, 454 ; reprise et fin du débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, 459 ; adoption de la motion, 460 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 472 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion, 473 ; sanction royale, 474.

*biens industriels lourds, Loi concernant les*
Projet de loi 117. Première lecture, 446 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 453 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 461 ; troisième lecture, 467 ; sanction royale, 474.
*changements climatiques, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 2. Première lecture, 44 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 63 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 96 ; troisième lecture, 104 ; sanction royale, 113.
*Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail et le Tribunal d'appel des accidents au travail, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 20. Première lecture, 70 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 77 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 115 ; troisième lecture, 140 ; sanction royale, 171.
*Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 88. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 404 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 430 ; troisième lecture, 437 ; sanction royale, 474.
*communication illégale d'images intimes, Loi sur la*
Projet de loi 69. Première lecture, 269 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 277 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 349 ; troisième lecture, 361 ; sanction royale, 393.
*Conseil exécutif, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 8. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 61 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 103 ; troisième lecture, 111 ; sanction royale, 114.
*Conseil exécutif, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 107. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 409 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 438 ; troisième lecture, 450 ; sanction royale, 474.
*Conseil exécutif et la Loi sur l'Assemblée législative, Loi concernant la Loi sur le*
Projet de loi 43. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 155 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 234 ; troisième lecture, 238 ; sanction royale, 253.

*conseillers de la Reine et leur préséance, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 11. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, 61 ; adoption de la motion, 62 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 69 ; troisième lecture, 77 ; sanction royale, 114.
*consentement des mineurs aux traitements médicaux, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 56. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 212 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 230 ; troisième lecture, 236 ; sanction royale, 253.
*coroners, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 10. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 61 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 69 ; troisième lecture, 77 ; sanction royale, 114.
*corporations commerciales, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 95. Première lecture, 361 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 405 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion, 407 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 438 ; motion portant troisième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, adoption de la motion, 449 ; sanction royale, 474.
*Cour provinciale, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 98. Première lecture, 361 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 408 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 448 ; troisième lecture, 452 ; sanction royale, 474.
*curateur public, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 44. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 192 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.
*déclaration obligatoire des blessures par balle et par arme blanche, Loi sur la*
Projet de loi 9. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 61 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 69 ; troisième lecture, 77 ; sanction royale, 114.
*dispositions législatives, Loi modifiant diverses*
Projet de loi 42. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, 153 ; débat 154 ; rejet de l'amendement, adoption de la motion, 155 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 231 ; étude en

Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 234 ; troisième lecture, 238 ; sanction royale, 253.

*droit de la famille, Loi sur le*

Projet de loi 6. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 63 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion, 73 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 103 ; troisième lecture, 111 ; sanction royale, 114.

*droit de la famille, Loi concernant la Loi sur le*

Projet de loi 7. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 73 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 103 ; troisième lecture, 111 ; sanction royale, 114.

*élections générales municipales de 2021, Loi concernant les*

Projet de loi 45. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 151 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 157 ; troisième lecture, 160 ; sanction royale, 171.

*élections municipales, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 23. Première lecture, 70 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, 78 ; débat, rejet de l'amendement, adoption de la motion, 79 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 96 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 103 ; troisième lecture, 113 ; sanction royale, 114.

*électricité, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 24. Première lecture, 70 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 79 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 103 ; troisième lecture, 113 ; sanction royale, 114.

*électricité, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 77. Première lecture, 288 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, 292 ; adoption de la motion, 293 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 306 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 317 ; motion portant troisième lecture, débat, amendement proposé, débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, 334 ; adoption de la motion par vote par appel nominal, 335 ; sanction royale, 345.

*électricité, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 99. Première lecture, 361 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 403 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 438, 459 ;

étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 461 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion, 467 ; sanction royale, 474.

*emprunts de 2021, Loi sur les*

Projet de loi 47. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 192 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 201 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.

*entretien des infrastructures pour terrain marécageux, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 106. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 409 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 451 ; troisième lecture, 459 ; sanction royale, 474.

*évaluation, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 4. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 72 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 96 ; troisième lecture, 104 ; sanction royale, 114.

*évaluation, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 5. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 72 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 90 ; troisième lecture, 97 ; sanction royale, 114.

*financement communautaire, Loi concernant le*

Projet de loi 120. Première lecture, 478 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 483 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, motion portant troisième lecture, adoption de la motion par vote par appel nominal, 491 ; sanction royale, 493.

*foyers de soins, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 80. Première lecture, 303 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 305 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 317 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 323 ; troisième lecture, 336 ; sanction royale, 345.

*hygiène et la sécurité au travail, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 111. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 411 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 438 ; troisième lecture, 452 ; sanction royale, 474.

*impôt foncier, Loi modifiant la Loi sur l'*

Projet de loi 89. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 404 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 430 ; étude

en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 458 ; troisième lecture, 462 ; sanction royale, 474.

*impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi de l'*
Projet de loi 34. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 186 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 252.

*impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi de l'*
Projet de loi 48. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, 192 ; ajournement du débat, 193 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 203 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 231 ; sanction royale, 253.

*impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi de l'*
Projet de loi 103. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 408 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 458 ; troisième lecture, 462 ; sanction royale, 474.

*location de locaux d'habitation, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 66. Première lecture, 269 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 276 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 306 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 315 ; sanction royale, 345.

*location de locaux d'habitation, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 96. Première lecture, 361 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 407 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 438 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 459 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion, 462 ; sanction royale, 474.

*modernisation de la législation régissant les sociétés à responsabilité limitée, Loi concernant la*
Projet de loi 72. Première lecture, 275 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 280 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 349 ; troisième lecture, 361 ; sanction royale, 393.

*montage et l'inspection des installations de plomberie, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 92. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 405 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 418 ; troisième lecture, 429 ; sanction royale, 474.

*montage et l'inspection des installations électriques, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 74. Première lecture, 279 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 281 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 350 ; troisième lecture, 362 ; sanction royale, 393.
*normes d'emploi, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 112. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 412 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 438 ; troisième lecture, 452 ; sanction royale, 474.
*notaires, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 15. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 63 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 115 ; troisième lecture, 140 ; sanction royale, 171.
*Opportunités Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi constituant*
Projet de loi 40. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 153 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 180 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 201; troisième lecture, 210 ; sanction royale, 253.
*passation des marchés publics, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 67. Première lecture, 269 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 276 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 306 ; troisième lecture, 314 ; sanction royale, 345.
*poisson et la faune, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 37. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 192 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.
*police, Loi concernant la Loi sur la*
Projet de loi 53. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 211 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 232 ; sanction royale, 253.
*police, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 84. Première lecture, 307 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 321 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 337 ; troisième lecture, 339 ; sanction royale, 345.
*police, Loi modifiant la Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 94. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 405 ; étude en Comité permanent de la

politique économique et rapport sans amendement, 418 ; troisième lecture, 429 ; sanction royale, 474.

*pratiques d'inscription équitables dans les professions réglementées, Loi sur les*

Projet de loi 118. Première lecture, 446 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, 453 ; rejet de l'amendement, adoption de la motion, 454 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 461 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 464 ; troisième lecture, 470 ; sanction royale, 474.

*prescription, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 49. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 204 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 214 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.

*prestations de pension, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 71. Première lecture, 275 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 279 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 291 ; troisième lecture, 296 ; sanction royale, 345.

*prévention des incendies, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 93. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 405 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 418 ; troisième lecture, 429 ; sanction royale, 474.

*procédure applicable aux infractions provinciales, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 52. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 211 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.

*processus de nomination, Loi concernant le*

Projet de loi 100. Première lecture, 361 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 408 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 438 ; troisième lecture, 450 ; sanction royale, 474.

*procurations durables et la Loi sur les testaments, Loi concernant la Loi sur les*

Projet de loi 14. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 73 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 109 ; troisième lecture, 113 ; sanction royale, 114.

*récipients à boisson, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 70. Première lecture, 275 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 279 ; étude en Comité permanent de la

politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 306 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 317 ; troisième lecture, 334 ; sanction royale, 345.

*recours dans le secteur de la construction, Loi sur les*

Projet de loi 12. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 62 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 103 ; troisième lecture, 111 ; sanction royale, 114.

*recours dans le secteur de la construction, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 68. Première lecture, 269 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 277 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 323 ; troisième lecture, 334 ; sanction royale, 345.

*reddition de comptes et l'amélioration continue, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 108. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 409 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 438 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 464; troisième lecture, 470 ; sanction royale, 474.

*réforme de la gouvernance locale, Loi concernant la*

Projet de loi 82. Première lecture, 304 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 307 ; amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, 311 ; débat, ajournement du débat, 312, 316 ; reprise et fin du débat, 321 ; rejet de l'amendement, adoption de la motion, 322 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 337 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 340 ; troisième lecture, 341 ; sanction royale, 345.

*réforme de la gouvernance locale, Loi de 2022 concernant la*

Projet de loi 110. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 411 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 448 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 451 ; troisième lecture, 459 ; sanction royale, 474.

*réglementation des alcools, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 22. Première lecture, 70 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 78 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 109 ; troisième lecture, 113 ; sanction royale, 114.

*réglementation des jeux, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 50. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 204 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.

*relations industrielles, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 21. Première lecture, 70 ; motion portant deuxième lecture, débat, 77; amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, ajournement du débat, 78 ; reprise et fin du débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, 81 ; adoption de la motion, 82 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 96 ; troisième lecture, 104 ; sanction royale, 114.

*responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 57. Première lecture, 181 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 212 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.

*Salle Beaverbrook, Loi concernant la*
Projet de loi 97. Première lecture, 361 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 407 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 430 ; troisième lecture, 437 ; sanction royale, 474.

*santé publique, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 91. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 404 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 428 ; troisième lecture, 432 ; sanction royale, 474.

*santé publique, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 104. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 408 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 438 ; troisième lecture, 452 ; sanction royale, 474.

*sécurité des communautés et des voisinages, Loi modifiant la Loi visant à accroître la*
Projet de loi 73. Première lecture, 279 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 281 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 350 ; troisième lecture, 361 ; sanction royale, 393.

*sécurité du revenu familial, Loi concernant la Loi sur la*
Projet de loi 65. Première lecture, 269 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 276 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 291 ; troisième lecture, 296 ; sanction royale, 345.

*services à la petite enfance, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 3. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 61 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 115 ; troisième lecture, 140 ; sanction royale, 171.

*services à la petite enfance, Loi relative à la Loi sur les*
Projet de loi 109. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 410 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion, 411 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 438 ; motion portant troisième lecture, débat, ajournement du débat, 450 ; adoption de la motion, 452 ; sanction royale, 474.
*Services Nouveau-Brunswick, Loi modifiant la Loi sur*
Projet de loi 38. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 153 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 180 ; troisième lecture, 190 ; sanction royale, 253.
*sports de combat, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 41. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 153 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 253.
*systèmes de saisie d'images, Loi concernant les*
Projet de loi 51. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 205 ; reprise et ajournement du débat, 206 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion, 210 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 213 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 231 ; sanction royale, 253.
*taxe sur l'essence et les carburants, Loi modifiant la Loi de la*
Projet de loi 32. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 146 ; reprise et ajournement du débat, 150 ; adoption de la motion, 186 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 214 ; troisième lecture, 228 ; sanction royale, 252.
*taxe sur l'essence et les carburants, Loi modifiant la Loi de la*
Projet de loi 87. Première lecture, 360 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 403 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 430 ; motion portant troisième lecture, adoption de la motion par vote par appel nominal, 436 ; sanction royale, 474.
*véhicules à moteur, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 13. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 62 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 109 ; motion portant troisième lecture, débat, 111 ; amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, adoption de la motion, 112 ; sanction royale, 114.

*véhicules à moteur, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 113. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 412 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 451 ; troisième lecture, 459 ; sanction royale, 474.
*vente au détail du cannabis, Loi concernant la*
Projet de loi 79. Première lecture, 303 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 304 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 350 ; troisième lecture, 363 ; sanction royale, 393.
*ventes de tabac et de cigarettes électroniques, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 55. Première lecture, 180 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 211 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 230 ; troisième lecture, 236 ; sanction royale, 253.
*voirie, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 36. Première lecture, 132 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 200 ; reprise et ajournement du débat, 203 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion, 218 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 234 ; troisième lecture, 238 ; sanction royale, 252.
*voirie, Loi modifiant la Loi sur la*
Projet de loi 105. Première lecture, 402 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 409 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport dans sa forme amendée, 451 ; motion portant troisième lecture, débat, adoption de la motion, 459 ; sanction royale, 474.

***Projets de loi d'intérêt public et d'initiative ministérielle non adoptés***

*droit à l'information et la protection de la vie privée, Loi modifiant la Loi sur le*
Projet de loi 76. Première lecture, 287 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion, 291.
*mines, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 75. Première lecture, 279 ; motion portant deuxième lecture, débat, 281 ; adoption de la motion, 282 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport sans amendement, 350 ; motion portant troisième lecture, débat, amendement proposé, débat, rejet de l'amendement par vote par appel nominal, 362 ; amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 363 ; deuxième rapport du Comité permanent de modification des lois, 446.

***Projet de loi d'intérêt public et d'initiative parlementaire adopté***

*ventes de tabac et de cigarettes électroniques, Loi modifiant la Loi sur les*
Projet de loi 63. Première lecture, 215 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé, amendement déclaré irrecevable, adoption de la motion, 221 ; étude en Comité permanent de la politique

économique et rapport sans amendement, 230 ; troisième lecture, 239 ; sanction royale, 253.

***Projets de loi d'intérêt public et d'initiative parlementaire non adoptés***

*dons de tissus humains, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 61. Première lecture, 182 ; motion portant deuxième lecture, débat, amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 193 ; premier rapport du Comité permanent de modification des lois, 439.

*élections municipales, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 28. Première lecture, 91 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 108 ; reprise du débat, 221 ; amendement proposé portant renvoi au Comité permanent de modification des lois, débat, adoption de la motion, 222 ; deuxième rapport du Comité permanent de modification des lois, 446.

*location de locaux d'habitation, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 18. Première lecture, 60 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 207 ; reprise et fin du débat, rejet de la motion par vote par appel nominal, 220.

*location de locaux d'habitation, Loi modifiant la Loi sur la*

Projet de loi 26. Première lecture, 81.

*Loi électorale, Loi modifiant la*

Projet de loi 16. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 242 ; reprise et fin du débat, adoption de la motion, 280.

*mesures d'urgence, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 85. Première lecture, 339 ; motion portant deuxième lecture, débat, rejet de la motion par vote par appel nominal, 342.

*normes d'emploi, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 81. Première lecture, 303 ; motion portant deuxième lecture, débat, rejet de la motion, 307.

*partenaires de vie et les soins de longue durée, Loi sur les*

Projet de loi 46. Première lecture, 143 ; motion portant deuxième lecture, débat, ajournement du débat, 280.

*sécurité alimentaire locale, Loi sur la*

Projet de loi 29. Première lecture, 97.

*ventes de tabac et de cigarettes électroniques, Loi modifiant la Loi sur les*

Projet de loi 17. Première lecture, 45 ; motion portant deuxième lecture, débat, adoption de la motion par vote par appel nominal, 206 ; étude en Comité permanent de la politique économique et rapport de l'avancement des travaux, 214.

*vérificateur général, Loi modifiant la Loi sur le*

Projet de loi 39. Première lecture, 132.

## R

**Rappels au Règlement**

Des parlementaires. Objection : langage non parlementaire, 45, 75, 81, 188, 199, 208, 230, 255, 275, 297, 306, 411, 448, 477.

L'hon. M. Savoie. Objection : attribution de propos au premier ministre ; le président sursoit à statuer, 59.

L'hon. M. Savoie. Objection : désignation d'un député par son nom au lieu de son titre ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 59 ; le député retire son observation, 197.

M. Arseneault. Objection : la demande visant la tenue d'un débat d'urgence est irrecevable, le président suppléant de la Chambre sursoit à statuer, 65 ; le président suppléant rejette la demande, 68.

M. Arseneault. Objection : utilisation d'appareils électroniques pendant la période des questions ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 75.

M. Arseneault. Objection : le premier ministre aurait rompu la confidentialité du Cabinet ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 75.

M. Arseneault. Objection : l'amendement proposé est irrecevable ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 84, 105.

M. Arseneault. Objection : le président de la Chambre a reçu une copie de l'amendement avant l'opposition ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 84.

L'hon. M. Savoie. Objection : le sous-amendement proposé est irrecevable ; la vice-présidente de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 85.

M. Arseneault. Objection : demande visant la tenue d'un vote par appel nominal ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 93.

M. Arseneault. Objection : un ministre a fait une comparaison défavorable à l'endroit d'un député ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 96.

M[me] Harris. Objection : certains députés ne portent pas de masque ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 96.

L'hon. M. Savoie. Objection : les observations dépassent la portée de la motion ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 101.

L'hon. M. Savoie. Objection : l'amendement proposé est irrecevable ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 102, 327.

L'hon. M. Savoie. Objection : une déclaration de député porte atteinte à la réputation d'un ministre ; le président de la Chambre sursoit à statuer, 115.

M. Arseneault. Objection : demande de précisions pour savoir quels comités peuvent convoquer des témoins du public au sujet de projets de loi ; décision du président de la Chambre, 154.
M. Guitard. Objection : demande de suspension des travaux faute de quorum ; la vice-présidente de la Chambre statue que le quorum est atteint, 203.
M. Carr. Objection : une députée ne devrait pas être autorisée à poursuivre son discours en raison de sa sortie de la Chambre ; la vice-présidente de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 203.
L'hon. M. Savoie. Objection : les déclarations faites durant la présentation des pétitions étaient trop longues ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé et demande que les déclarations ne dépassent pas deux minutes, 283.
M. Arseneault. Objection : un député a mis en doute l'intégrité d'un autre député ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 301.
M. Arseneau. Objection : les textes des ministres devraient être fournis aux parlementaires du côté de l'opposition en Comité des subsides ; la présidente du comité statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 324.
M. Arseneault. Objection : la motion 89 (motion d'attribution de temps) est irrecevable ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 324.
L'hon. M. Savoie. Objection : l'amendement de la motion d'attribution de temps dépasse la portée de la motion originale ; la présidente suppléante de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 327.
M. Arseneault. Objection : le président devrait prévoir unilatéralement la tenue de séances virtuelles ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 329.
M. Arseneault. Objection : les parlementaires ne devraient être autorisés à participer aux votes par appel nominal que s'ils prennent place à la Chambre quand la question est mise aux voix ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 336.
M. Arseneault. Objection : désignation d'un député par son nom au lieu de son titre ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 360.
M. Landry. Objection : demande de suspension des travaux faute de quorum ; la vice-présidente de la Chambre statue que le quorum est atteint, 365.
M. Arseneault. Objection : la motion 111 (motion d'attribution de temps) est irrecevable, 452.
M. Guitard. Objection : une déclaration de félicitations d'une ministre n'a pas été faite pendant les déclarations de ministres ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 477.

M. Arseneault. Objection : la motion 118 (motion d'attribution de temps) est irrecevable, 480 ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement n'est pas bien fondé, 489.
L'hon. M. Flemming. Objection : un député aurait divulgué des délibérations à huis clos ; le président de la Chambre statue que le rappel au Règlement est bien fondé, 484.

**Rapports annuels**

Agence de gestion des véhicules, 2019-2020, 141.
Assemblée législative, *Activités parlementaires*, 2019, 57 ; 2020, 347.
Bureau d'intervenant public, une unité du Cabinet du procureur général, 2019-2020, 7 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Bureau de l'Ombud, 2013-2016, 2016-2019, 2019-2021, 347.
Bureau du coroner en chef, 2017, 57 ; 2020, 338.
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances, 2020, 128 ; 2021, 366.
Bureau du vérificateur général (plan d'activités), 2021-2022, 187 ; 2022-2023, 450.
Bureau du vérificateur général (rapport sur le rendement), 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 481.
Cabinet du procureur général, *Loi sur l'abrogation des lois,* 2021, 141 ; 2022, 354.
Caisse d'indemnisation établie en vertu de la *Loi sur l'indemnisation des pompiers*, 2020, 273 ; 2021, 480.
Cannabis NB, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 481.
Centre communautaire Sainte-Anne, 2019-2020, 156 ; 2020-2021, 354.
Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 273.
Commissariat aux langues officielles, 2019-2020, 108 ; 2020-2021, 273.
Commission de l'énergie et des services publics, 2019-2020, 7 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 496.
Commission de l'enseignement supérieur des provinces Maritimes, 2019-2020, 56.
Commission de police, 2019-2020, 273.
Commission des assurances, 2020, 168 ; 2021, 347.
Commission des droits de la personne, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 406.
Commission des produits forestiers, 2019-2020, 128.
Commission des services d'aide juridique, 2019-2020, 56 ; 2020-2021, 282.
Commission des services financiers et des services aux consommateurs, 2019-2020, 7 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Commission du travail et de l'emploi, 2019-2020, 74 ; 2020-2021, 347.
Comptes publics 2020, volume 1, 56 ; volume 2, 125.
Comptes publics 2021, volume 1, 273 ; volume 2, 347.
Comptes publics 2022, volume 1, 481.
Conseil de l'Ordre des sages-femmes, 2021-2022, 480.
Conseil de la recherche et de la productivité, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 296.

Conseil de la santé, 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées, 2017-2018, 2018-2019, 56 ; 2019-2020, 273 ; 2020-2021, 484.
Contrôleur du financement politique, 2018, 273 ; 2019, 273 ; 2020, 347.
Corporation de financement des municipalités, 2020, 316.
Élections Nouveau-Brunswick, 2019-2020, 273 ; 2020-2021, 286.
États de divulgation publique, 2019, 290.
Extra-Mural/Ambulance Nouveau-Brunswick, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 347.
Ministère de l'Agriculture, de l'Aquaculture et des Pêches, 2019-2020, 89 ; 2020-2021, 312.
Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance, 2019-2020, 187 ; 2020-2021, 406.
Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 347.
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 305.
Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux (surveillance de la qualité de l'air), 2018, 125 ; 2019, 273 ; 2020, 481.
Ministère de la Justice et de la Sécurité publique, 2020-2021, 305.
Ministère de la Justice et du Cabinet du procureur général, 2018-2019, 74 ; 2019-2020, 272.
Ministère de la Santé, 2019-2020, 128 ; 2020-2021, 347.
Ministère de la Sécurité publique, 2019-2020, 74.
Ministère des Affaires autochtones, 2019-2020, 74 ; 2020-2021, 316.
Ministère des Finances et du Conseil du Trésor, 2019-2020, 151 ; 2020-2021, 308.
Ministère des Finances et du Conseil du Trésor (rapport sur les droits), 2021, 125 ; 2022, 347.
Ministère des Ressources naturelles et du Développement de l'énergie, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 308.
Ministère des Transports et de l'Infrastructure, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 305.
Ministère du Développement social, 2019-2020, 74 ; 2020-2021, 305.
Ministère du Tourisme, du Patrimoine et de la Culture, 2019-2020, 125 ; 2020-2021, 331.
New Brunswick Community College, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 274.
Opportunités NB, 2019-2020, 68 ; 2020-2021, 305.
Recycle NB, 2019, 7 ; 2020, 272 ; 2021, 480.
Réseau de santé Horizon, 2019-2020, 7 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Réseau de santé Vitalité, 2019-2020, 7 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Services Nouveau-Brunswick, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 278.
Société d'assurance-dépôts des caisses populaires, 2020, 7 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Société d'énergie, 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 481.
Société de développement régional, 2018-2019, 125 ; 2019-2020, 480.

Société de gestion du cannabis, 2018-2019, 2019-2020, 359 ; 2020-2021, 410.
Société de Kings Landing, 2019-2020, 187 ; 2020-2021, 406.
Société de l'inclusion économique et sociale, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 480.
Société des alcools, 2019-2020, 57 ; 2020-2021, 273 ; 2021-2022, 481.
Société des loteries et des jeux, 2018-2019, 187 ; 2019-2020, 359 ; 2020-2021, 480.
Travail sécuritaire NB, 2020, 273 ; 2021, 480.
Vérificateur général, volume I, 2022, 480.
Vérificateur général, volume II, 347 ; volume III, 2021, 347.
Vérificatrice générale, volume I, 56 ; volume II, 128 ; volume III, 2020, 128.
Vérificatrice générale, volume I, 2021, 273.
Vestcor Inc., 2019, 2020, 273 ; 2021, 480.

**Rapports (autres)**

*À travers leurs yeux : La vie des enfants et des jeunes pris en charge par la province*, défenseur des enfants et de la jeunesse, 470.
*Analyse législative : Projet-de-loi 114* - Loi sur le bien-être des enfants et des jeunes, 447.
*Élections locales de mai 2021 : Modifications électorales et recommandations postélectorales*, Élections Nouveau-Brunswick, 274.
États financiers audités du Fonds pour l'achèvement de la formation professionnelle (*Loi sur la formation professionnelle dans le secteur privé*), 2019-2020, 126 ; 2020-2021, 274 ; 2021-2022, 493.
États financiers consolidés et rapport des auditeurs indépendants de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick, 2021, 274; 2022, 481.
États financiers de la Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick, 31 mars 2022, 481.
*Événements électoraux locaux de 2021 : Rapport de la directrice des élections municipales*, 347.
*Investir dans l'enfance : Un examen et un appel à l'urgence dans les services de protection de l'enfance au Nouveau-Brunswick,* défenseur des enfants et de la jeunesse du Nouveau-Brunswick, 427.
*Le 10 mai 2021 : Élections locales : Rapport de la directrice des élections municipales*, 274.
*Liste non vérifiée des paiements aux médecins,* 2019-2020, 126.
*Listes d'employés supplémentaires non vérifiées,* 2019-2020, 126.
*Listes de fournisseurs supplémentaires non vérifiées,* 2019-2020, 126.
*Plan d'action pour les personnes ayant un handicap : Rapport d'avancement du Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées*, 348.
Plan d'inclusion économique et sociale 2020-2025 (rapport d'étape), 496.
*Promouvoir l'efficacité du Comité des comptes publics : Seize suggestions de la vérificatrice générale au Comité des comptes publics pour accroître son efficacité : Février 2021,* 128.

*Quarantième élection générale provinciale : Le 14 septembre 2020 : Rapport de la directrice générale des élections,* 128.

*Rapport à l'Assemblée législative : Questions et recommandations découlant de la décision du Ministère de la Santé et du Ministère de l'éducation et du développement de la petite enfance de lever certaines restrictions relatives à la COVID-19 dans les écoles du Nouveau-Brunswick*, défenseur des enfants, des jeunes et des aînés, 406.

*Rapport au Comité permanent de la procédure, des privilèges et des hauts fonctionnaires de l'Assemblée concernant les séances virtuelles de la Chambre*, 128.

*Rapport de gestion sur les états financiers consolidés et notes afférentes,* Travail sécuritaire NB, 2020, 274 ; 2021, 481.

Rapport du ministère du Développement social fondé sur les recommandations du rapport de la vérificatrice générale sur les foyers de groupes et placements spécialisés, 186.

*Rapport et recommandations du comité indépendant chargé d'examiner le traitement et les avantages des députés à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, 29 septembre 2022,* 485.

*Rapport sur l'état de l'enfance 2020,* défenseur des enfants et de la jeunesse, 141.

*Rapport sur la mise en application des recommandations du défenseur découlant de l'examen sur les services de santé mentale et de la prévention du suicide chez les jeunes*, 485.

Rapport sur la révision opérationnelle de la *Loi sur la surveillance pharmaceutique*, 190.

Rapport sur le Fonds pour les changements climatiques pour les exercices financiers 2018-2019 et 2019-2020 (*Loi sur les changements climatiques)*, 126.

*Recommandations postélectorales pour un changement législatif,* Élections Nouveau-Brunswick, 126.

Renseignement concernant la modification du droit relatif au remplacement de la plaque d'immatriculation d'un chien en vertu de la *Loi sur les municipalités*, 274.

Renseignements concernant l'établissement des nouveaux droits prévus au *Règlement général* pris en vertu de la *Loi sur les permis de détaillants de cannabis*, 481.

Renseignements concernant la modification de droits et l'instauration de nouveaux droits au titre du *Règlement 89-65, Règlement sur les droits relatifs aux autorisations spéciale*s, pris en vertu de la *Loi sur les véhicules à moteur*, 481.

Renseignements concernant la modification des droits de forfaits de permis prévus au *Règlement sur la chasse* pris en vertu de la *Loi sur le poisson et la faune*, 126.

Renseignements concernant la modification des droits relatifs aux loyers des terres de la Couronne prévus au *Règlement sur l'administration des terres de la Couronne – Loi sur les terres et forêts de la Couronne*, 187.

Renseignements concernant la modification des droits relatifs aux licences des loteries prévus à la *Loi sur la réglementation des jeux*, 274.
Renseignements concernant la modification des droits relatifs aux redevances sur le bois récolté sur les terres de la Couronne au titre de la *Loi sur les terres et forêts de la Couronne*, 481.
*Suivi conjoint des recommandations formulées à la Société des loteries de l'Atlantique,* 406.

**S**

**Sanction royale**
Lieutenante-gouverneure, 114, 171, 253, 345, 393, 493, 494.
**Subsides** (*Voir* **Budget, Comités des subsides, Prévisions budgétaires.**)

**Q**

**Question de privilège**
M. Arseneau. Le président n'entendra pas de question de privilège le jour de la présentation du budget, 127.
M. Arseneau. Distribution d'un document au comité dans une seule langue officielle, le président de la Chambre déclare qu'il donnera suite à la question dans deux heures, 129 ; le président informe la Chambre que le préavis de deux heures est écoulé, invite M. Arseneau à exposer sa question de privilège, puis sursoit à statuer, 141 ; le président statue que la question soulevée ne constitue pas de prime abord une violation de privilège, 147.

**V**

**Votes par appel nominal**
**Motions**
Motion d'adoption du premier rapport du Comité permanent de modification des lois, adoption, 445.
Motion d'ajournement, adoption, 67, 160, 293, 432.
Motion 3, rejet du sous-amendement, 86 ; adoption de la motion amendée, 87.
Motion 4, rejet du sous-amendement, 107.
Motion 28, adoption, 169.
Motion 52, adoption de la motion amendée, 166.
Motion 60, rejet de l'amendement, adoption de la motion, 185.
Motion 73, rejet, 242.
Motion 86, rejet, 329.
Motion 89, rejet de l'amendement, adoption de la motion, 333.
Motion 90, rejet, 343.
Motion 95, adoption, 391.
Motion 96, adoption, 388.
Motion 99, adoption, 413.

Motion 104, rejet, 434.
Motion 112, rejet, 486.
Motion 114, adoption, 466.
Motion 116, adoption de l'amendement, 469.
Motion 118, adoption, 490.
**Projets de loi**
13, rejet d'un amendement à l'étape de la troisième lecture, 112.
17, adoption de la motion portant deuxième lecture, 207.
18, rejet de la motion portant deuxième lecture, 221.
21, rejet d'un amendement à l'étape de la deuxième lecture, 82.
35, rejet d'un amendement à l'étape de la deuxième lecture, 219 ; adoption de la motion portant deuxième lecture, 220 ; adoption de la motion portant troisième lecture, 238.
48, adoption de la motion portant deuxième lecture, 204.
51, adoption de la motion portant troisième lecture, 232.
53, adoption de la motion portant troisième lecture, 232.
59, adoption de la motion portant deuxième lecture, 181.
61, adoption d'un amendement à l'étape de la deuxième lecture, 193.
66, adoption de la motion portant troisième lecture, 315.
75, rejet d'un amendement à l'étape de la troisième lecture, 362 ; adoption d'un amendement à l'étape de la troisième lecture, 363.
77, rejet d'un amendement à l'étape de la deuxième lecture, 292 ; rejet d'un amendement à l'étape de la troisième lecture, adoption de la motion portant troisième lecture, 335.
85, rejet de la motion portant deuxième lecture, 342.
87, adoption de la motion portant troisième lecture, 437.
95, rejet d'un amendement à l'étape de la troisième lecture, 449.
114, rejet d'un amendement à l'étape de la deuxième lecture, 460.
119, adoption de la motion portant deuxième lecture, 484.
120, adoption de la motion portant deuxième lecture, 483 ; adoption de la motion portant troisième lecture, 492.